QUARANTIÈME ANNÉE — N° 12020 — MARDI 20 SEPTEMBRE 1983

La livraison à l'Irak des Super-Étendard aurait été différée

LIRE PAGE 48



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,80 dr. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, ... esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 10

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Risque d'affrontement syro-américain au Liban

Sortir de la passivité

Si la Syrie met à exécution sa menace de riposter à « toute nouvelle attaque aérienne, navale ou terrestre » menée par le contingent américain de la force multinationale, ou à partir des bâtiments de guerre mouillant au large de Beyrouth, une brusque et dramatique évolution du conflit libanais serait difficilement évitable.

A en juger par les déclarations du secrétaire américain à la défense, les États-Unis ne veulent pas d'une telle confrontation ; ils revendiquent seulement le droit de défendre leur contingent quand celui-ci est attaqué. Il n'empêche, comme le font remarquer des observateurs diplomatiques de Washington — cités par l'A.F.P., — que les tirs américains de samedi répliquent au bombardement d'un secteur où se trouvent le ministère libanais de la défense et la résidence de l'ambassadeur américain. Les contingents de la force multinationale n'avaient été ni visés ni atteints.

M. Carl Weinberger a admis, que l'intervention des navires et des avions américains apportait « une très légère modification » au mandat confié à la force multinationale. Ne risque-t-on pas, de modification en modification, de déboucher sur une franche participation des forces américaines à la guerre du Liban ?

Les tentations, voire les justifications, ne manquent pas. Le président Reagan a virtuellement adopté le point de vue de M. Gemayel, selon lequel le Liban est victime d'une agression extérieure, la plupart des opposants au régime phalangiste n'étant que des traîtres servant des intérêts étrangers. N'avait-il pas déclaré, lors d'un récent passage à Paris, qu'il bénéficiait de la confiance de 99 % du peuple libanais ? Une telle thèse lui permettrait de faire appel au soutien militaire de puissances hostiles aux « visées hégémoniques » de la Syrie et aux « activités subversives » des Palestiniens.

Le gouvernement de Beyrouth ne peut espérer une victoire décisive sans aide étrangère. Les druzes se battent sur leur propre terrain et bénéficient d'un soutien syrien massif en armements et en logistique. Les chiites, qui peuplent les quartiers sud de Beyrouth, sont en mesure de prendre à revers l'armée libanaise.

M. Cheysson a qualifié le conflit de « guerre civile » et rappelé que le mandat de la force multinationale ne lui permettait pas de s'en mêler : c'est beaucoup demander aux soldats qui, selon sa propre expression, ne font « canarder ». M. Hernu a cherché, pour sa part, d'aller au-delà de cette passivité et il a déclaré à l'A.F.P. qu'« il serait indéniablement utile qu'une force des Nations unies (étoffée d'observateurs) soit l'élément moteur du rétablissement de l'intégrité et de la souveraineté du Liban ». Si les États-Unis ne veulent pas s'engager davantage dans le conflit — et l'opposition du Congrès ne leur permet guère de le faire, — n'auraient-ils pas intérêt à agir dans le même sens ? Une initiative diplomatique concertée de l'Amérique et de l'Europe pourrait-elle déboucher sur une « table ronde » de réconciliation nationale ? Pour enrayer l'escalade qui s'esquisse actuellement, l'opération mérite au moins d'être tentée.

Damas menace de bombarder « toute source de feu » visant ses troupes

Washington ripostera aux tirs contre ses soldats

De notre envoyé spécial

Les États-Unis ont affirmé samedi qu'ils riposteraient aux tirs dirigés contre leur ambassade et leurs « marines » à Beyrouth, suscitant une vive réaction de la Syrie. M. Weinberger, secrétaire à la défense, a exclu, dimanche, que le « contingent américain se joigne aux forces libanaises pour combattre les différentes factions ». Beyrouth a annoncé lundi matin que son aviation était intervenue « contre des concentrations blindées palestiniennes près d'Aïn-Remaneh ».

Beyrouth. — La guerre de la montagne libanaise va-t-elle se transformer en une guerre entre les États-Unis et la Syrie ? On peut désormais légitimement se poser la question après la reconnaissance, samedi, par les « marines », qu'ils participaient depuis vingt-quatre heures déjà au pilonnage des positions d'artillerie dans la montagne à l'est de Beyrouth, un secteur contrôlé par les forces syriennes. Damas ripostait aussitôt — verbalement, il est vrai — en menaçant de « *bombarder toute source de feu tirant du sol, de la mer ou de l'air sur les régions où se trouvent nos forces au Liban* ».

Un nouvel échelon a ainsi été franchi dans l'escalade militaire. En l'espace de quarante-huit heures, l'artillerie de marine américaine est entrée trois fois en action, bombardant aussi bien des positions druzes, dans la région de Souk-el-Gharb, que le Haut-Metn, où se trouvent les canons syriens. On savait déjà depuis longtemps que les artilleurs de la marine américaine souhaitaient riposter aux Syriens et à leurs alliés si ces derniers mettaient en danger des vies américaines ou menaçaient l'armée libanaise. Cependant, l'occasion choisie pour inaugurer la nouvelle politique américaine semble peu convaincante. En effet, la frégate *Bowen* et le destroyer *John-Rodgers* ont commencé leur pilonnage à la suite de tirs dirigés dans un large périmètre où se trouvent la résidence de l'ambassadeur des États-Unis et le ministère libanais de la défense, à Yarzé.

Dimanche, trois chasseurs bombardiers F-14, basés sur le porte-avions *Eisenhower*, ont survolé à plusieurs reprises Beyrouth et la montagne en haute altitude, probablement pour mieux repérer les objectifs à bombarder et contrer des survols syriens qui se déroulaient simultanément au-dessus de la Bekaa.

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 3)

Les conflits sociaux se durcissent en Belgique

Le mot d'ordre de grève dans les services publics a été reconduit

De notre correspondant

Bruxelles. — Loin de s'apaiser, le conflit entre le gouvernement et les services publics, en grève depuis le jeudi 15 septembre, est en train de se durcir. Les négociations, poursuivies de manière presque ininterrompue pendant la fin de la semaine, n'ont pas permis d'aboutir à un accord. Le gouvernement a soumis aux syndicats un certain nombre de propositions nouvelles. Il attendait une réponse pour dimanche soir, mais ses interlocuteurs ont fait savoir qu'ils ne seraient pas en mesure de répondre avant deux jours. Le mot d'ordre de grève a été reconduit jusqu'à mardi au moins.

L'arrière-plan politique de ce conflit paraît également s'assombrir. Certes, l'opposition socialiste n'a pas beaucoup de chance d'obtenir satisfaction lorsqu'elle réclame la convocation immédiate du Parlement. Le président du parti socialiste, M. Guy Spitaels, qui demande le départ du gouvernement chrétien-libéral, reconnaît en outre qu'une autre coalition serait condamnée à prendre des « mesures pénibles » affectant tous les travailleurs. Il n'empêche que, parmi les syndicalistes chrétiens, certains se demandent si un rapprochement avec les socialistes ne favoriserait pas une politique plus favorable aux intérêts de la classe ouvrière. Le sentiment général reste toutefois que l'heure d'un changement de majorité n'est pas encore venue. Trop de gens se souviennent que la détérioration des finances publiques s'est produite alors que les socialistes participaient au gouvernement.

Les syndicats de la fonction publique — seuls impliqués jusqu'à présent dans ce conflit — réussiront-ils à élargir la contestation en obtenant l'appui des travailleurs du secteur privé ? Les difficultés sont évidentes. Ils ont eux-mêmes compromis leur cause en proclamant un peu trop fort : « *Nous avons déjà donné. Maintenant, c'est à d'autres qu'il appartient de faire des sacrifices...* » A en croire les chiffres officiels, les travailleurs de la fonction publique n'auraient pas, ces dernières années, été sujets à plus de prélèvements que ceux du secteur privé.

Les négociateurs syndicaux et le gouvernement se sont séparés dans la nuit de samedi à dimanche dans une situation plutôt confuse. Le résultat essentiel est que des « propositions » sont désormais soumises aux organisations ouvrières. En fait, il s'agirait plutôt de suggestions dont le gouvernement n'endosse pas formellement la responsabilité.

JEAN WETZ.

(Lire la suite page 42.)

Le projet d'accord Thomson-C.G.E.

Le P.C. conteste à son tour l'opération

Par ses enjeux, par ses conséquences sur l'ensemble du secteur de l'électronique, par les oppositions de plus en plus nombreuses qu'il suscite dans divers milieux, le projet d'accord entre les deux groupes nationalisés C.G.E. et Thomson est en passe de devenir une affaire d'État. Ce dossier n'est pas sans rappeler, par certains côtés, le débat qui avait agité le pays voilà plus de huit ans lors de la fusion entre C.I.I. et Honeywell Bull.

Dénoncé par les « libéraux » de l'opposition comme de la majorité, qui voient notamment dans cet accord le risque de faire des groupes nationalisés du secteur des arsenaux, contesté par les P.T.T., qui craignent la constitution d'un monopole de production et ses conséquences sur les prix des matériels et les services aux usagers, ce projet suscite également la grogne des organisations syndicales, qui s'inquiètent notamment de ses conséquences sur l'emploi, ainsi que les doutes et les inquiétudes d'une bonne partie du monde de l'électronique.

J.-M. QUATREPOINT.

(Lire la suite page 43.)

L'ouverture du Festival d'automne

« The Civil Wars » de Bob Wilson au Théâtre de la Ville

LIRE PAGE 19 L'ARTICLE DE COLETTE GODARD « Les couleurs des saisons »

CONDAT ET LE RACISME A L'ÉCOLE PRIMAIRE

La rentrée des intouchables

De notre envoyé spécial CHARLES VIAL

Fumel. — Il faut dire qu'on ne s'y attend pas. On suit la vallée du Lot où serpente la « route du pruneau ». Passé la Lémance, à l'entrée de Fumel, on se doute pourtant de quelque chose. L'uniformité des cités ouvrières ne trompe pas. La cheminée du haut fourneau confirme. Fumel, la seule ville industrielle du Lot-et-Garonne, s'étire le long du Lot dans la poussière rouge de l'usine Pont-à-Mousson qui fut la plus grosse d'Aquitaine. Deux mille deux cents ouvriers aujourd'hui.

Sur les sept mille habitants, mille deux cents sont immigrés. Banal.

Ce qui l'est moins se passe après la côte de Fumel et les terrasses du château-hôtel de ville. Coincée entre la falaise de calcaire blonde et le Lot en bas, la route descend, solitaire, sur le bourg de Condat, qui fait partie de Fumel. Et Condat, pour tout le monde, c'est « *chez les Arabes* ».

A lire les chiffres, c'est faux. Les Maghrébins, Marocains surtout, et quelques Portugais représentent à peine plus de la moitié du bourg de Condat. La cohabitation va sans trop de heurts. Depuis que le café a fermé, il y a trois ans, à la suite de bagarres, le village est calme. Même les Français qui parlent des « *ratons* » qu'il faudrait « *tous faire sauter à la bombe* », même ceux qui prétendent vivre armés, le reconnaissent.

(Lire la suite page 8.)

La production française de papier-journal

Lire pages 13 et 15 l'article de JACQUES GRALL, ainsi que les points de vue de PIERRE BOURGUIGNON (P.S.), de JACQUES PIOT et PIERRE NOUZARÈDE (C.G.T.)

Un entretien avec M. Jean Bornard (C.F.T.C.)

« La protection sociale ne doit pas devenir un système anonyme et impersonnel »

(Lire page 44)

Une autre stratégie pour le tiers-monde

par PIERRE DROUIN

Pour faire bouger quelque chose dans la politique occidentale à l'égard des pays en développement, il faut se lever tôt. C'est pourquoi les manœuvres préparatoires au renouvellement de la convention de Lomé (1) ont commencé alors que cet accord arrivera seulement à expiration le 28 février 1985. Les négociations officielles s'ouvriront au début d'octobre. Il ne s'agira pas d'un rituel. Pour deux raisons : alors que le dialogue Nord-Sud est tombé en quenouille, Bruxelles deviendra le haut lieu des derniers espoirs ; M. Edgard Pisani entend bien faire passer un vent nouveau sur cette rencontre.

L'association des Dix avec soixante-trois pays du tiers-monde est la seule du genre. Elle a prouvé ses mérites, avec notamment le Stabex, garantissant aux pays A.C.P. un revenu minimum pour les recettes qu'ils tirent de leurs exportations d'un certain nombre de produits de base vers le Marché commun et l'aide financière obtenue par le Fonds européen de développement ainsi que la Banque européenne d'investissement. Elle a aussi montré ses limites : insuffisance des fonds disponibles pour bien faire fonctionner le Stabex, effritement des avantages préférentiels dont bénéficient les A.C.P. dans leurs relations commerciales avec la C.E.E., alors que les exportations d'autres pays en voie de développement augmentent rapidement.

Une critique plus globale a été portée à l'exécution de la convention de Lomé par de nombreux délégués du Sud.

(Lire la suite page 2.)

(1) Cette convention régit la coopération entre la Communauté européenne et soixante-trois pays d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique (A.C.P.). La deuxième du nom est entrée en vigueur le 1er janvier 1981.

AU JOUR LE JOUR

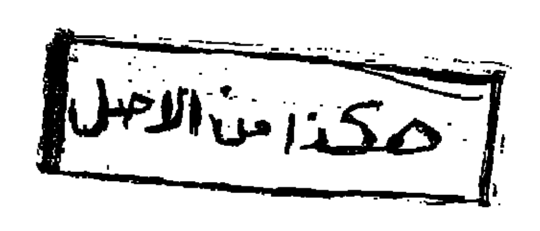
Dégâts

*M. Chirac a fait ses comptes : il faudra, a-t-il dit au « Grand jury R.T.L.-*le Monde *», cinq ans pour réparer les dégâts causés à la France par la gestion de la gauche.*

Il lui reste en principe trois ans pour la préparation de ces réparations. La gauche occupée à réparer les dégâts causés à la France par la gestion de droite aura ensuite cinq ans, de 1986 à 1991, pour se préparer dans l'opposition à réparer, de 1991 à 1996, les dégâts que ne manquera pas d'occasionner la venue de M. Chirac au pouvoir.

Vers le début du troisième millénaire, nos enfants auront encore à choisir entre les dégâts des uns et les dégâts des autres.

BRUNO FRAPPAT.



Le Monde

idées

Tiers-monde

Les ministres des affaires étrangères des Dix doivent adopter lundi le texte définitif du mandat de négociation pour le renouvellement de la convention de Lomé, qui régit la coopération entre la C.E.E. et soixante-trois pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (Lire page 42). Pierre Drouin commente la stratégie nouvelle que veut lancer M. Edgard Pisani à cette occasion, plus proche des réalités des pays en développement. C'est aussi la multiplication d'initiatives concrètes que souhaite M. Alain Vivien, grâce au jumelage-coopération.

L'aide au ras du sol par la pratique du jumelage-coopération

par ALAIN VIVIEN (*)

DEUX décennies du développement qui se sont déroulées sous l'égide de l'Organisation des Nations unies et de ses institutions spécialisées se sont soldées globalement par un échec, selon le constat des observateurs et de l'aveu même de leurs promoteurs. Le fossé a continué de se creuser entre les pays pauvres et les pays riches, et, à l'intérieur d'un même pays, entre les riches et les pauvres.

La crise économique et sociale s'est aggravée dans le monde entier. C'est une sorte de « violence structurelle » qui s'instaure à demeure. Les causes et la description en sont aujourd'hui bien connues. Plutôt que de s'attarder à les rappeler une fois de plus, les experts et les responsables, se fondant sur des analyses concordantes, s'efforcent aujourd'hui d'élaborer une nouvelle stratégie de la coopération ; au lieu de s'inspirer des modèles industriels, elle s'ouvrirait davantage aux diversités locales, à leurs aspirations, à leurs besoins, à leurs propres responsabilités, et tiendrait mieux compte des répercussions de leur développement sur l'ensemble interdépendant du système mondial des relations économiques.

Prenons le seul exemple des intérêts à payer de la dette globale des pays en développement. D'après les chiffres cités lors de la dernière session du Fonds monétaire international et de la Banque des règlements internationaux, cette dette s'élève à 640 milliards de dollars.

Un tel poids interdit toute avancée économique, tout progrès du niveau de vie. Le remboursement de la dette lui-même, d'aléatoire qu'il était déjà, devient impossible : 450 milliards de dollars sont déjà considérés comme non recouvrables, soit quatre fois plus que le budget annuel de l'État français, plus que la capitalisation totale des banques occidentales.

Des réactions en chaîne se préparent, mettant en péril tout le système économique et social péniblement établi par deux siècles d'efforts industriels et commerciaux, sans que l'on puisse prévoir ce qui sortirait d'un tel chaos, si ce n'est un surcroît de misère et de violence.

Et pourtant, à condition de changer de stratégie, ce chaos n'est pas inévitable.

Une somme à peu près égale au total de cette dette, soit plus de 600 milliards de dollars, soit 1 million de dollars par minute, est dépensée chaque année sur la planète en armements.

Il suffirait d'un modeste pourcentage de réduction sur un tel budget (1) pour que la dette et les intérêts fussent épongés en moins de vingt ans et les budgets de coopération considérablement accrus.

Ce simple exemple illustre le lien qui subordonne une stratégie nouvelle du développement à un accord général sur le désarmement et, en conséquence, à la paix du monde. Les conditions se trouveraient alors réunies pour que le discours, facilement unanime, sur les droits de l'homme exprime enfin non plus des vœux, mais une réalité vécue.

Ces trois objectifs se conjuguent dans la plus rigoureuse des corrélations : *désarmement, développement, droits de l'homme, constituent les trois composantes de la paix, les trois conditions simultanées pour que tous les hommes, sur toute la terre, connaissent enfin une vie plus humaine.*

C'est dans cette perspective tridimensionnelle que, bien avant la fin de la première décennie des Nations unies, la Fédération mondiale des villes jumelées-Cités unies (F.M.V.J.) a voulu contribuer à renouveler la stratégie du développement. Elle a proposé et mis en œuvre, dans la mesure de ses ressources, une modalité inédite de coopération internationale : les jumelages-coopération *intercommunaux.*

A la base de la vie sociale

On assiste aujourd'hui à des jumelages de régions, où le facteur économique prend évidemment une place prépondérante. Mais aussi, quels progrès invisibles ne pourrait-on signaler dans les relations interpersonnelles qui naissent des échanges directs entre les citoyens de communes et de régions différentes !

Ces investissements multiformes produisent, en outre, des résultats adaptés, durables et répétés. Ils sont l'un des facteurs les plus sûrs d'un développement endogène.

Nous approuvons entièrement les recommandations du groupe Nord-Sud de préparation du IXᵉ Plan, en date du 20 juin 1983, qui suggère le renforcement de formes non étatiques de coopération pour mobiliser davantage de moyens, et propose de faire transiter et gérer par les organisations non gouvernementales (O.N.G.) une partie importante des budgets de coopération.

Même préoccupation au niveau du président de la République lui-même, François Mitterrand, lorsqu'il écrivait, le 1er juin 1982, aux dirigeants de la F.M.V.J.-Cités unies : « *Je note que les programmes de coopération avec les pays en développement ont souvent recours aux O.N.G., qui sont très proches des populations locales. C'est pourquoi il est bon que dans le budget de l'ONU, et dans le budget de l'Etat français, une certaine proportion des crédits soit réservée au cofinancement de tels projets de développement.* »

Depuis quelques années, la pratique du jumelage-coopération s'est élargie en jumelages triangulaires. Ces derniers ont pour caractéristique de rassembler dans une même coopération trois villes, de pays différents : une de pays en développement, deux de pays industrialisés. En Europe, c'est l'occasion pour les jeunes, notamment, de travailler ensemble à la construction européenne et à un grand dessein mobilisateur : la lutte contre le sous-développement éducatif et économique des peuples du tiers-monde.

Ainsi, le développement avancerait, lentement peut-être, mais sûrement, à la base même de la vie sociale – la commune – et à la base même de la paix.

Comparée aux immenses mouvements de capitaux qui sont au pouvoir de la coopération intergouvernementale et qui aboutissent à une situation déplorée par le monde entier, la coopération intercommunale peut paraître dérisoire, une goutte d'eau dans un océan de misère. Du moins, là où ses moyens limités lui permettent de s'exercer, elle obtient des résultats positifs, sans causer de déséquilibre, et en suscitant une libre participation des populations qui s'engagent dans des projets élaborés en commun.

Un franc de fonds d'Etat

Un franc de fonds d'État, pour amorcer un mouvement de jumelage-coopération, déterminera un engagement dix fois supérieur de la part des citoyens des collectivités locales. *Lire l'exemple cité ci-dessous)* Que n'obtiendrait-on pas, par cette méthode directe, aux projets modestes mais immédiatement adaptés, aux incidences pacifiques sur les relations personnelles établies, si les pouvoirs gouvernementaux et intergouvernementaux, à titre expérimental, affectaient seulement un centième, un millième, un dix millième de leurs crédits de coopération internationale à cette part d'une stratégie nouvelle que représente la technique des jumelages-coopération !

« *Tout État ne devrait avoir pour seule ambition que d'aider cette innovation diversifiée pour la relier, l'enrichir, la coordonner au lieu de chercher toujours à la doubler, à avoir ses propres structures, pour finir par la méconnaître* ». On ne peut qu'applaudir à cette pétition du rapport précité du Commissariat général du Plan, en espérant qu'elle ne restera pas un vœu pieux.

De très nombreuses demandes de jumelages-coopération, venant surtout d'Afrique, demeurent en attente, car leur manque le déclic initial, l'investissement de départ, qui leur permettrait de mettre en marche leur dispositif d'action. Si l'expérience décevante de deux décennies appelle des innovations, la F.M.V.J. propose solennellement d'introduire sa méthode de coopération dans l'ensemble des prévisions de programme et de budgets de l'ONU et des institutions spécialisées, ainsi que dans les budgets de coopération des gouvernements, comme l'une des innovations déjà éprouvées qu'exige d'urgence la situation actuelle des relations internationales. On demande partout un changement de stratégie : la participation des collectivités locales et régionales, et par conséquent des populations, à des actions concertées et suivies de développement est à la base d'un renouveau de la coopération et de la vie internationales.

(1) A plusieurs reprises, des hommes politiques comme le président Edgar Faure et le président Léopold Sedar Senghor ont proposé des réductions sur les budgets des armements au profit de la lutte contre le sous-développement.

(*) Député de Seine-et-Marne (P.S.), rapporteur du budget de la coopération à l'Assemblée nationale, président de l'Association française pour les Cités unies.

Un exemple de réalisation

A partir d'une subvention de 45 000 F allouée par le gouvernement français au comité de jumelage de Loudun, commune d'environ 10 000 habitants, un budget de 244 735 F a pu être dégagé par ce *comité en faveur de la ville jumelle* de Haute-Volta, Ouagadougou.

La contribution de la municipalité et des citoyens de Loudun a donc été de 199 753 F. A ces sommes s'ajoutent, formant un total à peu près équivalent, les engagements propres de la ville en développement elle-même et de ses citoyens.

Ainsi, la part des habitants des deux villes jumelées a été plus de dix fois supérieure à la part gouvernementale transmise à Loudun par la F.M.V.J. Quels sont les crédits des budgets intergouvernementaux qui peuvent se prévaloir d'une *productivité comparable* ?

Il en est de même, avec quelques variantes, pour Angers, jumelée avec Bamako (Mali), Chauvigny avec Banfora (Haute-Volta), Saintes avec Tombouctou (Mali), Vire avec Franceville (Gabon), etc.

Une autre stratégie

(Suite de la première page.)

Ainsi, le représentant nigérian a déclaré, lors de l'assemblée parlementaire C.E.E.-A.C.P. qui s'est tenue à Rome du 3 au 5 novembre 1982 : « *L'Europe a plus pris qu'elle a donné. Elle a totalement manqué à sa promesse de développement industriel, et c'est à celui-ci que doivent être destinées les aides.* » Cela dit, aucun des signataires ne manquera à l'appel autour de la table des négociations pour le renouvellement de la convention.

C'est toute une philosophie nouvelle de la politique de développement qu'Edgard Pisani voudrait voir consacrée au nom de la Commission de Bruxelles à l'occasion de cette longue marche.

Les grands travaux d'infrastructure, les actions ponctuelles qui devaient servir de levier à la croissance, n'ont eu, au fond, que des succès de propagande. Il faut modifier les règles de la coopération. Chaque pays doit définir son destin, sa politique, et la Communauté doit être là pour réduire les obstacles à son exécution.

Deuxième objectif d'importance : il faut d'autant moins éparpiller l'aide qu'elle est plus difficile à faire sourdre, en ces temps de crise. C'est donc sur l'agriculture et l'alimentation que l'essentiel de l'effort doit porter. En outre, reconnaît M. Pisani, l'Europe a pour interlocuteurs habituels un nombre considérable de nations qui font partie des pays les moins avancés, la plupart d'entre eux se trouvant en Afrique.

Or, pour ces pays, l'agriculture et l'aménagement rural sont des problèmes tout à fait centraux. Pourquoi ? Quatre cents millions d'habitants vivent aujourd'hui en Afrique. A la fin du siècle, ce continent en comptera le double. En l'an 2000, on peut prévoir que l'autosuffisance alimentaire sera inférieure à 70 % si l'on ne modifie pas le cours des choses. En outre, si l'agriculture ne devient pas créatrice d'emplois, ce surcroît de population ira dans les villes qui grossissent déjà démesurément. « *En l'an 2000, s'il n'est pas porté remède aux tendances actuelles*, disait M. Pisani (2), *l'Afrique aura à choisir entre importation de pétrole et importation d'aliments.* »

Les « cathédrales vides »

L'Europe ne doit donc plus seulement se préoccuper de fournir des outils, mais elle doit se demander s'ils seront maîtrisés par les mains qui les tiennent. Des irrigations sont inutilisées, des barrages hydroélectriques *fonctionnent seulement* à 30 % ou 40 %, des usines sont « des cathédrales vides », et des hôpitaux ne fonctionnent pas faute de personnel compétent. Il faut que les pays d'Afrique se mettent en position d'avoir besoin d'un outil.

M. Pisani va plus loin dans son calcul économique. L'agriculture peut devenir le moteur d'un développement économique global. Si l'Europe accompagne les efforts locaux et permet à un pays de sortir d'une économie d'autosuffisance pour aller vers une économie d'échanges, c'est la totalité de l'économie qui pourra être entraînée.

Ces méthodes n'existent pas seulement sur le papier. La Commission a résolu de les expérimenter dans cinq pays : le Kenya, le Mali, la *Zambie, le Rwanda et la Tanzanie.* En complet accord avec les gouvernements, elle a lancé une stratégie alimentaire pluriannuelle. Il est encore trop tôt pour estimer les premiers résultats, mais on peut dire qu'ils varient suivant la nature du pays, déjà prometteurs ici, plus partiels là.

Quand les méthodes essayées seront au point, l'expérience pourra être étendue à des pays qui le souhaitent.

Le prestige de l'industrie est tel que nombre de nations en développement ne voient encore leur salut qu'à travers elle, que le chemin passe par la délocalisation de firmes européennes ou par la transformation des matières premières locales.

En outre, les succès enregistrés par les nouveaux pays industriels, notamment par le Sud-Est asiatique, ont soulevé des espoirs nouveaux. Gare au mimétisme servile ! La plate-forme africaine, la plus pauvre du monde, ne peut sécréter maintenant un type de développement industriel. En revanche, la création de petites et moyennes entreprises destinées à satisfaire *des besoins locaux* est tout à fait souhaitable. M. Pisani voudrait la coupler avec une stratégie énergétique pour éviter des importations trop onéreuses de pétrole : économie de bois de feu, énergie solaire, biomasse, micro-barrages hydro-électriques.

Retrouvailles

Small is beautiful. Le fameux slogan de l'économiste-écologiste Ernst-Friedrich Schumacher sert ici de point de ralliement et accompagne ces *retrouvailles* d'une politique autonome alimentaire d'abord et semi-industrielle ensuite.

Ce n'est pas dire évidemment que l'Europe n'aura plus qu'à regarder les pays associés se débrouiller suivant ses bons conseils. Au contraire, la Commission de Bruxelles souhaiterait offrir une garantie de ressources aux nations signataires de la convention de Lomé, l'objectif étant d'arriver avant la fin de la *décennie* à prélever pour le développement un pour mille du produit brut de la Communauté (elle ne fait actuellement qu'un peu plus de la moitié).

A partir de ces *disponibilités*, la Commission souhaiterait mettre sur pied des actions indispensables à très long terme. M. Pisani raconte la conversation qu'il eut un jour avec le ministre des affaires étrangères d'un pays en développement. « *Pourquoi*, lui déclara ce dernier, *nous aidez-vous à faire ce que nous sommes obligés de faire et ne nous aidez-vous pas à faire ce que nous ne sommes pas capables de faire seuls : nous occuper de l'an 2000, du désert, de l'aménagement des fleuves.* » Pour le court terme, il ne demandait qu'un « coup de main ».

Même ce « coup de main » obligera à une reconversion des stratégies, notamment financières, puisqu'il ne s'agira plus d'habiller d'apparences humanitaires la nécessaire exportation de nos excédents. Il ne faut pas rêver. Le désarmement pour le développement ne semble pas actuellement, hélas, être un objectif politiquement opératoire (3). « *Ce sont les peuples et d'abord les paysans du tiers-monde qui peuvent et doivent nourrir les peuples du tiers-monde* » (4). La réussite de cette mobilisation populaire ouvrirait un espace nouveau à *la liberté* des pays du tiers-monde.

L'Europe a un rôle assurément à jouer en ce sens, se rappelant la boutade de Montesquieu : « *Les paysans ne sont pas assez savants pour raisonner de travers.* »

PIERRE DROUIN.

(2) Au cours d'un entretien publié par *A.C.P.-Communauté européenne.* Courrier nº 76, novembre-décembre 1982.

(3) Lire dans *Economie et Humanisme* de mai-juin 1983 l'article de Jacques Fontanel : « Le désarmement pour le développement : un pari mal engagé ».

(4) Jean-Yves Carfantan et Charles Condamines : *Vaincre la faim, c'est possible* (Editions du Seuil, 1983).

LU

« L'ANTÉ-PEUPLE » de Sony Labou Tansi

Le désarroi de M. Moche

LE Zaïre est un monde et Kinshasa est son nombril. Un nombril surpeuplé et misérable, luxuriant et luxurieux, baignant ses violences et ses tendresses dans un fleuve insensé. Une ville à la fois rieuse et sérieuse, confiante dans son avenir et désespérant du présent. Qui ne connaît pas Kinshasa ne connaît pas grand-chose de l'Afrique.

A quarante ans, Nitu Dadu est un « Kinois » en vue. Ancien du Lovanium (l'université coloniale belge), ancien de Lumumba, ancien footballeur glorieux, l'idole des stades, il est aujourd'hui directeur de l'école normale de filles de Lemba-Nord, avec une femme plaisante, deux garçons délurés, un bon salaire et encore plus d'espoirs.

Mais à quoi sert d'être un époux modèle, un fonctionnaire compétent et honnête, et, pour tout dire, un notable bien-pensant, quand une gamine, une minette de cinquième pédagogique, s'avise un beau jour, en devenant femme, de tomber amoureuse de son directeur ?

A l'école, « *les filles l'appelaient secrètement M. Moche à cause des abus qu'il faisait de ce pauvre mot* ». Mais elles rêvent de lui, Yaveldé la première. Amoureuse, ou simplement curieuse de débaucher ce M. Moche qui s'est toujours refusé à coucher avec une de ses élèves ou même de ses collègues ? On ne sait trop. Elle le désire en tout cas, avec toute la violence des femmes africaines. Mais, « *lui, Dadou, le citoyen-directeur, comment pouvait-il être amoureux ? Et amoureux de qui, nom de Dieu !* »

Pour ne pas succomber, Dadou, *jusqu'alors d'une sobriété* exemplaire, sombre dans l'alcool, comme dit le cliché. Yaveldé se suicide en laissant une lettre qui l'accuse de l'avoir empoisonnée sous prétexte de la faire avorter de leur enfant. Un mensonge qui tue.

La morale des familles, en Afrique noire comme ailleurs, ne plaisante pas avec ce genre d'accident. Et elle sait se faire elle-même une justice sommaire. Dadou est jeté en prison. Une foule furieuse saccage sa maison et piétine à mort ses deux petits diables. Sa femme se suicide à son tour. « *On n'aime pas les assassins dans ce pays. On n'aime que la vertu.* »

Mais Dadou sera sauvé malgré lui par la cousine de Yaveldé, Yéaldara, une « vraie » femme, intelligente, sensible, et profondément amoureuse du citoyen-directeur, qu'elle réussit à faire évader et passer de l'autre côté du fleuve, en Angola. Là, chez les pêcheurs, il retrouve peu à peu son équilibre. Jusqu'au jour où...

Ne nous attardons pas sur les défauts du roman de Sony Labou Tansi : ils sont vraiment mineurs. Il est peut-être un peu long, un peu bavard, et parfois inutilement vulgaire. Mais c'est là aussi la réalité africaine ; en tout cas de l'Afrique noire francophone.

Mais *l'Anté-Peuple* est remarquablement bien construit. Roman de mœurs de la société zaïroise (ou plutôt « kinoise ») d'aujourd'hui, roman politique, roman d'amour, c'est avant tout un très bel essai sur l'abîmement d'un homme au fond de lui-même et sur la recherche d'un sens à une vie trop bien tracée.

Est-ce trop dire qu'on n'est pas loin, avec ce troisième roman d'un écrivain doué et sérieux, de la réussite que fut *l'Etranger ?* Il *y manque un peu de la rigueur* d'écriture d'Albert Camus. Mais d'être amené aussi fortement à une telle comparaison entre les deux récits, sans que l'originalité du dernier venu soit en cause, n'est pas un mince éloge.

JACQUES CELLARD.

★ *L'Anté-Peuple*, de Sony Labou Tansi, roman. Le Seuil, 189 p., 65 F.

Le Monde

étranger

L'AGGRAVATION DU CONFLIT LIBANAIS

Le secrétaire américain à la défense exclut que les « marines » « se joignent à l'armée libanaise contre les factions »

La tension monte entre Washington et Damas après l'entrée en action, vendredi 16 et samedi 17 septembre, de l'artillerie américaine contre des positions militaires situées dans la partie du Liban contrôlée par les troupes syriennes. Le gouvernement du président Assad a donné l'ordre dimanche à ses forces de riposter à toutes nouvelles attaques aériennes navales ou terrestres qui seraient déclenchées par le contingent des Etats-Unis dans la force multinationale.

Le commandant des « marines », le général Paul Kelley, niant tout signe d'une confrontation directe entre Américains et Syriens, s'est défendu d'avoir visé des positions syriennes. *« Si les Syriens étaient dans le secteur d'où est parti le tir d'artillerie sur la résidence de notre ambassadeur, ils étaient dans un endroit où ils n'auraient pas dû être, aucun territoire syrien n'a été visé »*, a-t-il déclaré au cours d'une émission de la chaîne de télévision C.B.S.

Le secrétaire à la défense, M. Weinberger, s'est employé pour sa part à tenir un langage apaisant. Il a déclaré à l'hebdomadaire *American U.S. News and World Report* qu'il n'était pas question que la force multinationale *« se joigne aux forces armées libanaises pour combattre les diverses factions »*. Et il ajoutait : *« Nous espérons à présent obtenir un cessez-le-feu, parvenir à constituer un gouvernement de réconciliation nationale qui inclurait toutes les factions et, enfin, obtenir un accord de retrait avec la Syrie ; après quoi les « marines » pourront quitter le Liban »*.

Enfin, le président Reagan se déclare prêt à utiliser *« tout ce qui sera nécessaire pour défendre nos hommes au sein de la force multinationale »*, dans une interview publiée dimanche par l'hebdomadaire *Newsweek*.

Tout autant que l'agence Tass, le quotidien officieux de Damas *El Thawra* (la Révolution) accuse les Etats-Unis de *« chercher à déclencher une aventure militaire de grande envergure au Proche-Orient »*, notamment en participant directement à la guerre civile libanaise. Le journal réaffirme *« le droit de la Syrie de se défendre et de riposter à toutes agressions d'où qu'elles viennent »*.

L'inquiétude du gouvernement syrien et de l'opposition libanaise s'est accrue après l'annonce, samedi par le ministère britannique de la défense, du départ de trois porte-avions, l'*Hermes*, l'*Illustrios* et l'*Invincible*, avec à leur bord huit cents fusiliers marins. Tandis que les autorités de Londres soutiennent que ce déplacement *« n'est pas lié à la crise libanaise »*, la presse britannique évoque la possibilité que l'un des trois bâtiments et les cinq frégates qui les escortent mouillent devant Beyrouth.

Se référant à la présence au large du Liban d'unités des flottes américaines et françaises, M. Walid Joumblatt, le chef du parti socialiste progressiste (P.S.P.), a déclaré à Radio-France internationale : *« On dirait que toutes les flottes sont au Liban pour réduire au silence, pour tuer les druzes, ne prenant pas en considération les réalités sociales, politiques de ce pays, déchiqueté par une guerre civile qui dure depuis huit ans. »* M. Joumblatt estime que *« ce sont les Américains qui provoquent, qui bombardent les positions druzes et qui commencent à bombarder celles des Syriens »*. S'adressant à l'opinion américaine par le truchement de la chaîne de télévision C.B.S., le chef du P.S.P. a déclaré : *« Vous ne voulez pas comprendre que les problèmes libanais ne peuvent pas être résolus par la force ; nous pouvons parvenir à un compromis, mais cessez d'aider l'armée et le gouvernement d'Amine Gemayel ! (...) Je ne permettrais pas que le Liban devienne un Etat des chrétiens phalangistes, même si cela signifie la fin du Liban. »* M. Walid Joumblatt s'est élevé contre les déclarations de responsables palestiniens et libyens qui ont offert de mettre leurs troupes à la disposition des combattants druzes. Il a déclaré notamment : *« Je n'ai rien à faire avec l'O.L.P. Nous avons suffisamment de combattants et je ne veux pas des combattants de l'O.L.P. »*

Des Palestiniens dans le Chouf

M. Yasser Arafat, qui a reçu un accueil triomphal à Tripoli et dans les camps palestiniens du nord du Liban, a assuré, pour sa part, que les fedayin *« ne prennent pas part directement au combat contre l'armée libanaise »*. Il a précisé : *« Nous prendrions part aux combats si Walid Joumblatt nous le demandait. Il ne l'a pas encore fait. Pour le moment, il n'a pas besoin de nous. Notre devoir est de combattre et de poursuivre les Israéliens ; c'est ce que nous avons fait et que nous continuerons à faire. »* M. Arafat a cependant indiqué que *« des Palestiniens »* combattaient avec des druzes dans le Chouf, mais il s'est abstenu de préciser si ceux-ci étaient ou non des loyalistes ou des dissidents de l'O.L.P.

Le président de l'O.L.P. s'est prononcé pour le retrait du Liban de la force multinationale, qui, selon lui, *« empêche une solution interarabe d'aboutir »* et joue un rôle *« honteux »*.

Devant l'escalade militaire au Liban, le gouvernement israélien s'est réuni dimanche en « conseil de défense » pour examiner d'éventuelles mesures à prendre. Au cours d'une réunion du parti Herout, le ministre de la défense, M. Moshe Arens, a, une fois de plus, accusé le gouvernement de M. Amine Gemayel d'être responsable de la situation actuelle, parce qu'il avait refusé de conclure un accord avant le repli des troupes israéliennes.

Le ministre de la défense israélien a précisé : *« Nous avons soutenu qu'un accord était nécessaire entre le gouvernement libanais et la communauté druze, parce que, sans un tel accord, nous ne pourrions pas remettre nos positions à l'armée libanaise, et nous pourrions en fin de compte nous retrouver sur l'Awali, face aux terroristes (...). Nous nous sommes rendu compte qu'il n'y avait plus d'espoir, que le gouvernement libanais n'avait nullement l'intention d'arriver à un tel accord (...). Certains Libanais sont venus nous trouver pour dire : si vous voulez signer un traité de paix avec nous, chassez les Syriens de tout le Liban et nous signerons un traité de paix et d'amitié (...). Nous avons répondu que nous souhaitions un accord de paix, mais pas au prix d'une nouvelle guerre »*, a-t-il ajouté. – *(A.F.P., A.P., Reuter.)*

Risque d'affrontement syro-américain

(Suite de la première page.)

Certains milieux occidentaux n'excluent pas, toutefois, l'éventualité que ces appareils participent à des missions de combat si les choses finissent par mal tourner pour les troupes gouvernementales.

Dans les milieux de l'opposition, l'intervention américaine est accueillie avec une certaine sérénité. Certains s'en réjouissent ouvertement, estimant que, finalement, le « géant » est en train de s'enliser dans le bourbier libanais. Pour d'autres, l'action américaine signifie que l'offensive gouvernementale dans la région de Souk-el-Gharb est en train de piétiner, malgré l'optimisme de la propagande officielle. En trois jours de violents combats, qui semblent avoir fait de nombreuses victimes au sein de l'armée, les militaires libanais n'ont, apparemment, progressé que de 400 mètres de Souk-el-Gharb vers Keifoun, le sommet stratégique dont la prise avait été prématurément annoncée dès le début des opérations. Le village de Souk-el-Gharb n'est plus qu'un amas de ruines, et les journalistes et les cameramen qui tentaient dimanche de le visiter ont dû rapidement se replier sous un véritable déluge de fer et de feu.

La participation de « volontaires » palestiniens

Entre-temps, les antiques Hawker-Hunter de l'aviation libanaise poursuivent leur ronde courageuse, mais apparemment pas très efficace, au-dessus de la montagne. Le terrain d'atterrissage de fortune, créé à leur intention à Jbeil, à 32 kilomètres de Beyrouth, sur une portion de l'autoroute, a été attaqué dimanche par des roquettes venues de la zone contrôlée par les Syriens. Il semblerait que les conseillers américains envisagent de remplacer ces appareils désuets par les redoutables hélicoptères Cobra du porte-avions *Tarawa*, qui seraient actuellement en train d'être équipés, pour des opérations d'appui-feu, avec des roquettes à fragmentation, des mitrailleuses à très grande cadence de tir et des missiles antichars. Le *Tarawa* dispose également de six Harrier à décollage vertical, qui pourraient être « prêtés » à l'aviation libanaise.

La polémique à propos de la participation des Palestiniens aux combats se poursuit. Arrivé samedi à Tripoli, dans le nord du Liban, M. Yasser Arafat a rendu aussitôt un fier service aux autorités libanaises en confirmant ce que ces derniers s'époumonaient à répéter depuis une semaine, sans trop d'effet sur une opinion incrédule : des Palestiniens, des « volontaires », a-t-il précisé, participaient aux combats aux côtés des druzes. Interrogés à ce sujet, les représentants de l'opposition haussent les épaules, affirmant que les propos du chef palestinien sont manifestement destinés à la consommation intérieure palestinienne et que les fedayin n'ont plus rien à faire au Liban.

Le mouvement chiite politico-militaire Amal a publié dans la presse un article précisant son point de vue sur le problème du retour des Palestiniens au Liban. Répondant à certaines rumeurs selon lesquelles des fedayin en armes se seraient infiltrés dans la banlieue de Beyrouth contrôlée par l'organisation chiite, l'auteur de l'article écrit : *« Nous n'accepterons jamais que les Palestiniens en armes reviennent parmi nous. »* A la grande surprise des chiites, la censure officielle libanaise a supprimé l'essentiel du texte paru dans la presse. *« On veut, à tout prix, faire croire au monde que nous cachons parmi nous des Palestiniens en armes, afin de justifier l'attaque qu'on se prépare à lancer contre nos quartiers »*, nous a déclaré, dimanche, M. Akef Haydar, le numéro deux du mouvement chiite Amal.

M. Haydar estime que les autorités militaires attendent l'issue de l'actuelle bataille de la montagne pour *« occuper par la force la banlieue de Beyrouth »*. Tous les soirs, du côté de l'université libanaise, à Hayel Solloum, les militaires et les miliciens chiites échangent des coups de feu. *« Ils cherchent à grignoter petit à petit nos positions, afin de nous porter, le moment venu, le coup de grâce*, déclare M. Haydar. *Mais nous ne voulons pas l'affrontement avec l'armée, car nous sommes pour la légalité. Voilà pourquoi nous prenons notre mal en patience et évitons de les attaquer. Nous pourrions le faire facilement et ce serait la fin de l'armée libanaise, mais nous considérons que cette armée n'est pas notre ennemie et nous espérons toujours que le pouvoir comprendra qu'il faut discuter avec tout le monde. »*

Allié au Front du salut national (opposition), Amal ne partage pas toutes ses options. M. Haydar n'appuie guère, notamment, l'alliance conclue entre M. Joumblatt et le colonel Kadhafi, qui vient de placer ses forces au Liban (environ 700 hommes), les mettant à la disposition des druzes. Il trouve, en outre, que le Front est *« trop lié aux Syriens »*.

L'escalade militaire a relégué au second plan toutes les tentatives de négociations. Pourtant, la mort de l'émir Majid Arslane, le chef du clan druze des Yazbakis, rival de celui des Joumblatt, décédé dimanche des suites d'une longue maladie, pourrait être l'occasion d'un cessez-le-feu très provisoire lors des obsèques qui se dérouleront mardi après-midi à Khaldé, un des points chauds du front. Sur le plan intérieur druze, la disparition de l'émir Majid Arslane ne semble pas devoir susciter de problème sérieux.

La rivalité entre les Yazbakis et les Joumblattistes est depuis longtemps déjà reléguée au second plan face à l'*« ennemi commun phalangiste »*. La question de la succession, quant à elle, semble devoir être résolue en faveur de Mme Khawla Arslane, veuve de l'émir, qui appartient, pour sa part, au clan des Joumblattistes.

JEAN GUEYRAS.

Le président Gemayel : « Il est facile à Israël et à la Syrie de lever des mercenaires et de trouver des Laval »

Le chef de l'État libanais, M. Amine Gemayel, a déclaré dimanche que *« les ambitions de souveraineté et d'indépendance du gouvernement libanais sont en contradiction avec les plans et les visées des différents occupants* (du Liban), *les Syriens et les Israéliens »*, qualifiés par lui de *« super-grands du Proche-Orient »*.

Interrogé par des journalistes d'Antenne 2 au palais de Baabda près de Beyrouth, le chef de l'État a souligné que le gouvernement libanais *« ne contrôle que 10 à 20 % du territoire »*. *« Les Syriens et les Israéliens*, a-t-il poursuivi, *sont arrivés à contrôler non seulement la terre mais aussi le peuple. Cette présence massive syrienne et israélienne est arrivée à influer même sur les gens, la population, dans un pays déchiqueté, saigné à blanc. »*

« Avec une présence aussi massive, a dit le président Gemayel, *il est très facile* (à Israël et à la Syrie) *de lever des mercenaires, et de trouver des Laval, (...) Des pseudo-Libanais, qui servent de couvertures à leurs visées expansionnistes. »* Invité à préciser si la comparaison avec Pierre Laval visait le dirigeant druze M. Walid Joumblatt (elle aurait pu viser aussi le commandant Haddad, supplétif d'Israël), M. Gemayel a répondu en mettant en cause la Syrie : *« Je connais Walid, je ne pense pas qu'il soit un homme assoiffé de sang. Je me demande s'il est libre de ses mouvements. Je me demande vraiment si, en son âme et conscience, il se considère vainqueur aujourd'hui, si ce qui est arrivé au Chouf est bien ce qu'il ambitionnait, les massacres, les gens égorgés, les maisons pillées et brûlées. »*

Dans une interview à la chaîne de télévision américaine A.B.C., le président libanais s'est déclaré convaincu que s'il pouvait discuter *« face à face »* avec M. Joumblatt, *« la réconciliation des communautés serait chose faite en cinq minutes »*. *« Malheureusement*, a-t-il ajouté, *nous ne pouvons le faire parce qu'il faut discuter avec ceux qui sont derrière ce qui se passe, c'est-à-dire les Syriens »*. Soulignant que dans les négociations actuelles pour l'instauration d'un cessez-le-feu, c'est *« avec le ministre des affaires étrangères syrien »* que discute l'émissaire saoudien, M. Gemayel a ajouté : *« C'est le ministre de la défense syrien qui est venu lui-même, avec Walid Joumblatt, à plusieurs reprises, dans la montagne libanaise pour organiser tous ces combats. »*

« L'armée libanaise, a-t-il aussitôt ajouté, *est l'émanation de ce peuple et a très bien tenu le coup. »* Rejetant l'idée qu'il s'agit d'une *« guerre civile »*, Il a souligné : *« Cette armée à majorité musulmane s'est battue vaillamment, elle est le symbole de la cohésion et de l'unité nationale. »* Il a encore souligné qu' *« on ne guérit pas le mal de la présence palestinienne, de la présence syrienne par le mal de l'invasion israélienne »* en précisant que cette invasion, l'été 1982, *« aurait pu être le point de départ d'une nouvelle réconciliation nationale »*

En Israël et dans les territoires occupés

DES PALESTINIENS ONT MANIFESTÉ A L'OCCASION DU PREMIER ANNIVERSAIRE DES MASSACRES DE SABRA ET DE CHATILA

Tel-Aviv *(A.P.)*.– Des manifestations ont eu lieu, dimanche 18 septembre, dans plusieurs villes de Cisjordanie et d'Israël ainsi qu'à Gaza à l'occasion du premier anniversaire du massacre de Sabra et de Chatila, le 17 septembre 1982.

Dans la partie arabe de Jérusalem, la police a dispersé à la matraque et avec des gaz lacrymogènes quelques dizaines de manifestants. Un policier a été blessé et vingt-cinq manifestants juifs et arabes ont été arrêtés, selon la police.

Des centaines de personnes se sont rendues vers les bureaux de la Croix-Rouge internationale à Jérusalem-Est. La police leur a donné une minute pour se disperser avant qu'elle ne charge, a rapporté M. Lev Yisrael, porte-parole du comité israélien contre la guerre au Liban.

Le couvre-feu a été imposé à Naplouse où des centaines de jeunes Arabes ont lancé des pierres sur des devantures de magasins afin d'obliger leurs propriétaires à fermer. Des manifestations anti-israéliennes ont également eu lieu dans les camps de Balata et de Debeiche et dans les villes de Nazareth, Tamra, Sakhnin et Baqa el Gharbiya.

M. HERNU : « Il serait utile qu'une force de l'ONU soit l'élément moteur du rétablissement de la souveraineté libanaise »

La France est prête à participer à une force de « casques bleus » de l'ONU au Liban, qui réactiverait la FINUL, si, bien sûr, la formule rencontre un consensus au Conseil de sécurité de l'ONU. C'est ce qui ressort d'un entretien accordé vendredi 16 septembre à l'A.F.P. par M. Charles Hernu, au cours duquel le ministre de la défense a insisté sur la volonté de la France de faire de ses soldats des *« soldats de la paix »*.

« La France ne ménage pas ses efforts, a-t-il dit, *pour que la communauté internationale soit associée au rétablissement de l'intégrité et de la souveraineté du Liban. Et il serait indéniablement utile qu'une force des Nations unies – FINUL et observateurs – soit l'élément moteur de cette entreprise. »*

Tel est le sens des propositions appuyées par la France au Conseil de sécurité de l'ONU. M. Hernu s'est référé explicitement non seulement aux observateurs de l'ONU à Beyrouth, mais aussi aux contingents de la FINUL actuellement stationnés au Sud-Liban et dont l'activité est très faible depuis l'entrée des forces israéliennes dans cette partie du pays, en juin 1982. *« La FINUL demeure disponible pour les missions nouvelles que souhaiterait lui confier le Conseil de sécurité des Nations unies »*, a noté le ministre.

Sur le plan technique, notent les experts militaires à Paris, le déploiement de « casques bleus » dans les zones libanaises actuellement déchirées par les combats serait, en effet, réalisable très vite. Ils précisent toutefois que les conditions politiques d'un tel processus sont les suivantes :

1) La mission de la Force multinationale (F.M.S.B.) ne peut être étendue ou modifiée sans un accord clair. Il n'est, en particulier, pas question, en l'état actuel, qu'elle sorte du Grand-Beyrouth, en raison des risques de confrontation. En revanche, des opérations de « casques bleus » présupposent un consensus préalable, y compris de l'U.R.S.S. et de la Syrie, qui limiterait ces risques.

2) Le mandat de la F.M.S.B. ne pourrait être modifié qu'*« à la demande du gouvernement libanais, en accord avec nos partenaires, et avec le propre consentement de la France »*, a souligné M. Hernu, en rappelant que le contingent français de la force multinationale demeure *« sous commandement exclusivement national »*.

DIPLOMATIE

AU « GRAND JURY R.T.L.-*LE MONDE* »

« Nous aurions dû détruire les batteries syriennes »

déclare M. Chirac

Abordant dimanche 18 septembre devant « Le grand jury-R.T.L.-le Monde » (voir page 6) *les problèmes de politique étrangère, M. Jacques Chirac a d'abord parlé du Liban. Après avoir rappelé qu'il avait approuvé l'envoi du contingent français à Beyrouth, mais que,* « dès le départ » *le mandat de cette force lui paraissait* « trop flou », *le président du R.P.R. a poursuivi :*

« Nous avons eu dix-sept soldats tués, mais nous continuons à avertir. Et bien, la France n'avertit pas deux fois. Lorsqu'elle a averti une fois, elle agit. Au lieu de faire quelques vols d'intimidation qui ne nous donnent aucune crédibilité, nous aurions dû attaquer et détruire les batteries syriennes qui nous bombardent (...). Si on accrédite dans le monde l'idée que l'on peut tuer des soldats français sans entraîner la moindre réaction hormis les communiqués diplomatiques, il n'y aura plus de France dans le monde. »

A propos des massacres de chrétiens, M. Chirac observe que « nous sommes dans l'indécision complète dans ce domaine comme dans les autres » *et que* « nous nous mettons tout le monde à dos ». *Il ajoute :* « Il faut immédiatement renégocier avec les autorités libanaises le mandat des forces françaises et redéfinir leur mission (...). Ensuite, il faut répondre coup par coup, lorsque nous sommes attaqués bien entendu. Enfin, il faut à nouveau saisir le Conseil de sécurité, la Communauté européenne et la Ligue arabe, car la France ne peut être le seul gendarme dans cette partie du monde (...). Si l'on estime qu'il est scandaleux et inacceptable de voir ces massacres se poursuivre, il faut que chacun prenne ses responsabilités et que soient envoyés sur place des contingents de paix, d'ordre et de sécurité par les pays arabes au titre de la Ligue arabe et par l'O.N.U. au titre des « casques bleus ». »

M. Chirac s'est encore dit « choqué » *d'apprendre que M. Jospin, premier secrétaire du P.S. avait eu un contact téléphonique avec M. Joumblatt* « chef du parti druze, qui tire sur les forces françaises et qui est appuyé par les Syriens ».

L'affaire du Boeing : le gouvernement français « n'a pas été très digne »

Commentant la destruction du Boeing sud-coréen, M. Chirac affirme qu'il était partisan d'un boycottage des liaisons aériennes avec l'U.R.S.S. pour « beaucoup plus de quinze jours » *et que le gouvernement français* « n'a pas été très digne », *notamment en recevant M. Gromyko* « comme si rien ne s'était passé ». « Le ministre communiste des transports, *a-t-il ajouté,* fait en sorte que le boycottage ne s'applique pas, contre l'avis des organisations syndicales et de l'ensemble de l'opinion publique, réduisant à néant toutes les prétentions du gouvernement actuel à s'ériger en défenseur respectueux des droits de l'homme et des libertés des individus (...) Il fallait non seulement empêcher les vols et prendre les sanctions qu'ont prises presque tous les autres pays, mais aussi interrompre tous ces colloques qui, sans cesse, réunissent des savants français et soviétiques » *et dont le seul résultat, selon lui, est de transférer la technologie française aux Soviétiques* « qui ne nous rendent rien en échange ».

A propos du Tchad, M. Chirac estime qu'il fallait « dès le départ, dissuader les forces de Goukouni de s'engager vers le sud » *et* « envoyer les Jaguar » *afin de l'empêcher de reprendre Faya-Largeau.* « Aujoud'hui, en fait, le Tchad est partagé, et les troupes françaises sont là sans bien savoir ce qu'elles ont à faire. On est en train de mettre en cause la crédibilité de la France. (...) C'est le résultat de l'indécision et des erreurs d'un mois. »

Auparavant, M. Chirac s'était demandé si la politique étrangère de la France « est atlantiste ou tiers-mondiste, pro-israélienne ou pro-arabe, si elle est favorable aux Palestiniens ou aux chrétiens (...) ». « Je vois mal la cohérence et la finalité de la politique étrangère », *avait-il conclu.*

M. BUSH A VISITÉ SUCCESSIVEMENT BELGRADE BUCAREST ET BUDAPEST

Après ses visites à Belgrade et à Bucarest, M. George Bush, vice-président des Etats-Unis, termine ce lundi 19 septembre sa tournée en Europe de l'Est par une visite de vingt-quatre heures à Budapest. Les problèmes de la dette hongroise (évaluée fin 1982 à 7,8 milliards de dollars) seront abordés à Budapest, notamment l'attitude américaine au sein du F.M.I., dont la Hongrie est membre depuis l'année dernière.

A Belgrade, il a été évident que les rapports américano-yougoslaves demeurent au beau fixe, nous dit notre correspondant Paul Yankovitch. M. Bush a réaffirmé la volonté des Etats-Unis de maintenir « *l'indépendance, l'intégrité territoriale et l'unité* » de la Yougoslavie. Il a exprimé sa confiance dans les plans yougoslaves de redressement économique et annoncé que Washington, qui est déjà à l'origine d'une aide internationale à la Yougoslavie d'un montant de 3,8 milliards de dollars pour la seule année en cours, poursuivra cette assistance.

Dimanche, à Bucarest, au cours d'un entretien de quatre heures et demie avec M. Nicolas Ceausescu, chef du parti et de l'Etat roumains, auquel il a remis une lettre du président Reagan à propos des négociations sur le désarmement, M. Bush a réitéré la volonté des Etats-Unis « *de rester à la table de négociations aussi longtemps qu'il le faudra pour parvenir à une réduction significative des armements* ».

● *Le dix-huitième et dernier essai du missile Pershing-2*, dont les premiers exemplaires doivent être installés en Allemagne fédérale en décembre prochain, s'est déroulé dimanche 18 septembre « *sans aucun problème* » à partir de la base de White-Sands aux Etats-Unis, a annoncé un porte-parole militaire américain.

● *L'Australie a accepté l'invitation* faite par la France, en juin dernier, de participer à une visite d'inspection scientifique de l'atoll de Mururoa, site des expériences nucléaires françaises dans le Pacifique, prévue pour la fin d'octobre.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DU BOEING SUD-CORÉEN

LE RÉDACTEUR EN CHEF DE LA « PRAVDA » CRITIQUE LES MILITAIRES SOVIÉTIQUES

Le rédacteur en chef de la *Pravda*, M. Victor Afanasiev, a critiqué, dimanche 18 septembre, le comportement des militaires soviétiques dans l'affaire du Boeing de la Korean Airlines. M. Afanasiev, qui est également membre du comité central du P.C. soviétique et passe pour proche de M. Andropov, se trouve à Edimbourg pour une conférence d'experts sur les questions stratégiques et répondait aux questions d'un journaliste de la B.B.C. Comme on lui demandait pourquoi Moscou avait si longtemps tardé à admettre que l'avion sud-coréen avait été abattu par les chasseurs soviétiques, *il a notamment déclaré :* « *Je crois qu'à cet égard nos responsables militaires sont coupables. (...) Ils ont probablement laissé passer quelques inexactitudes. Peut-être n'étaient-ils pas certains de ce qui s'était passé. (...) Je dois dire que j'ai été plutôt mécontent des premières informations que nous avons données.* »

M. Afanasiev a laissé entendre que, à son avis, le gouvernement et le P.C. soviétiques tireraient des « *conclusions politiques* » de l'incident. Il a toutefois exprimé sa conviction que l'avion de la KAL était en mission d'espionnage pour le compte de la C.I.A. *et estimé que*, l'U.R.S.S. n'ayant enfreint aucune loi internationale, ne devait ni excuses ni réparations aux victimes.

● *Le responsable du commerce Est-Ouest* au département d'Etat, M. William Root, a donné sa démission, le vendredi 16 septembre, parce qu'il est opposé à de nouvelles restrictions au commerce avec l'U.R.S.S. envisagées par le gouvernent américain, rapporte le *Washington Post*. La décision de M. Root, en poste au département d'Etat depuis 1950, a été précipitée, selon le journal, par une proposition de restriction sévère du commerce Est-Ouest, qui donnerait au département de la défense un droit de veto sur toute vente de matériel destiné à la prospection pétrolière et gazière.

L'annulation de la venue de M. Gromyko aux Nations unies est interprétée à Washington comme une nouvelle preuve de l'isolement diplomatique de Moscou

La trente-huitième session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies s'ouvre mardi 20 septembre à New-York dans un climat marqué par l'agression soviétique contre le Boeing des Korean Airlines. M. Gromyko, ministre des affaires étrangères d'U.R.S.S., a finalement renoncé à y participer, compte tenu du refus des gouverneurs du New-Jersey et de l'Etat de New-York de laisser atterrir son avion sur un aérodrome civil. Trente-quatre chefs d'Etat et de gouvernement, en revanche, doivent y prendre part, dont M. Reagan le 26 septembre et M. Mitterrand le 28.

A Londres, Mme Thatcher a annulé la visite, prévue pour cette semaine, du premier vice-ministre des affaires étrangères soviétique, M. Kornienko, en signe de réprobation après la destruction du Boeing sud-coréen. Dans un entretien accordé à la télévision néerlandaise, le premier ministre britannique a par ailleurs déclaré : « Je trouve incompréhensible, inexplicable, que nous n'ayons pas été capables de condamner plus clairement cette action en Europe » *et* « d'agir plus efficacement au sein de l'OTAN » *contre l'attitude* « plutôt cynique » *et* « barbare » *de l'U.R.S.S. dans l'affaire du Boeing.*

De notre correspondante

New-York. — La nouvelle que M. Gromyko ne participera pas à l'Assemblée générale des Nations unies a été accueillie, samedi 17 septembre, avec une certaine satisfaction par l'administration américaine, qui l'interprète comme une nouvelle preuve de l'isolement de la diplomatie soviétique après l'affaire du Boeing des Korean Airlines.

Le président Reagan, qui avait paru, quelques jours après le drame, jouer la carte d'une relative modération, semble s'être rendu aux objurgations des républicains conservateurs, et a repris ses attaques contre l'« *empire du mal* » soviétique, une cause éminemment populaire si l'on en croit les derniers sondages.

Dans son allocution radiodiffusée, samedi, le président a affirmé que l'attaque de l'appareil coréen constitue un « *tournant capital* » qui a « enfin » provoqué dans le monde une « *réévaluation fondamentale* » de la politique de l'U.R.S.S. Il a ajouté que les Soviétiques se font des illusions lorsqu'ils croient que « *leur crime et leurs mensonges seront bientôt oubliés.* »

Le département d'Etat a démenti les allégations de Moscou selon lesquelles l'annulation du voyage de M. Gromyko serait due au fait que les autorités américaines se sont déclarées incapables d'assurer sa sécurité, et il a renouvelé sa proposition de laisser l'appareil du ministre soviétique atterrir sur un aéroport militaire (*le Monde* daté 18-19 septembre). Il a aussi démenti avoir tenté de faire revenir les gouverneurs des Etats de New-York et du New-Jersey sur leur décision d'interdire l'accès de leurs aéroports internationaux à la délégation soviétique.

L'annonce de l'annulation du voyage de M. Gromyko provoque une certaine émotion aux Nations unies, dont le ministre soviétique est l'un des plus anciens et des plus fidèles visiteurs : M. Gromyko devait prononcer le 27 septembre son vingt-septième discours d'assemblée générale. De source américaine, on indique que la délégation soviétique, dont la composition reste inconnue, pourrait arriver par un appareil d'Aeroflot à Mexico — le Mexique n'applique pas le boycottage demandé par Washington — et prendre, de là, une autre ligne à destination de New-York.

Le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, a fait une courte déclaration, samedi matin, laissant espérer qu'« *une solution satisfaisante pourrait intervenir dans l'intérêt de toute la communauté internationale* ». La veille, son porte-parole avait indiqué que l'interdiction faite au ministre soviétique d'atterrir à New-York constituait une violation de l'accord passé entre les Nations unies et leur pays hôte.

Si Mme Kirkpatrick, l'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, se félicite de la décision de Moscou d'« *observer un profil bas après ses récentes défaites diplomatiques* », les voix ne manquent pas, dans l'Organisation internationale, pour déplorer l'absence du ministre soviétique à l'heure où les tensions Est-Ouest s'aggravent, comme les dernières nouvelles en provenance du Liban le prouvent. Ces réactions sont particulièrement vives parmi les pays non alignés, qui se réjouissaient des initiatives prises cette année par Mme Gandhi pour réunir à New-York le plus grand nombre de responsables politiques, et qui redoutent de faire les frais d'une rupture entre Moscou et Washington.

Des voix se font aussi entendre pour s'étonner qu'une certaine politique locale américaine puisse ainsi interférer avec des affaires internationales de première importance : l'accord signé par le gouvernement américain et l'ONU, et approuvé le 4 août 1947 par le Congrès, stipule en effet que « *les autorités fédérales ou locales des Etats-Unis n'opposeront aucune restriction au transit vers le quartier général* [de l'ONU] *des représentants officiels des Nations unies* ».

Mais la vague d'antisoviétisme a des racines très profondes aux Etats-Unis, et le gouverneur de l'Etat de New-York, M. Mario Cuomo, démocrate libéral, qui est, avec son collègue républicain du New-Jersey, M. Kean, le principal responsable de cet imbroglio diplomatique, a déclaré dimanche avec satisfaction : « *Les Russes aiment dire à leur peuple que leurs différends avec notre pays ne concernent que ses dirigeants. Mais, cette fois-ci, il ne s'agit pas de dirigeants qui parlent à d'autres dirigeants : notre position a l'appui des gens des villes, des vallées et des montagnes de notre pays... Quand le garçon d'ascenseur ou le chauffeur de taxi vous accostent pour vous dire : « Bravo, monsieur le gouverneur ! », c'est que vous avez raison.* »

NICOLE BERNHEIM.

ASIE

Philippines

CONTRADICTIONS ET SILENCES OFFICIELS SUR LA MORT D'AQUINO

Anatomie d'un meurtre

A Manille, où les manifestations se poursuivent contre le régime Marcos, M. Agapito Aquino, le frère de l'homme politique assassiné, a déclaré au *Los Angeles Times* que l'opposition avait retrouvé onze témoins qui auraient vu des soldats abattre Aquino à sa descente d'avion, contrairement à la version officielle selon laquelle il s'agirait du geste d'un meurtrier solitaire. Par peur de représailles, ces témoins ne se feraient connaître qu'une fois leur sécurité garantie. Le premier ministre, M. Virata, et plusieurs ministres auraient, d'autre part, offert leur démission, qui aurait été refusée par le président Marcos.

Les manifestations anti-Marcos ont pris vendredi 16 septembre un tour nouveau avec la protestation organisée dans le quartier des affaires de Manille, Makati. Environ vingt mille hommes d'affaires et employés sont descendus dans la rue pour dénoncer le « *totalitarisme* » et demander la vérité sur l'affaire Aquino. Le dirigeant de l'opposition, M. Salvador Laurel, a démissionné de l'Assemblée. Enfin, l'armée a décidé d'organiser sa propre commission d'enquête sur le meurtre d'Aquino.

De notre correspondant

Tokyo. — Suspecte d'inféodation au pouvoir, discréditée par le refus de collaborer des juges réputés pour leur indépendance, appointée par un président qui n'est pas lui-même « *au-dessus de tout soupçon* », et, de surcroît, dépendante pour les faits et « preuves » de militaires qui sont les premiers impliqués dans l'affaire, la commission d'enquête sur le meurtre d'Aquino se trouve, si l'on peut dire, au point mort. En attendant que la Cour suprême statue sur plusieurs recours contestant son impartialité, la commission a suspendu ses travaux dès sa première séance. Cela retardera d'autant le déroulement d'une enquête que les militaires — sur lesquels pèsent les soupçons de la famille, de l'opposition et de l'opinion — n'avaient pas semblé particulièrement pressés de faire progresser. Il est douteux que ces contretemps soient de nature à apaiser ceux qui souhaitent une réponse impartiale aux questions et aux contradictions soulevées par le meurtre. Or il n'en manque pas, et de fort troublantes.

Pourquoi pas Air France ?

Tout tourne autour de ces interrogations : qui a mis Aquino à mort à sa descente d'avion, alors qu'il se trouvait « *sous la protection* » des services de sécurité militaires ? Que savaient à l'avance les dirigeants civils et militaires philippins, compte tenu du fait qu'ils n'ont cessé pendant plusieurs semaines de mettre la victime en garde en brodant sur le thème : retour = danger de mort ? Qui est cet assassin présumé que des centaines d'enquêteurs militaires, supposés « *sur les dents* » ont mis dix jours à identifier alors qu'il se révèle être un habitué des prisons ? Un « détail » peu connu montre le type de contradiction dans lequel les « *responsables* » *militaires paraissent* s'être placés : selon eux, l'assassin présumé aurait repéré sa victime en suivant la « routine » observée par les équipes de sécurité lors de l'arrivée de chaque appareil de l'étranger.

En effet, les forces armées affirment avoir ignoré à quelle heure et par quelle compagnie aérienne arriverait Aquino jusqu'au moment où elles ont inspecté l'appareil des China Airlines, après avoir demandé aux passagers de ne pas bouger pendant dix minutes. Or, nous avons appris que le vol A. F. 180 d'Air France, arrivé dix minutes avant celui emprunté par Aquino, n'a pas été l'objet d'une inspection des services de sécurité préalable au débarquement des passagers. Le dispositif militaire au sol n'était pas non plus le même.

La « *routine* » *n'a donc pas joué* dans ce cas ni dans d'autres, contrairement aux affirmations officielles. Cela est d'autant plus inexplicable que, dans le cas d'Air France, le nom d'Aquino se trouvait effectivement *sur le manifeste des passagers, une* réservation ayant été faite pour lui entre Bangkok et Manille. Les autorités philippines, à un très haut niveau, étaient au courant de ce fait à la veille du drame. Si elles ignoraient, *comme elles le prétendent, par quel* vol leur adversaire devait arriver, pourquoi avoir fait si peu de cas d'Air France ? Pourquoi avoir tout misé sur le vol où Aquino voyageait sous un faux nom ?

Pourquoi aussi des officiers ont-ils dit à l'avance aux photographes philippins d'attendre porte 8, celle où Aquino aurait dû arriver ? Et comment le prétendu meurtrier pouvait-il savoir que l'homme à abattre sortirait de l'avion par une échelle menant au sol, et non pas, conformément à l'usage, par le tunnel de débarquement ? Pourquoi ? Comment ?

Aux questions qui précèdent, on peut en ajouter d'autres parmi les plus lancinantes qui jalonnent cette tragédie, « jouée » ou « exécutée » en quatre-vingts secondes. Avant tout celle-ci : si les autorités n'ont rien à se reprocher — rien qu'une *terrible négligence — et si l'essentiel* était de dissiper au plus tôt les soupçons pesant sur elles, que n'ont-elles laissé parler les dix-sept protagonistes des services de sécurité, acteurs et témoins du drame, au lieu de les réduire au silence en les mettant aux arrêts ?

Officiellement, on parle de ces dix-sept là comme s'il n'avait pas existé d'autres témoins. Dans un aéroport grouillant de militaires et d'agents en civil appartenant à divers services de sécurité — dont les services secrets et ceux de la présidence, — il est clair qu'il y en a eu d'autres. Les films tournés depuis l'avion par les journalistes américains et japonais montrent plusieurs hommes en civil qui, du haut de l'échelle empruntée par Aquino et son escorte, ou du sol, dissimulés derrière des chariots à bagages, suivent la scène des yeux pendant les secondes cruciales. Ils appartiendraient aux services secrets (NIA). *Que penser* de la coupure de ce film de la télévision officielle montrant l'arrivée de l'avion, puis, sans transition, les deux corps étalés ? On sait que la disposition de la scène, la rapidité des événements et l'obstruc*tion des services officiels n'ont pas* permis aux caméramen et photographes de saisir le moment du meurtre. Cependant, la bande sonore de certaines séquences télévisées ne manque pas d'intérêt.

Selon les spécialistes, on y entend par exemple, dans les secondes précédant le coup de feu qui a tué Aquino, des expressions en tagalog et en visayan (1), telles que : « *Akona* » (« *Laissez-moi le faire* »), « *Ibabamo* » (« *Faites-le descendre* »), et « *Pusila* » (« *Tuez-le* »). Ces ordres émanent du groupe d'agents de sécurité en civil qui ont pris position à la sortie de l'avion.

Les séquences suivantes ne suscitent pas moins de troublantes questions. Alors qu'il est relativement facile de faire le vide autour d'un avion, comment l'imposant dispositif de sécurité, averti par ses dirigeants du risque d'assassinat et censé protéger Aquino, a-t-il pu permettre au meurtrier présumé, non seulement de se promener sur les pistes depuis le matin d'avion en avion, mais encore de *le faire avec un pistolet de très gros* calibre et sans papiers d'identité ?

Pourquoi les soldats au sol se sont-ils acharnés à « tuer »; en deux séquences de tir séparées, celui que l'on présente comme l'assassin et qui, même blessé, eût pu témoigner de son crime et de ses mobiles. On l'a truffé de plomb : huit balles, affirmait une première autopsie, sans doute quelque peu bâclée ; dix-huit précise-t-on désormais, à l'issue de la seconde. Manque de sang-froid ? Peut-être, au sens figuré comme au sens propre. En effet, pourquoi le *corps de l'assassin ne saigne-t-il pas,* ou si peu, alors que celui d'Aquino baigne dans une mare de sang ? Etait-il froid « avant » ?

Etrange encore que ce tueur à *gages qui serait allé (pour qui ? pourquoi ?)* se suicider en tuant Aquino, sans pouvoir attendre ni une seule seconde ni un moment plus propice. Pendant dix jours, on a feint de ne pas le connaître, on a appelé la population à l'aide, on a offert une rançon. Galman était pourtant connu des polices civiles et militaires : il était fiché. Il entrait et sortait fréquemment de prison : il y était encore en février dernier.

Pendant dix jours, on a ignoré officiellement qui il était. Mais il paraît établi que, quarante-huit heures après le drame, des militaires ont placé une partie de sa famille sous leur « protection »...

Beaucoup de questions légitimes, beaucoup de silences officiels. Que de discrétion, que d'effacement chez les ténors du régime ! Quel contraste avec l'avalanche de mises en garde — de mortelles certitudes — déclenchées dès juin dernier pour dissuader l'exilé de rentrer ! Que savaient-ils, ou quel jeu jouaient-ils, lorsqu'ils disaient avoir eu vent d'un complot contre Aquino ? Sur quelles connaissances privilégiées, sur quels pressentiments Mme Marcos se fondait-elle pour prédire à deux reprises en août, dans l'enceinte de l'Assemblée nationale, qu'Aquino serait un homme mort s'il rentrait ? Enfin, pourquoi le premier ministre, M. Virata, va-t-il répétant à la presse étrangère qu'il n'exclut pas que des personnalités du régime puissent être impliquées dans ce meurtre alors que le président Marcos a affirmé le contraire, bien avant d'avoir nommé sa commission ?

R.-P. PARINGAUX.

(1) Langues régionales.

Pakistan

L'AVIATION AFGHANE A BOMBARDÉ PLUSIEURS VILLAGES FRONTALIERS

Sept chasseurs afghans Mig-21 ont violé dimanche 18 septembre l'espace aérien pakistanais et bombardé des villages frontaliers dans la région de Parachinar (province de la frontière du nord-ouest), faisant un mort et un blessé, a annoncé la radio pakistanaise. Les sept appareils ont pénétré au Pakistan en début de journée ; quatre d'entre eux ont largué huit bombes sur plusieurs villages distants d'une dizaine de kilomètres de la frontière, pendant que les trois autres les couvraient. Ce *bombardement intervient alors que* la résistance afghane tente de s'emparer de la ville de Jaji, à une quarantaine de kilomètres de Parachinar.

Le Pakistan a annoncé qu'il protesterait auprès des Nations unies contre ce raid.





AMÉRIQUES

LA SITUATION AU GUATEMALA

Avec les patrouilles civiles d'autodéfense de l'Altiplano

De notre envoyé spécial

Patzicia (centre ouest du Guatemala). — Tout est calme et le *décor* est superbe. Au sud, l'alignement *majestueux* des volcans *somnolents* qui dominent l'Altiplano ; au nord, les *hauteurs* verdoyantes du Quiche. Pourtant, la tension est sensible dans le village, situé, il est vrai, dans un secteur considéré comme particulièrement « troublé ».

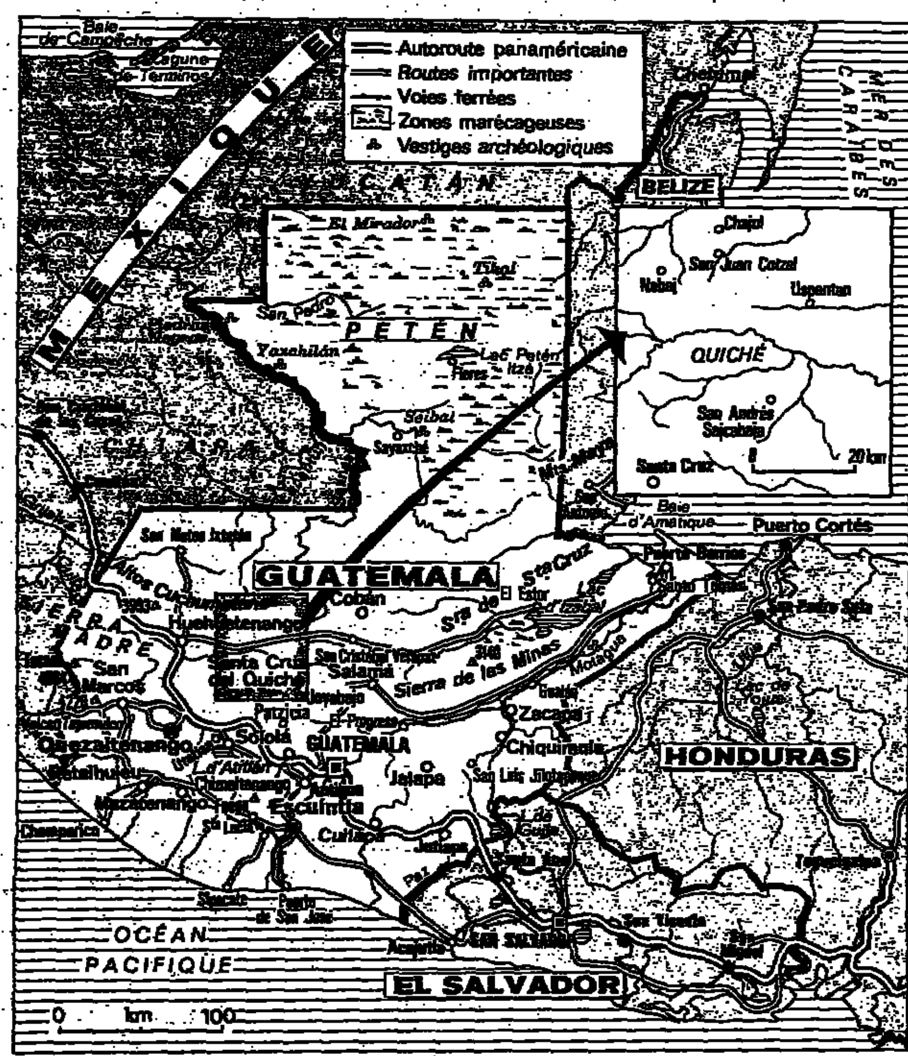
L'homme, en civil, solide et trapu, a entrouvert la porte avec précaution, jetant un bref regard sur la rue déserte. Dans le patio étroit et fleuri, trois poules picorent. *Puis*, il barricade à nouveau sa maison de l'intérieur avec deux *rondins*. Par habitude sans doute, car, explique-t-il d'un ton neutre, *« je trouve de temps à autre des lettres de menace, anonymes... »*.

Ancien militaire, ayant appartenu pendant plusieurs années à la garde présidentielle, il est aujourd'hui *comisionado*, c'est-à-dire délégué par l'armée pour superviser les patrouilles civiles d'autodéfense mises en place à Patzicia et dans les villages voisins. C'est une tâche délicate et manifestement exposée. Il n'y a pas de détachement militaire à Patzicia, une grosse bourgade à l'écart de la grand'route dans le département de Chimaltenango, à *30 kilomètres* à l'ouest de la capitale.

Selon des sources concordantes, nous explique notre *comisionado*, une colonne de guérilla composée d'éléments de trois organisations, l'E.G.P. (Armée de la guérilla des pauvres), l'ORPA (Organisation révolutionnaire du peuple en armes) et les FAR (Forces armées révolutionnaires), circule dans le département de Chimaltenango, 200 000 habitants, en majorité indiens, que les militaires qualifient de *« verrou »* pour la défense de la capitale, et qui est aussi, *accessoirement, son jardin* potager. A voir le terrain, boisé, *montueux*, on comprend les atouts de la guérilla. Dans tout ce Nord-Ouest, les pistes de terre escaladent des versants plantés de forêts de pins, se glissent dans des ravins propices aux embuscades.

Aussi, avec le général Rios Montt, chassé du pouvoir le 8 août, l'armée avait-elle innové. Les vingt-deux départements du pays sont maintenant des zones militaires autonomes qui ne font appel aux renforts et aux unités d'élite basées près de la capitale qu'en cas de vrai « coup dur ». De petits détachements militaires sont installés dans les bourgades importantes : une dizaine dans le département de Chimaltenango. C'est manifestement insuffisant — d'autant que les hommes ont tendance à se barricader dans les villages et ne patrouillent qu'avec modération.

Non loin de Patzicia, à Zaragoza, considérée comme une enclave *ladina* (métis) dans ce territoire largement indien, le poste militaire est commandé par un jeune sous-lieutenant d'une vingtaine d'années. *Une mitrailleuse de 30 est en batterie*, derrière des sacs de sable, bande engagée. En tenue de camouflage, bien équipés, armés de fusils israéliens lance-grenades, les soldats, tous très jeunes, viennent de l'Oriente : l'armée s'efforce, en multipliant les rotations, de ne jamais envoyer sur le terrain des recrues appartenant à la même région. Les moyens matériels paraissent modestes. Et le chef du poste déclare *« organiser des patrouilles tous les trois jours »*. Le curé du coin *se présente* comme un ami de Mario Sandoval, le leader du Mouvement de libération nationale (M.L.N., extrême droite), dont il espère *« la victoire à l'élection présidentielle »*.



Un territoire quadrillé

A l'autre bout du village presque désert, c'est une Indienne kakchiquel, souriante et ridée, qui dirige le temple de l'une des innombrables sectes qui prolifèrent au Guatemala, celle de l'Agneau du Seigneur.

La situation est la *même dans* tout le Nord-Ouest, particulièrement dans les zones les *plus* touchées par l'« insécurité » : Quiche, Chimaltenango, Huehuetenango, San-Marcos, Solola, et dans une moindre mesure le Peten — l'immense forêt tropicale humide du Nord. Partout, à Nebaj, Uspantan, San-Cristobal, Vera-Paz, les postes militaires sont « enterrés ». Dans *certains hameaux*, les *maisons* brûlées témoignent de l'âpreté du cycle de la violence. Ayant décidé de « quadriller » l'ensemble du territoire, mais n'en ayant apparemment pas les moyens, l'armée a, depuis un an, intensifié le système des patrouilles civiles d'autodéfense, qui comptent déjà, officiellement, *six cent mille membres*.

Chaque semaine, des cérémonies de prestation de serment sont organisées pour les nouveaux « miliciens » en présence des autorités. Double avantage : les patrouilles sont censées subir le premier choc en cas d'opération de guérilla contre des localités isolées ; et cette véritable mobilisation des hommes « de sept à soixante-dix-sept ans » implique une plus *grande participation* de la population à la *« lutte contre la subversion »*. Des femmes entrent à leur tour dans les patrouilles.

L'armement est modeste, compte tenu des tâches de « dissuasion » attribuées aux patrouilles civiles. Variable aussi : plus important et sérieux dans les régions *ladinas*, par exemple dans l'Oriente; franchement dérisoire dans les zones à majorité indienne, précisément les plus touchées par la lutte contre la guérilla, *où il se compose de machettes*, de bâtons, de fusils de chasse et de *pétoires archaïques. Si les militaires*, uniformément en tenue de camouflage (*« parce que les guérilleros sont maintenant en tenue vert olive »*, dit un officier), font bonne impression, les patrouilles civiles sont assez pitoyables avec leurs « miliciens »-paysans vêtus pauvrement et sans vrais moyens de défense. Elles doivent pourtant assurer, de jour comme de nuit, la *surveillance de leurs villages respectifs* et signaler aux autorités tout *mouvement suspect. C'est le comisionado* qui assure la liaison avec l'armée.

Celui de Patzicia n'hésite manifestement pas à prendre ses responsabilités, mais il ne se gêne pas non plus pour critiquer. Il dispose, pour un mois, d'environ un millier d'hommes dans son secteur pour le *service de la patrouille, « obligatoire et gratuit »*, mais seulement d'une demi-douzaine de carabines américaines M.I. C'est peu, en effet, pour des rondes de nuit composées d'une trentaine d'hommes. Selon lui, c'est pire encore dans les villages voisins, complètement isolés. Il cite les hameaux, compte sur ses doigts d'un air désolé le nombre de carabines et regrette que l'on ne fasse pas appel systématiquement aux anciens militaires — il les connaît tous — revenus à la ferme et *« disponibles »*, assure-t-il. *« L'autre jour*, dit-il, *un groupe armé est apparu à 4 kilomètres de Patzicia. Il s'est enfui. Des bandits ou des guérilleros ? Comment savoir ? »*

S.A.S. à Chimaltenango

Comment savoir, en effet, ce qui se cache dans cette immensité verte, bosselée, à la fois surpeuplée et déserte, de l'Altiplano ? A qui appartient la nuit ? Aux patrouilles ? A la guérilla ? Aux délinquants ? Aux commandos paramilitaires en civil ? Le colonel, en tenue de combat, qui commande la zone militaire de Chimaltenango et de Saquatepeque estime avec modestie que *« la situation chez lui est relativement tranquille »*.

Pour lutter efficacement *« contre la subversion qui a*, dit-il, *déclenché depuis 1979 une véritable lutte des classes fondée sur les races »*, il estime que l'armée *« doit s'engager énergiquement en faveur du développement économique et social »*. Sa théorie rejoint, sans qu'il s'en doute, celle des officiers français des S.A.S. pendant la guerre d'Algérie. *« L'action psychologique*, dit-il, *doit persuader les Indiens que l'armée est à leurs côtés, pour les défendre, les aider à mieux vivre. »*

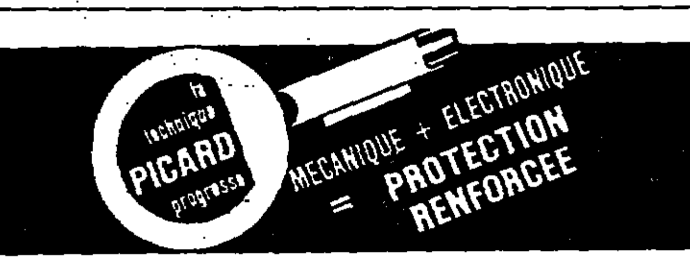
Le colonel n'aime pas beaucoup la presse. Il a assisté, affirme-t-il, à des cas de *« massacres délibérés commis par les subversifs »*, par exemple à Choatalum, et il a lu *« ensuite avec effarement »* que l'on attribuait ce massacre à l'armée. Il *admet* que les PAC (les patrouilles civiles d'autodéfense) sont mal armées, mais *« leur tâche*, insiste-t-il, *est de surveiller et de prévenir, pas de combattre »*. Ces derniers mois, il est entré au contact direct avec une forte colonne de guérilla, notamment en juillet, près de Patzun, à 10 kilomètres de Patzicia. *« En ce moment*, ajoute-t-il, *c'est plus calme. »*

La route panaméricaine, qui relie *Guatemala-Ciudad* à la frontière mexicaine, était à peu près coupée en 1982. Elle est praticable aujourd'hui, encore que les habitants de la capitale répugnent à trop sortir de la ville. Et le trafic est modeste : un camion, un bus bourré d'Indiens, une voiture de loin en loin... *« On ne sait jamais*, dit un militaire. *On ne peut pas jurer que l'on ne va pas voir surgir un groupe armé au prochain tournant... »*

« Nous sommes en guerre », dit, de son côté, un fermier resté sur ses terres. C'est bien, en effet, une atmosphère de guerre que l'on ressent sur l'Altiplano et dans les villages isolés du Nord-Ouest. Mais, au Guatemala, cela fait près de vingt-cinq ans que, dans une relative indifférence internationale, règne une ambiance des plus cruelles.

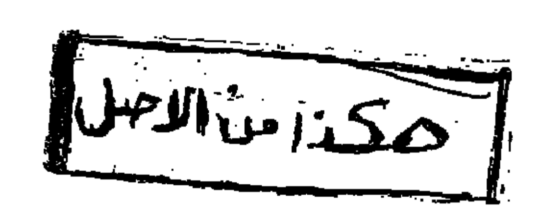
Dès lors, en comparaison de Patzicia, la capitale paraît un havre de paix. La nuit n'y est plus ce désert sinistre ponctué de coups de feu de naguère. Pourtant, les journaux du lendemain rapportent toujours quelques attentats, quelques sinistres découvertes, des cadavres sans nom et torturés. *« Depuis le début de cette année, on ne compte que trente-quatre disparitions à l'université »*, affirme un professeur avec l'air de quelqu'un qui trouve que ça va mieux. Il ne dit guère autre chose, l'évêque de Coban, quand il déclare : *« On tue moins de paysans qu'avant. Dix fois moins... Mais c'est encore trop. »*

MARCEL NIEDERGANG.









Le Monde

politique

Le talent du maire de Paris

M. Chirac manque-t-il de talent politique ? M. Le Pen le laisse entendre. Il en veut pour preuve le refus opposé par le président du R.P.R. à toute alliance formelle avec le Front national, alors qu'un tel accord permettrait à l'opposition, selon lui, de reconquérir plus vite le pouvoir. L'ancien député poujadiste estime que ce qui le rapproche du R.P.R. – l'anticommunisme – est plus important que ce qui l'en différencie. Sur ce point, M. Chirac semble d'accord avec M. Le Pen, puisqu'il affirme que la présence des communistes au gouvernement est *« beaucoup plus dangereuse pour la France »* que celle de *« quatre pèlerins du Front national »* au conseil municipal de Dreux. M. Le Pen fait écho en assimilant purement et simplement les quatre ministres communistes à des *« généraux soviétiques en civil »*.

Cette convergence dans l'analyse des structures de la majorité parlementaire donne au directeur adjoint de *l'Humanité*, René Andrieu, l'occasion de voir dans le jugement du maire de Paris *« la version adaptée au goût du jour de la vieille théorie d'avant-garde selon laquelle Hitler était préférable au Front populaire »*.

Mais M. Le Pen a tort de sous-estimer M. Chirac. Certes, le président du R.P.R. exclut pour l'avenir tout accord électoral national avec l'extrême droite. Il rappelle qu'il avait refusé cette éventualité aux élections municipales à Paris, pour deux raisons : parce que cette compromission aurait eu, dans la capitale, une fâcheuse *« valeur exemplaire »* ; et... *« parce que c'était M. Le Pen, parce que c'était moi »*, ajoute-t-il. A ses yeux, Paris ne vaut donc pas une messe d'extrême droite.

Ce raisonnement serait tout à l'honneur de son auteur si le président du R.P.R. se montrait, dans la foulée, moins laxiste pour ce qui regarde la province. Car M. Chirac trouverait, en revanche, *« tout à fait naturel »* que l'alliance conclue à Dreux entre ses militants et ceux de M. Le Pen soit de règle ailleurs, *« si cela s'avère nécessaire »*, pour battre la gauche.

Le maire de Paris avalise ainsi, par avance, tous les rapprochements locaux analogues à celui de Dreux. Ce qui dénote donc, contrairement aux insinuations du président du Front national, une certaine habileté. M. Chirac fait ainsi d'une pierre deux coups : il autorise sa formation à accorder la primauté au profit électoral dans les scrutins locaux, c'est-à-dire à sacrifier aux contingences locales les impératifs de principe qu'il s'impose à lui-même et au niveau national ; il préserve son image personnelle. La ficelle n'est-elle pas un peu trop grosse ?

Grâce à l'introduction de la représentation proportionnelle dans le mode de scrutin, l'extrême droite a démocratiquement obtenu le droit de s'exprimer dans certains conseils municipaux, comme d'autres minorités. Elle aura également la possibilité de le faire dans les futurs conseils régionaux, et peut-être même à l'Assemblée nationale, si le pouvoir exécutif donne suite à ses intentions. Tout cela va dans le sens d'une meilleure expression des différents courants politiques. Plutôt que de distinguer entre les marginaux « recommandables » et ceux qui le paraissent moins, ne vaudrait-il pas mieux se prononcer sur leurs thèses ?

ALAIN ROLLAT.

● *53 % des Français* ont jugé M. François Mitterrand *« convaincant »*, lors de l'émission de T.F.1 « L'enjeu » le 15 septembre. C'est ce que révèle un « sondage-flash » réalisé le lendemain de la prestation télévisée du chef de l'État par *Indice Opinion* et publié par *le Quotidien de Paris*. Selon cette enquête, 64 % des personnes interrogées qui ont regardé l'émission ont trouvé le président de la République *« intéressant »*. 44 % d'entre elles (contre 52 %) l'ont jugé *« rassurant »*.

INVITÉ DU « GRAND JURY R.T.L.-*LE MONDE* »

M. Chirac n'exclut pas une collaboration avec le chef de l'Etat en cas de victoire de l'opposition en 1986

Invité du « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* » dimanche 18 septembre, M. Jacques Chirac a notamment déclaré à propos de l'interview télévisée du chef de l'Etat : « *Le président a voulu à l'évidence essayer de rattraper un peu de ce terrain perdu depuis son élection en tentant une opération de séduction à l'égard de tous ceux qui étaient si cruellement déçus dans leurs espérances, dans leur niveau de vie, dans leur emploi.*

» *Tout cela m'a paru terriblement superficiel, terriblement apprêté. Je ne crois pas beaucoup à ces professions de foi soudaines. Car celui-là même qui condamnait les excès de la fiscalité assume la responsabilité d'un accroissement colossal de la pression fiscale ; celui-là même qui parlait de la nécessité de la créativité et de la responsabilité met les Français dans une situation où, écrasés par les contraintes réglementaires fiscales de toutes natures, ils sont dans l'incapacité d'exercer cette responsabilité, cette initiative. Ils sont paralysés aussi bien au niveau des travailleurs que des entreprises. Si bien que, pour tout dire, je ne crois pas à ce changement.*

» *Si la politique menée par le gouvernement, et voulue par le chef de l'Etat réussit, on pourra probablement espérer que la France mourra guérie. Ce n'est pas mon ambition.*

» *Le premier geste qu'il pourrait et devrait faire dans le sens de l'intérêt national serait de se priver des services du parti communiste dans son gouvernement. (...) Malgré les couleuvres qu'ils sont conduits à avaler, les communistes sont bien présents.* »

Pour M. Chirac, le budget de 1984 est « *truqué* », car certaines dépenses ont été transférées à la charge des collectivités locales pour alléger le déficit. Si l'opposition revenait au pouvoir, elle procéderait « *à un effort de réduction de la dépense dans tous les domaines, un effort pour réduire la pression fiscale et non pour l'augmenter. Il faudra cinq ans pour réparer les dégâts faits par le gouvernement socialiste* ».

Interrogé sur une cohabitation entre le président de la République et l'opposition si elle gagne les élections de 1986, M. Chirac rappelle que M. Barre estime celle-ci impossible et ajoute : « *C'est un jugement strictement politique. Je ne le partage pas totalement. Je comprends parfaitement qu'un homme politique ait cette réaction politique. Mais j'estime que le respect des institutions est une chose essentielle et ne pas les respecter c'est courir le risque d'un redoutable précédent. Rien ne peut obliger le président à se démettre. Donc attention ! Ne jouons pas avec les institutions. En cas de victoire de l'opposition, il faudra que le président de la République en tire les conséquences pour son comportement dans le sens de l'intérêt général et du respect de la volonté du peuple. Si chacun se veut respectueux à la fois des règles de la démocratie et des règles des institutions j'imagine qu'un tel accord est possible jusqu'aux prochaines élections présidentielles.* »

A propos de l'élection de Dreux, M. Chirac indique : « *Je n'aurais pas du tout été gêné de voter pour la liste d'opposition au second tour. Il n'y a pas 17 % de dangereux extrémistes à Dreux. Il y a des gens qui, pour la plupart, avaient voté Mitterrand et socialiste en 1981 et qui, tout à coup, sont exaspérés par le comportement sectaire et par la politique des socialistes et des communistes. Ils ont eu une espèce de ras-le-bol et ils l'ont manifesté par un bulletin de vote, qui, à l'évidence, ne correspond pas à une conception politique.*

» *Si le problème se présente (comme à Dreux) dans d'autres communes, il n'est pas question de faire un accord avec l'extrême droite. Mais je trouverai tout à fait naturel que la situation de Dreux se retourne au deuxième tour dans d'autres communes si cela s'avérait nécessaire. Il est actuellement beaucoup plus dangereux de soutenir une coalition qui comporte des communistes que de soutenir une coalition qui comporte, au niveau de conseils municipaux de communes de moyenne importance, des membres du Front national, ce qui a relativement peu d'importance.* »

● *M. Jean Poperen*, membre du secrétariat national du parti socialiste, a affirmé lundi à Europe 1 que les socialistes « *feront en sorte que la question de la cohabitation ne se pose pas* ». « *Ce qui se passerait éventuellement, c'est le président de la République et lui seul qui en déciderait* », a ajouté M. Poperen, mais « *que M. Chirac se rassure, nous faisons les choses en sorte de gagner les élections de 1986* ». Pour le député du Rhône, « *les sondages ne sont pas bons, mais les indices le sont.*

● *Recours en annulation contre M. Jean-Pierre Stirbois à Dreux.* – Mlle Françoise Gaspard, conseillère municipale et ancien maire (P.S.) de Dreux, a fait déposer, vendredi 16 septembre, au tribunal administratif d'Orléans un recours visant à annuler l'élection de M. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du Front national, troisième adjoint au maire de Dreux.

Selon cette requête, M. Stirbois n'aurait pas satisfait à une disposition du code électoral qui prévoit : « *sont éligibles au conseil municipal tous les électeurs de la commune et les citoyens inscrits au rôle des contributions directes ou justifiant qu'ils devaient y être inscrits au 1er janvier de l'année de l'élection* ».

Une cohabitation sous conditions

M. Jacques Chirac a apporté des réponses claires à toutes les questions qui se posent et que l'on pose actuellement au président du R.P.R. Ainsi, à propos de la prestation télévisée de M. Mitterrand, le maire de Paris a admis que le ton, les propositions et la politique du chef de l'Etat avaient changé. S'il y voit une confirmation de sa prédiction de septembre 1982 (*« l'expérience socialiste ne durera pas deux ans »*), il demeure tout à fait incrédule devant ces *« professions de foi soudaines »*. La présence des communistes au gouvernement – dont il souhaite toujours le départ – empêche, selon lui, toute évolution du pouvoir. C'est par l'exaspération de l'opinion publique à l'égard de la politique de la gauche et surtout du *« comportement des socialistes et des communistes »* que M. Chirac explique le succès remporté par l'extrême droite à Dreux. Aussi, tout en récusant l'idéologie de cette tendance et en écartant un accord électoral au premier tour, le président du R.P.R. admet que, localement, le même choix qu'à Dreux soit fait au second tour lors d'autres élections partielles.

Il se réfère, pour cela, au principe selon lequel *« au premier tour on choisit, au second on élimine »*, et invoque la caution de M. Raymond Aron. Il exclut toutefois tout accord national avec M. Le Pen et ses amis, rappelle qu'il les a eus comme adversaires électoraux et nie avoir avec eux la moindre convergence idéologique. Il approuve, d'ailleurs, les dernières interventions de M. Mitterrand à l'égard des immigrés.

M. Chirac reconnaît que l'on assiste actuellement à une *« radicalisation »* de l'opinion publique, mais il en rend responsables les dirigeants de la majorité et la politique du gouvernement. Inquiet de cette évolution, il est donc résolu à continuer à prêcher la modération et l'apaisement, même si dans son camp certains le lui reprochent. Déjà, à plusieurs reprises, depuis le printemps, le président du R.P.R. en a appelé au *« sang-froid »* et à la *« patience »* des opposants.

En cas de victoire de l'opposition lors des prochaines élections législatives, M. Chirac n'exclut pas une cohabitation avec l'actuel chef de l'État avec l'éventuelle nouvelle majorité (1). M. Chirac renvoie donc la balle à M. Mitterrand, puisque c'est au chef de l'État à décider en dernier ressort de tenir compte ou non des conditions que lui poserait cette éventuelle majorité parlementaire.

Il est vrai que la politique que ferait une autre majorité serait bien différente de l'actuelle sur des points essentiels, si l'on en croit M. Chirac. Non seulement dans le domaine économique, où il a reparlé des *« erreurs accumulées »*, du *« budget truqué »* et de l'*« incohérence »* du pouvoir, mais aussi en politique étrangère où le durcissement de sa critique contraste avec la relative compréhension qu'il manifestait depuis 1981 *(lire page 4)*.

ANDRÉ PASSERON.

(1) Thèse défendue dans *le Monde* du 16 septembre par M. Edouard Balladur, secrétaire général de l'Élysée sous le septennat de M. Pompidou.

Truquage du budget 1984 ? Un exemple bien mal choisi

La réalité de la croissance des dépenses budgétaires *« est nettement supérieure »* à l'augmentation de 6,3 % des charges publiques inscrites dans le projet de budget pour 1984, a déclaré M. Jacques Chirac au cours du Grand jury R.T.L.-*le Monde*. Et de parler de budget *« truqué »*. Mais M. Chirac donne comme exemple de sous-estimation des dépenses le report sur les collectivités locales d'un certain nombre de charges.

Si l'augmentation des dépenses de l'Etat pour 1984 peut effectivement susciter certaines interrogations, l'exemple du maire de Paris est mal choisi. La loi de base sur la décentralisation du 7 janvier 1983, publiée au *Journal officiel* du 9 janvier, prévoit des transferts de compétences de l'Etat sur les collectivités locales. Ces transferts de compétences – donc de dépenses – s'accompagnent de transfert de recettes (vignettes, droit de mutation...) et de la création d'une *« dotation générale de décentralisation »*.

La loi de décentralisation peut être critiquée dans son principe, voire dans ses modalités. On ne peut pas, en revanche, faire semblant d'en découvrir ses conséquences qui sont publiques – et publiées – depuis huit mois.

En revanche, M. Chirac aurait pu critiquer la façon dont M. Delors a présenté l'évolution de la fiscalité en 1984, insistant beaucoup sur la stabilité de la pression fiscale de l'Etat, mais oubliant – ou presque – l'alourdissement de la pression fiscale des collectivités locales, du fait précisément de la décentralisation.

A.V.

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

M. Le Pen : *si M. Chirac avait le quart du talent politique de M. Mitterrand...*

M. Jean-Marie Le Pen, qui était, dimanche soir 18 septembre, l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, a déclaré, à propos de ses relations avec les principaux partis de l'opposition : « *Pas plus que M. Chirac ne souhaite être confondu avec moi, je ne souhaite être confondu avec lui. J'ai toujours été dans l'opposition, y compris à l'ancienne majorité, et je ne partage pas la responsabilité de la politique qui a été suivie. Et il y a, en effet, d'assez larges divergences entre le R.P.R. et le Front national, entre l'U.D.F. et le Front national. En revanche, il y a quelque chose de commun, c'est la volonté de vivre dans une société de liberté et de considérer que le danger qui menace cette société de liberté, ce sont les marxistes et, singulièrement, parmi eux, les communistes. Nous avons cela en commun.*

» *M. Chirac ne s'en aperçoit pas assez. Moi, je m'en aperçois, et c'est la raison pour laquelle, en réservant notre propre originalité à chacun, j'ai lancé des propositions d'unité d'action. Si M. Chirac avait le quart du talent politique, de diplomate, de M. Mitterrand, il y a longtemps qu'il aurait compris et sans doute enlevé la mairie de Marseille, celle d'Angers et beaucoup d'autres. Quand M. Mitterrand a gagné cette toute petite victoire, et très éphémère victoire, cette majorité de gauche, il l'a fait aux petits points, en ne rejetant personne, même pas les extrémistes. (...) gauchistes.* »

Dénonçant la participation des communistes au gouvernement, le président du Front national a indiqué : « *J'affirme que les ministres communistes sont, dans notre gouvernement, des généraux soviétiques, des généraux civils. Les généraux du K.G.B. ont le pas sur les généraux militaires.* »

Interrogé sur les prochaines échéances électorales, M. Le Pen a ajouté : « *Si les petits cochons ne me tuent pas, ce qui pourrait arriver – on a tellement essayé de le faire déjà, dans des attentats terroristes – (...), je serai candidat à toutes les élections où mon parti voudra bien faire confiance au test de l'opinion publique.* »

Exposant ses thèses sur l'immigration, l'ancien député a précisé : « *Il faut réserver les équipements sociaux (...), les hôpitaux, les crèches, les écoles et les allocations familiales en priorité aux Français qui les paient.* »

L'hebdomadaire du P.S., *l'Unité*, et le quotidien du P.C.F., *l'Humanité*, avaient été invités à participer au « Club de la presse » d'Europe 1, mais ils ont décliné cette invitation.

LA FÊTE « BLEU-BLANC-ROUGE » DE SAINT-VRAIN

« On nous prend pour des casseurs... »

A Saint-Vrain (Essonne), samedi après-midi 17 septembre, presque toutes les boutiques avaient baissé leur rideau de fer. A 15 heures, le parti socialiste et plusieurs formations et mouvements de gauche avaient appelé à manifester contre le racisme et le fascisme à l'occasion de l'organisation, dans le parc animalier local, de la fête « bleu-blanc-rouge » du Front national. Les incidents qui avaient marqué la proclamation des résultats de l'élection partielle à Dreux avaient donné à réfléchir dans ce petit village du Hurepois situé à mi-chemin entre la ville et la campagne.



(Dessin de PLANTU.)

Saint-Vrain camp retranché ? Presque. Casques à la ceinture, musettes pleines de grenades lacrymogènes, fusils à l'épaule, les gendarmes mobiles battaient la semelle sur le macadam. Ils étaient une centaine, mais n'ont pas eu à intervenir, car la manifestation de protestation de la gauche, qui s'est dispersée à 200 mètres de l'entrée du parc, s'est déroulée sans incident.

Les jeunes militants du Front national ne sont même pas venus voir. « *Pourquoi l'aurions-nous fait ?* », lance l'un d'entre eux, tandis qu'un autre explique : « *On nous prend pour des casseurs, mais ce que nous voulons, c'est agir politiquement pour parvenir à regrouper tous les nationaux.* » M. Martial Bild, le responsable du F.N.J. (Front national jeunes), défend ses camarades. A peine lui fait-on remarquer la profusion de treillis, de blousons de cuir ou kaki et des paires de rangers de l'assistance, qu'il réplique : « *Nos garçons vont faire du camping ici pendant deux jours. Il faut bien qu'ils aient des vêtements pratiques.* »

Après Dreux, le Front national se veut un parti comme les autres. Et ses manifestations à son image. Sur les pelouses de Saint-Vrain, la fête s'est déployée. Une vingtaine de fédérations ont installé leurs stands. Elles offrent leurs produits régionaux ou des souvenirs moins anonymes : cravates tricolores, cendriers frappés du sigle du Front, insignes militaires, etc.

« *C'est une fête populaire et bon enfant* », fait observer un des organisateurs. Référence oblige : la manifestation se veut la réplique de la fête de *l'Humanité*. C'est en réalité une pâle copie, qui n'accueillera sur deux jours que six mille visiteurs, moins que l'année dernière dans l'Oise.

Tous les groupes ou mouvements qui se réclament de l'extrême droite étaient présents. Au stand du onzième arrondissement de Paris, on a vendu un « recueil » de la campagne de Dreux composé de dessins et de reproductions d'affiches qui ont fait « gagner » M. Jean-Pierre Stirbois : mode d'emploi pour réussir aux élections. Dimanche, dans son allocution, M. Stirbois a fait la leçon de choses aux militants devant un parterre de trois mille personnes.

« *De nombreux contacts ont été pris en deux jours, y compris avec des sympathisants R.P.R.* », faisait observer malicieusement, dimanche soir, l'un des dirigeants du Front national.

PATRICK DESAVIE.

Mise au point

Invoquant le droit de réponse après l'article paru dans le Monde *du 15 septembre, M. Jean-Marie Le Pen nous a adressé la mise au point suivante :*

Dans un article intitulé « Brassage », Mme Claude Sarraute se pose la question de savoir ce que veut M. Le Pen. Il eût sans doute été plus simple, au lieu d'élaborer les hypothèses les plus délirantes les unes que les autres, de me le demander ou encore de lire mes articles, mes professions de foi électorales ou encore mes discours.

Mme Sarraute affirme que les mouvements de la population en Europe, « *mais en Europe seulement* » doivent être réglés par la loi de l'offre et de la demande. Pourtant, si elle est libre aujourd'hui, c'est peut-être parce que, pour ne parler que des temps récents, des millions d'hommes se sont battus en 14-18 et en 39-45 pour s'opposer à l'immigration allemande ; certains en sont même morts.

LA PREPARATION DES ELECTIONS SENATORIALES

LA RÉUNION : querelles de personnes dans l'opposition

De notre correspondant

Saint-Denis. – Dans l'île, qui disposera d'un siège supplémentaire au Sénat, la préparation du scrutin est caractérisée par la multiplication des candidatures au sein de l'opposition : neuf candidats sur douze pour les trois sièges à pourvoir. Cette prolifération s'explique autant par des désaccords sur la stratégie à suivre face à la politique de la gauche que par des querelles de personnes ou par la conviction que certains grands électeurs modérés, quelque peu désorientés, pourraient se retourner vers des hommes peu présents sur la scène politique ces dernières années ou étrangers au département.

M. Georges Repiquet (R.P.R.), sénateur sortant, ne se représente pas. Après avoir longuement hésité, M. Michel Debré (R.P.R.), député de l'île, a décidé de ne pas faire acte de candidature, essentiellement pour éviter une élection législative partielle dont l'issue avait été incertaine dans cette première circonscription où la gauche a conquis trois communes lors des dernières municipales. Le principal courant de l'opposition sera représenté par MM. Auguste Legros (R.P.R.), président du conseil général, maire de Saint-Denis, suppléant de M. Debré; Louis Virapoullé, sénateur sortant (Union centriste), et Paul Bénard (div. dr.), vice-président du conseil général, maire de Saint-Paul, suppléant de M. Jean Fontaine, député non inscrit.

L'ancien député giscardien et ancien président du conseil général, M. Pierre Lagourgue, qui anime la formation centriste du conseil régional, sollicite les suffrages en demandant aux grands électeurs de se déterminer *« en toute indépendance, en évitant les pressions et en faisant fi des consignes »*. Le maire de l'Étang-Salé, M. José Pinna (div. dr.), a fait acte de candidature pour protester contre l'absence de concertation pour la désignation des candidats de l'opposition. Un ancien député centriste de l'île, M. Marcel Cerneau, considère que son *curriculum vitae*, malgré son retrait de la vie politique ces cinq dernières années, peut constituer un argument de choix suffisant.

Ancien chef de cabinet d'Edmond Michelet et ancien collaborateur de M. Jacques Chaban-Delmas, M. Jean Aillaud, fondateur du Mouvement pour l'Europe, n'a aucun passé politique à la Réunion et se présente comme un « homme neuf ». Il a pris des contacts aussi bien à droite qu'à gauche : *« De deux choses l'une,* dit-il, *ou bien les gens que je vois sont polis, alors là je me fais des illusions, ou bien ils sont sincères et dans ces conditions j'ai des chances. »* Toujours est-il que sa candidature dérange, au point que M. Debré lui a demandé, en vain, de se retirer et s'est rendu dans l'île, à la veille du dépôt des candidatures, pour réaffirmer implicitement son soutien à MM. Legros, Virapoullé et Bénard. Les autres candidatures émanent de personnalités fort marginales.

Dans la majorité présidentielle, les discussions entre les socialistes et les communistes ont débouché sur la candidature d'un conseiller régional socialiste, M. Albert Ramassany, et, pour le P.C.R., de M. Bruni Payet, secrétaire général de la C.G.T.R. M. Ramassany, qui fut, il y a vingt ans, un des fondateurs de l'association Réunion-département français, affirme percevoir *« une volonté de dialogue au-dessus des partis »*, et ne cache pas qu'il compte recueillir des voix de droite en reconnaissance de son action pour la défense du statut départemental.

M. Joseph Varondi se présente comme le candidat du *« parti du cœur réunionnais »* et partisan de l'autonomie de l'île, mais il n'a reçu le soutien d'aucune formation.

HUBERT BRUYÈRE.

NOUVELLE-CALÉDONIE : un trublion de dernière minute

De notre correspondant

Nouméa. – Il était 23 h 42, vendredi soir 16 septembre, à Nouméa – c'est-à-dire dix-huit minutes avant la clôture des inscriptions – quand le chef de la tribu mélanésienne Saint-Pierre de Thio, localité de la côte est du territoire, M. Kapa Nepamoindou, cinquante-six ans, a fait sensation en déposant sa candidature au nom du Front indépendantiste. Militant de l'Union progressiste mélanésienne (U.P.M., fraction du Front indépendantiste), M. Nepamoindou a expliqué, en se réclamant aussi du soutien de Libération kanake socialiste (L.K.S., autre composante du F.I.), qu'il avait été poussé par la base séparatiste *« qui estime que le Front indépendantiste doit avoir son propre candidat et ne pas s'allier avec un autre parti »*.

Cette candidature inopinée a d'autant plus surpris que l'état-major du F.I., contrôlé par l'Union calédonienne (U.C., principale formation indépendantiste), venait d'annoncer, quelques heures auparavant, son soutien au sénateur sortant, M. Lionel Cherrier, (Union centriste), membre de la Fédération pour une nouvelle société calédonienne (F.N.S.C., alliée du F.I. à l'assemblée territoriale). M. Cherrier s'est déclaré *« extrêmement surpris »*. Ses amis parlent déjà d'un *« téléguidage, fruit d'un sombre marchandage »*, visant à favoriser le rival du sénateur sortant, M. Dick Ukeiwé, ancien vice-président du conseil de gouvernement (exécutif territorial), qui représente le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (R.P.C.R., principale force de l'opposition).

S'agit-il alors d'une rupture au sein du Front indépendantiste qui n'est jamais parvenu à dominer totalement ses dissensions internes ? *« Pas du tout,* ont déclaré le trublion et son suppléant, M. Edmond Nekirai, *président de l'U.P.M. Notre candidature ne remet pas en cause notre appartenance au F.I. Elle ne fait que relancer un débat... »*.

Objectivement, toutefois, leur présence dans la compétition gêne le sénateur sortant et pourrait lui coûter son siège au profit des anti-indépendantistes soutenant M. Ukeiwé. Selon M. Cherrier, cela se traduira sans doute par la perte de dix-huit suffrages sur 324 grands électeurs, la F.N.S.C. et le R.P.C.R. paraissaient en avoir rallié chacune 155. Il y aurait encore quatorze grands électeurs européens indécis. Ce sont eux qui feront peut-être la différence.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

DEUX ÉLECTIONS CANTONALES

Le recul du P.S. s'accentue

ARDÈCHE : canton de Valgorge (1er tour).

Inscr., 941 ; vot., 742 ; suffr. expr., 732. MM. Lakaff, div. d., 321 ; Mellet, div. g., 149 ; Malcles, ss étiq., 128 ; Monteremal, P.C., 100 ; Delplace, P.S., 34. *Il y a ballotage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Guy Brahic, div. d., décédé, qui avait été élu en mai 1982 lors d'un scrutin partiel organisé à la suite de la démission de M. Jean Moulin, U.D.F. Guy Brahic l'avait emporté au second tour avec 427 voix contre 387 au candidat socialiste M. Audibert, sur 814 suffrages exprimés et 816 votants. Il y avait 926 électeurs inscrits. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 926 ; vot., 721 ; suffr. expr., 715. MM. Brahic, 357 ; Audibert, 306 ; Monteremal, 43 ; Charret, écol., 9

Aors que M. Audibert avait obtenu 42,79 % des suffrages exprimés lors du premier tour de scrutin de mai 1982, le candidat du P.S., considéré comme un « parachuté » est devancé par celui du P.C., et ne recueille cette fois que 4,64 %, résultats qui s'explique également par la présence d'un candidat « divers gauche ». Le candidat de l'opposition, pour sa part, qui obtient 43,85 % des suffrages, ne réalise pas un aussi bon score que Guy Brahic en 1982 (49,93 %) à quoi il n'avait manqué qu'une voix pour être élu dès le premier tour.

L'enjeu de cette élection est important, puisqu'elle peut aboutir, en cas de victoire de la gauche, à un renversement de majorité au sein du conseil général (17 représentants de l'opposition, 16 de la majorité) que préside M. Henri Torre, U.D.F.]

RHONE : canton de Belleville-sur-Saône (1er tour).

Inscr., 11 570 ; vot., 5 460 ; suffr. expr., 5 371. MM. Dutraive, U.D.F., 2 001 ; Bellaton, R.P.R., 1 878 ; Cimetière, M.R.G., 719 ; Vallet, P.S., 445 ; Codron, P.C., 328. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Robert Morillon (U.D.F.-rad.) décédé. Il avait été élu dès le premier tour du scrutin de mars 1982 avec 3 825 voix contre 1 709 à M. Cimetière, 1 084 à M. Viollet, P.S. et 563 à M. Pourcher, P.C., sur 7 181 suffrages exprimés et 7 415 votants. Il y avait 11 409 électeurs inscrits.

L'opposition, représentée par deux candidats, obtient 72,22 % des suffrages exprimés. La majorité enregistre une baisse sensible par rapport au scrutin de 1982 : le P.C. perd plus d'un point de pourcentage (6,10 % contre 7,84 %) ; le P.S. plus de six (8,28 % contre 15,09 %) et le M.R.G. plus de dix (13,38 % contre 23,79 %).]

● MOSELLE : les fédérations du parti communiste et du parti socialiste ont décidé de présenter une liste d'union le 25 septembre. Elle sera conduite par M. Jean-Pierre Masseret (P.S.). Les quatre autres candidats sont M. Paul Souffrin (P.C.), Mme Henriette Simonetto (P.C.), MM. Michel Lipiec (div. g.) et Raymond Sadler (P.S.). Dans ce département, l'élection a lieu à la représentation proportionnelle. Un accord en Moselle était activement recherché par le P.S. qui avait fait valoir que seule une liste d'union peut donner un siège à la gauche.

Propos et débats

M. Lang : le septennat

M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, qui participait dimanche 18 septembre à la Fête de l'unité de Grand-Quevilly, dans la banlieue de Rouen, a déclaré : *« La droite a mis vingt-trois ans pour échouer, qu'on nous laisse un septennat pour réussir. »* M. Lang a ajouté : *« La gauche, pour la première fois, est unie pour conduire le changement, c'est un fait historique. On est en train de réussir. On est là pour longtemps et nous réussirons. »*

M. Mermaz : la division

M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, a déclaré, dimanche à Rennes, au cours de la Fête de la rose organisée par la fédération du parti socialiste d'Ille-et-Vilaine, à propos de l'élection de Dreux : *« On va assister à un certain mouvement de la droite. On sent apparaître une ligne de fracture entre des éléments de droite, tels que Mme Simone Veil et M. Bernard Stasi, et d'autres pour lesquels tout est bon pour retrouver le pouvoir perdu. »* M. Mermaz a estimé que, à la suite de cette élection, la droite allait être *« plus divisée que jamais »*.

M. Andrieu : Hitler

M. René Andrieu évoque, dans l'éditorial de *l'Humanité* datée 19 septembre, *« l'alliance qui se conforte entre la droite qui se proclame libérale et l'extrême droite fasciste ». « M. Le Pen, s'il a pour vocation d'affirmer brutalement ce que M. Chirac et ses amis n'osent pas avouer tout haut, risque de faire éclater le vernis « démocratique » de la droite classique »*, ajoute le directeur adjoint de *l'Humanité*.

M. Andrieu continue : *« Il faut vraiment que l'on assiste, à l'heure actuelle, à une exaspération de la lutte des classes pour que l'alliance ouverte avec un tel personnage soit justifiée au nom du combat contre la « coalition socialo-communiste ». « En somme, c'est la version adaptée au goût du jour de la vieille théorie d'avant-guerre selon laquelle Hitler était préférable au Front populaire »*, conclut-il.

M. Joxe : les inégalités

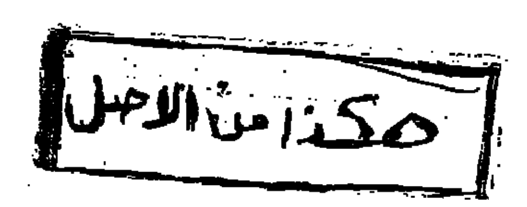
M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a estimé, dimanche 18 septembre à Pontivy, au cours de la Fête de la rose de la fédération du parti socialiste du Morbihan, que le gouvernement doit poursuivre sa lutte contre les inégalités et qu' *« il faut faire comprendre à l'opinion que ce ne sont pas ceux qui crient le plus fort qui ont le plus de raisons de se plaindre »*.

M. Sarre : la surtaxe

M. Georges Sarre, vice-président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, estime, dans une interview publiée par le *Journal du dimanche* daté 18 septembre, qu' *« il faudrait porter le seuil* [de la surtaxe d'impôts] *à 30000 F au lieu de 20000 F et que les taux soient progressifs »*. M. Sarre ajoute : *« Je souhaite que les commissaires socialistes de la commission des finances, et plus largement le groupe socialiste, déposent des amendements en ce sens à l'Assemblée nationale. »*

M. Bariani : M. Lecanuet

M. Didier Bariani, président du parti radical, a déclaré, samedi 17 septembre à Clermont-Ferrand, à l'issue d'une rencontre avec les militants de son parti : *« L'U.D.F. a cette semaine une chance inespérée de retrouver le second souffle (...). Je souhaite ardemment que M. Jean Lecanuet accepte la nouvelle structure qui pourrait recueillir l'adhésion de tous et soit à nouveau candidat à la présidence, pour laquelle il trouvera notre vote unanime. »*



هكذا من الاصل

Le Monde

société

« DANS L'INTÉRÊT D'UNE BONNE ADMINISTRATION DE LA JUSTICE »

L'affaire des « grâces médicales » de Marseille sera jugée par le tribunal de Versailles

L'affaire dite des « grâces médicales » de Marseille, que devait juger, à partir du 21 septembre, le tribunal correctionnel de cette ville, le sera finalement par celui de Versailles. *C'est ce qu'a décidé,* samedi 17 septembre, la chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. André Braunschweig. *Celle-ci avait* été saisie, le 22 août, d'un recours en suspicion légitime par l'un des prévenus, le docteur Alain Colombani, ancien médecin-chef de l'hôpital de la prison des Baumettes, actuelle*ment* incarcéré à Avignon depuis le 10 février.

Sans retenir la suspicion légitime (article 662 du code de procédure pénale), la chambre criminelle a jugé que le tribunal de Marseille devait être dessaisi du dossier au profit de celui de Versailles, « *dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice* », éventualité prévue elle aussi par le même article 662. Pratiquement, le résultat est le même. Il implique obligatoirement un ajournement de la date du procès. Le tribunal de Versailles, devant lequel est renvoyé l'ensemble de la procédure, va avoir maintenant à prendre connaissance de ce dossier, dont, jusqu'à présent, il ignorait tout. Sans doute aura-t-il à siéger, le 6 octobre au plus tard, pour renouveler ou non les mandats de dépôt des *inculpés en détention provisoire,* comme la loi l'y oblige. Mais se considérera-t-il dès cette date en mesure de retenir l'affaire pour en débattre ?

Comme il est de règle en cette matière particulière, l'arrêt de la Cour suprême n'est pas motivé. Il n'a été précédé d'aucun *débat* public. La chambre criminelle a statué au vu des pièces qui lui étaient soumises : d'une part la requête du demandeur, les rapports du procureur de la République de Marseille, M. Pierre Truche, du procureur général près la cour d'appel d'Aix-en-Provence, M. Georges Beljean, et les conclusions écrites du procureur général près la Cour de cassation ; d'autre part, le rapport de son conseiller rapporteur, M. Christian Le Gunehec, et les conclusions de M. Pierre Clerget, avocat général.

Si la décision rejette la requête du docteur Colombani en ce qu'elle tendait à faire reconnaître que les juges du tribunal correctionnel de Marseille pouvaient être suspectés de partialité, elle implique cependant que l'affaire, aux yeux de la chambre criminelle, ne pouvait être examinée dans des conditions satisfaisantes par cette juridiction. Et les raisons de cette opinion ont été, semble-t-il, trouvées, au moins pour partie, dans ce que soutenait la requête du docteur Colombani.

Dossiers sensibles

Celui-ci faisait valoir que les prévenus en cause – qui sont, avec lui, les docteurs Bernard Mariotti et Raymond Mazaud, Mme Solange Troisier, ancien médecin inspecteur général de l'administration pénitentiaire, et Me André Fraticelli, avocat au barreau de Marseille – avaient tous été, avant leur inculpation, des auxiliaires des *magistrats* marseillais et même de tous ceux du ressort de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, auxquels ils avaient régulièrement *apporté leur concours* en leur qualité d'experts ou d'avocats.

Ces magistrats disait-il en substance, leur avaient longtemps fait confiance. Ne pouvait-on pas considérer dès lors que « *la publicité tapageuse* » faite autour de l'affaire « *ne pouvait que les amener à penser que cette confiance avait été trompée par les prévenus* », ce qui, du même coup, permettait de mettre en doute leur impartialité. La requête ajoutait qu'au cours du procès la défense serait obligatoirement amenée, en outre, à discuter cetaines dépositions faites au cours de l'instruction par des magistrats de Marseille ou certains de leurs col*laborateurs, dont le greffier du juge* Pierre Michel, qui, avant son assassinat, avait en charge le dossier de Robert Kechichian, ce trafiquant de drogue qui fut mis en liberté au vu des faux certificats médicaux reprochés et en profita pour s'enfuir à l'étranger. Autrement dit, c'était clairement annoncer un débat empoisonné devant un tribunal qui n'aurait qu'à en pâtir.

La chambre criminelle avait dès lors à choisir entre le risque d'ignorer ces inconvénients non négligeables et celui, en les admettant, d'encourir une interprétation plus ou moins politique de sa décision, en retirant un de ces dossiers que l'on dit sensibles à une juridiction qui l'avait elle-même « sorti » et qui, de surcroît, en a en charge un certain nombre d'autres non moins délicats, *depuis celui de la tuerie d'Auriol* jusqu'à ceux des fausses factures, en passant par celui de la mort de René Lucet et celui de l'assassinat du juge Pierre Michel. Cela d'autant plus qu'à cette audience correctionnelle, qu'avait déjà fixée le tribunal de Marseille, c'est le président de cette juridiction qui avait décidé de présider lui-même le débat, le procureur de la République devant occuper en *personne le siège du ministère* public.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

QUATRE MÉDECINS ET UN AVOCAT

Improprement dite des « grâces médicales », dans la mesure où les certificats médicaux incriminés n'ont pas permis la grâce, que seul peut accorder le président de la République à une personne définitivement condamnée, l'affaire dont la Cour de cassation vient de dessaisir le tribunal de Marseille a abouti à deux catégories d'inculpations : l'une de connivence à évasion, l'autre d'établissement de faux certificats par des médecins dans l'exercice de leurs fonctions.

La première vise les docteurs Alain Colombani et Bernard Mariotti, Mme Solange Troisier et Me André Fraticelli pour avoir, à *Marseille et à Paris, en juin et* juillet 1981, *« facilité la fuite du trafiquant de drogue Robert Kechichian, libéré pour raisons médicales grâce à des certificats de médecins attestant faussement que ce détenu présentait une récidive de cancer ».*

La seconde vise l'établissement proprement dit des certificats incriminés. Elle a été notifiée aux docteurs Mariotti et Mazaud, *« pour avoir, à Marseille, en juin et le 1er juillet 1981, étant médecins, dans l'exercice de leurs fonctions et pour favoriser la libération de Kechichian, certifié faussement que celui-ci présentait une récidive abdominale étendue du sarcome de Darier-Ferrand ».* Cette même prévention de rédaction de faux certificats est retenue contre Mme Solange Troisier, *« pour avoir, le 4 juillet 1981, étant médecin dans l'exercice de ses fonctions, certifié à son tour faussement que Kechichian était atteint d'une affection si grave que ses jours étaient en danger s'il ne quittait pas la prison ».* De ce délit auraient été complices le docteur Alain Colombani ainsi que Me André Fraticelli, avocat *de Kechichian à l'époque.* Enfin, le docteur Colombani doit répondre des raisons qui l'ont amené de son côté à *« certifier faussement, oralement et par écrit »* que le trafiquant présentait une récidive de sarcome aggravant depuis le 25 juin 1981.

Les cinq inculpés avaient été renvoyés devant le tribunal correctionnel de Marseille, le 4 août, *par ordonnance du magistrat ins*tructeur au tribunal de Marseille, M. Christian Raysseguier, après clôture de l'information. C'est ce qui explique le caractère tardif de la requête en suspicion légitime qui fut déposée le 17 août et que la chambre criminelle n'a pu examiner qu'un mois plus tard, alors que toutes les dispositions avaient déjà été prises à Marseille pour que le *procès s'ouvre* le 21 septembre.

J.-M. Th.

Condat et le racisme à l'école primaire

(Suite de la première page.)

Et pour cause : les immigrés vivent dans leurs H.L.M.

Mais il y a l'école. A l'école, impossible d'éviter la rencontre. Eh bien ! non. A l'école aussi, les ponts sont coupés, parce que les parents français n'y mettent plus leurs enfants. Certes, il y a des exceptions. A commencer par la plupart des institutrices. Et d'autres. Mme Huguette Devaux a inscrit pour la deuxième année son fils Gaël, dix ans. L'attitude des parents français la scandalise : « *Je suis vraiment choquée par ce manque de confiance.* »

La désertion est massive. A l'école élémentaire, les enseignantes évaluent à une quarantaine le nombre d'élèves qui font défection. Si bien que sur cent trente-quatre enfants, le nombre des Français ne dépasse pas vingt-huit, y compris le fils d'un harki. Ce qui veut dire trois ou quatre par classe en moyenne. Ils sont deux dans la classe du cours préparatoire et huit – c'est le record – en cours élémentaire deuxième année, qui compte vingt-deux élèves.

Cette année, les institutrices ont eu un coup de déprime. Avant les grandes vacances, une réunion avec le maire et des parents les avait bercées d'espoir. Certains parents de Condat avaient laissé entendre que, cette année, peut-être... Et puis, le matin du 8 septembre, rien. « *On n'attendait pas un grand nombre de nouveaux,* explique la directrice, Mme Odette Langlade, *mais un simple geste des gens d'ici. On a eu une telle déception qu'on a renoncé à faire la classe le premier jour et qu'on a organisé une garderie sur le pré de l'école.* »

Le problème était, une fois encore, posé. Comme il l'est depuis quatre ans. A chaque rentrée, une quinzaine d'enfants domiciliés à Condat manquent à l'appel. On les retrouve à l'école du centre de Fumel, à celles de villages voisins aussi. Et parfois à l'école privée. Les parents les conduisent en voiture. « *Je fais 32 kilomètres par jour,* avoue un commerçant, père de deux enfants, *alors qu'on a une école à 200 mètres. Je ne suis pas raciste, mais je ne veux pas sacrifier l'avenir de mes enfants.* »

« *Pas raciste, mais...* ». Ils ont tous de bonnes raisons. « *Ah ! Si les Arabes étaient moins nombreux...* » Celle-ci, surtout : « *A cause des immigrés, le niveau est trop faible à Condat.* » Ce qui met Mme Langlade en rage : « *Les gens de Condat voudraient faire croire qu'on crétinise leurs gosses !* » Pourtant le principal adjoint du collège de Fumel est formel : « *Il n'y a absolument aucun problème, ni scolaire ni de discipline, spécifique aux enfants venant de Condat.* » Les « tests d'harmonisation » sur tout l'arrondissement qui précèdent l'entrée en sixième ont établi l'an dernier que, hormis dans le domaine du vocabulaire, les enfants de Condat n'ont rien à envier à leurs voisins.

Les neuf institutrices font valoir que leurs élèves français bénéficient même d'un « plus » : « *C'est probablement la seule école du département,* précise l'une d'elles, *où l'on a parlé, en étudiant la datation, de la manière de compter les années selon le calendrier islamique...* »

Enrichissement réciproque. Ce n'est pas la première fois que la constatation est faite. Elle ne convainc guère les « rebelles ». Pour eux, dont certains tiennent à conserver l'anonymat « *par peur des représailles* », la cause est entendue. « *Sales... Sous-alimentés... Ratons... Sentent mauvais... La peste... Porcherie... Ne foutent rien... Touchent les allocations... Leurs femmes sont des pondeuses... Cassent tout, même entre eux... Un jour, c'est nous qui devrons partir.* ». Une anthologie du racisme ordinaire. Pour conclure : « *Allez-y voir aux H.L.M. !* »

Ce qu'on voit dans ces H.L.M., où ils ne viennent jamais, ne ressemble pas à l'enfer annoncé. L'odeur d'eau de Javel rampe dans les couloirs. M. Lahoussine Haddad, trente-sept ans, trois enfants, cache mal son amertume : « *Je ne comprends pas que les Français nous fuient à l'école, parce qu'au collège et au lycée les enfants sont ensemble. Quand je vois ça, je pense qu'on est des mal-aimés. Mais on ne sait pas pourquoi.* » Dans l'entrée de son appartement, un verset du Coran : « *Dieu nous donne le courage.* »

Il en faudra encore à Touria, dix-neuf ans, du courage. Elle a commencé à préparer un CAP. « *Je voudrais changer de ville. Je me dis qu'il doit y avoir une autre mentalité plus loin.* »

Le sentiment d'être dans une sse. M. Paul Mauvezin, maire gaulliste de Fumel, raconte : « *Fumel a toujours été un carrefour. Ukrainiens, Espagnols, Italiens avant guerre, Polonais, Tchèques ensuite sont arrivés. Mais moins nombreux que les Maghrébins. Dans les années 60, on a construit pour eux des logements sociaux. Et les Français qui habitaient les H.L.M. les ont quittées peu à peu.* » De fait, cinquante-cinq des cent trente-huit logements sont actuellement inoccupés.

L'impuissance des pouvoirs publics

Cette situation de ghetto se complique, aujourd'hui, d'une autre donnée, selon le maire. Un plan de restructuration de l'usine Pont-à-Mousson prévoit la réduction des effectifs à mille sept cent-cinquante personnes d'ici deux ans. Les immigrés sont donc, selon la formule de M. Mauvezin « *concurrentiels sur le marché de l'emploi* ». Voilà qui n'arrange pas leur affaire ! l'école de Condat, il assure avoir prévenu les autorités depuis cinq ans qu'« *elle parviendrait un jour à un taux de 100 % d'étrangers* ». Par tempérament, par choix, M. Mauvezin répugne à instaurer une carte scolaire contraignant les *familles* à inscrire leurs enfants à telle école suivant leur domicile. Aussi s'avoue-t-il impuissant aujourd'hui : « *Nous n'avons aucun moyen de freiner l'abandon de l'école de Condat par les parents qui le souhaitent. J'ai seulement averti les écoles du centre qu'elles ne seraient pas développées.* » Certains ont avancé la solution de regroupements pédagogiques, c'est-à-dire tous les cours préparatoires de l'agglomération dans une même école, les cours élémentaires dans une autre. L'idée a été écartée parce qu'elle est trop coûteuse en transports, et en fatigue pour les enfants.

Du côté de l'inspection académique, même embarras. « *La carte scolaire n'est pas obligatoire dans le premier degré,* rappelle M. Roland Roux inspecteur d'académie à Agen. *Tout ce que je peux faire, c'est convaincre les familles de Condat. Et veiller à ce que ces écoles disposent de moyens suffisants pour garantir un bon niveau qui facilitera l'intégration des enfants immigrés.* »

L'intégration ? Mme Marie-Reine Floissac prend le problème autrement. Elle dirige l'école maternelle de Condat qui, installée au cœur des HLM, ne compte que six petits Français sur soixante-neuf élèves. Les soixante-trois autres sont des Maghrébins, presque tous Marocains. L'intégration à quoi, à qui ? « *Le boulot de l'école publique,* dit Mme Floissac, *c'est d'accueillir les enfants qui se présentent à elle et de les faire progresser. Tous les enfants se valent.* »

Tous les enfants se valent. Ceux qui sont français, à l'école élémentaire de Condat, ont fait des confidences. Ils ont dit d'abord : « *Les Marocains, ils nous tapent.* » Et puis Ferédéric a ajouté : « *Il y en a des très gentils.* » Et personne ne l'a contredit.

CHARLES VIAL.

ÉCHECS

Le Tournoi des prétendants au championnat du monde

KASPAROV ET KORTCHNOI D'ACCORD POUR UNE NOUVELLE DEMI-FINALE

Une bonne nouvelle, enfin, dans le triste feuilleton des demi-finales avortées du Tournoi des prétendants au championnat du monde d'échecs : les grands maîtres Kortchnoï (Suisse) et Gary Kasparov (U.R.S.S.) ont donné, vendredi dernier à Belgrade, leur accord de principe à la tenue d'un nouveau match. Dans un texte commun adressé à la Fédération internationale des échecs (FIDE) et à la Fédération soviétique, les deux grands maîtres leur demandent « *de résoudre dans les plus brefs délais la question des demi-finales du Tournoi des prétendants qui ont été conclues d'une manière formelle* ». Rappelons que Kasparov et Smyslov ont été déclarés battus par forfait pour avoir refusé de se rendre, le premier à Pasadena (Californie), le second à Abou Dhabi (Emirats arabes unis) pour y jouer les demi-finales.

*Kortchnoï et Kasparov ont pro*posé, selon l'agence yougoslave Tanjung, que le président de la FIDE, un représentant de la fédération soviétique et eux-mêmes se rencontrent prochainement en Suisse, avant la tenue du congrès de la FIDE, pour l'organisation de cette *demi-finale.*

PRÈS DE PORTO-VECCHIO

Nouvel échec pour un commando de l'ex-F.L.N.C.

De notre envoyé spécial

Ajaccio. – Les gendarmes du sud de la Corse recherchent depuis le samedi 17 septembre, un nationaliste blessé. Ils visitent les hôpitaux et les cliniques et appellent les médecins. Ils sont certains en effet qu'un membre de l'ex-F.L.N.C. porte sur les mains et le visage les traces de l'explosion d'un détonateur. La preuve de sa participation à l'attaque, samedi vers 22 h 30, de la ferme d'un industriel continental, M. Jean-René Pigois, située entre les hameaux de Nota et de Muratelo, sur la commune de Porto-Vecchio (Corse-du-Sud).

Un commando fort de sept ou huit hommes, en treillis militaires, armés et le visage dissimulé par des cagoules, a d'abord surgi dans les bâtiments occupés par des ouvriers marocains de la ferme, et les ont ligotés, puis a *investi la ferme* obligeant M. Pigois et les deux amies qui dînaient en sa compagnie à rejoindre le personnel. M. Pigois, qui avait acheté *en 1975* cette belle ferme entourée de pêchers et d'amandiers, connaissait bien le scénario. Comme quelques-uns de ses employés, *il avait déjà été victime* d'une attaque semblable en octobre 1980. Attaché à un arbre pendant que le personnel était enfermé *à distance, il avait assisté au pié*geage et à l'explosion d'une partie de ses bâtiments.

Cette fois, la tentative d'attentat a tourné au désavantage de ses auteurs. Otages et membres du commando ont en effet eu la surprise d'entendre une explosion provenant des pièces de la ferme, la cuisine et la salle de bains, où une autre partie de l'équipe était occupée à placer des charges. L'artificier venait de faire exploser malencontreusement son détonateur. Sans doute sérieusement atteint (les gendarmes ont retrouvé d'importantes taches de sang sur un matelas), le blessé était couché par ses compagnons, puis le chef du commando devait ordonner le départ précipité des « cagoulards » sans provoquer l'explosion des bâtiments.

*La nouvelle de cet échec a im*pressionné les Corses. Le commando du Sud est en effet le plus célèbre de l'ex-F.L.N.C.. Depuis cinq ans, il *s'est fait une spécialité de ce genre* d'opérations jusqu'ici toujours couronnées de succès. Il s'en prend à des hommes comme M. Pigois, aux *propriétaires de quelques* grands domaines de l'île et aux familles continentales qui occupent les luxueuses villas de la côte.

On lui impute aussi dans les milieux officiels d'Ajaccio un autre échec récent : la tentative d'enlèvement, en juillet, d'un restaurateur de Porto-Vecchio, M. Charles-Henri Salvini, ami de Jean-Marc Leccia et d'Henri Rossi, instigateurs présumés de la disparition, le 17 juin, du militant nationaliste Guy Orsoni. L'ex-F.L.N.C. voulait « arracher » à M. Salvini des informations sur le mobile de l'enlèvement, mais le restaurateur était armé et il a ouvert le feu sur le commando, blessant l'un de ses membres. Les militants clandestins avaient été contraints de tirer à leur tour, blessant sérieusement M. Salvini.

Les policiers pensaient, lundi matin, avoir une chance d'appréhender le commando de l'ex-F.L.N.C. rendu vulnérable par les blessures d'un de ses membres.

PHILIPPE BOGGIO.

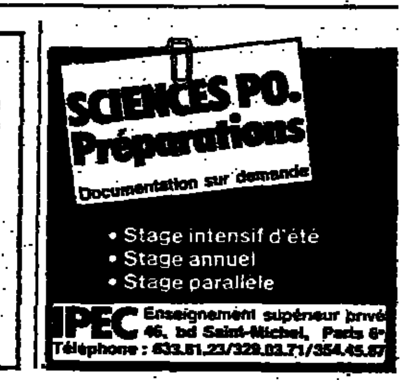
M. Jean-Claude Barbarant est élu secrétaire général du Syndicat national des instituteurs

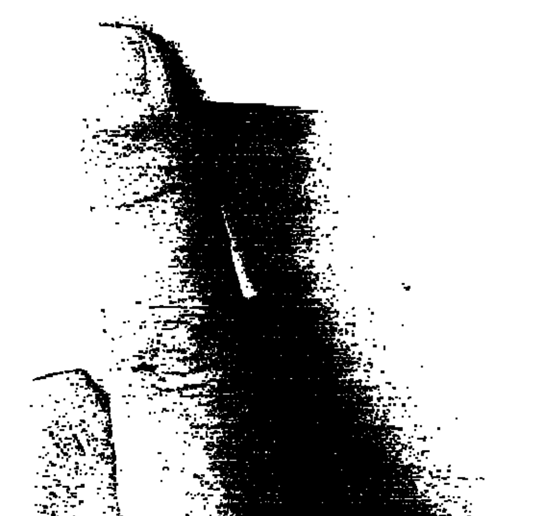
Le bureau national du Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNI-P.E.G.C.), réuni le 16 septembre, a élu M. Jean-Claude Barbarant secrétaire général du syndicat. M. Barbarant succède à M. Guy Georges au poste que ce dernier occupait depuis février 1976. M. Georges, en effet, atteindra cette année la limite d'âge des instituteurs (cinquante-cinq ans) et se retire donc, conformément à une tradition du SNI.

Le bureau national avait été renouvelé en mars 1982. La tendance Unité indépendante et démocratie (U.I.D., proche des socialistes), majoritaire dans le syndicat, avait augmenté son influence, franchissant pour la première fois depuis 1966 la barre des 60 %. A l'époque, M. Georges avait annoncé qu'il n'achèverait pas son mandat (*le Monde* du 27 mars). M. Barbarant est donc en place jusqu'au printemps 1985, date à laquelle auront lieu les élections pour le bureau national.

Avec l'élection de M. Barbarant, c'est la première fois qu'un professeur de collège accède à la direction du Syndicat. En juin 1976, l'organisation avait modifié ses statuts – et son nom – pour marquer sa volonté de syndiquer non seulement les maîtres des écoles maternelles et élémentaires, mais aussi les professeurs d'enseignement général des collèges (P.E.G.C.), dont beaucoup sont d'ailleurs d'anciens instituteurs. Le SNI, devenu SNI-P.E.G.C., soulignait ainsi la revendication d'un corps de maîtres unique de la maternelle à la fin de la classe de troisième.

[Né le 15 septembre 1940 à Ramerupt (Aude), M. Jean-Claude Barbarant a commencé ses études secondaires en R.D.A., où son père, gendarme, avait été muté, puis il est entré à l'Ecole normale des instituteurs de Troyes, qu'il a quittée après deux années pour celle de Dijon, où il a suivi une formation en vue d'enseigner dans les cours complémentaires. En 1961, il obtient propédeutique-lettres à l'université de *Dijon, puis il enseigne au lycée de Bar*-sur-Aube. Nommé, en 1968, professeur de collège à Nogent-sur-Seine en lettres et histoire-géographie, il bénéficie à partir de 1971 d'une décharge syndicale. Secrétaire départemental du SNI, puis, à deux reprises, de la FEN, il est élu membre du bureau national du SNI-P.E.G.C. en mars 1978, et, en septembre, *secrétaire national. Depuis 1980, il* était responsable des collèges au sein du bureau national.]





L'enfant confisqué

De notre envoyé spécial

La Membrolle-sur-Choisille. — L'histoire commence le mardi 13 septembre à la garderie municipale de Membrolle-sur-Choisille, commune résidentielle de la banlieue de Tours (Indre-et-Loire). Il est 18 heures. L'établissement va fermer, mais personne ne vient chercher le petit Thierry Loriot, âgé de quatre ans et demi. Thierry est un nouveau, quasi inconnu ici. Ses parents, qui logent dans une caravane, ne sont arrivés que depuis une dizaine de jours. Par téléphone, on cherche à les joindre au camping municipal. Sans succès. Le maire et son adjoint « chargé des affaires sociales » sont également introuvables. Deux femmes de service conduisent alors Thierry à la gendarmerie. Il est 18 h 45.

Les parents n'arriveront au camping que vers 20 h 30. Ils expliqueront, par la suite, avoir demandé à une jeune voisine d'aller chercher l'enfant à la garderie. Empêchée, celle-ci était arrivée trop tard.

« Je les ai sermonnés, explique le maire, M. Jacques Merel, *puis leur ai conseillé de filer à la gendarmerie récupérer leur enfant. »* Ce qu'ils font. Mais Thierry n'est plus là. Les gendarmes ont alerté un des juges pour enfants du tribunal de Tours puis conduit Thierry au foyer du Castel, un centre voisin dépendant de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale. *« Il est trop tard pour voir votre enfant,* explique-t-on aux parents. *Il a dîné et s'est endormi. »* Mme Loriot téléphonera au foyer vers 22 heures pour s'en assurer.

« Dès le lendemain matin, à 8 h 15, les gendarmes étaient là, expliquent M. et Mme Loriot. *Ils sont entrés et ont pris des photos de l'intérieur de notre caravane. Mais vous imaginez, à cette heure-là, on n'a eu le temps ni de ranger ni de faire le ménage. »*

Aucune explication

Les parents sont convoqués au tribunal le matin même. Le juge pour enfants décide une ordonnance aux fins de placement provisoire. *« Il nous a expliqué que nous ne reverrions pas Thierry avant quinze jours. »* Pourquoi ? Les parents semblent en avoir oublié la raison, assommés qu'ils sont par l'affaire et par les dimensions qu'elle a prises. *« Avec tous ça, ma mère ne veut plus me voir »,* dit M. Loriot, électromécanicien de formation et au chômage depuis peu. Visiblement, *Mme Loriot ne comprend pas mieux.* Elle ne peut voir son *enfant qu'une heure par jour. « Il pleure quand je suis obligée de partir et je ne sais pas quoi lui dire. »*

Dans la commune, l'affaire a fait grand bruit. Une pétition circule parmi les mères de famille *« pour la restitution de l'enfant à ses parents ».* Des manifestations sont prévues. A l'école, on ne *comprend pas mieux :* Thierry embrassait sa mère plusieurs fois *le matin, avait toujours un petit* pain au chocolat dans sa poche et *ses parents avaient payé la cantine.* Des signes qui ne trompent pas.

Dès lors, pourquoi une telle décision et surtout une telle précipitation, d'autant qu'une enquête sociale est en cours ? Au tribunal de Tours, on observe le mutisme. *« Si nous pouvions parler,* dit-on à la gendarmerie, *nous vous expliquerions ; cela peu paraître difficile à comprendre de l'extérieur, mais croyez-nous, dans cette affaire, la gendarmerie n'a rien à se reprocher. »* Dans le même temps, on explique que tout *devrait être réglé très rapidement.*

Bien que l'affaire ne soit pas de sa compétence, le maire a décidé d'interdire l'accès du camping municipal aux journalistes. *« Nous sommes,* dit-il, *en face de problèmes humains qu'il convient de traiter avec la plus grande prudence et avec une extrême délicatesse, il ne faut pas porter atteinte à la dignité des parents, ni traumatiser l'enfant. »*

JEAN-YVES NAU.

RELIGION

Jean-Paul II condamne la contraception « artificielle » avec une fermeté sans précédent

De notre correspondant

Rome. — Jean-Paul II a, une nouvelle fois, condamné avec fermeté, samedi 17 septembre, la contraception artificielle. S'adressant dans sa résidence d'été de Castelgandolfo à une cinquantaine d'évêques participant à un séminaire sur *« la procréation responsable »*, le pape a notamment déclaré : *« La contraception est, à juger objectivement, tellement illicite que l'on ne peut jamais et, pour aucune raison, la justifier. Penser ou dire le contraire équivaut à affirmer que, dans la vie humaine, il existe des situations dans lesquelles il est licite de ne pas reconnaître Dieu comme Dieu. »*

Le pape a affirmé que l'enseignement de l'Eglise en matière de contraception est *« un des points essentiels de la doctrine chrétienne pour ce qui concerne le mariage ».*

« Quand, par la contraception, a poursuivi Jean-Paul II, *des époux soustraient à l'exercice de leur sexualité conjugale sa potentialité procréative, ils s'attribuent un pouvoir qui appartient seulement à Dieu : le pouvoir de décider en dernière instance la venue au monde d'une personne humaine. Ils s'attribuent la qualité d'être, non plus les instruments de la volonté de Dieu, mais les dépositaires ultimes de la source de la vie humaine. »*

On peut rappeler que le synode de 1980, consacré à la famille, avait voté une proposition préconisant la *« loi de la gradualité »* aux prêtres chargés de conseiller les époux qui, *« malgré leur sincère volonté, ne peuvent obéir aux normes morales de l'Eglise ».* Le texte soulignait la nécessité de *« compréhension et de patience »* qu'il fallait leur témoigner.

Sans explicitement se référer au synode, le pape tend à condamner cette thèse en précisant : *« Il est nécessaire d'éviter de graduer la loi de Dieu en fonction de la situation des époux. »*

La conférence épiscopale d'Autriche, en septembre 1968, et celle de la France, en novembre de la même année, avaient précisé à la suite de l'encyclique *Humanae Vitae* qu'il pouvait y avoir des circonstances dans lesquelles la contraception ne constituait pas un *« péché grave ».* Le pape, affirmant que *« jamais »* et *« pour aucune raison »* la contraception n'est justifiée, entend apparemment mettre un terme au débat.

PHILIPPE PONS.

● *Le cardinal Humberto Medeiros, archevêque de Boston, est mort,* samedi 17 septembre, à l'âge de soixante-sept ans, après avoir subi *une opération à cœur ouvert.* Mgr Meideiros dirigeait l'importante communauté catholique de Boston — deux millions de fidèles — depuis treize ans, et avait pris nettement position contre la course aux armements nucléaires. Son décès ramène les effectifs du SacréCollège à cent trente-deux membres, dont cent dix seulement voteraient en cas de conclave.

[Né le 6 octobre 1915 à Arrifes, petit village des Açores, Humberto Medeiros fut naturalisé américain en 1940. Ordonné prêtre en 1946, il fut nommé évêque de Brownsville (Texas) en 1966, puis archevêque de Boston (Massachusetts) en 1970. Paul VI l'avait fait cardinal en 1973.]

● *Pollution de l'Aude.* — L'Aude *a été gravement polluée, le 17 septembre,* sur 10 kilomètres. Plusieurs communes de la haute vallée où coule la rivière ont été partiellement privées d'eau, et des milliers de truites ont péri à cause d'un poison dont la nature et l'origine n'avaient pas encore pu être déterminées lundi 19 septembre, mais de fortes présomptions pèsent sur l'usine Formica de Quillan.

Doctrine et réalités

Ce n'est pas la première fois, tant s'en faut, que Jean-Paul II s'élève contre toutes les formes de contraception *« artificielle ».* Déjà les écrits de Mgr Wojtyla sur l'amour humain avaient inspiré Paul VI dans la rédaction de *Humanae Vitae* en 1968 et, une fois pape, l'ancien archevêque de Cracovie n'a laissé passer aucune occasion de rappeler la doctrine catholique classique sur le mariage et la sexualité.

Mais il n'était jamais allé aussi loin dans la condamnation des *moyens « artificiels ».* Dire, *comme* l'a fait le pape, que l'enseignement de l'Eglise en cette matière est *« un des points essentiels de la doctrine chrétienne en ce qui concerne le mariage »* est non seulement une *affirmation niée* par la plupart des Eglises non catholiques, mais également récusée par bon nombre de théologiens et de moralistes catholiques.

Une majorité de catholiques, *notamment dans* les pays anglo-saxons, ne voient aucune incompatibilité *entre la pratique de leur foi* et la contraception. Lors du synode de *1980 consacré à la famille,* le cardinal Carlo Martini, archevêque jésuite de Milan, avait plaidé en faveur de la *« gradualité »* dans l'application de la loi éthique, suivant en cela un précédent éminent, puisque Paul VI lui-même, dans son encyclique *Ecclesiam Suam*, évoque la *« gradualité »* par laquelle l'homme parvient au salut.

Cette thèse de la gradualité, qui prend en compte la faiblesse et le péché *humains,* est ici *nettement* récusée par Jean-Paul II. Ce n'est *pas tellement sa fermeté qui surprend* — on connaît l'intransigeance *doctrinale du pape,* — *mais le refus* de tenir compte des difficultés réelles des couples. Après lecture de l'exhortation apostolique *Familiaris Consortio*, que Jean-Paul II avait écrite en 1981, à partir des travaux du synode, un évêque brésilien nous confiait : *« Ce document ne m'est d'aucune utilité pastorale. Je n'ai pas besoin qu'on me rappelle la doctrine morale de l'Eglise, mais que l'on m'aide à l'expliquer aux gens. »*

ALAIN WOODROW.

SCIENCES

De nouvelles conventions définiront les relations entre les universités et le C.N.R.S.

Un accord important, négocié entre le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) et le ministère de l'éducation nationale, a été soumis à la conférence des présidents d'université, qui l'a jugé *« important et positif »*, tout en suggérant quelques amendements. Il établit une convention type pour les universités ou autres grands établissements d'enseignement et de recherche. Il devrait améliorer des relations dont le directeur de la recherche au ministère, M. Bernard Descomps, s'est, en début d'année, publiquement plaint qu'elles soient *« peu honorables »*.

L'imbrication des universités et du C.N.R.S. est profonde. Depuis vingt ans, plusieurs laboratoires du C.N.R.S. ont été créés sur des campus universitaires. De nombreux laboratoires universitaires sont associés, par des formules diverses, au C.N.R.S., dont ils reçoivent des crédits et des chercheurs. Ces associations ont généralement été établies au niveau du laboratoire. Les présidents d'université ont été mis devant le fait accompli : refuser l'accord aurait signifié priver le laboratoire de moyens de recherche. Ils ont souvent été obligés d'entériner des conventions disparates, parfois contradictoires avec la politique scientifique délibérée dans les instances universitaires, parfois aussi mettant à la charge de l'université des frais de téléphone ou de chauffage qui n'étaient ni souhaités, ni prévus.

D'autre part, les missions de chercheurs ont été redéfinies par la loi d'orientation de la recherche. Il en sera bientôt de même pour les enseignants. Il faut donc remettre en cause les relations établies.

L'accord prévoit trois niveaux de convention. Le C.N.R.S. et la direction de la recherche du ministère de l'éducation nationale s'assureront du respect des équilibres entre disciplines et entre régions. Une convention sera passée entre le C.N.R.S. et l'université, précisant bien les responsabilités et les devoirs de chaque partie. Ainsi, le C.N.R.S. prendra en charge la valorisation de la recherche, même si les présidents ont exprimé quelques réserves sur ce point. La convention prévoira, aussi, des consultations mutuelles sur divers points. Enfin, une convention spécifique liera directement le laboratoire et le C.N.R.S.

Un engin télécommandé descend à — 245 mètres dans la Fontaine de Vaucluse

De notre correspondant

Avignon. — *Qui parviendra à percer le secret de la Fontaine de Vaucluse, et quand ?* Ces deux questions restent posées après la plongée du *Sargonaute 83* (engin télécommandé équipé de moteurs, de phares et d'une caméra), qui a atteint la cote 245 mètres, le 17 septembre, établissant ainsi un nouveau record dans les profondeurs du gouffre (1). Le *Sorgonaute 83*, construit par la section spéléologique de l'Athletic-Club Renault-Cléon, a pourtant rempli son contrat ; il est allé jusqu'au bout de ses possibilités.

On sait peu d'éléments nouveaux sur la configuration de la galerie immergée, si ce n'est qu'aux environs de la cote 150, un puits vertical s'enfonce dans la roche. Son diamètre est assez important, puisque, sur les images transmises par la caméra, on n'apercevait même pas la paroi. Mais, pour l'instant, il est impossible d'en estimer la profondeur.

Depuis plus de cent ans, les hommes s'acharnent à éclaircir le mystère de ce gouffre, source vauclusienne la plus importante d'Europe. Dès 1878, en effet, un scaphandrier *marseillais, Ottonelli,* réussissait à descendre à moins 23 mètres. *Il fallait attendre 1967* pour que le *Télénaute*, engin télécommandé de l'Institut français du pétrole utilisé pour cette opération par l'équipe du commandant Cousteau, atteigne la cote moins 106 mètres.

Le 10 octobre 1981, un plongeur marseillais, M. Claude Touloumdjian, pulvérisait le record en parvenant à 150 mètres de profondeur et, il y a quelques jours, un plongeur allemand, M. Johan Hasenmayer, effectuait une exploration clandestine, atteignant la cote moins 205 mètres. La semaine suivante, le *Sorgonaute 83* établissait le nouveau record avec 245 mètres de profondeur, mais le fond du gouffre demeurait inaccessible.

JEAN LECLAIRE.

(1) La Société spéléologique de Fontaine-de-Vaucluse, l'Athletic-Club Renault-Cléon et la Fédération française d'études et de sports sous-marins ont participé à l'opération.

« BLACK IS BEAUTIFUL »

Décidément, 1983 est en passe de devenir l'année des Noirs aux Etats-Unis. Il y a d'abord eu l'élection de Harold Washington à la mairie de Chicago, le 12 avril, puis le voyage dans l'espace de l'astronaute Guions Bluford au mois *d'août, enfin,* samedi 17 septembre, pour la première fois, *une Noire, Vanessa Williams,* vingt ans, a ravi le titre de Miss America.

Cette élection est devenue un événement aux Etats-Unis, où, jusqu'à présent, il fallait une peau bien blanche pour avoir une chance de devenir la première jeune fille du pays. Le concours existe depuis 1921, mais ce n'est que depuis 1951 que les personnes de couleur peuvent s'y présenter. Elles devaient autrefois se contenter de jouer les rôles d'esclaves, lors de la cérémonie du couronnement. Cheryl Browne avait été la première Noire à enlever un titre local en devenant Miss Iowa, en 1970.

Vanessa Williams doit son titre à sa beauté, mais aussi à une excellente interprétation de la chanson *Happy Days Are Here Again*, chaque lauréate devant également concourir dans une discipline artistique de son choix. Elle est étudiante en art dramatique et a reçu en récompense de ses dons une bourse de 25 000 dollars.

Bien qu'elle soit née, en 1963, année où le révérend Martin Luther King marchait sur Washington et prononçait son fameux discours où il évoquait son rêve d'une société sans discrimination raciale, Miss Williams n'a rien d'une militante. Elle ne cache d'ailleurs pas son agacement quand on lui parle de la couleur de sa peau : *« Les gens et la presse ne s'intéressent pas à moi en tant que personne, mais en tant que Noire. »*

Qu'elle le veuille ou non, elle est cependant devenue un symbole, comme le prouve l'appel téléphonique qu'elle a reçu du président Ronald Reagan, toujours à la recherche d'une popularité auprès des femmes et de la communauté noire...

Ch. Ch.

FAITS ET JUGEMENTS

UN PRÉFET DE POLICE POUR LE PAYS BASQUE

Un préfet de police a été désigné pour coordonner les questions de sécurité au Pays basque. Il s'agit de M. Alain Tourre, trente-neuf ans, commissaire divisionnaire, qui a pris ses fonctions ce lundi 19 septembre. Promu au rang de sous-préfet, chargé de mission auprès du commissaire de la République des Pyrénées-Atlantiques, M. Tourre s'installera probablement à Bayonne. Cette nomination intervient alors que, au cours des deux derniers mois, le mouvement nationaliste basque Iparretarrak a notamment revendiqué la fusillade de Léon (Landes), où un gendarme avait trouvé la mort, et divers attentats.

M. Tourre, qui jusqu'à présent dirigeait, à la direction centrale de la police judiciaire, la sixième section chargée de la répression des atteintes à la sûreté de l'Etat et des menées subversives, remplace le commissaire Jean Hernandez, simple coordinateur des divers services de police et de gendarmerie.

Agressions contre des ouvriers marocains

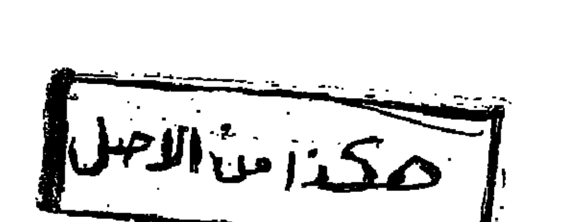
Une dizaine d'adolescents, dont sept sont mineurs, ont attaqué, samedi 17 septembre vers 23 heures, le domaine horticole de La Pie, situé à La Moutonne, près de La Crau (Var), nous indique notre correspondant. Après avoir saccagé la cuisine, brisé des portes et des vitres, la bande a molesté les deux employés marocains du domaine, qui fêtaient l'Aïd-el-Ad'ha (fête du sacrifice) en compagnie de deux concitoyens, invités pour la circonstance.

La veille, ces jeunes gens, tous originaires de La Crau, avaient mis *à mal l'une des caravanes où habite,* avec sa famille, l'un des deux Marocains *qui sont* employés depuis quinze ans à La Pie. Ayant appris *que ce dernier avait porté plainte* dès samedi matin, ils avaient décidé une expédition punitive. Alertés par le propriétaire du domaine, les gendarmes d'Hyères ont appréhendé les casseurs, dont trois, Pascal Graziani, Jean Lusetti et Bruno Unri, tous âgés de dix-huit ans, ont été placés en garde à vue. Les mineurs ont été remis en liberté après avoir été entendus. Selon les propriétaires de l'exploitation, cet acte *« inqualifiable »* est *« une illustration du climat raciste actuel ».*

En Europe et aux Etats-Unis

LA ROUTE A TUÉ 1 300 000 PERSONNES DE 1970 A 1981

Selon le Centre de documentation et d'information de l'assurance (C.D.I.A.), *un million* trois cent mille personnes sont mortes entre *1970* et *1981* sur les routes d'Europe et des Etats-Unis : 650 000 automobilistes, 400 000 utilisateurs de deux-roues et *250 000* piétons. Le C.D.I.A. précise que, pour 100 000 véhicules en *1970*, la Suède comptait 48 morts, la France 102 et l'Autriche 151 alors que, en 1981, pour le même nombre de véhicules, la Suède compte 23 morts, la France 54 et l'Autriche 65.



Le Monde

sports

MOTOCYCLISME

La victoire de Honda au Bol d'Or

Le Castellet. – La quarante-septième édition du Bol d'Or motocycliste, couru sur vingt-quatre heures, du samedi 17 au dimanche 18 septembre, sur le circuit du Castellet (Var), a été gagnée par Raymond Roche, Guy Bertin et Dominique Sarron sur Honda. L'épreuve, qui ne comptait pas cette année pour le championnat du monde d'endurance, a été marquée par la lutte – sur fond de crise économique – entre Kawasaki, Honda et Suzuki. La Kawasaki de Lafond, Igoa et Bolle, qui a été en tête de la course entre la quatrième et la vingtième heure, a dû abandonner (piston crevé) trois heures avant la fin de l'épreuve.

Les deux motos Elf E, à moteur Honda, ont également abandonné. Après trois années de compétition, le pétrolier français a décidé de renoncer aux courses d'endurance ; il pourrait se consacrer en 1984 à la vitesse, si un budget lui était accordé.

Endurance et incertitudes

De notre envoyé spécial

« Au Bol d'Or, il n'y a pas plus de dix motos qui prennent le départ pour gagner. Une vingtaine qui participent. Les autres font de la figuration. » Hubert Rigal, pilote français en rupture de moto depuis quelques années, situe bien la plus célèbre des épreuves.

Il n'y a rien de changé sur le front de l'endurance. Kawasaki, Honda et Suzuki se sont battus pendant vingt-quatre heures pour affirmer leur supériorité en l'absence du quatrième grand. Yamaha, qui consacre, lui, tous ses efforts au cross et à la vitesse.

La guerre économique que se livrent les Japonais est plus réelle que jamais. Aucun constructeur ne participe désormais aux compétitions de sport mécanique s'il n'est pas assuré d'en tirer un profit. Les retombées d'une victoire dans un grand prix, dans une épreuve d'endurance et surtout dans un championnat du monde constituent un élément déterminant de la stratégie commerciale. *« Il ne sert à rien,* dit-on, *de participer à la compétition si c'est pour terminer à des places d'honneur. »* Honda le sait bien, qui vient de gagner le titre mondial dans la catégorie des 500 centimètres cubes et d'ajouter à son palmarès une sixième victoire dans le Bol d'Or.

Dans le camp des constructeurs japonais, c'est pourtant la morosité et l'incertitude. Huit millions de machines ont été fabriquées cette année par les quatre grands. Honda et Yamaha, pour leur part, en ont construit plus de cinq millions. La crise pourtant affecte depuis le début de l'année l'industrie de la moto. Le marché est en récession. Les immatriculations sont en baisse (*le Monde* du 6 septembre). On laisse entendre qu'il faudra plus d'une année pour réduire les stocks.

Amertume chez Kawasaki

Dans ce contexte difficile, de quoi sera faite la saison prochaine ? Continueront-ils les uns et les autres à participer à un championnat du monde qui coûte de plus en plus cher ? Seul Honda semble savoir où il va. Hervé Guio, directeur commercial, dit : *« Honda France est la filiale de Honda Japon. Notre objectif est de vendre des motos. Ce n'est pas le cas de la plupart de nos concurrents, qui sont des importateurs. Le jour où ils ne disposeront plus de modèles japonais, ils vendront d'autres motos étrangères. »*

On aura compris que le souci de Honda est d'être présent partout où se disputent des compétitions. A la limite, peu importe que cela coûte de l'argent. L'important est de gagner et *« de proposer aux clients des produits qui correspondent à leurs besoins. »*

Absente des courses de vitesse et d'endurance de 1967 à 1976, la société japonaise en a profité pour se consacrer à la recherche et à la réduction de la pollution de ses machines. Son retour à la compétition a marqué la supériorité de ses fabrications. Seul accroc, en 1979 et en 1982, quand Suzuki et Kawasaki se sont imposés au Castellet. Image de marque oblige, Honda n'envisage pas de renoncer à l'endurance. S'il devait le faire, ce serait contraint et forcé, faute de concurrence.

La philosophie des autres constructeurs est quelque peu différente. Suzuki a déjà pris la décision de renoncer pour 1984 aux courses de motocross et de vitesse. La crise économique et le coût toujours en expansion de la compétition ne lui permettent plus de suivre le train imposé par son concurrent. Discret sur le sujet, Suzuki estime pourtant que le développement de ses machines a atteint son meilleur niveau et que l'objectif désormais est de mettre sur le marché des motos pour les pilotes privés.

Serge Rosset, préparateur à Annemasse (Haute-Savoie) des Kawasaki d'usine qui courent le championnat du monde, a quelques raisons d'être amer. Moins de quatre heures avant la fin du Bol d'Or, ses machines ont rendu l'âme, alors que la victoire était en vue. L'augmentation des budgets l'inquiète, lui aussi, sérieusement. *« Chez Kawasaki,* dit-il, *un sou est un sou. On dépense avec parcimonie. »* Or, la construction d'un prototype coûterait aujourd'hui au moins 500 000 francs selon Serge Rosset. Peut-être beaucoup plus. Son inquiétude est alors d'autant plus grande qu'il est lié avec Kawasaki par un contrat annuel. Il ignore si ce contrat sera demain renouvelé. Son objectif immédiat : préparer l'ultime course du championnat du monde, qui doit avoir lieu le 25 septembre à Mugello (Italie). C'est sa dernière chance de coiffer Suzuki pour la conquête du titre. Il n'y engagera pas moins de cinq motos. Son avenir dépend peut-être du résultat.

Reste Elf. Pour le dernier des grands de la moto, qui, dans ce Bol d'Or, était susceptible de jouer les trouble-fête, l'avenir paraît encore plus complexe. Lancée en 1977, la Elf E en est aujourd'hui à sa troisième année de compétition. Paradoxalement, cette moto, à laquelle chacun s'évertue à attribuer des mérites exceptionnels, n'a jamais gagné la moindre épreuve. Dessinée par André de Cortanze, elle est, dit-on, révolutionnaire pour sa tenue de route. Les Japonais de Honda affirment pour leur part qu'il s'agit de *« la moto de l'avenir »*.

Le pétrolier français, qui participe au programme de Renault en formule 1, n'est pas de ceux qui s'engagent délibérément sur une voie sans penser à la victoire et à ses retombées. L'échec relatif de la Elf E laisse, semble-t-il, un peu d'amertume aux responsables de la société française. Elf donc a décidé de renoncer à l'endurance. Pour n'avoir pas voulu *« mettre des crédits suffisants qui lui auraient permis de rivaliser avec les Japonais »*. Pour le pétrolier français, il s'agit désormais de se consacrer à la vitesse. *« C'était notre vocation,* dit-on chez Elf. *Avec Renault, nous avons abordé l'endurance avant de nous lancer dans la formule 1. Pour la moto, notre voie n'est pas différente. L'endurance nous conduit à courir en 500 centimètres cubes. »*

Elf n'envisage pas pour autant de financer deux projets : celui de la Elf E adaptée à la vitesse sous la conduite d'André de Cortanze, et celui d'Alain Chevallier, qui a déjà, avec l'argent du même pétrolier, obtenu des résultats en 250 centimètres cubes avec sa propre moto dotée d'un moteur Honda. Deux projets qui semblent pour l'heure contradictoires.

GILLES MARTINEAU.

TENNIS

Thierry Tulasne et Nathalie Herreman champions de France

Thierry Tulasne a remporté, dimanche 18 septembre, à La Baule, le titre de champion de France aux dépens de Pascal Portes (6-1, 6-4, 6-2). L'ancien champion du monde junior a su opportunément mettre à profit l'absence des membres de l'équipe de Coupe Davis – Noah, Moretton, Roger-Vasselin et Leconte – partis pour l'Australie, mais aussi de Bedel et de Forget, qui avaient préféré disputer un tournoi du Grand Prix en Italie pour redorer un peu un blason singulièrement terni ces derniers mois.

Toutefois, l'intérêt principal de ce National 1983 a été concentré sur la compétition féminine. On attendait en effet la confrontation de la championne en titre, Catherine Tanvier, et de Pascale Paradis, qui est en tête du classement au championnat du monde junior. Confrontation entre deux styles : la blonde « lifteuse » méridionale, surnommée Borgette, et la brune attaquante champenoise. Confrontation aussi entre deux écoles de formation : l'une qui est arrivée en haut de la hiérarchie nationale par la volonté de ses parents, l'autre qui monte par le chemin fédéral.

Ce choc entre la « vieille » Cathy de dix-huit ans et la jeune Pascale de dix-sept ans n'a pas eu lieu. La contestation est en effet très vive dans le tennis féminin national, qui est en pleine effervescence. Tanvier et Paradis ont été éliminées en demi-finale respectivement par Nathalie Herreman et Catherine Suire.

Agée de vingt-quatre ans, cette dernière est le petit canard dans la couvée de poussins. Ancienne nageuse de bon niveau régional, elle a commencé à taper dans la balle à quinze ans. Sa progression s'est faite hors des chemins traditionnels. Trop tardive pour avoir été repérée par les systèmes de détection fédéraux, elle s'est néanmoins retrouvée numéro quatre française l'an dernier après avoir écumé les tournois nationaux. Elle s'est alors décidée à tenter sa chance sur le circuit international, où elle est arrivée à la cent trentième place mondiale en réalisant de bonnes performances sur les surfaces rapides qui conviennent bien à son jeu de service-volée.

La filière traditionnelle

En revanche, Suire est moins à l'aise sur la terre battue. Celle de La Baule, lourde samedi 17, lui fut particulièrement défavorable : *« Je ne me sentais pas en confiance avec mon service-volée »*, a-t-elle dit après avoir encaissé un lourd 6-0, 6-2 par Nathalie Herreman, une gauchère au jeu classique.

Agée de dix-sept ans, celle-ci appartient à la même promotion que Pascale Paradis. Après avoir tapé des balles sur la porte du garage familial au Havre, elle fit ses premières performances au club local, où les sergents recruteurs de la Fédération française de tennis la remarquèrent. Elle suivit dès lors la filière traditionnelle : Institut national du sport (INSEP) et Centre d'entraînement de Roland-Garros. En 1981, elle gagnait le championnat de France cadettes. L'année suivante, Pascale Paradis lui ravissait ce titre, mais elle gagnait le critérium (championnat de France de deuxième série). Avec ses camarades, elle finissait l'année aux antipodes pour commencer à glaner des points W.T.A., ces précieux points qui permettent d'accéder aux tableaux des tournois professionnels. A défaut de bonds prodigieux au classement mondial, les filles y gagnèrent en expérience. Nathalie Herreman a ainsi disputé trois tours au dernier Roland-Garros.

La suite de sa saison ne fut pas aussi heureuse. Elle n'est pas parvenue notamment à se qualifier pour le tableau final des Internationaux des Etats-Unis. Toutefois, cela lui a peut-être permis d'aborder le National moins éprouvée que ses camarades. *« Je ne m'attendais pas à jouer aussi bien,* a-t-elle dit après sa victoire. *Je pensais que Catherine défendrait mieux ses chances, mais je savais que je pouvais la battre sur cette terre battue qui ne me gêne pas. »*

Bref, le tennis français bouge. Et cela justifie les revendications des joueuses qui souhaitent l'organisation, en Europe, de tournois de 10 000 ou 50 000 dollars de gains qui leur permettraient de progresser dans le classement mondial sans avoir à traverser l'Atlantique. Ces projets pourront-ils aboutir ? Philippe Chatrier, le président de la Fédération française de tennis, vient précisément d'annoncer qu'il renonçait à l'organisation du traditionnel tournoi de Coubertin, doté de 75 000 dollars. Celui-ci est de venu trop lourdement déficitaire, du fait du cours du dollar et de la désaffection du public. Or, si le tennis féminin français a de jeunes joueuses de qualité, il n'a pas encore de spectateurs fidèles.

ALAIN GIRAUDO.

LA FIN DES JEUX MÉDITERRANÉENS

Médailles et sifflets pour la délégation française

Les neuvièmes Jeux méditerranéens ont pris fin samedi 17 septembre, à Casablanca, sur la victoire du Maroc dans le tournoi de football. Au bilan général des médailles, l'Italie avec cinquante deux médailles d'or, quarante-quatre d'argent et quarante-six de bronze, devance nettement la France (trente-huit médailles d'or, quarante et une d'argent et vingt-huit de bronze) et l'Espagne (dix-huit médailles d'or, vingt-trois d'argent et vingt-huit de bronze). Mille sept cents sportifs venus de seize pays pour concourir dans vingt disciplines étaient présents au Maroc. Le déséquilibre est toujours apparu aussi grand entre les représentants des pays du nord du bassin méditerranéen (quatre cent trente-neuf médailles) et ceux du sud (soixante-douze médailles).

Dans leur confrontation au sommet avec les Italiens, les Français se sont distingués en athlétisme, avec dix-neuf titres sur trente-neuf, en natation, avec quatre titres et dix-huit médailles sur quatre-vingt-sept, en judo, en escrime, en gymnastique masculine et dans la plupart des sports collectifs. Le mérite des sportifs français aura été de réussir de bonnes performances, malgré l'hostilité du public marocain à leur égard.

Casablanca. – Jamais sans doute les sportifs français n'auront été aussi souvent à l'honneur et aussi copieusement sifflés qu'au cours de ces neuvièmes Jeux méditerranéens. Pour expliquer l'origine de ces sifflets de la part d'un public par ailleurs chaleureux, les hypothèses ne manquent pas : souvenirs de la colonisation, positions françaises concernant les problèmes du Sahara occidental et la crise au Proche-Orient, montée du racisme en France et récentes mesures prises contre les travailleurs immigrés clandestins, manque d'intérêt des médias français pour ces Jeux, qui ont coûté une fortune aux Marocains, etc.

Evoquant les réactions du public à l'encontre des représentants français, le quotidien marocain *Al Maghrib* évoquait, le 15 septembre, une *« histoire d'amours déçues »*. Le journal précisait que les athlètes n'étaient pas visés à titre personnel. *« C'est la France qu'on siffle, cette France amie avec laquelle nous avons tant de liens mais qui en apparence nous tourne le dos »*, écrit *Al Maghrib*. La récente visite à Alger de M. Mauroy, qui a fait état de *« progrès »* sur la question du Sahara occidental inquiète les Marocains, au même titre que la nouvelle politique l'égard des immigrés.

L'émigration pèse en effet d'un poids considérable dans l'économie du pays (près de 3 milliards de francs envoyés chaque année). Or, tout ce qui est dit et fait en France au sujet des immigrés est largement reproduit dans la presse, qui n'ignore rien des « ratonnades », des enfants maghrébins tués à La Courneuve, ou de l'élection à Dreux d'une coalition de droite et d'extrême droite. *« Ces manifestations,* écrit *Al Bayane,* l'organe de presse du parti communiste marocain, *traduisent à leur manière la dégradation de l'image de marque de la France. »*

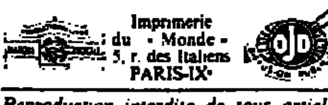
L'affaire Aouïta

Les Jeux méditerranéens se sont d'ailleurs terminés par une polémique avec la délégation française à la suite de déclarations faites, dans le journal officiel des Jeux, par le Marocain Saïd Aouïta, qui résidait à Marignane et a gagné le 800 et le 1 500 mètres à Casablanca. *« Je suis parti en Italie parce que les Français ont voulu faire pression sur moi,* disait-il. *Ils ont vu et connu mes performances et ils ont voulu que je change de nationalité. Il ont tenu même a ce que je fasse beaucoup de choses auxquelles je ne m'attachais pas et dont je ne voulais point. Je suis Marocain et j'en suis énormément fier, et je ne veux pas du tout battre un record et que ça soit à l'honneur de la France... »*

A la suite de cette interview, M. Nelson Paillou, président du Comité national olympique français, qui était présent au Maroc, a fait une mise au point : *« Saïd Aouïta est venu en France, où il a séjourné à l'INSEP de Paris dans le cadre des accords franco-marocains. Au cours de son séjour, il s'est adressé à Michel Jazy en lui disant qu'il souhaitait obtenir une carte de séjour, du travail. Il a demandé des informations pour entreprendre une procédure de naturalisation française. »* Le président du C.N.O.S.F. indique, d'autre part, qu'après différents voyages Saïd Aouïta est revenu en France pour s'installer à Marignane (Bouches-du-Rhône), où le maire de la ville le loge gratuitement dans une confortable villa de la municipalité. *« Employé dans une société privée, il obtient de très larges facilités pour s'entraîner et se déplacer. Cette situation dure depuis dix-huit mois »*, précise M. Paillou.

« Saïd Aouïta a toujours été traité en France avec gentillesse et amitié. La France se réjouit d'avoir participé à l'éclosion d'un grand champion. Elle n'a jamais essayé d'en tirer le moindre profit. Elle n'attend pas de remerciements. Elle ne saurait cependant tolérer une campagne mensongère qui discrédite ses auteurs », conclut le président du C.N.O.S.F. *(A.F.P., A.P., Reuter).*

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

VOILE

Liberty - Australia-II : 2-1

Rien n'a empêché, dimanche 18 septembre, Australia-II *de remporter sa première régate en finale de la Coupe de l'America. Ni le règlement de la compétition ni un incident technique n'ont privé, à Newport (Rhode-Island), le 12 mètres J.I. australien du succès qu'il méritait, et qui permet au challenger de ne plus être mené que par deux victoires à une par les Américains.*

Liberty *a même subi la plus nette défaite de toute l'histoire de la célèbre épreuve. Jamais, lors des vingt-quatre défis précédents, un voilier n'avait gagné une course avec une telle avance. Dans les vents assez légers (7 nœuds au départ, 14 à l'arrivée), qui soufflaient au sud-sud-ouest dimanche,* Australia-II *a coupé la ligne d'arrivée 3 minutes 14 secondes avant* Liberty. *La marge la plus grande depuis que la Coupe est disputée par des 12 mètres avait été de 1 minute 2 secondes, obtenue en 1970 par le voilier australien* Gretel-II.

Australia-II *a construit son premier succès méthodiquement. John Bertrand, son barreur, ne prit pas le risque, comme la veille, de surveiller de trop près Dennis Conner. Cette tactique avait alors coûté la victoire à l'Australien, car il avait été incapable de finir dans les temps après avoir été « embarqué » assez loin du parcours par l'astucieux barreur américain. Mais déjà le challenger avait fait la preuve qu'il était intrinsèquement plus rapide que* Liberty.

Les résultats

Basket-ball

CHAMPIONNAT D'EUROPE FEMININ
(Budapest)

Première place : U.R.S.S. b. Bulgarie 91-70 (41-36) ; troisième place : Hongrie b. Yougoslavie 82-79 (45-46) ; cinquième place : Italie b. Tchécoslovaquie 55-54 (23-28) ; septième place : Pologne b. Pays-Bas 82-73 (41-26) ; neuvième place : Roumanie b. Suède 80-75 (41-40) ; onzième place : Espagne b. R.F.A. 64-63 (34-34).

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(Neuvième journée)

Auxerre b. *Monaco	1-0
Bordeaux b. *Toulouse	3-1
*Nantes b. Bastia	1-0
*Rouen et Strasbourg	2-2
*Laval b. Rennes	2-0
Paris-S.G. b. *Saint-Etienne	3-2
*Lens b. Lille	4-2
*Metz b. Sochaux	3-1
*Brest et Nancy	1-1
*Toulon b. Nîmes	3-1

Classement. – 1. Auxerre, 16 pts ; 2. Bordeaux, 14 pts ; 3. Monaco, Nantes, 13 pts ; 5. Laval, 11 pts ; 6. Rouen, Paris-S.G., Strasbourg, 10 pts ; 9. Lens, Bastia, 9 pts ; 11. Lille, Brest, 8 pts ; 13. Sochaux, Nancy, Nîmes, 7 pts ; 16. Toulouse, Toulon, Metz, Rennes, 6 pts ; 20. Saint-Etienne, 4 pts.

DEUXIÈME DIVISION
Groupe A
(Dixième journée)

*Cannes b. Limoges	3-2
Marseille b. *Sète	5-0
*Grenoble et Montpellier	1-1
Lyon b. *Angoulême	1-0
Nice b. *Martigues	2-1
*Libourne b. *Thonon	1-0
Béziers b. *Villefranche	1-0
*Alès b. La Roche-sur-Yon	1-0
*Besançon et Cuiseaux-Louhans	1-1

Exempt : Gueugnon

Classement. – 1. Marseille, 15 pts ; 2. Lyon, Limoges, Montpellier, Nice, 14 pts ; 6. Grenoble, Cannes, 12 pts ; 8. Béziers, 11 pts ; 9. Thonon-les-Bains, 10 pts ; 10. Gueugnon, Alès, 9 pts ; 12. Besançon, 7 pts ; 13. La Roche-sur-Yon, Martigues, Villefranche, Sète, Libourne, 6 pts ; 18. Angoulême, 5 pts ; 19. Cuiseaux-Louhans, 4 pts.

GROUPE B
(Neuvième journée)

*Stade Français 92 b. Reims	2-0
*Tours et Racing C.P.	1-1
*Angers b. Mulhouse	2-0
Valenciennes b. *Dunkerque	1-0
*Quimper et Sedan	1-1
*Montceau b. Châteauroux	3-0

Classement. – 1. Stade Français 92, 14 pts ; 2. Tours, Le Havre, 12 pts ; 4. Valenciennes, 11 pts ; 5. R.C. Paris, Orléans, Mulhouse, Reims, 10 pts ; 9. Guingamp, 9 pts ; 10. Montceau-les-Mines, Sedan, 8 pts ; 12. Angers, Châteauroux, 7 pts ; 14. Abbeville, Red Star, Dunkerque, Quimper, 5 pts ; 18. Roubaix, 2 pts.

Golf

OPEN DE MOUGINS

1. Greg Norman (Aus.), 69, 74, 72, 72 = 287 ; 2. Corey Pavin (E.-U.), 72, 72, 72, 73 = 289 ; 3. Angel Gallardo (Esp.), 76, 71, 75, 69 = 291 ; 4. Patrice Léglise (Fr.), 79, 72, 74, 70 = 295 ; Géry Watine (Fr.), 76, 74, 72, 73 = 295, etc.

CHAMPIONNAT DE FRANCE AMATEURS
(Hardelot)

Quart de finale : Y. Houssin b. J. Fruchet, 3/1 ; L. Lassalle b. M. Papineau, 1 up ; E. Dussart b. J.-P. Lours, 5/3 ; A. Godillot b. Ch. Burgert, au 18ᵉ.

Demi-finale : L. Lassalle b. Y. Houssin, 5/3 ; E. Dussart b. A. Godillot, au 18ᵉ.

Finale : L. Lassalle b. E. Dussart, au 37ᵉ.

Tennis

TOURNOI DE PALERME
(100 000 dollars)
Finale

Arias (E.-U.) b. Clerc (Arg.), 6-2, 2-6, 6-0.

TOURNOI DE DALLAS
(200 000 dollars)
Finale

Gomez (Equ.) b. Teacher (E.-U.), 6-7, 6-1, 6-1.

TOURNOI FÉMININ DE TOKYO
Finale

L. Bonder (E.-U.), b. A. Jeager (E.-U.), 6-2, 5-7, 6-1.

Voile

24 HEURES DE LA ROCHELLE
(Multicoques transocéaniques)

1. Morvan, *Jet-Services II* ; 2. Follenfant, *Charente-Maritime* ; 3. Fauconnier, *Umupro-Jardin IV* ; 4. Pajot, *Elf-Aquitaine* ; 5. Riguidel, *William-Saurin* ; etc.

Volley-ball

CHAMPIONNAT D'EUROPE (R.D.A.)
(qualifications)

Masculin

Pologne b. France 3-2, (15-9 ; 15-14 ; 13-15 ; 15-13) ; Roumanie b. France 3-2, (15-9 ; 13-15 ; 15-11 ; 11-15 ; 15-12).

Féminin

Bulgarie b. France 3-0, (15-13 ; 15-4 ; 15-7) ; Pologne b. France 3-1, (15-8 ; 15-13 ; 13-15 ; 15-2).

Ile-de-France

M. CHIRAC ET LA RENTRÉE DU CONSEIL DE PARIS

Le quartier de la Goutte-d'Or va être entièrement réaménagé

Cette fois c'est vraiment la fin des vacances pour les élus parisiens. De copieuses vacances puisqu'elles ont duré dix semaines. Lundi 19 septembre, les conseillers de Paris devaient retrouver la salle des séances qu'ils avaient dû quitter depuis plusieurs mois pour que l'on augmente le nombre des pupitres. En effet, en application de la loi réformant le statut de Paris, de Lyon et de Marseille, leurs effectifs sont passés de 109 à 163.

Rentrée studieuse : le nombre des affaires à traiter est considérable car, depuis les élections du mois de mars, l'Hôtel de Ville a connu une certaine léthargie. Les raisons ne manquaient pas. On peut invoquer les fatigues de la campagne électorale, l'inexpérience des nouveaux venus, la sérénité que procure une victoire écrasante sur l'opposition, celle-ci n'étant plus représentée que par vingt-deux conseillers socialistes et communistes.

On peut l'expliquer aussi par le fait qu'une bonne partie du budget 1983 avait été engagée dès le début de l'année, comme cela se pratique souvent à l'orée des échéances électorales.

Il fallait encore lever l'hypothèque de l'Exposition universelle qui a pesé sur nombre de décisions jusqu'en juillet. Puis il y a eu l'opération subie par le maire et sa convalescence. Il a fallu surtout mettre en place les nouveaux conseils d'arrondissement *qui ont eu à examiner une* centaine de dossiers avant que ceux-ci puissent être soumis au Conseil municipal. Voilà qui a retardé l'avancement normal des affaires. A cette occasion, certains conseils d'arrondissement ont contesté les projets de l'Hôtel de Ville, ce qui a obligé à des négociations inhabituelles. La contestation est également venue des associations, notamment sur le projet de coulée verte Bastille-Vincennes et sur le nouveau quartier de la ZAC Champerret. Dans les deux cas, *les procédures ont dû être* interrompues.

Bref, en cette année exceptionnelle, la machine municipale n'a pas tourné comme à l'accoutumée. Cela ne veut pas dire qu'*elle* n'ait rien fait. Les services ont continué à accomplir leur tâche : ainsi huit enquêtes publiques portant sur des projets d'urbanisme ont eu lieu au mois de juin, le plan de la publicité dans Paris a été adopté et deux grands chantiers – ceux de Bercy et des terrains Citroën – remis en route.

Improvisation

Mais on a senti un tel flottement que certains se sont un instant demandé si Jacques Chirac, désormais *sûr de ses arrières, n'allait pas laisser* à ses adjoints le soin de traiter les affaires municipales pour s'attacher à *de plus vastes desseins*. L'une des dernières conférences de presse du maire qui portait sur les projets *Bercy et Citroën n'a pas dissipé* ces incertitudes. Ce jour-là (*le Monde* du 13 septembre), et bien que l'on traitât de deux projets d'importance majeure, ni M. Bernard Rocher, adjoint à l'urbanisme, ni M. Pierre-Yves Ligen, directeur de l'aménagement urbain, n'étaient présents. La « conférence de presse » s'est donc transformée en une réunion informelle qui sentait l'improvisation.

De telles bavures ne devraient plus se reproduire. En tout cas, la nouvelle réunion que le maire a tenue vendredi *16 septembre* pour présenter aux journalistes les projets qu'il allait soumettre au Conseil de Paris s'est déroulée selon le protocole habituel.

M. Chirac y a exposé son grand projet de reconquête du quartier de la Goutte-d'Or, dans le dix-huitième arrondissement. *Ce secteur, actuellement* habité par une forte proportion de travailleurs maghrébins, compte de nombreux édifices insalubres. La Ville veut le rénover complètement. 55 immeubles abritant 1 400 logements et 586 chambres seront rasés pour être remplacés par des constructions neuves abritant 620 logements, une école, un équipement social, des installations sportives et 9 600 mètres carrés d'ateliers et de commerces. En outre, 72 maisons seront restaurées, *ce qui représente* 1 600 logements remis à neuf.

Économies draconiennes

L'opération, qui sera coordonnée par *l'office d'H.L.M. de Paris*, devrait coûter 275 millions de francs à la Ville et 385 millions à l'État. Elle entraînera une diminution du nombre des habitants du quartier et, sans doute, certains changements dans sa composition sociologique. Pour accélérer sa réalisation le maire devait demander aux élus l'autorisation d'engager une procédure de déclaration d'utilité publique. Celle-ci permet d'exproprier les propriétaires qui refusent de céder leurs biens à l'amiable.

Les conseillers de Paris devaient approuver un autre dossier d'urbanisme encore plus délicat : celui de la ZAC Champerret. La Ville a entrepris de construire, sur une bande de 2 kilomètres de long, un nouveau quartier pour plus de 7 000 habitants, avec ses écoles, ses crèches, ses piscines et ses espaces verts. Mais il est séparé de Paris par le périphérique et s'élève sur l'ancienne « ceinture verte ».

A la demande d'une association *locale, les tribunaux administratifs* ont annulé le plan de zone et plusieurs permis de construire (*le Monde* du 2 juillet). Le chantier a dû être arrêté. Motif : contrairement à ce qu'ont prévu les textes, la Ville n'a pas compensé *le bétonnage* de cette zone par des espaces verts équivalents. Il a donc fallu refaire le dossier en prévoyant expressément que les jardins de Bercy, ceux de l'ancien abattoir aux chevaux et plusieurs autres squares à venir équilibreront la perte d'espaces verts de Champerret. On en a profité pour supprimer un collège et un club du troisième âge, devenus entre-temps inutiles.

Les conseillers de Paris devaient également examiner une douzaine de projets d'aménagement de squares et de jardins disséminés dans la capitale et dont certains ont beaucoup vieilli. Enfin, M. Chirac a annoncé que son plan-programme *pour l'Est parisien serait présenté* en octobre. Le maire a l'ambition de rééquilibrer Paris en privilégiant les *constructions* et *les aménagements* dans les quartiers du Nord et de l'Est, jusqu'ici fort délaissés.

Ces vastes projets, maintes fois annoncés, seront-ils menés à bien ? *On peut en douter. Lors de sa conférence* de presse du vendredi 16 septembre, M. Chirac s'est dit « *terrifié par les perspectives de recettes de la Ville pour les six prochaines années* ». Selon lui « *le chef de l'État a pris un risque immense en annonçant à la télévision une réduction de un point de la pression fiscale l'an prochain.* » Le maire de Paris juge ses propos « *imprudents* » et ne croit pas qu'ils puissent être suivis d'effets. Mais, pour ne pas être en reste, il a indiqué qu'il n'augmenterait pas les impôts des Parisiens au-delà de la hausse des prix. « *Nous allons prendre des mesures d'économie draconiennes* », a-t-il dit. Ainsi, le budget d'investissement de la culture, qui aurait dû se monter à 1 milliard de francs d'ici à 1989, devra être réduit à 600 millions.

Dans la course à la rigueur budgétaire, M. Chirac prend les devants. Il estime que les Parisiens lui reprocheraient davantage d'avoir augmenté leurs impôts que d'avoir renoncé à embellir la Ville.

MARC AMBROISE-RENDU.

Le métro d'en face

Le métro marche quasiment tout seul, *c'est* un bien ou c'est *un mal, c'est en tout* cas le prix à payer à la technique qui prend le pas sur l'humain. Tout le trafic est *réglé à partir* d'une salle de commandes centrale. Les rames roulent comme des robots. Les tourniquets ont remplacé les poinçonneurs. Les circuits vidéo surveillent, renseignent, détectent tous azimuts et en permanence.

Mais parfois l'électronique est *à ce point intouchable* qu'au nom de la nécessaire fluidité du trafic et du respect de la ponctualité il *n'y a plus la moindre place pour* l'attention humaine et pour le petit geste qui provoque le sourire plutôt que le juron.

Voilà... A la station La Motte-Picquet-Grenelle, là où les trains des lignes 8 et 10 arrivent et s'en vont de part et d'autre du même quai central, les voyageurs *en correspondance* aimeraient bien, surtout aux heures où les métros ne sont pas nombreux, que, *dans la mesure du* possible, les horaires des rames coïncident à peu près. A tout le *moins, que le métro d'en face ne* démarre pas, comme un fait exprès, au moment même où l'autre *s'immobilise. C'est pourtant* ce qu'ont pu constater, à de multiples reprises, *récemment*, les *usagers de la R.A.T.P.*

A qui fera-t-on croire que cinq secondes de battement vont *mettre en péril le bel ordonnancement* des horaires informatisés de tout le réseau ?

Messieurs les machinistes, la courtoisie, est-ce si difficile ?

F. Gr.

POUR ANIMER LES RUES A CRÉTEIL

Les associations tiendront boutique

Les villes et quartiers nouveaux se caractérisent par l'absence d'animation et leurs rues désertes. Celles-ci ne paraissent faites que pour relier un point à un autre. Créteil (Val-de-Marne), l'une des cités nouvelles de la région parisienne, voudrait redonner de la vie à ses artères. Mais comment s'y prendre ? Une première idée a été lancée : favoriser l'installation, dans les rez-de-chaussée, d'associations qui se proposent d'animer le quartier. Dans deux secteurs encore en construction, la ville va donc innover en proposant d'animer des formules de loyers commerciaux « à géométrie variable ». Les bureaux et boutiques seront vendus ou loués aux conditions normales du marché. Mais les locaux affectés à des associations sans but lucratif, à vocation culturelle ou sociale, « *contribuant à l'animation du quartier mais ne disposant pas de ressources suffisantes pour payer de loyer commercial* », bénéficieront de conditions particulières.

Au départ, pour une période de vingt-deux mois, l'équipe ne paiera aucun loyer. Elle remboursera seulement les charges de copropriété et assurera les finitions internes. A l'issue de ce délai et si l'équipe a « *effectivement contribué à l'animation du quartier* », un bail de longue durée sera signé. Il sera calculé sur les bases d'un loyer commercial de 400 F le mètre carré par an avec des abattements : 40 % pour les artisans (240 F), 60 % pour les artistes (160 F), 80 % pour les *associations* (80 F).

On redonne vie aux rez-de-chaussée, on abandonne les terrasses de béton au profit des toits de tuiles ou d'ardoises. Les maisons de quatre ou cinq étages remplacent les tours. Pour Créteil, c'est un retour à la tradition, un retour vers l'urbanisme à visage humain.

FRANCIS GOUGE.

UNE « PREMIÈRE » A GENTILLY

L'immeuble qui piège les bruits

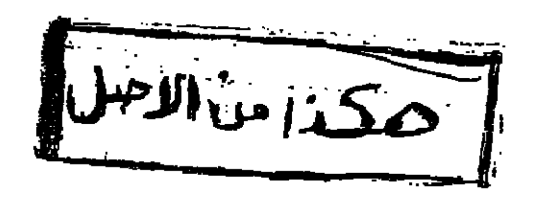
Côté face, le bâtiment s'étire sur 200 mètres. La façade discontinue joue avec les couleurs pour donner l'illusion de plusieurs immeubles en *enfilade*. Côté pile, un mur de béton aveugle longe l'autoroute B 6. Cet immeuble, qui abrite quatre-*vingt-cinq logements* et 1 000 m^2 de bureaux, est un bâtiment-écran, le premier en France et, peut-être, au *monde ; il est destiné à protéger les* habitants de l'îlot Charles-Calmus à Gentilly (Val-de-Marne), une ZAC de *neuf cents logements*.

La réalisation de cette ZAC était envisagée dans ce quartier depuis juillet 1957, c'est-à-dire bien avant la mise en service du B 6. Mais la réalisation de l'autoroute fut plus rapide que celle de l'ensemble, et, une fois celui-ci construit, ses promoteurs durent envisager de le protéger du bruit. Ils ne voulaient pas refaire le mur de l'Atlantique, mais l'écran devait être suffisamment haut pour protéger les immeubles et ne devait pas dépasser une certaine hauteur en raison d'une servitude de vue sur l'hospice du Kremlin-Bicêtre.

Après bien des études, le choix *s'arrêta – une première – sur un* immeuble antibruit. Haut de 14 mètres (six étages) pour empêcher les sons de jouer à saute-mouton par-dessus ses terrasses, il a été entièrement conçu en fonction de sa double destination. Au niveau des matériaux, tout d'abord, avec, côté autoroute, un mur de 1,20 mètre d'épaisseur, doublé de polystyrène et de plâtre. Au niveau du plan ensuite : les couloirs communs serpentent entre le mur et les appartements ; toutes les parties verticales (cages d'escalier, cages d'ascenseur), adossées au mur, amortissent, elles aussi, les bruits qui n'auraient pas été piégés. Enfin, ultime protection, dans la distribution même des pièces : salles à manger et chambres ont été aménagées en façade, et, « côté coursives », on trouve les salles d'eau et les sanitaires, qui font office d'ultime tampon.

Qu'en pensent les habitants, et tout d'abord ceux qui vivent dans les immeubles que protège la construction ? Mme Simone Villard, gardienne au 5-6, rue Charles-Calmus depuis 1976, se trouvait en première ligne. Elle résume l'opinion générale : « *Avant, on entendait les accidents, maintenant plus rien.* » Et ceux qui habitent dans le « mur » ? Là aussi, chacun semble satisfait : M. Michel Bodart, qui réside au deuxième étage, n'entend pas de bruit, et M. Helin-Rochemond est content. M. Miralinkan fait observer qu'il entend un peu de bruit quand il ouvre la porte de son appartement. « *Et puis, au sixième étage, on entend aussi la circulation* »... sur le périphérique. C'est là une nuisance à laquelle on n'avait pas pensé.

F. G.



Comment Morgan aide les directeurs financiers sur des marchés de plus en plus complexes



Quatre des responsables Morgan qui ont résolu le problème de financement à long terme d'un client, par un placement privé en devises couvert en dollars U.S. De g. à dr.: Jonathan Seem, responsable du secteur Etats-Unis Ouest; Maureen Hendricks, International Financial Management; Robert Engel, Executive Vice President et Treasurer; Bruno Eberli, Foreign Exchange Trading.

N'importe quelle banque peut vous prêter de l'argent à un taux donné. Morgan vous apporte plus – en proposant des solutions novatrices à vos besoins financiers, en anticipant les mouvements des marchés financiers et des marchés des capitaux dans le monde, en vous aidant à agir au bon moment.

Morgan vous apporte son expérience. Aucune banque ne connaît mieux les multiples éléments qui affectent les marchés financiers: différence de taux d'intérêts, fluctuations des monnaies, mouvements de capitaux, stratégies des banques centrales. Les spécialistes de Morgan à travers le monde échangent informations et tactiques vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Cela vous permet d'avoir une perspective mondiale.

Morgan est très spécialisée. Nous avons centralisé toutes nos activités concernant les marchés financiers dans notre division Trésorerie. Partout dans le monde, nos cambistes et nos analystes sont proches de leur marché et en contact permanent entre eux et avec nos banquiers. Cette osmose donne à Morgan et à ses clients plus de rapidité, plus de contact et plus de connaissances.

Morgan est rapide. Nous connaissons les sources de fonds disponibles et leurs utilisateurs, la manière d'y accéder et les meilleurs choix répondant à vos besoins. Nos responsables sont habilités à prendre eux-mêmes, sur le terrain, les décisions qui s'imposent.

Morgan est un teneur de marché. Nous intervenons activement sur le marché des obligations émises par le gouvernement américain, sur les différents marchés monétaires, sur le marché de l'or, sur le marché des Euro-obligations, sur les marchés des changes pour les devises les plus importantes. Et nos marges sont extrêmement compétitives.

Morgan vous aide sur le court terme ou sur le long terme. Lorsque vous avez des liquidités à investir, nous vous proposons diverses options de placements. Quand vous avez besoin de financement, soit nous mettons à votre disposition des crédits à court terme à des conditions compétitives pour votre fonds de roulement, soit nous vous faisons des prêts à plus longue échéance pour financer des investissements ou des projets de développement. Nous mettons en place des placements privés en diverses monnaies avec des investisseurs étrangers. Par l'intermédiaire de notre filiale de Londres, Morgan Guaranty Ltd, nous émettons des obligations à taux fixes ou à taux flottants et des obligations convertibles sur le marché des Euro-obligations.

Morgan vous donne des idées pour limiter vos coûts. Prenant des positions importantes à la fois sur le marché des capitaux et sur celui des changes, nous pouvons souvent réduire vos coûts de financement. Nous mettrons au point des techniques pour vous protéger contre les risques de change, nous vous aiderons à établir votre planification fiscale, et nous vous alerterons sur les possibilités de couverture et d'arbitrage.

Morgan vous aide. Contactez votre interlocuteur habituel chez Morgan ou écrivez à Dominique George, Vice Président à Paris.

Morgan Guaranty Trust Company of New York. En France: 14, place Vendôme, Paris. Tél.: 260.35.60. Succursales et filiales dans les principaux centres financiers.

Banque Morgan

Membre FDIC

Le Monde

ECONOMIE

LA PRODUCTION FRANCAISE DE PAPIER JOURNAL

Et si Parenco réussissait à La Chapelle-Darblay ?

Trente-deux mois ! Depuis trente-deux mois la principale et, pour tout dire, l'unique usine française importante de papier journal vivait, avec plus de 2 000 travailleurs, dans le provisoire. Un dépôt de bilan en 1980, une absence de rentabilité certaine, une *incapacité à décider qui perdure* à travers plans et contre-plans sur fond de filière bois hypothétique.

Deux mois après son arrivée au ministère de l'industrie, M. Laurent Fabius tranche : il y aura un plan de sauvetage de La Chapelle-Darblay, qui est confirmée dans son rôle de pôle pour le papier journal français. Un opérateur étranger, la société hollandaise à capitaux d'État Parenco, est choisi. Mais l'addition est socialement lourde : 1500 suppressions de postes, étalées, il est vrai, sur cinq ans. Lourde politiquement aussi pour M. Fabius lui-même, élu de la circonscription où une usine sera fermée, celle de Grand-Couronne. La C.G.C. reconnaît que le plan Parenco a le mérite d'exister. La C.F.D.T. règle des divergences internes *avant d'aboutir à la même conclusion*. Seule la C.G.T. proteste, refuse l'opérateur étranger et son « plan de casse ». Elle *entreprend une opération de grande envergure* dans le style « on occupe, on produit et on vend ». C'était le 1er septembre, date à laquelle prend effet la première mesure du plan : 383 licenciements – 608 emplois doivent être supprimés d'ici au 1er janvier. Pour appuyer les « Chap-Darb », la Fédération du Livre C.G.T. a menacé de ne pas imprimer les journaux dans la semaine du 19 au 24 septembre s'ils n'utilisent pas du papier français.

L'impasse paraît alors totale. Puis la section C.G.T. de La Chapelle-Darblay annonce qu'elle est prête à discuter sans préalable. Le ministère de l'industrie n'est pas contre une discussion, mais maintient qu'aucune concession n'est possible qui remettrait en cause la crédibilité de son plan. Mieux, au ministère de l'industrie, on dit aujourd'hui que le redémarrage par la seule C.G.T. de certaines productions compromet l'avenir commercial de la firme.

A la mi-septembre, il ne restait plus que dix semaines pour boucler le montage juridique et financier. Passé le 1er janvier 1984, les dirigeants de Parenco n'attendront plus et le tribunal de commerce de Rouen aura dès lors toute latitude pour prononcer la liquidation.

La Chapelle-Darblay, ce sont aujourd'hui deux usines dans la banlieue de Rouen. *La première* à Grand-Couronne, avec 3 machines et 775 salariés, la seconde à Saint-Étienne-du-Rouvray, avec 5 machines et 1 256 salariés.

Grand-Couronne produit 80 000 tonnes de papier journal (machine 3) et 43 000 tonnes de papier dit « avec bois » sur les machines 1 et 2, considérées comme responsables d'une part importante *des pertes de La Chapelle-Darblay.*

Saint-Étienne-du-Rouvray produit *sur sa machine 5, la seule qui* soit aux yeux des spécialistes performante aujourd'hui, 115000 tonnes de papier journal et, sur les autres machines, 95 000 tonnes d'autres sortes, qui seraient de qualité très moyenne et largement concurrencées par les productions d'entreprises françaises et étrangères efficaces.

Aussi le plan de Parenco prévoit l'arrêt immédiat à Grand-Couronne de la machine 2 et la fermeture définitive *du site en* 1988. A Saint-Étienne-du-Rouvray, arrêt immédiat également pour les machines 1 et 2, arrêt fin 1986 des machines 3 et 4, construction puis mise en route en 1988 d'une sixième machine, fabriquant 160 000 tonnes de papier journal.

En d'autres termes, d'ici cinq ans, La Chapelle-Darblay sera spécialisée sur une seule sorte de papier, avec deux machines performantes, produisant 275 000 tonnes, dans une *seule usine. En attendant* la construction de la machine 6, Parenco *conserve provisoirement* d'autres fabrications. Il en découle un programme de réduction d'emplois : 608 en 1983, 35 en 1984, 15 en 1985, 351 en 1986 et 437 en 1988.

Parenco, qui n'apporte pas d'argent – l'entreprise française, criblée de dettes, n'a pas de valeur, – aura 34 % de la nouvelle société. Mais elle aura la tâche d'en assumer la gestion et, le cas échéant, elle assumerait, bien sûr, 34 % des nouvelles pertes. L'État et les banques investiront *1,7 milliard de francs* valeur 1983, en cinq ans. Parenco ne prendra *pas non plus* le passif de l'entreprise normande, qui s'élève à 1,1 milliard de francs, et un concordat avec les créanciers devra être trouvé. Parenco prévoit de ne plus faire de pertes dès 1985 et de devenir bénéficiaire à partir de 1988.

Bateau fantôme

Ce plan a le mérite d'exister. La Chapelle-Darblay est devenue au fil des mois *une sorte* de bateau fantôme sans pilote et sans port d'attache, *ravitaillé par l'État* : de 10 à 12 millions de francs versés chaque mois, sans que cet argent serve à un quelconque redressement. L'absence d'investissements depuis dix ans, *« héritage du gouvernement précédent et défaillance du grand capital »*, comme on dit au ministère de l'industrie, a conduit à un accroissement des prix de *revient*, qui sont d'environ 30 % supérieurs à ceux des concurrents. Or le marché du papier, dominé pour le journal par les Scandinaves et le Canada, est international. En outre, le système français d'approvisionnement des journaux par une coopérative d'achat, la S.P.P.P., qui répartit papiers d'importation et papiers français, revient à faire payer par les entreprises de presse la *sous-productivité* de La Chapelle-Darblay.

En *réglant le sort* de cette entreprise, le gouvernement règle aussi celui du papier journal, puisqu'il n'existe qu'une autre société, Lédard, qui dans les Pyrénées produit 35 000 tonnes, et que l'activité « journal » des Papeteries de La Seyne (groupe Cellulose du Pin) s'est arrêtée en 1981 (1).

Le papier journal (utilisé exclusivement par la presse quotidienne) ne représente que le cinquième de la consommation française des papiers à usage graphique.

Mais, alors que la production française des papiers à usage graphique autres que le journal couvre, en 1982, 94 % de la consommation apparente, celle de papier journal ne couvre que 42,6 %. Les usines françaises ont produit 248000 tonnes, quand on en importait 342000. Douze ans auparavant, la production nationale était de 430000 tonnes, pour 170000 tonnes *importées. Ce déclin traduit bien la* perte de compétitivité de l'industrie nationale dans cette sorte de papier.

Une indépendance contrôlée

Faut-il, dès lors, parler de perte d'indépendance et chercher, comme le souhaite la C.G.T., à reconquérir la place perdue dans une matière considérée comme stratégique pour la liberté d'expression ? Plusieurs éléments de réflexion en guise de réponse : le taux d'approvisionnement national de nos partenaires européens *n'est, dit-on au ministère* de l'industrie, que de 22 %. En France, il atteindra 50 % d'ici cinq ans. Ne vaut-il pas mieux dépendre, dans une matière stratégique, de plusieurs fournisseurs plutôt que d'un seul ou deux, fussent-ils nationaux ? Enfin, pourquoi ne pas le dire, le poids de la centrale syndicale majoritaire dans ce secteur de production fait peur, précisément parce que le papier journal est nécessaire à la liberté d'expression. En d'autres termes, on ne souhaite pas, à tort ou à raison, une indépendance qui serait contrôlée par la *seule C.G.T.*

En mars dernier, le ministère de *l'industrie ne changeait pas seulement* de titulaire, mais aussi de pratiques. S'il revient au gouvernement de définir les *grandes orientations* et les mesures incitatives correspondantes, il n'est plus question pour lui d'imposer des consignes aux opérateurs industriels, nationalisés ou non.

Dans la mesure où aucun industriel ne s'est arrêté sur les conclusions du rapport de la société TEN, jugé sans aménité aujourd'hui par le ministère de l'industrie et qui prévoyait la poursuite des activités de La Chapelle-Darblay avec 282 suppressions de postes *seulement*; dans la mesure où la direction de La Cellulose du Pin, filiale du groupe nationalisé Saint-Gobain, après avoir rencontré la C.G.T. le 2 septembre, a récusé sa compétence en matière de papier de presse; dans la mesure, enfin, où le groupe Beghin-Say ne souhaitait pas assurer la gestion de l'entreprise de la Seine-Maritime, il restait soit à jeter l'éponge, soit à accepter l'opérateur qui se présenterait.

Une ambiguïté demeure sur le rôle du groupe Beghin-Say et de son P.-D.G., M. Jean-Marc Vernes, dans ce scénario. Après avoir établi un plan au contenu technique jugé intéressant et décliné les offres de reprise de La Chapelle-Darblay, M. Vernes a proposé au gouvernement la création d'une entreprise *nationale papetière, qui aurait pu englober* une usine de son groupe, celle de Corbehem. En fait, le groupe Beghin-Say n'a pas voulu s'engager dans l'aventure Chapelle-Darblay *pour des raisons financières, et par* crainte aussi de la C.G.T. Sa proposition d'entreprise nationale est analysée comme une façon de se défausser, au profit de l'Etat, d'un secteur déficitaire. Tel n'est pas l'avis, bien sûr, de M. Jean-Marc Vernes, qui, nous a-t-il dit, *« croyait naturellement à son plan »*.

On peut concevoir que la C.G.T. n'ait pas de la volonté politique la même idée que M. Fabius, et qu'elle continue de penser que les nationali*sations ont été faites pour que les en*treprises d'Etat soient le fer de lance de la *reconquête du marché intérieur*. D'où le rejet du néerlandais Parenco.

De sérieuses chances

L'ambition de Parenco et de son P.-D.G., M. John Kila, une sorte de cow-boy spécialisé dans le sauvetage des entreprises papetières, est de constituer un ensemble multinational dans la C.E.E., dont le poids permettrait de s'opposer au leadership scandinave dans le papier journal, à l'exportation notamment. Pour lui, les chances de La Chapelle-Darblay sont sérieuses, car les avantages *dont dispose* la *Scandinavie sont en* train de se réduire. Alors que les limites de la production de bois ont *été atteintes dans les pays nordiques*, le bois de trituration, qui fut une denrée rare en Europe, est aujourd'hui disponible avec l'arrivée à maturité des forêts plantées après la seconde guerre mondiale. L'utilisation des vieux papiers est désormais accessible avec la technique du désencrage. Enfin, le coût de l'énergie, *qui était nettement plus faible dans* le Nord, se rapproche des coûts du reste de l'Europe.

Il reste contre le plan Parenco deux arguments qui sont d'ailleurs liés, une fois évacué celui de l'opérateur « étranger ». C'est la suppression, étalée sur cinq ans, de 1 500 postes et l'arrêt de la fabrication des autres sortes de papier, dont la perte devrait être comblée par des *importations supplémentaires*. Le vrai problème, dit-on au ministère de l'industrie, ce sont les licenciements immédiats. Il a été créé à Rouen une mission de reconversion industrielle, forte de sept personnes, chargée de retrouver des emplois, cas par cas. *« En dix-huit mois, on peut recaser 380 personnes »*, estime-t-on au *cabinet de M. Fabius*. Il y a enfin le projet Alizay. Il s'agirait de construire, dans les années à venir, une grosse machine de papier impression-écriture, c'est-à-dire du haut de gamme par rapport aux produits qui seront abandonnés à La Chapelle-Darblay.

JACQUES GRALL.

(Lire la suite page 15.)

(1) Ce qui ne veut pas dire que le problème de la filière bois-papier-carton soit lui-même résolu. Le déficit de la balance commerciale imputable aux bois de trituration, vieux papiers, pâtes, papiers et cartons s'est élevé en 1982 à *7,3 milliards de francs* (+ 7,45 %). Les importations de papiers-cartons en volume ont progressé de 2,8 %, atteignant 2 234 750 tonnes, soit 35,5 % de la consommation apparente. Mais la part *des papiers à usage graphique* (1 007 214 tonnes) reste stable et, à l'intérieur de cette catégorie, la part du papier journal est en diminution. Les importations de pâtes papetières atteignent *1 508 472 tonnes*, soit près de la moitié de la consommation française (– 8,07 %). Les importations de bois de trituration diminuent, pour les résineux, depuis trois années.

Chiffres

La balance commerciale de la France a été excédentaire. C'était en août 1981. Au creux de l'été, comme cette année. Le surplus avait atteint 470 millions de francs. Le premier depuis avril 1979 et le dernier jusqu'à présent. Les échanges extérieurs ont ainsi des soubresauts, dont *les responsables politiques ne* devraient pas tirer exagérément parti, *ne serait-ce que par égard* pour les faits.

Il n'en reste pas moins que la situation française s'améliore depuis les 13 milliards de déficit – autre record – enregistrés en juin 1982. Le contraire eût été étonnant et inquiétant. Même si le plan de rigueur ne devrait produire *ses pleins effets sur les* achats de biens de consommation *qu'à l'automne*, il a pu déjà inciter les industriels à se tourner davantage vers l'exportation, portés en outre par la troisième dévaluation du franc et une certaine reprise extra-muros.

Dans le domaine des échanges, les changements peuvent être importants et rapides. Ainsi, après un autre programme de refroidissement, la France *était passée d'un déficit de* 18 milliards en 1974 à un *excédent de 9 milliards en* 1975, de – 42 milliards à + 18 milliards en francs constants de 1982. Mais la difficulté est de conserver l'équilibre, ou presque, dans des conditions normales d'activité. La position allongée ne sied guère à une économie.

Un redressement durable est une autre affaire, impliquant la définition et l'application d'une politique économique intérieure et extérieure cohérente. Il ne faut pas d'ailleurs avoir le fétichisme des chiffres ni, en la matière, *l'obsession de l'équilibre*. Après tout, à lire le tableau que publie à *l'occasion de son centenaire* le Moci (Moniteur du commerce international), la balance des échanges de la France n'a été excédentaire que vingt-deux fois en un siècle.

MICHEL BOYER.

POINT DE VUE

Le véritable enjeu

par PIERRE BOURGUIGNON(*)

1928. – Création, par un groupe suisse, des Papeteries La Chapelle.

1960. – Prise de contrôle par le groupe anglo-américain Bowater.

Décembre 1980. – L'IDI et Paribas, des « français » qui ont pris la relève de Bowater, déposent le bilan.

Juin 1983. – Un groupe d'État hollandais, Parenco, se propose pour relever le défi.

Des dates dans l'histoire d'une grande entreprise marquée, peut-être plus que d'autres, par l'arrivée et le départ de capitaux et d'industriels *étrangers. Tout cela, dans* cette vallée de la Seine qui a toujours été un lieu de passage, une zone portuaire ouverte sur le monde.

La Chapelle-Darblay à Rouen, deux grandes usines au bord de l'eau. Productions : papier journal pour moitié, et papiers d'autres sortes (annuaires, magazines, livres de poche, etc.) pour l'autre.

Une industrie d'ancienne tradition mais un processus de production au fil des ans plus fragile. On y fabrique le papier à partir de pâtes à papier et surtout de bois importés d'U.R.S.S., *du Canada ou de Scandinavie.*

Pour s'en sortir, il eût fallu, dès les années 70, investir à la fois :

- dans de grandes machines (seule la M5 de Saint-Etienne est réellement dans le bon niveau international) ;
- dans l'approvisionnement en bois français. Ce qui, en même temps, supposait une véritable mutation de l'exploitation forestière.

Comment concurrencer autrement les pays *nordiques, le Canada*, les États-Unis, qui, sur de grandes *machines*, utilisent le bois de leurs forêts ?

Tout cela simultanément...

Trop coûteux, trop difficile, trop tard, hélas !... d'autres secteurs sont plus stratégiques, plus rentables aussi... La mode est aux technologies nouvelles. Il y a de meilleurs placements pour les deniers de l'État et pour l'argent des banquiers. L'IDI et Paribas baissent les pouces.

Depuis cette date, décembre 1980, le grand public entend régulièrement parler de La Chapelle-Darblay : plans et contre-plans s'élaborent.

Les chiffres annoncés, en milliards de francs, font, à chaque fois, reculer les décideurs. Mais la situation de dépôt de bilan ne peut pas durer. Mois après mois, l'État doit aider à faire la paye. Les créanciers attendent d'être dédommagés.

En juin 1983, le choix est fait —enfin, le grand pôle français de *production de papier journal sera à* Rouen, – mais aussi le couperet *tombe. Une seule activité sera modernisée* : le papier journal. Arrêt des autres sortes et automatisation plus poussée de la production : le bilan social sera lourd.

Mille cinq cents emplois disparaissent sur cinq ans, mais *l'opérateur volontaire*, le hollandais Parenco, a montré qu'il a su réussir une opération de sauvetage dans des conditions similaires.

Peut-être y avait-il d'autres solutions ! Moi-même j'ai soutenu, il y a plus d'un an maintenant, les conclusions du rapport Ten, rapport demandé par *la C.F.D.T.*, financé par l'État et la région, pour faire le bilan *des propositions industrielles* connues à l'époque : Modo, Stora, Beghin, etc.

Peut-être les syndicats n'ont-ils *pas su alors apprécier* l'ampleur de la transformation fondamentale vécue par cette industrie ?

Peut-être, à force de ne pas accepter de réduction d'effectifs et de modifications de l'organisation du travail, toujours déchirantes, doivent-ils aujourd'hui se battre le dos au mur contre une suppression considérable d'emplois ?

Peut-être le patronat n'a-t-il pas voulu prendre ses responsabilités ?

Mon propos n'est pas ici de développer ces interrogations, de revenir sur nos propositions de l'époque de *débattre des différents plans. Je voudrais simplement apporter ma* contribution au débat lancé par la décision de la C.G.T. d'imposer aux imprimeurs français l'utilisation exclusive de « papier français » pendant la semaine du 19 septembre.

Il faut d'abord relever un fait paradoxal ; la C.G.T. focalise la lumière sur le papier journal, c'est pourtant la seule activité maintenue et au prix d'un investissement considérable : 1,5 milliard de francs. *Curieux, cette méthode qui consiste à* poser une question sur le seul point *pour lequel on a donné une réponse :* le maintien d'une capacité française de production de papier journal.

C'est qu'en réalité cette solution Parenco présente pour la C.G.T. une tare : elle est mise en œuvre par un hollandais.

Un de mes amis m'en faisait également le reproche : Pourquoi un hollandais ? Il est vrai que cet ami travaille « à la Shell », qu'il n'y est pas trop mal traité, car les pétroliers avaient jusqu'alors les moyens de payer correctement leurs salariés, et... qu'il avait oublié que la Royal-*Deutch-Shell* est une grande entreprise hollando-anglaise.

Mais laissons un temps Parenco pour nous demander si le papier journal produit par La Chapelle Darblay était bien français. Remontons aux origines. On l'a vu : une société suisse. Le bois était importé et ce n'est que récemment qu'un effort remarquable de la direction de La Chapelle Darblay et des forestiers a conduit à augmenter la production à partir de bois français.

Aujourd'hui, *si les importations* de bois russe ou canadien, de pâte scandinave, de kaolin de la Cornouailles britannique, de fuel oriental, venaient à se tarir, les belles machines à papier Beloit (E.U.-Italie) Jagenberg et Voith (R.F.A.), toutes pilotées par des instruments de contrôle « made in U.S.A. » (Measurex), s'arrêteraient.

A l'opposé, le plan hollandais Parenco *prévoit*, comme beaucoup d'entre nous le souhaitaient, d'utiliser un bois français et de vieux papiers français dans un effort jamais égalé d'appel aux ressources nationales. Le retraitement des vieux papiers pourra être réalisé dans une cellule de retraitement française, cette cellule française réalisée par une firme d'Annecy remportant, il faut s'en féliciter, d'importants *succès à l'exportation, jusqu'au* Japon.

En définitive, si la modernisation engagée à La Chapelle Darblay en cette fin 1983 est menée à bien, notre pays disposera enfin d'une capacité autonome de production de papier journal, basée sur nos ressources nationales.

Le véritable problème industriel, d'ampleur nationale, posé au*jourd'hui par La Chapelle Darblay* n'est pas celui de l'arrivée sur la terre normande d'une firme hollandaise qui possédera 34 % des parts de la société...

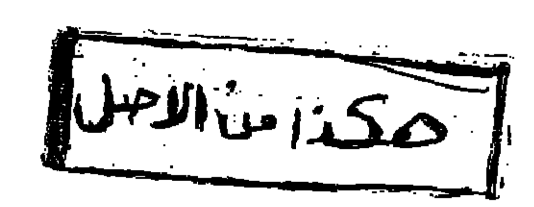
... Le véritable problème industriel réside dans ce que l'avenir de cette entreprise est suspendu à notre capacité de mobiliser réellement nos ressources nationales en bois et en vieux papiers.

Tel est l'enjeu !

(*) Député (P.S.) de la Seine-Maritime.

L'expérience du sauvetage

Parenco, c'est un peu La *Chapelle-Darblay néerlandaise.* Une entreprise Van Gelder *Papier à Renkum* (à 15 kilomètres d'Arnhem) et à Velsen, dispo*sant notamment* de deux usines de papier journal avec de vieilles *machines*, décide, au début des années 70, d'arrêter cette pro*duction si elle ne reçoit pas* d'aide extérieure. Une nouvelle société est constituée en 1978. Une très grande machine (160 000 tonnes) est installée à Renkum, les autres arrêtées. L'Etat hollandais, par l'intermédiaire de la National Investment Bank (NIB), prend 20 % du capital. Devant les difficultés financières de Van Gelder à la mi-80, la NIB accroît sa participation à 40 %, et la société devient indépendante le 1er janvier 1981. En août de la même année, Van Gelder dépose son bilan. En 1982, la NIB contrôle la totalité du capital de l'entreprise, qui a entre-temps changé de nom et est devenue Parenco. Elle envisage la construction d'une seconde machine de 160 000 tonnes vers 1987. En attendant, elle exploite temporairement et en location une machine de 40 000 tonnes, héritée du groupe Van Gelder. Au total, Parenco produit aujourd'hui 200 000 tonnes de papier journal avec 510 personnes, et dégage une marge bénéficiaire avant intérêts et impôts de 106 millions de francs.



A TRAVERS LES REVUES FRANÇAISES

L'efficacité des politiques sociales

par DANIEL VITRY (*)

Quelle est l'efficacité des politiques sociales ? C'est à cette question qu'est consacré le dernier numéro de la *Revue d'économie politique*. Denis Kessler s'interroge sur « *les modifications du comportement des individus résultant des politiques sociales à travers l'examen du cas du système de retraite* (1) ». D'après la théorie du cycle de vie, un individu décide de répartir son revenu entre consommation et épargne, non pas mois après mois, mais en prenant comme horizon sa vie entière. L'épargne qu'il constitue au cours de ses périodes de vie active lui permet de financer, en l'absence de système de retraite, ses périodes d'inactivité et sa retraite. Tous les travaux économétriques menés dans les pays occidentaux donnent le même résultat : l'implantation d'un système de retraite par répartition n'a pas d'effets dépressifs sur l'épargne ; les individus ont donc le même comportement d'épargne avant et après l'instauration d'un système de retraite. Cela signifie aussi que la théorie du cycle de vie est incapable d'expliquer l'instauration du système de retraite.

Face à ces difficultés, deux modèles sont possibles. Dans le premier, on suppose que les individus ont un horizon plus lointain que leur propre existence, et qu'ils se préoccupent des générations futures : les individus seraient en quelque sorte hypermétropes. Cette hypothèse permet d'expliquer pourquoi les ménages ne modifient pas leur comportement d'épargne. Les inactifs pris en charge par les jeunes générations avant l'instauration du système de retraite n'auraient plus à l'être. Les jeunes, dispensés de cette charge mais supportant des cotisations sociales accrues, n'auraient aucune raison de modifier leur comportement d'épargne. Cependant on n'explique toujours pas les raisons de la mise en place du système.

Le second modèle va tenter de le faire. Les individus y sont considérés comme myopes parce qu'ils prennent leurs décisions en ayant un horizon assez court, quelques mois par exemple. La consommation courante dépend alors du revenu courant ; cela permet d'expliquer l'instauration d'un système de retraite. En effet, à force de myopie, les individus ne prévoiraient pas leur retraite, si bien qu'ils se retrouveraient âgés, inactifs et sans ressources. Le système de retraite évite cette situation. Par ailleurs les cotisations sociales associées à l'instauration du système de retraite réduiraient la consommation, et non l'épargne des ménages. Ainsi les deux énigmes du système de retraite, la raison de leur instauration et l'absence d'effets sur l'épargne, se trouvent résolues.

Dans le même numéro de la *Revue d'économie politique*, Sébastien Darbon s'interroge sur « L'assurance-maladie et la redistribution des revenus » (2). En 1976, J. Brunet-Jailly avait dénoncé les effets pervers de la redistribution, celle-ci ne s'exerçant pas des hauts revenus vers les bas revenus. Le travail de Darbon contredit ce résultat. L'auteur mesure la redistribution par l'écart entre les prestations reçues et les cotisations versées. Les prestations comprennent les indemnités d'arrêt de travail et les remboursements des soins médicaux ; les cotisations sont celles de la maladie-maternité, accidents du travail, invalidité et décès. Elles sont calculées soit en ne tenant compte que de la part ouvrière, soit en additionnant la part patronale. Les données statistiques portent sur un échantillon de plus de trois mille ménages sur la période 1970 à 1974.

Les bénéficiaires des transferts

Les catégories socio-professionnelles qui ont le plus bénéficié des transferts sont les ouvriers, les cadres moyens administratifs, les manœuvres et les gens de maison. Ceux qui en ont le moins bénéficié sont les cadres supérieurs et moyens (autres que les administratifs) ainsi que les contremaîtres. Il n'y a donc pas de redistribution à l'envers. Signalons enfin que l'âge du chef de famille joue un rôle non négligeable en matière de redistribution, le rapport des prestations reçues aux cotisations versées augmentant avec l'âge. La commune de résidence joue aussi un grand rôle : la région parisienne bénéficie très fortement de la redistribution.

∴

L'un des grands dossiers de la rentrée est celui de l'investissement. Alain Cotta a publié dans la *Revue économique* un article sur « Investissement industriel et croissance de l'économie française » (3). Le financement de l'investissement des entreprises s'est assez profondément modifié au cours de la dernière décennie. Tout d'abord, la part financée par l'étranger a connu de grandes fluctuations, passant de 0,3 % en 1979 à 7,1 % en 1981. Ensuite il faut noter une augmentation très sensible de l'épargne des ménages investie dans les entreprises puisqu'elle ne couvrait que 48 % de l'investissement industriel en 1970 et est passée à 59 % en 1978 pour retomber à moins de 54 % en 1981. Ce mouvement n'est guère étonnant quand on constate que les ménages français épargnaient 18,6 % de leur revenu en 1975 et n'en épargnent plus que 14,1 %.

Il y a une raison impérieuse pour vouloir augmenter le volume de l'investissement : toute tentative pour stimuler la croissance a des effets désastreux sur la balance des paiements parce que nos importations augmentent très vite avec la production mais que nos exportations ne suivent pas. Pour sortir de cette situation, A. Cotta estime qu'il faudrait que l'investissement industriel représente un peu plus de 8 % du produit intérieur brut, comme c'était le cas en 1973, au lieu de 7,4 % actuellement. Cet accroissement de l'investissement industriel représente en gros 1 % du produit intérieur brut.

Comment inciter les entreprises à accroître leurs investissements dans une direction qui nous permette de desserrer la contrainte extérieure ? Le moyen le plus simple consisterait à alléger les entreprises d'une partie de leurs charges en s'assurant que les sommes ainsi libérées seraient bien investies. L'auteur souligne cependant que de telles méthodes ne permettent pas une politique très sélective de l'investissement. Rien n'assure en effet que les investissements réalisés seront très précisément du bon type, en particulier parce que l'accroissement des fonds propres résultant de l'allégement des charges serait probablement réputé, à tort, avoir un coût du capital nul. Les entreprises, qu'elles soient privées ou nationalisées, risquent d'être moins exigeantes dans l'utilisation de ces fonds.

Pourrait-on inciter les ménages à épargner davantage ? Très certainement, comme le succès des mesures Monory l'a démontré. Cependant, les investissements à financer sont risqués ; ce n'est donc pas l'épargne des pères de famille, rémunérée de façon négative, qui peut les financer.

Le paradoxe de Leontief

En attendant l'amélioration de nos échanges grâce à l'investissement, quels types de produits la France exporte-t-elle ? Selon la théorie traditionnelle des échanges internationaux, un pays doit exporter des biens qui sont fabriqués avec des facteurs dont le pays en question est relativement bien doté. C'est ainsi par exemple que les États-Unis, passant pour avoir le plus fort capital par ouvrier employé, devraient exporter des biens exigeant beaucoup de capital. Ce type de biens est dit « intensif » en capital. Cependant Leontief, faisant des calculs sur le contenu en facteurs de production des exportations américaines, a montré qu'elles étaient intensives en travail et non en capital. Ce paradoxe a été confirmé par des études portant sur d'autres pays.

Des travaux ont cependant montré que si l'on considérait le capital humain, mesuré par le travail qualifié, comme un facteur de production distinct, le paradoxe de Leontief disparaissait, et l'on retrouvait des résultats plus conformes à l'approche traditionnelle. Colette Nème vient de faire des calculs sur le cas de la France en utilisant des données de 1975, qui sont les dernières disponibles pour ce genre de recherche (4). La méthode utilisée consiste à séparer les revenus du travail en deux éléments : un salaire de base correspondant à du travail non spécialisé et le reste du salaire correspondant au revenu du capital humain. On peut ainsi calculer le coefficient de travail simple et le coefficient de capital humain de chaque branche. Les tests montrent que les exportations françaises, en 1975, étaient intensives en travail. Or la France est plutôt mieux dotée en travail qu'en capital ; il n'y a donc pas d'application du paradoxe de Leontief dans notre cas. Des calculs plus détaillés montrent même que nos exportations sont intensives en travail simple.

Points forts et points faibles du commerce extérieur

L'article qu'a publié Michel Delattre, « Points forts et points faibles du commerce extérieur industriel », confirme les résultats que l'on vient de voir (5). Le taux de couverture d'un produit est le rapport des exportations françaises de ce produit aux importations du même produit. On exporte en effet bien souvent des produits du même type que ceux que l'on importe ; les automobiles, par exemple. Un point fort de l'économie française est celui pour lequel le taux de couverture est supérieur à 120 % ; un point faible est celui pour lequel le taux de couverture est inférieur à 80 % ; enfin, entre ces deux limites, les échanges sont dits équilibrés.

Sur 301 produits analysés, 58 ne font pas l'objet d'échanges internationaux très actifs ; 56 font l'objet d'échanges équilibrés ; 97 sont des points forts et 90 des points faibles. Outre les points forts les plus connus, comme le champagne, il faut citer les produits de la parachimie et de la filature et surtout les biens d'équipement lourds, sans oublier les produits alimentaires. Du côté des points faibles, on trouve naturellement les matières premières et les produits bruts, certains produits alimentaires et les produits de la filière bois. Malheureusement, les points faibles représentent 46 % de la production industrielle et les points forts 25 % seulement. Par ailleurs, nos échanges sont très déséquilibrés sur le plan géographique : ils sont excédentaires avec les pays de l'Est, les pays pétroliers et les pays en voie de développement, mais déficitaires avec les pays industrialisés.

Les points forts et faibles se distinguent par le type de travail employé dans leur production. Le travail est beaucoup plus qualifié dans les branches où nous sommes forts que dans celles où nous sommes faibles. Cela signifie que, lorsque nous sommes en bonne position exportatrice, nous exportons du travail qualifié, mais que nous ne sommes pas assez souvent dans cette situation. L'année 1982 a été mauvaise pour notre commerce international parce que nos points forts se sont sensiblement affaiblis.

Parmi nos difficultés à équilibrer notre balance des paiements, le niveau du dollar américain joue un rôle important. Dans son article sur le marché des changes en 1983 paru dans les chroniques d'actualité de la SEDEIS, Janos Baracs a noté que, contrairement à l'habitude, c'est le niveau absolu des taux d'intérêt américains plus que leurs différentiels par rapport aux autres places financières qui permet d'expliquer la vigueur du dollar pendant les six premiers mois de 1983 (6). Les taux d'intérêt réels ont été largement positifs, attirant les capitaux étrangers. Les pressions à la baisse pourraient cependant être assez fortes à l'approche des élections américaines de 1984. Deux scénarios sont alors possibles : dans le premier, les taux américains restent inchangés et le franc français suit à peu près la monnaie allemande ; le dollar coterait alors 7,84 F. Dans le second scénario, les taux d'intérêt américains baisseraient de un à deux points ; le franc français tomberait alors à son cours plancher contre le mark allemand, et le dollar coterait 7,49 F.

Déficit budgétaire et création monétaire

L'une des causes du déficit de notre balance des échanges extérieurs est l'importance du déficit budgétaire. En effet les politiques de relance par le déficit budgétaire entraînent un fort accroissement du déficit extérieur, comme la relance de septembre 1981 l'a à nouveau prouvé. Comment notre déficit budgétaire est-il financé ? C'est la question que se posent Edmond Alphandéry et Jean-Jacques Durand dans un article paru dans la revue *Banque*, en examinant la relation entre « Le financement du déficit budgétaire et la création monétaire en France depuis mai 1981 » (7). Les auteurs démontrent que la Banque de France a participé au financement du déficit budgétaire, c'est-à-dire qu'il y a eu financement monétaire du déficit.

On constate en effet dans le bilan de la Banque de France une très forte augmentation du refinancement par la Banque de France des effets privés détenus par les banques. Reste à savoir si ce mouvement n'est pas simplement la conséquence du déficit de la balance des paiements ou bien s'il est en outre la conséquence du déficit du budget de l'État. Les auteurs penchent pour la seconde thèse : l'augmentation du refinancement serait la contrepartie de l'augmentation des encours en bons du Trésor des banques qui ont dû, depuis mai 1981, souscrire très fortement aux émissions de bons du Trésor. Ces souscriptions ont asséché la trésorerie des banques, qui ont de ce fait été obligées de procéder à des opérations accrues de refinancement auprès de la Banque de France. Par ailleurs, l'augmentation massive des souscriptions aux bons du Trésor entraîne une création monétaire ; or, lorsque l'on est dans un système de changes fixes, comme c'est le cas actuellement dans le système monétaire européen, une création monétaire excessive entraîne un déficit de la balance des paiements. Notre organisation économique et financière est donc telle qu'un déficit budgétaire est largement financé par création monétaire, ce qui conduit à déséquilibrer la balance des paiements.

Citons, pour terminer, le dernier numéro d'*Economie appliquée*, archives de l'ISMEA, consacré aux anticipations rationnelles, qui furent le thème de notre chronique de juillet, précédant de peu la sortie de ce numéro (8).

(*) Professeur à l'université de Paris-II.

---

(1) Denis Kessler : « Les politiques sociales modifient-elles le comportement des individus ? Le cas du système de retraite », *Revue d'économie politique*, mai-juin 1983, pp. 328 à 344. Editions Sirey, 22, rue Soufflot, Paris.

(2) Sébastien Darbon : « Assurance maladie et redistribution du revenu : une question de méthodes », *Revue d'économie politique*, nº 3, mai-juin 1983, pp. 397 à 420.

(3) Alain Cotta : « Investissement industriel et croissance de l'économie française », *Revue économique*, vol. 34, nº 4, juillet 1983, pp. 691 à 731. F.N.S.P., 27, rue Saint-Guillaume, Paris.

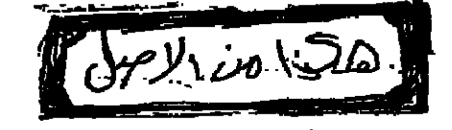
(4) Colette Nème : « Le paradoxe de Leontief et les échanges extérieurs de la France », *Revue d'économie politique*, nº 3, mai-juin 1983, pp. 462 à 470.

(5) Michel Delattre : « Points forts et points faibles du commerce extérieur industriel », *Économie et statistique*, nº 157, juillet-août 1983, pp. 15 à 30. I.N.S.E.E., Observatoire économique de Paris, tour Gamma A, 195, rue de Bercy, Paris.

(6) Janos Baracs : « Le marché des changes pendant le premier semestre 1983 et les perspectives à l'horizon de décembre 1983 ». *Chroniques d'actualité de la SEDEIS*, tome XXIX, nº 8, 15 août 1983. SEDEIS, 141, bd Haussmann, Paris.

(7) Edmond Alphandéry et Jean-Jacques Durand : « Financement du déficit budgétaire et création monétaire en France depuis mai 1981. Réflexions autour d'une controverse », revue *Banque*, 18, rue Lafayette, Paris.

(8) *Économie appliquée*, archives de l'ISMEA, tome XXXVI, 1983, nº 1. « Les anticipations rationnelles ». ISMEA, 11, rue Pierre-et-Marie-Curie, Paris.



Mort de l'économiste italien Piero Sraffa

Dans la nuit du 2 au 3 septembre est mort, à Cambridge, l'économiste italien Piero Sraffa, dont l'œuvre est courte en nombre de pages, mais de retentissement considérable. Sraffa, en mettant en doute, dès 1925, le bien-fondé des hypothèses de l'analyse marginaliste, base de l'enseignement officiel, a commencé à secouer les colonnes du temple. Il est à l'origine du courant néo-ricardien. La question se pose de savoir si son analyse de Ricardo (théorie du profit) est ou non dégagée des interprétations marxistes et, si oui, jusqu'à quel point.

L'économiste italien Piero Sraffa était né le 5 août 1898 à Turin. Théoricien anachronique selon les uns, critique selon les autres (1), Sraffa a exercé une profonde influence sur trois générations d'économistes, en particulier en Grande-Bretagne, où il enseigna à Cambridge à partir de 1927, et en Italie, son pays d'origine, avec lequel il ne cessa d'entretenir des relations intellectuelles et politiques.

Trois dates jalonnent l'œuvre économique de Sraffa : 1925, 1951 et 1960.

En 1925, il publie en Italie une étude, adaptée en anglais l'année suivante dans l'*Economic Journal*, où il critique la théorie marginaliste dominante, qui détermine les prix des marchandises par la rencontre de l'offre et de la demande sur des marchés de concurrence pure et parfaite. Deux voies, selon lui, ouvertes pour une reconstruction : soit la reformulation de l'hypothèse de concurrence, qui en affaiblisse certaines conditions trop restrictives — c'est la voie que suivra l'économiste anglaise Joan Robinson, décédée elle-même le mois dernier (voir l'article d'Edmond Malinvaud dans *le Monde* du 21 août), avec sa conception de la « concurrence imparfaite » ; soit le retour à la théorie ancienne, illustrée par Adam Smith et David Ricardo, où les prix « naturels » sont déterminés par les seuls coûts de production, indépendamment de la demande.

C'est cette voie qu'empruntera Sraffa, et, pendant quarante ans, il se consacrera parallèlement à l'édition complète des œuvres et de la correspondance de Ricardo et à l'élaboration de sa propre théorie des prix et de la répartition.

Dans une théorie des prix fondée sur le coût de production, la difficulté principale réside dans la détermination du taux de profit de l'économie. Déjà, en 1932, Sraffa avait suggéré une approche de ce problème dont s'était inspiré John Maynard Keynes pour son analyse des taux d'intérêt dans la *Théorie générale* (2). En 1951, il la fonde dans l'*Introduction* aux œuvres de Ricardo : le taux de profit de l'économie est déterminé par le taux de profit dans la branche produisant le principal bien de subsistance consommé par les salariés, le blé, et il est égal au rapport du surplus de blé produit à la quantité de blé avancée dans la production.

Cette conception souffrait cependant d'une limitation importante : le salaire réel en blé se constatait peut-être à l'époque de Ricardo (mort en 1823), mais cette hypothèse semblait inadaptée à l'analyse du capitalisme moderne. Avec la publication en 1960 de *Production de marchandises par des marchandises* (3), cette objection est levée : Sraffa y considère l'ensemble des branches constituant une économie diversifiée, et détermine rigoureusement la structure des prix et la relation inverse entre les salaires et le taux de profit global.

Une théorie des prix et de la répartition alternative à la théorie marginaliste est ainsi mise à jour et ouvre une période très féconde de débats et de controverses, qui concerne aussi bien le réexamen des analyses économiques de Marx que la critique de la théorie libérale du capital et de la production.

La vie de Sraffa ne s'est pas limitée à l'économie (4), comme en témoignent, outre ses relations avec Keynes, deux amitiés profondes : avec le communiste italien Antonio Gramsci, qu'il connut à *l'Ordine Nuovo* puis au parti communiste italien, et dont il fut l'un des derniers proches durant sa détention ; avec le philosophe autrichien Ludwig Wittgenstein, qui reconnut qu'après ses discussions avec Sraffa il se sentait *« comme un tronc d'arbre ébranché de ses rameaux »*.

« Les amis meurent et ne naissent pas », disait Sraffa il y a dix ans. Keynes, Gramsci, Wittgenstein, ces noms suffisent à montrer que au-delà de son œuvre économique particulièrement originale, il fut au carrefour de la vie intellectuelle de ce siècle.

GHISLAIN DELEPLACE,
professeur à l'université d'Orléans.

(1) Voir l'article de G. Deleplace et P. Maurisson dans *le Monde* du 4 juillet 1978.

(2) Ces deux articles ont été publiés en français, ainsi que l'*Introduction* citée plus loin, dans ses *Ecrits d'économie politique*, Economica, 1975.

(3) Traduit chez Dunod en 1970.

(4) Sur cette œuvre économique, on peut se reporter aux actes du colloque Sraffa, organisé en 1973 à l'université d'Amiens, publiés dans les *Cahiers d'économie politique*, PUF, nº 3, 1976.

POINT DE VUE

LA PRODUCTION FRANÇAISE DE PAPIER JOURNAL

Faire autre chose et mieux que le projet Parenco

par JACQUES PIOT (*) et PIERRE NOUZARÈDE (**)

Les raisons pour lesquelles la C.G.T. a rejeté, pour les papeteries La Chapelle-Darblay de Grand-Couronne et de Saint-Etienne-du-Rouvray, le plan Parenco tel qu'il a été présenté au début de l'été sont essentiellement de deux ordres : économique et politique.

Économique, parce que, dans sa forme et dans ses objectifs, il constitue un élément d'aggravation de notre balance du commerce extérieur, aboutissant à utiliser des fonds et des ressources de la collectivité nationale pour accroître la pression de la concurrence étrangère et entraînant des conséquences sociales d'un coût extrêmement élevé, et ce pour plusieurs années.

Politique, parce que ce plan déboucherait sur une réduction de la production française, ce qui est tout à fait contraire aux objectifs, annoncés par le gouvernement actuel, de relance industrielle et de reconquête du marché intérieur ; parce que, en outre, il générerait par ses effets directs et indirects, cinq mille à *six mille chômeurs de plus dans* une région qui en compte déjà près de quatre-vingt mille, ce qui, là encore, va à l'opposé des objectifs de la politique actuelle. Politique enfin parce qu'il s'agit notamment d'un domaine extrêmement sensible : celui de la production de papier de presse, et qu'il nous semble extrêmement dangereux d'offrir à un producteur étranger la possibilité, dans un tel domaine, de se placer, à terme, en position de monopole.

Quelques chiffres pour y voir plus clair

Dans le déficit de la balance du commerce extérieur, l'ensemble de la filière bois a représenté un peu moins de 16 milliards de francs pour 1982. Dans ce chiffre, les pâtes à papier, papiers et produits de transformation du papier et du carton, entrent pour environ 9 milliards, en augmentation de 1 milliard sur l'année précédente.

Pour ce qui concerne plus spécialement le papier journal, pour cette même année 1982, l'industrie papetière française a produit 248 100 tonnes, dont 8 593 ont été exportées ; les importations se sont élevées à 341 966 tonnes. La production française n'a donc couvert que 41,18 % des 581 473 tonnes consommées. Il y a là, de toute évidence, un déséquilibre insupportable. Pour l'ensemble des productions et consommations papetières, nous relevons les chiffres suivants : consommation apparente, 6 291 750 tonnes ; production française, 5 127 000 tonnes ; exportations, 1 070 000 tonnes ; importations, 2 235 000 tonnes, soit 35,5 % de la consommation intérieure.

Dans la production française, les deux usines de Grand-Couronne et de Saint-Etienne-du-Rouvray du groupe La Chapelle-Darblay représentent les productions suivantes :

— Saint-Etienne-du-Rouvray : 120 000 tonnes de papier journal, 145 000 tonnes de papier couché ;

Grand-Couronne : 80 000 tonnes *de papier journal ; 85 000 tonnes de* « bouffant », papier pour tentures, papier mécanographique.

Le plan Parenco, avec l'arrêt de toutes les fabrications autres que le papier journal, c'est déjà la perte de production de 230 000 tonnes de papier de toute sorte (couché, *bouffant, tentures, mécanographique) et* un gonflement d'autant de nos importations, car les fabrications ainsi abandonnées ne pourront être reprises par d'autres industriels français en raison même de la limite de leurs capacités propres. C'est aussi, à terme de deux à trois ans, avec la fermeture définitive de l'usine de Grand-Couronne et l'arrêt de certaines machines de Saint-Etienne, la perte de production de 100 000 à 120 000 tonnes de papier journal, c'est-à-dire la moitié de ce que nous *produisons actuellement*.

Et, pour cette opération industrielle en forme de catastrophe, Parenco se verrait offrir pour 1 franc symbolique, 34 % du capital de La Chapelle-Darblay, c'est-à-dire la minorité de blocage lui permettant d'imposer sa politique, en même *temps que l'assurance de recevoir de* l'Etat français 1,5 milliard de francs pour l'application de son plan.

Rien ne peut justifier une *telle* opération, qui coûterait en outre 480 millions de francs supplémentaires en indemnités de licenciement et de chômage pour les mille cinq cents emplois directement menacés par le plan (non compris, donc, les quatre mille cinq cents emplois indi*rects dont la disparition serait iné*luctable).

Bien d'autres raisons encore militent pour une opposition à cette mainmise étrangère.

La nature de l'opérateur choisi, tout d'abord. L'un des arguments avancés pour imposer Parenco est son prétendu « savoir-faire ». A croire que les papetiers français sont des incapables !

En réalité, l'actuelle société Parenco est l'élément survivant d'un groupe papetier *néerlandais qui* a connu deux fois la faillite. C'est en outre une société contrôlée à 100 % par un institut financier public, la National Investissement Bank (N.I.B.). C'est donc en quelque sorte à la puissance publique néerlandaise que nous sommes invités à livrer notre outil de production et *notre marché. Ajoutons que* Parenco, aujourd'hui, ne couvre que 38 % du marché néerlandais, ce qui donne une idée plus exacte de son poids industriel réel.

L'opération La Chappelle-Darblay est, sans aucun doute, une belle occasion pour Parenco de se resituer au plan international... à nos dépens.

Reste que, pour les contribuables, *pour les travailleurs, pour notre éco*nomie, c'est indiscutablement la plus mauvaise des solutions.

Reste aussi que le rôle joué actuellement par la S.P.P.P. (Société parisienne de papier de presse), qui garantit l'approvisionnement et l'égalité des prix du papier pour toutes les entreprises de presse, serait inévitablement mis en cause à terme par le monopole Parenco.

La C.G.T., *face à ce plan, ne s'est* pas bornée à opposer un refus. Nous avons procédé à une analyse et élaboré des propositions.

Nous ne contestons certes pas que l'outil industriel La Chapelle-Darblay doive être revu et amélioré.

Comment pourrait-il en être autrement après la défaillance injustifiable des anciens actionnaires (Parisbas et I.D.I.), qui ont délibé*rément sacrifié l'investissement au* profit immédiat ?

La productivité peut et doit être améliorée. Une action progressive de modernisation et de diversification des productions est nécessaire et correspond indiscutablement à des potentialités sur le marché national. Des opérateurs français peuvent être associés à cette opération.

L'examen de ce dossier nous aura permis de mettre *au jour un certain* nombre de réalités soigneusement cachées, notamment celle-ci : on ne fabrique plus en France un seul gramme de papier pour l'impression en héliogravure. Et, pourtant, la demande est de plus en plus forte pour ce type de produit qui correspond aux besoins des catalogues et des magazines d'aujourd'hui et de demain. Le groupe Hachette, par *exemple, est à lui seul un client po*tentiel pour 100 000 tonnes de papier de ce type... Les catalogistes n'envisagent pas d'utiliser autre chose pour leurs besoins. Et le fait, pour les imprimeurs français, d'avoir à acheter ce papier à l'étranger contribue à accroître leurs coûts de production et à les mettre en situation défavorable vis-à-vis de leurs concurrents extérieurs.

Depuis le dépôt de bilan en 1980, La Chapelle-Darblay présente des déficits comptables. La raison en est que, jusqu'à ce jour, rien n'a été fait pour améliorer l'outil de production et l'adapter aux conditions d'aujourd'hui.

Ce n'est pas en achevant de le sa*border que le problème sera réglé*.

Les propositions de modernisation et de diversification de la production que nous avons avancées : développement de la fabrication du papier journal et des papiers couchés, lancement de fabrications nouvelles telles que les papiers hélio, élargissement de la gamme des productions, correspondent à l'intérêt de notre économie dans un contexte de meilleur équilibre de nos échanges internationaux. Elles ont en outre l'avantage de préserver l'emploi et de *coûter moins cher* à la collectivité nationale. Sur la base de travaux d'experts ayant une connaissance approfondie de ce *secteur industriel*, nous avons chiffré à 1,9 milliard la réalisation de notre plan, qui aboutirait à une production à terme de 545 000 tonnes de papier au lieu des 430 000 tonnes actuelles et des 270 000 tonnes du plan Parenco.

A partir de ces réalités économiques, sociales et politiques, nous sommes ouverts à toutes les discussions qui seraient articulées sur les points suivants :

— assurance d'une fabrication de papier de presse en France ;

— diversification des fabrications dans les deux usines de La Chapelle-Darblay ;

— mesures pour l'emploi en fonction du plan industriel et de modernisation (formation, convention spéciale d'emploi et de préretraites, etc.) ;

— maintien du potentiel commercial.

Les déclarations faites, notamment par certains groupes éditoriaux et le Syndicat de la presse parisienne, prouvent à l'évidence que les voies de la recherche demeurent possibles pour une solution préservant l'essentiel de nos intérêts nationaux.

(*) Secrétaire général de la Fédération du livre C.G.T.

(**) Secrétaire général de la Fédération des travailleurs des industries papetières C.G.T.

Et si Parenco réussissait ?

(Suite de la page 13.)

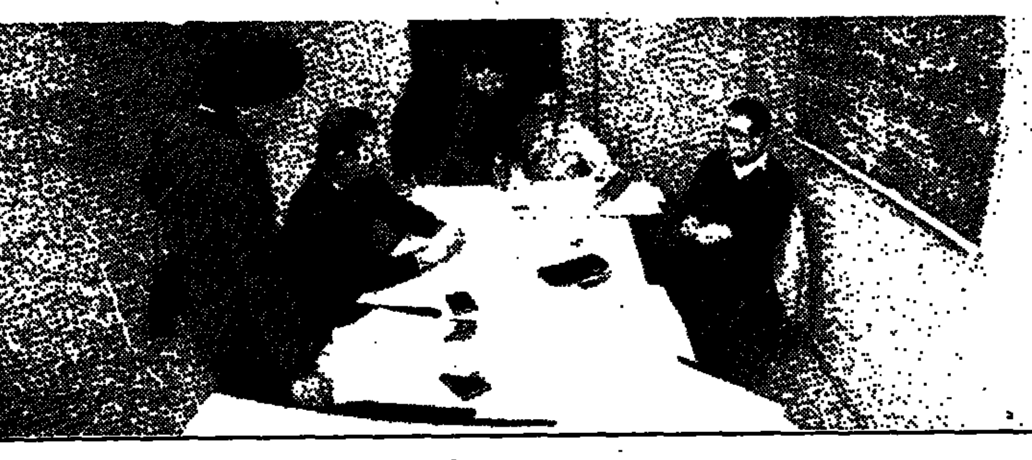
Cet investissement entraînerait la création de 300 emplois. Mais aucune décision n'a encore été prise : cela dépendra du marché du papier à l'horizon 1990, et surtout de l'acceptation du projet par un opérateur industriel.

Cette incertitude constitue le maillon faible du plan, car la Société de cellulose industrielle d'Alizay, située à une vingtaine de kilomètres des usines de La Chapelle-Darblay, dépouille de feu le Groupement européen de la cellulose, fonctionne *sous le régime de l'exploitation pro*visoire par la Société Pont-Sainte-Maxence, filiale du groupe suédois Modo.

Avec Alizay, le plan de reprise de La Chapelle-Darblay deviendrait sans doute acceptable par les syndicats, mais il ne s'agit pour l'heure que d'une hypothèse, et les salariés sont contraints dès lors d'attendre et de faire confiance.

La confiance, c'est sans doute le maître mot de ce dossier. On peut supposer, à moins de le croire parfaitement cynique, que M. Fabius, qui militait comme élu de la circonscription pour le maintien de l'emploi à La Chapelle-Darblay, aurait choisi comme ministre une solution moins redoutable pour lui-même, si elle avait existé. On peut supposer aussi qu'une autre solution aurait existé si le gouvernement n'avait « *esquivé la nécessité d'imposer aux papetiers français comme aux autres parties concernées (presse, S.P.P.P.) leur participation à la relance d'un outil commun* », comme l'écrivait le syndicat C.F.D.T. du Livre-papier-presse-édition de la région parisienne, le 28 mai dernier. Mais est-on vraiment sûr de développer l'emploi et la pérennité des outils industriels en imposant une conduite aux entrepreneurs ?

JACQUES GRALL.



LE 39e CONGRÈS DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DES FINANCES PUBLIQUES A BUDAPEST

Universitaires et experts de l'Est comme de l'Ouest semblent s'accorder pour juger nécessaire le freinage des dépenses sociales

Comment financer les systèmes de protection sociale ? Faut-il accroître les impôts, majorer les cotisations, relancer les formules d'épargne privée ou procéder à des coupes claires dans la vaste panoplie des prestations ? C'est à ces diverses, complexes mais très actuelles questions qu'ont essayé de répondre plus de deux cents chercheurs et universitaires, venus à Budapest, d'Amérique, du Japon et de l'Europe de l'Est comme de l'Ouest pour participer au 39e congrès de l'Institut international des finances publiques, du 22 au 26 août 1983. Plus de quarante rapports ont été présentés et discutés dans des langues aussi variées que l'anglais (prédominant), le français, l'allemand et le russe.

Une première série de textes ont dressé un constat qui, quels que soient les auteurs et les pays d'origine, démontre que les diverses formules de Sécurité sociale se sont considérablement développées dans les pays industrialisés et les nations socialistes, sans que pour autant les inégalités, certes atténuées, aient été considérablement réduites.

CERTES, le niveau de la protection sociale demeurait en 1980 très inégal selon les nations mais, fait notable à souligner, c'est dans des pays aussi différents que les Etats-Unis, la France et quelques autres que cette protection a connu les croissances les plus fortes.

Forte augmentation des budgets sociaux

En 1960-1965, notent MM. J. Owens et P. Roberti (O.C.D.E.), pour les pays industrialisés dont les chiffres sont disponibles, le total des dépenses de Sécurité sociale par rapport au P.N.B. était le plus élevé en France (15,1 %) et le plus faible aux Etats-Unis (5,5 %). En 1975-1980, la France est toujours en tête (21,8 %), mais c'est le Canada qui est en queue. L'accroissement en points par rapport au P.N.B. est le plus fort en France et aux Etats-Unis (+ 6 points), devant l'Italie (+ 5 points), assez loin devant le Royaume-Uni, la R.F.A. et le Canada (+ 3,5 environ).

Autre indication fournie par M. André Babeau, la généralisation de la couverture de certains risques sociaux s'est poursuivie ; ainsi aux Etats-Unis « *84 % de la population sont concernés par le régime public des retraites, au lieu de 60 % en 1950* ».

Le même constat a été dressé par des universitaires des pays de l'Est. En Bulgarie, selon M. Ivan Voutchev « *les fonds publiques ont augmenté plus vite que les salaires. De 1952 à 1981, ces fonds ont été multipliés par 22,6, le fonds de consommation s'est accru de 561,3 %, les revenus nominaux de la population de 575,7 % tandis que le salaire moyen augmentait de 356,6 %.* »

De même en Hongrie, les sommes consacrées aux prestations en espèces, en nature et aux services sociaux représentaient, selon M. Otto Gado (Budapest), 24 % du P.N.B. en 1982.

Autre constat : les succès inégaux de la lutte contre les inégalités et la pauvreté.

Selon les indications fournies par M. Danziger, le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de la pauvreté est passé de 12,1 % en 1965 à 6,7 % en 1976, après transferts sociaux aux Etats-Unis ; alors que sans transferts ce nombre serait resté à un niveau très élevé d'environ 20 à 21 %, mais ceci n'a pas permis de transformer profondément les inégalités.

De même en R.F.A., M. K.D. Gruske, qui a mesuré les effets redistributifs des politiques financières et sociales, note que « *de 1963 à 1978, en dépit de la part de croissance du budget social dans le total des dépenses, aucun changement notable n'a pu être observé dans la redistribution* ».

La gestion de la Sécurité sociale

D'autres rapporteurs ont complété ce bilan contrasté par leurs analyses sur la crise financière de la Sécurité sociale et des budgets publics.

Une refonte de la Sécurité sociale impliquant un appel plus grand à l'épargne individuelle et à la responsabilité de chacun est-elle source d'efficacité ? Trois rapports ont apporté des réponses nuancées.

Selon M. P. Zweifel, qui a mené une recherche sur l'impact économique et financier des assurances-maladie privées en Suisse, le système mutualiste n'a pas permis d'éviter la spirale inflationniste dans le secteur de la santé. En Suisse, où, sauf exception, il n'y a pas d'assurance-maladie obligatoire, 96 % de la population en 1982, au lieu de 89 % en 1970, sont cependant couverts par un contrat d'assurance. Il y a liberté de choix entre quatre cent cinquante fonds d'assurance... Cette concurrence apparente ne s'est pourtant pas soldée par une gestion à meilleur coût de la santé. La faible mobilité des assurés entre ces fonds, l'esprit de cartel qui existe chez ceux-ci et la politique locale menée vis-à-vis des hôpitaux n'ont pas rendu cette formule plus rentable que la Sécurité sociale, pour ne tenir compte que des facteurs économiques.

De même une étude très fouillée et nuancée de Mme Alicia Munnell – citant des études américaines contraires à sa thèse – démontre que pas plus l'assurance-vieillesse type Sécurité sociale que l'assurance privée n'ont réduit de façon significative ni l'épargne ni l'accumulation du capital.

L'une et l'autre formule modifient certes les modalités de l'épargne mais l'épargne privée pour la vieillesse, estime-t-elle, modèles à l'appui, n'entraîne pas un accroissement notable de l'épargne pas plus que la Sécurité sociale n'a réduit de façon significative le taux d'épargne.

De même, M. Hirofumi Shibata remarque qu'à long terme un système de plan d'épargne privée pour la retraite a, quand il a atteint son système de croisière, le même impact économique qu'un système public. Relevant cependant l'effet bénéfique que la formule privée peut avoir et tenant compte des problèmes de générations et de conflit entre jeunes et vieux (les premiers risquant de refuser une certaine solidarité), M. Shibata propose aux Etats de développer un système mixte : pension collective et uniforme à laquelle s'ajouteraient des plans d'épargne.

Approbation de la politique de M. Reagan

Telles sont aussi les orientations aux Etats-Unis, et plusieurs rapports présentés à Budapest ont porté sur la politique de M. Reagan ainsi que sur ses effets.

M. Boskin note tout d'abord que « *l'augmentation réelle des dépenses du gouvernement a été plus élevée sous l'administration de M. Reagan que sous l'administration de M. Carter, celle-ci ayant déjà été considérablement plus élevée que la plupart des autres gouvernements, en période de paix, aux Etats-Unis. En partie à cause de la récession, la part des dépenses du gouvernement fédéral par rapport au P.N.B. s'est élevée à 25 %, plusieurs points au-dessus du pourcentage atteint sous M. Carter et 20 % au-dessus des deux dernières décennies* ».

Néanmoins des coupes claires ont réduit les dépenses sociales d'assistance sans toucher toutefois à l'assurance-vieillesse. « *La pauvreté aux Etats-Unis a considérablement augmenté pendant cette récession. Selon l'estimation officielle, elle concerne 15 % de la population au lieu de 11 % auparavant, mais cela n'inclut pas les transferts sociaux. Un décompte soigneux fait apparaître que la pauvreté atteint 9 % de la population au lieu de 15 %.* »

M. Danziger observe plus précisément que les initiatives de M. Reagan ont, par la réduction des aides sociales et la réduction modulée des impôts, davantage touché les pauvres et bénéficié aux plus riches.

Néanmoins ces universitaires et M. Musgrave, qui a participé à la conclusion de ce colloque, estiment dans l'ensemble que l'orientation de M. Reagan est bonne.

Pour M. Boskin, « *si l'inflation conserve un niveau modéré et si les taux d'intérêt à court et à long terme s'abaissent un peu, si les taux d'intérêt réels tombent, il y aura un « boom » dans les investissements aux Etats-Unis, dans le milieu et les dernières années 80* »...

Sans nier la détresse de certaines familles et le pari qu'est la politique libérale, M. Boskin considère qu'il faut tailler dans les budgets pour redresser l'économie, selon la philosophie des entrepreneurs : « *beaucoup de pauvres seront capables de s'adapter aux nouvelles exigences et de pourvoir à leurs besoins.* »

Les « presque pauvres » seront incités à travailler et à terme ils bénéficieront de la reprise de la croissance. M. Boskin estime d'autre part que face aux pressions électorales, qui amènent le candidat à faire trop de promesses, et au jeu démocratique, où la majorité simple suffit au Congrès pour accroître certaines dépenses, il serait plus sensé d'envisager pour certains votes une majorité de 60 % ou de 75 %.

Dans certains pays socialistes, l'heure est aussi à la réflexion prospective et aux projets de réforme.

Bulgarie : la politique des prix artificiels est inefficace

Plusieurs orientations intéressantes ont été présentées par M. Ivan Voutchev, chercheur au ministère des finances de Bulgarie :

1. – Réviser la politique des prix : « *La fixation des prix au détail au-dessous de la valeur favorise les personnes à salaires plus élevés. (...) Il est souhaitable de limiter l'utilisation des prix de détail pour aider les personnes et ménages à revenus relativement faibles et de recourir plutôt à l'augmentation des aides pour les enfants.* »

2. – Réformer la fiscalité. Les autorités bulgares veulent « *renforcer l'efficacité* » de l'impôt. « *Un grand travail préparatoire* » a été mené pour passer de l'impôt plus ou moins forfaitaire sur le chiffre d'affaires par tranches ou par secteurs à un impôt en pourcentage. Quant à l'impôt sur les revenus de la population, il revient à la mode.

« *En Hongrie et en Pologne des discussions sont engagées depuis plusieurs années concernant la nécessité d'introduire un impôt progressif sur tous les revenus y compris les salaires.* » L'auteur ajoute que cet impôt progressif « *est un instrument financier et économique utile pour l'atténuation de l'inégalité des revenus et de la consommation* ».

3. – Freiner les dépenses publiques, en les subordonnant à l'évolution de la productivité.

4. – Augmenter l'efficacité des allocations familiales : « *Leur montant pourrait être fixé en fonction du revenu des parents.* »

5. – Rechercher des économies.

6. – Renforcer l'autonomie des « *budgets départementaux et locaux* ».

En Hongrie des évolutions semblables sont en cours. Pour M. Gado « *il est vraisemblable* » que les pays – socialistes ou non – devront exclure du droit à certaines allocations des catégories de population qui n'ont plus besoin de telles aides. Certaines familles ont désormais « *les moyens et la possibilité en cas de réduction de revenus d'y faire face en accroissant leur activité et leur productivité individuelles* ».

M. Gado estime que dans certains secteurs la population est capable de payer à leur juste prix produits et services et que, dans ces cas, « *les lois de l'offre et de la demande pourraient offrir un guide plus objectif pour déterminer les besoins* ».

Changer le rôle de l'Etat

Allant même plus loin, M. Gado estime qu'en raison des évolutions économiques il devient nécessaire de « *clarifier les secteurs où l'Etat a un rôle exclusif à jouer, ceux où sa participation doit être limitée et ceux où les pouvoirs publics pourraient se retirer* ».

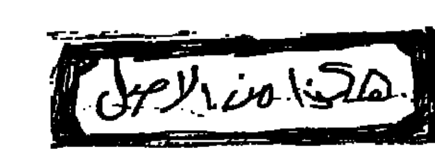
De leur côté, les spécialistes français ont apporté d'importantes contributions reflétant les débats de notre Hexagone.

En dépit d'approches parfois très divergentes, les fiscalistes internationaux ont cependant dégagé des solutions qui se rejoignent sur certains points : nécessité de contrôler la gestion des prestations sociales, de préserver, voire renforcer, les interventions sociales au profit des plus pauvres, d'accroître, à l'exception des chercheurs américains, la participation financière des plus riches, de mieux programmer sur plusieurs années les interventions de l'Etat, de favoriser la décentralisation et les initiatives locales.

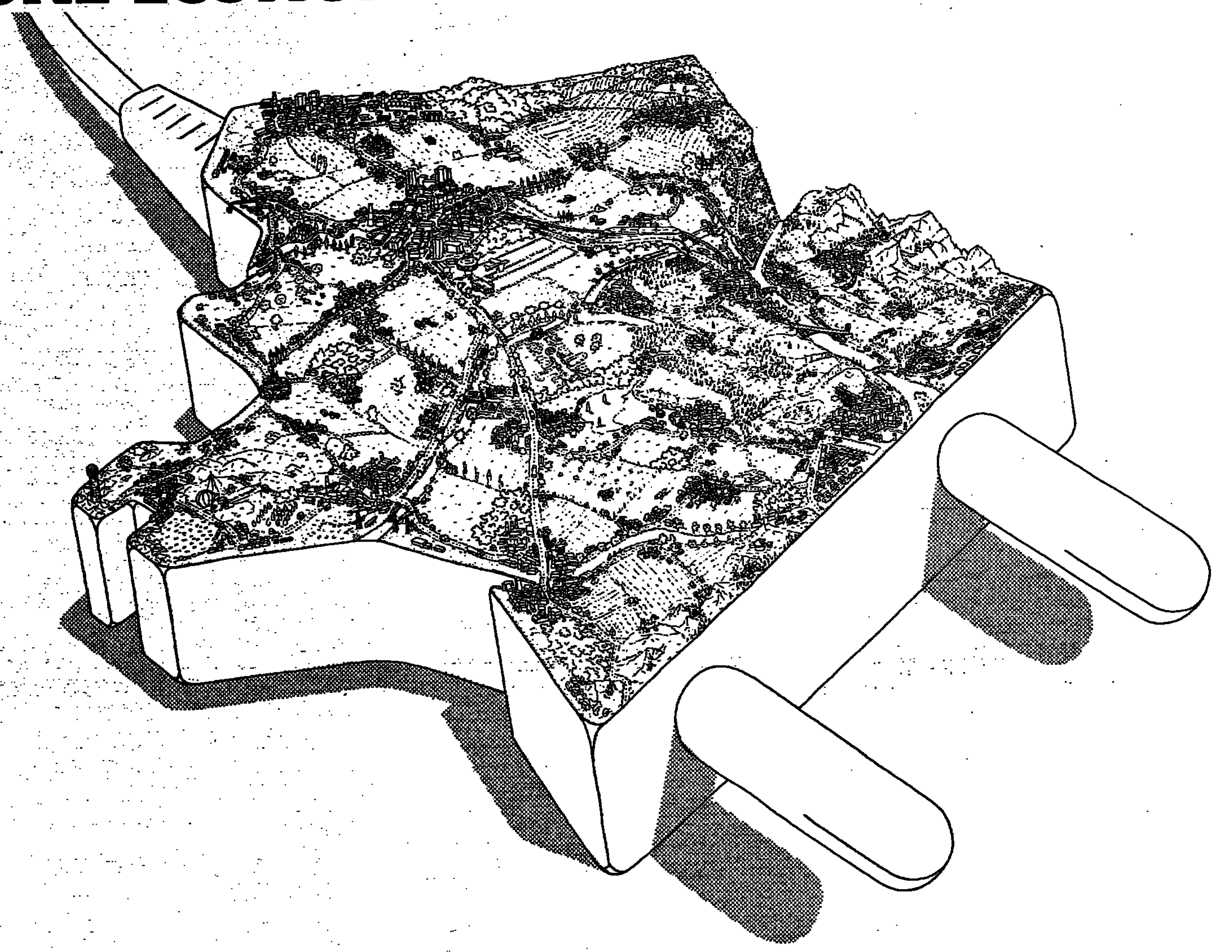
Comme le déclarait en conclusion M. Perrin, au Bureau international du travail, au souci de préserver et d'améliorer la démocratie parlementaire il faut ajouter la volonté de faire jouer la démocratie syndicale et la démocratie associative. Ces dernières formes de recours à la souveraineté populaire devraient, dans les temps difficiles à venir, permettre à la fois de restaurer l'esprit de solidarité chez les jeunes peu acquis ou sensibilisés aux évolutions sociales des quarante dernières années et de mieux tenir compte de leurs besoins, faute de quoi la solidarité nationale et les systèmes de Sécurité sociale pourraient être remis en cause face à la remontée des corporatismes.

J.-P. DUMONT,
directeur de la recherche et des relations extérieures au Centre national d'études supérieures de la Sécurité sociale.

En raison de la publication des résultats des élections sénatoriales dans *le Monde* de lundi daté 27 septembre, le prochain supplément économique paraîtra dans *le Monde* de samedi daté 25-26 septembre.



ENERGIE : UNE ELECTRICITE PLUS FRANÇAISE, UNE ECONOMIE PLUS INDEPENDANTE



Trop longtemps, la rareté de ses ressources naturelles a contraint la France à tirer son énergie de sources étrangères. Elle se trouvait ainsi à la merci des prix fixés par d'autres et des fluctuations monétaires internationales.

Il s'agit bien d'une question vitale : comment planifier son économie à l'échelle de l'entreprise ou à celle du pays si le prix de l'énergie demeure une grandeur instable ?

Aujourd'hui, avec une électricité presque entièrement nationale, ce problème est en partie résolu.

UNE INDEPENDANCE MIEUX ASSUREE

Plus d'électricité, moins de pétrole : voilà la clé de l'indépendance en matière d'énergie. Les 25 unités nucléaires mises en service en moins de 10 ans ont déjà rempli leur contrat : la consommation en fioul des centrales EDF est tombée en chute libre, de 15 millions de tonnes à moins de 3 et bientôt 1 million de tonnes.

Il reste qu'après s'être libérée du pétrole pour sa production, l'électricité peut et doit le remplacer là où son usage énergétique n'est pas indispensable. Remplacer ce pétrole chez l'usager par l'électricité, cela signifie, à terme, 11 milliards de francs d'économie en devises : plus de 10% du déficit commercial de la France en 1982 !

UNE ENERGIE QUI MAITRISE SES PRIX

Exprimé en francs constants, le prix de l'électricité ne devrait plus connaître d'augmentation, et il n'est même pas exclu qu'il s'oriente à la baisse.

On sait maintenant en tout cas que notre industrie bénéficie de l'électricité la moins chère d'Europe.

Prévoir dès aujourd'hui dans ses investissements ce que sera le coût de l'énergie à la fin de la décennie, n'est-ce pas le rêve de tout industriel ?

Miser sur l'électricité, c'est donc faire un bon calcul qui permettra à l'industrie française d'accumuler des points précieux.

Ceux-là mêmes qui font la différence dans la nouvelle compétition économique internationale.

ELECTRICITE DE FRANCE

INFORMATIONS « SERVICES »

ASSOCIATION

La femme et ses droits

Ils étaient trente-cinq en mai 1981, aujourd'hui il existe cent trente-cinq centres d'information des droits de la femme (C.I.D.F.). Créés par le ministère du droit de la femme, ces centres répondent gratuitement aux demandes des femmes dans le domaine juridique, professionnel, sexuel et familial.

En Franche-Comté, le centre régional d'information des droits de la femme, une association de type loi 1901, a résolument pris le parti d'aller au-devant des questions que se posent les femmes en constituant une permanence dans chacun des quatre départements de la région. Une subvention de 500 000 francs, octroyée par le ministère, a permis la création de six emplois d'informatrices, tandis que les municipalités fournissaient les locaux et que deux départements intervenaient assez modestement, la Haute-Saône pour 11 000 francs et le Doubs pour 5 000 francs.

Le bilan de fréquentation des permanences établies dans les chefs-lieux (Besançon, Vesoul, Belfort, Lons-le-Saunier) et à Montbéliard témoigne d'un évident besoin d'information puisque plus de six mille dossiers ont été reçus et traités en 1982.

Les informatrices doivent faire face à des questions touchant de nombreux domaines (les matières juridiques dominent en général, sauf dans le Territoire de Belfort, où des militantes, qui s'adressent gratuitement au bureau d'information, recherchent surtout une documentation sur les emplois et les problèmes familiaux). Pour assumer leur polyvalence, les informatrices suivent des cycles de formation continue. Elles font régulièrement appel à la banque de données constituée au bureau régional où des spécialistes interviennent dans les secteurs juridique, social et professionnel.

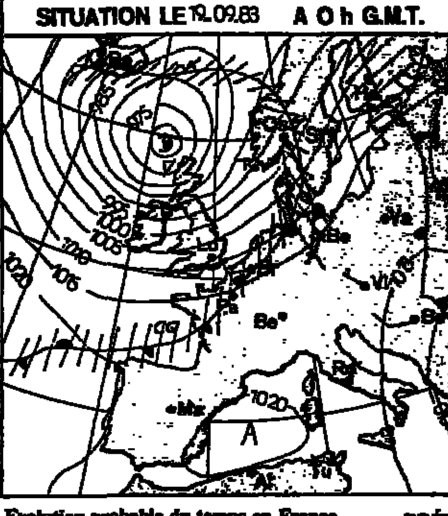
Le caractère ouvert de l'association, qui compte parmi les membres du conseil d'administration aussi bien des élus locaux que la direction régionale du travail, de l'action sanitaire et sociale, de l'A.N.P.E., des caisses d'allocations familiales, des représentants d'associations féminines, des organismes de formation..., permet d'établir une bonne coordination des actions engagées : intervention sur FR 3 et les radios locales, édition d'une publication, organisation de forums régionaux à l'intention des associations et des travailleurs sociaux, démarches auprès de lycéennes, de chômeuses, contacts avec divers organismes tels que S.O.S.-Femmes, Femmes et agricultrices, ou rencontres dans les centres d'interruption volontaire de grossesse. L'action du C.R.I.D.F. de Franche-Comté est un assez bel exemple des relais que le mouvement associatif, avec, à côté de ses permanents, une part non négligeable de bénévolat, peut susciter.

Le C.R.I.D.F. souhaite aujourd'hui aller plus loin, jusque sur les marchés, les places publiques, dans les petits centres ruraux. Il lui faudra en trouver les moyens financiers, et les trouver sans doute dans la région même.

CLAUDE FABERT.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19.09.83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 20-9-83 DÉBUT DE MATINÉE

PRÉVISIONS POUR LE 20 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)

Evolution probable du temps en France entre le lundi 19 septembre à 0 heure et le mardi 20 septembre à minuit.

Un front peu actif traversera la France et s'éliminera par le sud-est mardi. Les pluies seront faibles en général. Accalmie générale dans la journée de mardi avec l'arrivée sur l'ouest d'une nouvelle perturbation en début de nuit.

Mardi. Il fera relativement beau sur l'ensemble du pays, de larges éclaircies se développeront et les passages nuageux seront d'assez courte durée. A noter tout de même le matin des résidus pluvieux et orageux sur les Alpes et le Jura, d'une part, sur les Pyrénées, d'autre part. Les pluies s'arrêteront en milieu de journée et le ciel s'éclaircira.

Au lever du jour, des brumes se formeront sur l'Aquitaine et autour de la région parisienne.

Les températures, de 8 à 10 degrés le matin en toutes régions, monteront l'après-midi jusqu'à 18 à 20 degrés sur la moitié nord, 24 à 25 degrés sur la moitié sud et même 27 degrés près de la Méditerranée.

Sens de l'évolution et précisions pour jeudi, vendredi et samedi.

Evolution générale. Les profondes dépressions associées aux perturbations océaniques se déplaceront du centre Atlantique aux îles Britanniques et à la Scandinavie. Les hautes pressions Italie-Allemagne ralentiront leur progression sur notre pays, où le flux s'orientera au sud.

Jeudi. Le matin, les nuages seront assez nombreux au nord de la Loire. Il pleuvra près des côtes de la Manche, où les vents de sud-ouest seront assez forts à forts. Ailleurs, malgré quelques nuages bas en Aquitaine et des brouillards dans les vallées, les éclaircies prédomineront. Au cours de la journée, les passages nuageux gagneront les régions s'étendant des Pyrénées au Massif Central et au Jura, où les précipitations deviendront orageuses. Le beau temps ensoleillé persistera du pourtour méditerranéen au sud des Alpes. Les vents s'orienteront au secteur sud en faiblissant.

Vendredi. Sur la moitié ouest de la France, temps chaud passagèrement nuageux avec tendance orageuse. Ondées éparses, plus marquées en soirée des Pyrénées au Massif Central et à la Loire, vent de sud modéré, rafales d'orages. Ailleurs, malgré quelques nuages supérieurs et une tendance orageuse sur les reliefs, le beau temps ensoleillé prédominera. Températures maximales en hausse.

Samedi. L'aggravation nuageuse avec ondées orageuses s'étendra à la majeure partie de la France. Des pluies orageuses seront abondantes du pourtour méditerranéen au Massif Central, aux Alpes et aux régions du nord-est. Quelques éclaircies se développeront en soirée près de l'Atlantique, où les vents du sud s'orienteront au sud-ouest, modérés à assez forts. Vents de sud forts avec rafales dans la vallée du Rhône.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 19 septembre 1983 à 8 heures, de 1004,9 millibars, soit 753,7 millimètres de mercure.

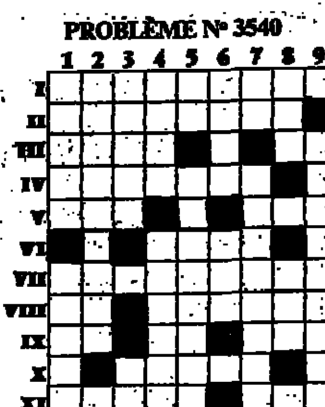
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 18 septembre ; le second le minimum de la nuit du 18 septembre au 19 septembre) : Ajaccio, 23 et 13 degrés ; Biarritz, 25 et 13 ; Bordeaux, 25 et 11 ; Bourges, 20 et 11 ; Brest, 16 et 11 ; Caen, 18 et 10 ; Cherbourg, 16 et 12 ; Clermont-Ferrand, 23 et 9 ; Dijon, 19 et 7 ; Grenoble, 22 et 1 ; Lille, 16 et 10 ; Lyon, 21 et 8 ; Marseille-Marignane, 24 et 12 ; Nancy, 19 et 11 ; Nantes, 19 et 12 ; Nice-Côte d'Azur, 25 et 15 ; Paris-Le Bourget, 20 et 12 ; Pau, 25 et 11 ; Perpignan, 26 et 12 ; Rennes, 17 et 11 ; Strasbourg, 21 et 8 ; Tours, 20 et 14 ; Toulouse, 24 et 10 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 13 degrés ; Amsterdam, 14 et 11 ; Athènes, 29 et 18 ; Berlin, 18 et 14 ; Bonn, 17 et 13 ; Bruxelles, 16 et 11 ; Le Caire, 33 et 21 ; îles Canaries, 26 et 21 ; Copenhague, 24 et 13 ; Dakar, 30 et 25 ; Djerba, 27 et 21 ; Genève, 20 et 6 ; Jérusalem, 25 et 16 ; Lisbonne, 26 et 11 ; Londres, 18 et 11 ; Luxembourg, 15 et 13 ; Madrid, 31 et 15 ; Moscou, 17 et 8 ; Nairobi, 28 et 15 ; New-York, 26 et 19 ; Palma-de-Majorque, 28 et 14 ; Rome, 26 et 14 ; Stockholm, 16 et 12 ; Tozeur, 32 et 21 ; Tunis, 27 et 13.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3540



HORIZONTALEMENT

I. Travaillent parfois pour une bouchée de pain. — II. Qui auraient besoin d'être repassés. — III. Moulure sur une colonne. Utile pour le lever. — IV. Une grande sécheresse. — V. Circule en Suède. Comme le cœur, quand on sait à quoi s'en tenir. — VI. Un homme fort. — VII. Des provisions de bouche. — VIII. Ne se déplace pas sans mal. Qui ne sort donc pas. — IX. Ile. Fin d'infinitif. Héros, dans le Sud. — X. Se faire voir comme un ver. — XI. Pays qui regroupe cinq départements. Chef étranger.

VERTICALEMENT

1. Reste la bouche close quand il y a des grèves. Tout devient très sombre quand il est bas. — 2. Vraiment bien attachée. — 3. Doit être solide pour les danseurs. Mesure. — 4. Pas bien accueillie. Ne regarde souvent que d'un œil. — 5. Difficulté. Ne constitue généralement qu'une petite partie. — 6. Etait la moitié de son frère. Nom d'un chien. — 7. Note. Mettre la gomme. — 8. Direction. Même pas culottée. — 9. Qui forment donc bloc.

Solution du problème n° 3539

Horizontalement

I. Dispendieuses. — II. Etoilée. Névé. — III. Consentement. El. — IV. Ou. Séné. Epions. — V. Se. Initiales. — VI. Reins. Tors. Agit. — VII. Aval. Veto. Agréé. — VIII. Géline. Apulée. — IX. En. Toi. Cire. Sot. — X. AT. Alliés. Ur. — XI. Nus. Iles. Uélé. — XII. Teille. Mollets. — XIII. El. Eludé. Il. Au. — XIV. Slaves. Aneries. — XV. Esérine. Anse.

Verticalement

1. Décourageantes. — 2. Itou. Eventuelle. — 3. Son. Sial. Si. — 4. Pissenlit. Levé. — 5. Elée. Noailles. — 6. Nenni. Veilleuse. — 7. Détente. Le. — 8. Iotacisme. — 9. Emmétropie. An. — 10. Epis. Ursuline. — 11. Nia. Ale. Elle. — 12. Entôlage. Blé. Râ. — 13. Se. Nègres. Etain. — 14. Vessie. Ou. Sues. — 15. Sel. Tertre. Se.

GUY BROUTY.

CARNET

Naissances

— M. Antoine BASTIN et Mme, née Christine JACOMET, ont la joie d'annoncer la naissance de leur huitième enfant,

Elodie.

Laval, le 4 juillet 1983.

— M. et Mme Claude ZENTZ

ont la joie d'annoncer la naissance de

Clément,

le jeudi 15 septembre 1983.

Collège Maurice-Utrillo,
2, av. de la Porte-de-Clignancourt,
75018 Paris.

Mariages

— Mme G. DELAIN, veuve du docteur Paul Delain, fait part du mariage de sa fille

Laurence
avec
Patrick AUBRY.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église de La Colle-sur-Loup, le 17 septembre à 16 heures.

— Marie-Dominique
et Alain GOUSSIN,
ont la joie de faire part de leur mariage célébré le 17 septembre 1983 à L'Isle-Adam.

Décès

— M. et Mme Pierre Allarousse,
Christine, Véronique,
Vincent et Marc,
M. et Mme Roger Allarousse,
Claire, Jérôme et Thierry,
M. et Mme Jean-Louis Arbey,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Charles ALLAROUSSE,
née Germaine Sausset,

survenu le 13 août 1983, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale le 18 août 1983.

Une messe sera célébrée le vendredi 23 septembre, à 17 h 45, en l'église Notre-Dame-des-Champs, à Paris, à son intention et
en souvenir de son époux,

M. Charles ALLAROUSSE.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Sa fille Louise Oliva
Et toute sa famille
ont le chagrin de vous faire part du décès de

Mme Robert ATTULY,
née Victoire Yang Ting,

survenu le 15 septembre, dans sa quatre-vingt-dix-septième année, à son domicile, domaine de Saint-Christophe-Barjols, Var.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Georges Gorecki,
Ses enfants, ses petits-enfants,
Ses proches, ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Georges GORECKI,
Armand Avronsart,

survenu le 9 septembre.

Les obsèques se sont déroulées dans la plus stricte intimité, au cimetière polonais de Montmorency.

191, rue Saint-Charles,
75015 Paris.

— Luc-Michel Hannaux, son fils,
Ima Palmer,
Paul Palmer,
Nina Hannaux,
Sébastien Hannaux,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès, le 14 septembre 1983, de

Mme Paul HANNAUX
née Irène Barsch,
veuve du peintre Paul Hannaux

70 *bis*, rue Notre-Dame-des-Champs,
75006 Paris.

— Geneviève Leibrich,
Monique et Bengali Jain,
Bernard Leibrich,
leurs enfants,
Kadya et Saydou Tall,
Mira, Kamini et Pascal Jain,
leurs petits-enfants,
Lucie et Jean Ehrhard,
leurs belle-sœur, sœur et beau-frère,
Les familles Leibrich, Ehrhard, Jain, Pickering et Keller,
ont la douleur de faire part du décès de

Geneviève et Louis LEIBRICH,

survenu les 13 janvier et 6 août 1983 en leur quatre-vingtième et quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques ont eu lieu les 15 janvier et 8 août 1983 en l'église de Cucuron (Vaucluse).

Ils reposent ensemble au cimetière du village.

151, rue Oberkampf,
75011 Paris.

— Mme Hervé Nédélec,
Ses parents et amis,
Mme Marc Nédélec,
ses enfants et petits-enfants,
Parents et amis,
ont la douleur de faire part de la mort de

Hervé NÉDÉLEC,

survenu le 12 septembre 1983.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Ecouflant (Maine-et-Loire) dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

45, quai Carnot,
92210 Saint-Cloud,
1, allée Jean-Bart
44000 Nantes.

— M. et Mme Xavier Noury,
M. et Mme Bertrand Cauchy,
Mlle Marie-Christine Noury,
M. et Mme Poupot-Boucaut,

ont la douleur de faire part du décès de leur mère

Mme veuve NOURY,
née Marie-Louise Lepareur,

survenu le 15 août 1983.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Saint-Georges-de-Didonne.

Une MESSE sera célébrée le samedi 1er octobre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Saint-Mandé, 84, rue de la République, 94160 Saint-Mandé.

— Cathy Robbe-Reconneille
et ses enfants,
M. et Mme Henri Robbe,
M. et Mme Michel Reconneille,
M. et Mme Pierre-Louis Sevellec
et leurs enfants,
M. et Mme Claude Bolomey
et leurs enfants,
Les familles Robbe, Reconneille, Barthelemy, Magnenot et Laforet,
Parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Paul-André ROBBE,

survenu accidentellement le 11 septembre.

— Mme Myriam Sirota,
Mme Elisabeth Lévy-Leblond,
Mlle Juliette, Marianne, Alice Lévy-Leblond,
M. Jean-Marc Lévy-Leblond,
M. et Mme Marcel Schuler
et leurs enfants,
M. et Mme Bernard Hilda
et leur fils,
Mme Irène Hilda
et sa fille,
M. et Mme Jean Cassio
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Joseph SIROTA.

On se réunira à la porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien le mercredi 21 septembre, à 10 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

39-41 avenue Kennedy,
91300 Massy.

— M. et Mme Patrice Crossa-Raynaud
et leurs enfants Isabelle et Dominique,
Mme Jean Trabut
et ses enfants Charlotte, Valentine, Martin et Jean-Baptiste,
Louis et sa fiancée Béatrice,
Mme Jean Félix-Faure,
et ses enfants,
M. et Mme Jacques Félix-Faure
et leurs enfants,
M. et Mme Ambroise Jobert
et leurs enfants,
Mme Jean Trocard
et ses enfants,
M. et Mme Pierre Félix-Faure
et leurs enfants,
La famille Anglès d'Auriac,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Louis TRABUT,
née Renée Félix-Faure,

survenu à Nice, le 17 septembre 1983, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 20 septembre 1983, à 10 heures, en l'église Saint-Barthélemy, à Nice.

Ils rappellent à votre souvenir son fils

Jean TRABUT,
décédé le 18 septembre 1974.

30, chemin de Candau, Les Angles,
Villeneuve-lès-Avignon.
282, rue Solférino,
Lille.

— Ninon Vignal,
Anisabel, Magali et Jean,
Les familles Vignal, Westercamp et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

Olivier VIGNAL,

survenu, le 2 septembre 1983, à l'âge de quarante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 16 septembre 1983.

6, avenue Constant-Coquelin,
75007 Paris.

Anniversaires

— Nous nous souvenons.

Il y a vingt ans, le 20 septembre 1963, disparaissait

Pierre de LESCURE.

— Un verre de chablis en souvenir de
Marcelle et René ROGNON.

« Heureux les artisans de paix, car ils seront appelés fils de Dieu. »

Services religieux

— Un service à l'intention de
M. Francis
VEILLET-LAVALLÉE
décédé le 17 juillet, sera célébré le 22 septembre, à 18 h 30, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16e.

Messes anniversaires

— Nantes.

Une messe sera célébrée le mercredi 21 septembre, à 16 heures, en l'église Sainte-Thérèse de Nantes, à la mémoire de

M. Lucien ANDRÉ,
consul général de France à Sarrebruck,
De la part de Mme Lucien André,
son épouse.

Communications diverses

— La FNAC organise, dans son auditorium du Forum des Halles, deux débats qui font suite à l'enquête du *Monde* sur « Le silence des intellectuels de gauche ».

— Mardi 20 septembre, à 17 h 30 : « Les intellectuels et l'engagement », avec Dominique Desanti, Félix Guattari, Jean-Paul Jouary et Thomas Ferenczi, directeur de la rédaction du *Monde*.

— Mercredi 21 septembre, à 17 h 30 : « Les intellectuels et l'histoire », avec Guy Konopnicki, Emmanuel Le Roy Ladurie, Lionel Stoléru, Jeannine Verdès-Leroux et notre collaborateur Jacques Cellard.

— On nous prie d'annoncer qu'un concert sera donné le mardi 20 septembre, à 18 h 30 précises, en l'église de Pentemont, 106, rue de Grenelle, 75007 Paris, à la mémoire du

colonel Henri MONNET,

décédé le 6 août 1983.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

BREF

AUTOMOBILE

CITROEN COMMERCIALISE EN SEPTEMBRE TROIS SÉRIES SPÉCIALES : deux berlines, une Visa Tonic et une Visa Platine (2 000 exemplaires chacune, et un break, la G.S.A. Cottage (1 850 exemplaires), respectivement aux prix de 59 900 F, 47 900 F et 53 900 F.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 21 SEPTEMBRE

« Les chefs-d'œuvre », 10 h 30 et 15 heures, musée du Louvre.

« Musée du château », 9 h 45, Versailles.

« Musée Guimet », 14 heures.

« Musée des Thermes et de l'hôtel de Cluny », 15 heures (Caisse nationale des monuments historiques).

« La peinture française du dix-neuvième siècle », 15 heures, musée du Louvre (Approche de l'art).

« La rue Mouffetard », 14 h 30, métro Censier-Daubenton (Art et promenades).

« Atelier Gustave Moreau », 14 h 30, 14, rue de La Rochefoucauld (Mme Canetie).

« Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le Marais », 20 h 30, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, parvis, devant la poste (Mme Hager).

« Cristallerie de Baccarat », 15 heures, 30 bis, rue de Paradis (P.-Y. Jaslet).

« Faubourg Saint-Antoine », 14 h 30, 1, faubourg Saint-Antoine (Paris pittoresque et insolite).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le fournil de Poilâne », 14 h 30, 87, rue Brancion (Mme Romann).

« L'École des beaux-arts », 15 heures, 17, quai Malaquais (Tourisme culturel).

« Rue des Rosiers », 14 h 30, rue Malher (Le Vieux Paris).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 18 septembre :

DES DÉCRETS

- Portant de 150 à 250 les recrutements exceptionnels d'inspecteurs des impôts au titre de l'année 1984 ;
- Relatif à l'office des transports de la région de Corse ;
- Modifiant les taux de la taxe sur les passagers des navires de commerce perçue au titre des droits de port dans les ports maritimes de la France continentale et de la Corse.

UN ARRÊTÉ

- Relatif au prix d'achat des alcools d'origine betteravière du contingent.

Le Monde

culture

THÉATRE

The Civil Wars de Bob Wilson

Les couleurs des saisons

Le Festival d'Automne présente au Théâtre de la Ville jusqu'au 24 septembre l'opéra de Bob Wilson *the Civil Wars* acte 1-B, coproduction franco-hollandaise.

La musique est de Nicolas Economou, la réalisation sonore de Hans-Peter Kuhn, le décor de Tom Kamm, les lumières de Jérôme Viss et de Bob Wilson. Spectacle-événement : à la première soirée assistaient entre autres MM. Jack Lang, ministre de la culture, Michel Guy, directeur du Festival d'Automne, Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, Jack Ralite, ministre chargé de l'emploi, Robert Fitzpatrick, organisateur du Festival de Los Angeles où doivent être présentés les cinq actes de cet opéra.

C'est un coin de terre isolé. Un ours blanc dort *auprès d'une* cabane rudimentaire. C'est une clairière. En surimpression, on a suivi le dessin raviné d'un tronc d'arbre gris. Au centre de trouées noires, sont apparues des silhouettes d'hommes, immobiles. L'arbre s'est abattu, tranché à la base, et puis a disparu.

La neige tombe. Un couple de paysans monte sur le toit de la cabane. Deux patineurs glissent, un peu penchés, les mains croisées derrière le dos. Loin, assourdi, le vent siffle. L'ours passe en se dandinant. Des coups de feu. Un soldat en capote, le *front bandé s'appuie sur une* béquille. Un enfant blond. Deux femmes en robes noires à vertugadin. Phénoménale masse sombre, surmontée d'un visage qui semble minuscule – c'est le profil pur de Sheryl Sutton, – arrive la femme la plus grande du monde. Elle tient dans sa main un nain barbu en costume Rembrandt de velours noir. Ils s'affrontent du regard. Tout tourne autour d'elle, du nain, du soldat, de l'enfant. A l'hiver succède l'été, les champs de blé, la déesse du soleil flamboie un instant, les diamants étincellent sur la peau nue de Mata Hari, un piano grêle entraîne une *danse d'opérette*. Puis vient l'automne, des rangées de choux verts, les femmes en noir dansent, un officier *russe en uniforme* blanc conduit une barque. D'un trou dans le sol *s'élève une tige de haricots qui* monte, monte et la terre disparaît. La tige a traversé les nuages et voilà l'enfant dans la maison de l'ogre. La femme lui sert un repas, le cache. L'ogre survient, c'est le nain devenu géant. L'enfant, dans sa cache, joue d'une harpe sans cordes, et s'enfuit. Sur terre, c'est le printemps, les tulipes sont rouges. Dans le soir, elles ont des reflets de rubis. Seul, pensif sur une chaise, l'enfant raconte comment se passent ses journées.

Blanc, jaune, rouge. Ce sont les couleurs des saisons, dans les vibrations de lumières rose orangé, dorées, mauves. Des lumières comme il n'en existe que chez Bob Wilson : féeriques. Les personnages y deviennent œuvres de peintre, chaudes couleurs ombrées, volumes en trompe-l'œil qui se plaquent l'un devant l'autre, s'épousent, s'engendrent mutuellement donnent l'impression de voir apparaître comme des fantômes appelés par un médium, les tableaux peints en couches succesives sur une *même toile*. Scènes de genre, scènes agrestes *dont le moindre détail est net*, scènes mélancoliques ou gaies selon l'état d'esprit de cet enfant qui regarde les *gens, leur histoire. Et comme il est*, à cet âge incertain, entre enfance et adolescence, il détourne son désarroi vers un conte effrayant dont il se fait le héros.

Selon le programme, le spectacle raconte que l'enfant est à la recherche de son père, le soldat blessé, *peut-être, et parallèlement, suit les* tranformations d'un arbre que l'on *coupe, qui devient un bateau, une* cabane, un livre d'où pousse un arbuste qui grandira et sera à son tour un arbre – *The Civil Wars* porte en sous titre *« Un arbre se mesure mieux quand il est abattu »*, phrase écrite à propos d'Abraham Lincoln assassiné.

Mais à quoi bon tenter de découvrir un autre fil conducteur que la pensée de Bob Wilson. Ce qui compte, c'est ce qu'on voit, ce qu'on entend, rien d'autre que le mirage de ces images merveilleuses dans des lumières de rêve, rien que ces personnages enfermés dans un cadre et dont les voix s'évadent, circulent, s'élèvent à des hauteurs impossibles, s'approchent comme si elles vous frôlaient, et pourtant restent toujours reliées, on ne sait comment, aux lèvres qui les prononcent là-bas sur scène... Miracles de la technologie que le génie de Bob Wilson transmute en poésie pure, en opéra enchanté.

COLETTE GODARD.

★ *The Civil Wars*. Théâtre de la Ville, 20 h 30, jusqu'au 24 septembre, puis tournée en France (voir *le Monde* du 15 septembre).

« PIÈCES A LIRE SOUS LA DOUCHE », de Cami

Les agréments du crétinisme

Un archer courageux, escaladant un château fort, reçoit deux flèches *très acérées dans la troisième mo*laire gauche. Il ouvrait trop la bouche. *Affreuse rage de dents*. Entre deux assauts, l'archer courageux court chez le stomato, lui demande de le plomber. Le plombage n'existe *pas*, puisque nous sommes au Moyen Age. L'archer courageux repart au combat, et reçoit cette fois en pleine bouche une giclée de plomb fondu : guéri !

Robinson Crusoé, trouvant son île par *trop déserte, rentre à Londres*. Vendredi plaît beaucoup aux dames, parce *qu'il est moins fadasse* que l'Anglais ordinaire, et il engendre six fils, qu'il appelle Lundi, Mardi, Mercredi, Jeudi, Samedi et Dimanche. Robinson Crusoé a une « love affair » avec une femme mariée. Le mari est sur *ses* gardes. Pour annoncer à l'élue le jour du prochain *rendez-vous*, Robinson envoie passer sous sa fenêtre le rejeton adéquat : Mercredi ou Samedi, c'est selon.

Noé se voit très embêté : il n'a pas pu *obtempérer aux ordres de Dieu* le Père. Juste avant de mettre les *voiles, ni le lion et la lionne*, ni la poule et le coq, oui, pas un seul couple d'animaux n'a voulu embarquer dans l'arche. Tous se sont défilés. Sur la *Grande Bleue*, l'arche de Noé vogue grand train, complètement vide. Non, pas vide, car Noé, doué de présence d'esprit, cueille au passage des animaux, des couples de cachalots, de daurades, de merlans, de saumons, tous les poissons. Fin du déluge. Tous les animaux de la terre sont noyés. Tous les poissons de la mer, entassés dans l'arche, sont pourris. Gueule à l'envers de Dieu le Père : il n'est jamais content.

L'assassin délicat sonne chez le peintre célèbre. Le peintre célèbre, blouse tachée de toutes les couleurs, palette au pouce, ouvre la porte de l'atelier, dit : *« Monsieur, que puis-je pour vous ?*

– Me donner votre sentiment sur une petite toile que j'ai faite, lui dit *l'assassin délicat, lui mettant sous* les yeux une tableau de taille *moyenne*.

– C'est une jolie vue de Naples, dit le peintre célèbre, avec détachement.

– Voir Naples et mourir, », dit l'assassin délicat, plantant son couteau de cuisine dans la poitrine de l'artiste.

Des petites « histoires idiotes » de cette farine, un gentil monsieur appelé Pierre Cami, qui était né à Pau en 1884, et qui mourut à Paris en 1958, en a écrit des centaines. Il les publiait dans les journaux quotidiens, ça faisait passer un petit air frais dans le monceau des mauvaises nouvelles.

Aujourd'hui, peut-être parce que les nouvelles sont plus mauvaises que d'habitude, il y a un revenez-y pour les histoires de Cami. L'éditeur Jean-Jacques Pauvert en a réimprimé plusieurs recueils. Et comme ces histoires ont la forme de petites saynètes *dialoguées*, un théâtre , le Studio des Champs-Elysées, en offre à présent un spectacle.

Les comédiens, Marie-France Santon, François Lalande, Michèle Lituac, Pierre Charras, jouent cela avec une froideur de circonstance, très bien pilotés par Régis Santon, metteur en *scène énergique*. A condition d'admettre qu'une certaine *intelligence et une certaine* poésie trouvent parfois refuge dans le *crétinisme le plus noir, certains* spectateurs trouveront aux *Pièces à lire sous la douche*, de Cami, un certain charme.

MICHEL COURNOT.

★ Studio des Champs-Elysées, 20 h 45.

Démission de M. Maurizio Scaparro directeur adjoint du Théâtre de l'Europe

Dans une lettre adressée à M. Jack Lang, ministre de la culture, et à M. Giorgio Strehler, directeur du Théâtre de l'Europe, M. Maurizio Scaparro, qui en est le directeur adjoint, communique sa décision de renoncer à ses fonctions. Il vient d'être nommé à la tête du Teatro di Roma, et entend y consacrer son temps. Il doit y mettre en scène le *Caligula de Camus*, dans la version inédite de 1941, coup d'envoi d'un vaste projet européen autour de Camus, suscité d'ailleurs par le Théâtre de l'Europe.

M. Giorgio Strehler prend acte d'une décision qu'il regrette, mais dont il comprend les motifs. M. Maurizio Scaparro ne sera pas remplacé, pour le moment, au Théâtre de l'Europe, où l'expérience dira s'il est nécessaire ou non de lui trouver un successeur.

MUSIQUE

Victoire japonaise au concours Rampal

Le Japon a battu la France par 3-1 au concours international de flûte Jean-Pierre Rampal, organisé par la Ville de Paris, qui s'est achevé samedi au Châtelet (1). *Cent quatorze concurrents de vingt pays s'étaient présentés, mais les épreuves, aux programmes très exigeants (de Boehm et Bach à Cristobal Halffter en passant par Paganini), ont tourné au duel franco-japonais : trois ressortissants de chaque pays, avec pour compléter le débat une Australienne.*

Une consolation pour notre école : à part la représentante des antipodes, tous les finalistes sortent du Conservatoire de Paris et ont été les élèves de Jean-Pierre Rampal, Alain Marion ou Christian Lardé, qui faisaient partie du jury en compagnie de Gaston Crunelle, Jean Françaix, Pierre-Yves Artaud et sept éminents flûtistes étrangers, dont le vainqueur du premier concours Rampal, en 1980, le Japonais Shigenori Kudo.

Place aux jeunes ! Ce jury n'a pas manqué d'audace en couronnant la benjamine, Yumiko Sakuma, dix-sept ans, qui n'a même pas fini ses études. Petite, l'air tellement timide et modeste, on croirait une écolière, mais la sonorité est pimpante, le jeu primesautier, intrépide et vivant ; elle a mené le Concerto en sol de Mozart vent debout, avec beaucoup de souffle et de couleur, même si ses phrasés paraissent un peu schématiques encore.

Motoaki Kato a-t-il été désavantagé par son âge (vingt-six ans, deuxième prix) et son impressionnante brochette de médailles internationales ? C'est pourtant un interprète d'envergure qui maîtrise sa phrase, la modèle dans un tempo souple et rigoureux à la fois, lui communique une vie véritable et une plénitude expressive. Et comme il a joué avec grâce et fantaisie l'Impromptu de Jean Françaix, une agréable badinerie écrite pour le concours qui est un bien joli cadeau pour les flûtistes !

L'Australienne Alison Mitchell (troisième prix), aux interprétations un peu anguleuses parfois, la Française Sophie Cherrier (quatrième), la Japonaise Keito Nagayana (cinquième), comme Christine Vienet, qui n'a rien eu, sont assurées de faire une bonne carrière grâce à leur technique solide, mais sans originalité particulière.

Je comprends mal en revanche l'absence au palmarès de Gilles Burgos (vingt-six ans) qui a joué le Concerto en ré de Mozart et l'Impromptu de Françaix avec des dessins subtils, beaucoup de grâce et de chants d'oiseaux, une sonorité qui a la vie même de l'air traversant sa flûte et ne ressemble en rien à un son programmé d'ordinateur... Peut-être avait-il été moins brillant dans les précédentes épreuves.

Les finalistes étaient fort bien accompagnés par l'Orchestre Colonne dirigé par Pierre Dervaux.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Notons que ce concours avait été richement doté par la Ville de Paris, pour un total de 100000 F. Les membres du jury, regroupés autour de Jean-Pierre Rampal, ont donné eux-mêmes un joyeux concert, vendredi soir, avec des œuvres pour deux, quatre, cinq et même neuf flûtes.

EXPOSITION

MONDZAIN ET ZAWADO A AIX-EN-PROVENCE

Deux oubliés

Deux peintres oubliés sont exposés au musée Granet d'Aix-en-Provence, tous deux venus de l'Est au moment de la grande migration artistique du début du siècle qui a fait ce qu'on a appelé l'« l'école de Paris ».

Nés en Pologne, Mondzain et Zawado s'étaient rencontrés à l'école des beaux-arts de Cracovie, avant de diriger leurs pas vers Paris, ville des lumières pour les artistes, en 1912. Grisé par l'air de liberté, Mondzain rencontre des amis qui lui donnent de l'espoir : Derain, Vlaminck, Dunoyer de Segonzac, Gimond, Friesz... Mais, avant la seconde guerre mondiale, il se réfugiera en Algérie, où il vivra de nombreuses années. Zawado (Zawadowski) a fini, lui, par s'établir à Orcel près d'Aix-en-Provence, où il est mort récemment.

Ces deux artistes qui venaient du froid ont recherché le soleil. L'air du paysage provençal a produit un effet d'éther sur le doux Zawado. Il laissa aller ses brosses fluides et dansantes sur des transparences picturales qui recherchaient,, sans en atteindre la densité, une fraternité avec Bonnard. Mondzain est, selon Derain, *« un peintre cézannien »*. Dans ses paysages, la verdure est construite par un travail acharné du pinceau, et adoucie par les plans roses du toit des maisons. *Mais l'influence de* Derain fut déterminante sur Mondzain, *son ami, son élève. « Ce qui compte en peinture, c'est le sentiment »*, disait-il à l'artiste, dont les dispositions d'esprit n'étaient guère favorables aux détours intellectuels. L'ascendant de ce géant de la peinture française éclate très tôt chez Mondzain, dans les tableaux des années 20, marqués par un réalisme solide à la fois terrien et mystique. Était-ce un bien ? Cela a donné une œuvre au caractère à la fois affirmé et incertain. N'aurait-il pas dû, à cette amitié écrasante, préférer l'isolement de son atelier ?

Les maîtres que Mondzain se *cherchait altérèrent sa spontanéité*. Mais, à l'heure de la maturité, il *n'avait* plus d'yeux que pour Rembrandt, pour sa *« petite lumière »* qui, à travers la matière picturale, suggère tous les drames que la peinture peut dire.

JACQUES MICHEL.

* Musée Granet, Aix-en-Provence. *Jusqu'à fin septembre.*

ROCK

Johnny Thunders au Palace

Dans la première moitié des années 70, apparaissaient les New York Dolls, outrageants, et au *riff* meurtrier. Ils faisaient le rock comme on n'osait plus le faire en cette époque pompeuse : urgent, minimaliste, évocateur et en prise directe avec *la* rue. *Les « Poupées* de New-York » fonçaient dans le chaos d'une carrière fulgurante et porteuse de mythes qui sert encore de référence aux nouvelles générations. Le titre de leur second et dernier album, *Too Much. Too Soon (Trop, Trop Tôt)* devait leur *servir de manifeste et d'épitaphe* : le groupe avait vécu trop vite pour y survivre. Johnny Thunders en était, avec Sylvain Sylvain, l'un des deux guitaristes, et David Johansen, le chanteur.

Une fois séparés, les trois hommes se sont engagés dans des carrières parallèles, enregistrant et perpétuant l'esprit d'un rock à l'emporte-pièce. La gloire *en liste d'attente*, il leur faudrait séparément se contenter de jouer dans des clubs embrasés où l'on arrache le cœur du public à force de foi et de conviction. Un disque avec les Heartbreakers (L.A.M.F.), puis un autre en solitaire, dont le titre *(So Alone)* est un axiome *farouchement dédié* au rock : Johnny Thunders hante régulièrement les scènes new-yorkaises régulièrement. « Junky » notoire, survivant éternel, il est capable du meilleur comme du pire. Titubant ou détonnant, ses concerts ont forme de roulette russe, pathétique un *jour, trépidant* l'autre. Au Palace, il est accompagné de Cosa Nostra, un groupe au sein duquel on retrouve Jerry Nolan, qui tenait la batterie avec les New York Dolls.

ALAIN WAIS.

★ *Au Palace, ce lundi 19 septembre*, **à 20 h 30. Discographie, chez WEA.**

VARIÉTÉS

Musiciens du monde à Paris

***En ce début de saison*, les scènes parisiennes sont ouvertes aux musiques du monde. A Bobino, les Chiliens Angel et Isabel Parra clament leur hispanité. Au Déjazet, le Brésilien José Barrense Dias – meilleur instrumentiste que chanteur – développe à la guitare des thèmes de samba, des chansons de Bahia et du Nordeste et joue du berimbau. Au Palais des Glaces, Toure, Kunda présente une musique riche en mélodies, un peu classique sans doute dans les orchestrations, mais qui a la particularité de voir se rencontrer les talking-drums avec le beat du reggae.**

Touré Kunda s'engouffre dans une voie ouverte par Fela Anikulapo Kuti, puis par l'étonnant succès de King Sunny Adé en juin dernier à Paris et aux États-Unis depuis déjà deux mois. Autre Africain annoncé : Akendengué à Bobino, à partir du 27 septembre.

Depuis le vendredi 16 septembre, le Phil'One a rouvert ses portes avec l'ambition de réunir tous les jeudis, vendredis et samedis les meilleures formations musicales originaires d'Afrique, des Caraïbes ou d'Amérique latine. Pour le lancement de la nouvelle formule, Son Caribe, auteurs de la fameuse *Colegiala* aux senteurs de café colombien, sera jusqu'au 24 septembre au Phil'One. Viendront ensuite le groupe sénégalais Xalam, les orchestres de reggae Savane, Azikmen, Ganja, le guadeloupéen Guy Konket, le *salsero* Azuquita, *Pierre* Akendengué, M'Bassina, Manu di Bango et des formations brésiliennes. – C.F.

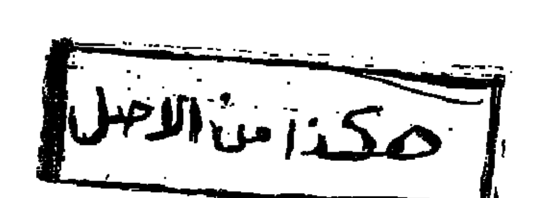
PETITES NOUVELLES

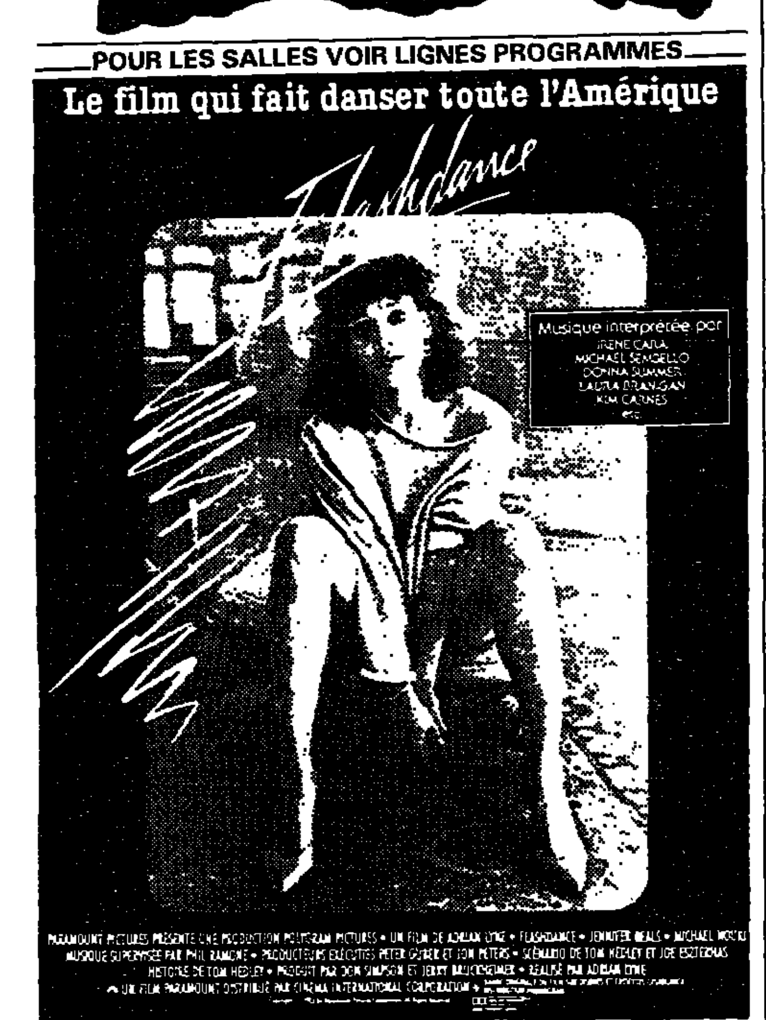
■ La ville de Blaye et la Société des Amis du Vieux-Blaye ont ouvert une campagne pour la promotion de la citadelle construite en 1688 par Vauban, dans la sous-préfecture de la Gironde, *et propriété de l'armée jusqu'en* 1954. Cette forteresse offre aujourd'hui 10 000 m² de bâtiments. Une étude est en cours, visant à définir les possibilités d'une meilleure utilisation de cet ensemble, et un appel a été lancé, pour obtenir les suggestions du public. Citadelle de Blaye, 33390 Blaye.

■ La 3e Rencontre internationale des clowns, organisée par la Maison des loisirs et de la culture Belle-Isle, à Châteauroux (Indre), aura lieu du 21 au 30 octobre 1983. Parallèlement, une *exposition* d'affiches de cirque sera présentée du 19 octobre au 10 novembre, ainsi qu'une exposition itinérante à l'intention des écoles.

★ 36000 Châteauroux. Tél. 16 (54) 34-18-14.









SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA SPÉCIALITÉ – Beaubourgeois (272-08-51), 19 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20). 20 h 30 : l'Avare.

BEAUBOURG (277-12-33). Débats : 21 h : Le théâtre polonais ; Cinéma Vidéo : *16 h : San Clemente à 19 h* : le Pays basque sud et sa liberté.

Les autres salles

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11). 20 h 30 : Fête.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41). 21 h. : Reviens dormir à l'Élysée.

DÉCHARGEURS (236-00-02). 20 h. : Mourir à Colone.

ÉPICERIE (272-23-41). *20 h 30* : le Monte-Plats.

HUCHETTE (326-38-99). 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : C'est Woody qui l'a dit.

LUCERNAIRE (544-57-34) I : 20 h 30 : les Mystères du confessionnal ; 22 h 15 : Boby Lapointe : II. 18 h 30 : les Fables de La Fontaine ; 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 15 : Visages de Cocteau. Petite salle, 18 h 30 : la Putain *littéraire*; *22 h 15* : Derrière la maison, les ombres.

NOUVEAUTES (770-52-76). 20 h 30 : l'Entourloupe.

RENAISSANCE (208-18-50). 21 h : Théâtre de Bouvard.

STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES (723-35-10). 20 h 45 : Cami.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02). 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Nous, on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE A. BOURVIL (373-47-84). 21 h : les Dames de fer ; 22 h : Y'en a marr... ez vous ?

THÉATRE DE DIX-HEURES (606-07-48). 21 h 30 : Arrête de rire, ça va sauter ; *22 h 30* : le Propriétaire.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35) (D). 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : Le Président.

Lundi 19 septembre

BEAUBOURGEOIS (272-08-51). 19 h : Service non compris.

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51). 19 h 45 : Macbeth.

THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48). 20 h 30 : L'Orchestre.

Les concerts

LUCERNAIRE, 21 h : Fatta Murgana (musique électro-acoustique).

Jazz, pop, rock, folk

A. DEJAZET (271-44-10). 20 h 30 : J. Barrense Dias.

MUTUALITÉ (329-12-99). *20 h* : Heritage Singers.

NEW MORNING (523-51-41). 21 h 30 : Jan Garbarek.

PANAME (297-52-67). 21 h 30 : A. Cullaz, M. Graillier.

PETIT JOURNAL (326-28-59). 21 h : le Vieux Truc : mar. : Irakli Sextet.

PETIT OPPORTUN (236-01-36). 23 h. : G. Arvanitas, J. Samson, Ch. Saudrais.

TWENTY ONE (260-40-51). 21 h : J. Gourley, P. Michelot.

Les festivals

XVIIIe FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS
(227-12-68)

Chapelle du château de Versailles, à 20 h 30 : Orchestre et Chœur de la chapelle royale, dir. Ph. Herreweghe (Rameau, Gilles).

FESTIVAL D'AUTOMNE
(296-12-27)

Théâtre de la Ville (274-22-77), 20 h 30 : The Civil Wars.

En région parisienne

BAGNEUX, Th. V.-Hugo (656-52-38). 21 h : Raices de Aragon.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
Relâche

BEAUBOURG (278-35-57)

Classiques du cinéma, films d'auteurs, films rares : 15 h, les Daleks envahissent la terre, de G. Fleming ; 17 h, Rodan, de I. Honda ; 19 h, Contre-espionnage à Gibraltar, de J. Guillermin.

Les exclusivités

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (Aust., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; *Marbeuf, 8e* (225-18-45).

L'ARGENT (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

BARBE D'OR ET LES PIRATES (A., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

BENVENUTA (Fr.-Belg.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; 14-Juillet Bastille, 12e (357-90-81) ; Olympic, 14e (542-95-38) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

CARBONE 14, LE FILM (Fr.) : Le Marais (H. sp.), 4e (278-47-86).

CARMEN *(Esp., v.o.) : Gaumont Halles*, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8e (359-04-67) ; *Athéna, 12e (343-00-65) ; Parnassiens*, 14e (329-83-11) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

CHALEUR ET POUSSIÈRE (Ang., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59).

CHICANOS STORY (Mex., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : *U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). – V.f.* : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

COUP DE FOUDRE (Fr.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05).

LA CRIME (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Normandie, 8e (359-41-18) ; *Marignan, 8e (359-92-82)* ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.) : Saint-Ambroise, *11e (700-89-16)*.

DARK CRYSTAL (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

DIEU ME SAVONNE (Bost., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, *(562-41-46). – V.f. : Impérial Pathé, 2e* (742-72-52) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

DIVA (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

EQUATEUR (Fr.) (*) : Forum Orient Express, 1er (233-63-65) ; Berlitz, 2e *(742-60-33) ; Quintette, 5e (633-79-38)* ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Nations 12e (343-04-67) ; Miramar, 14e (320-89-52).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

EVIL DEAD (A., v.o.) (*) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Ermitage, 8e (359-15-71). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

FAITS DIVERS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

FANNY ET ALEXANDRE (Suède, v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

FANNY HILL (A., v.o.) (**) : Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : Rio Opéra, 2e (742-82-54) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27).

LA FEMME DE MON POTE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-63-65) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny Palace, 5e (354-*07-76) ; Marignan, 8e (359-92-82)* ; George-V, 8e (562-41-46) ; Saint Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; *Bienvenüe Montparnasse, 15e* (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

FRAGMENTS POUR UN DISCOURS THÉATRAL - VITEZ - LE CONSERVATOIRE (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

FRANCES (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Montparnasse Pathé, *14e (320-12-06) ; Gaumont Sud*, 14e (327-84-50) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

FRÈRE DE SANG (A., v.o.) (*) : 7e Art Beaubourg, 3e (278-34-15).

FURYO (Jap., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Montparnos, 14e (327-52-37).

GALJIN (Brés., v.o.) : Châtelet Victoria (H. sp.), 1er (508-94-14) ; Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

GANDHI (Ang., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (359-36-14). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

LE GUERRIER DE L'ESPACE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-63-65) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Normandie, 8e (359-41-18). – V.f. : Grand Rex, 2e (233-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; *U.G.C. Gare de Lyon, 12e* (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

HANNA K. (Fr.-A., v. angl.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-*90-81) ; Parnassiens, 14e (320-30-19)* ; Mayfair, 16e (525-27-06). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Saint Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Wepler, 18e *(522-46-01)* ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

HISTOIRE DE PIERRA (Fr.-It., v.o.) (*) : Noctambules, 5e (354-42-34).

L'HOMME DE LA RIVIÈRE D'ARGENT (Aust., v.o.) : Escurial Panorama, 14e (707-28-04) ; Espace Gaîté, 13e (325-95-94).

LA JAVA DES OMBRES (Fr.) : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68).

L'HOMME AUX DEUX CERVEAUX (A., v.o.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

JOY (Fr.) (**) : U.G.C. Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22).

KOYAANISQATSI (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Paramount Odéon, *6e* (325-59-83) ; Escurial, 13e (707-28-04).

LE LIQUIDATEUR (A., v.f.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

LUDWIG-VISCONTI (It., v.o.) : Olympic *Saint-Germain, 6e* (222-87-23) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60).

LA MATIOUETTE (Fr.) : Olympic, 14e (542-35-38).

LA MÉMOIRE (Egyp., v.o.) : Louxor, 10e (878-38-58).

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36).

MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-63-65) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : 7e Art Beaubourg, 3e (278-34-15).

ŒIL POUR ŒIL (A., v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86).

OU EST PASSÉE MON IDOLE ? (A., v.o.) : Studio de l'Étoile, 17e (380-42-05).

OUTSIDERS (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-*83-11) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e* (575-79-79). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

PATRICIA (Aut., v.f.) (**) : U.G.C. Opéra, 2e *(261-50-32)*.

PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Cinoches (H. sp.) 6e (633-10-82).

PORKY'S II (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LES PRÉDATEURS (Brit., v.o.) (*) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LE ROI DES SINGES (Chinois, v.f.) : Marais, 4e (278-47-86).

LES FILMS NOUVEAUX

AVIS DE RECHERCHES, *film américain de Stanley R. Jaffe (v.o.)* : Forum Orient-Express, 1er (233-63-65) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; (v.f.) : Impérial, 2e *(742-72-52)* ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Images, 18e (522-47-94).

LE FAUCON, film français de Paul Boujenah : Forum Orient-Express 1er (233-63-65) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-33-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Wepler, 18e (522-46-01).

FLASHDANCE, film américain d'Adrian Lyne (v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Paramount-Mercury, 8e (562-75-90) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; (v.f.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Maillot, 14e (758-24-24) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secretan, 19e (241-77-99).

LA GRANDE VILLE, film indien de Satyajit Ray (v.o) : 14-Juillet *Parnasse*, 6e (326-58-00).

LA JEUNE FILLE AU CARTON A CHAPEAU - OKRAINA, films soviétiques inédits de Boris Barnet (v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

LIBERTY BELLE, film français de Pascal Kané : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Olympic, 14e (542-35-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont Convention, 13e (828-42-27).

ZELIG, film américain de Woody Allen : Forum, 1er (297-53-74) ; Movies Halles, 1er (260-43-99) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) (deux salles) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy-Pathé (522-46-01).

SPECTACLES

SUPERMAN III (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

TONNERRE DE FEU (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount-City, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Opéra, 2e (742-56-31) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

TOOTSIE (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

LA TRAVIATA (It., v.o.) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

LA TRILOGIE D'APU (Ind., v.o.) ; 14-Juillet Parnasse, 1re, 2e, 3e partie, 6e (326-58-00).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

UN FLIC AUX TROUSSES (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

UN HOMME, UNE FEMME, UN ENFANT (A., v.o.) : Paramount City, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17).

LA VIE EST UN ROMAN (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).

VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LE VOYAGE A DEAUVILLE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42).

YOR, LE CHASSEUR DU FUTUR (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

LA RUE SANS JOIE (All., muet) : Acacias, 17e (764-97-83), 16 h 15, 20 h.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.) ; Studio Galande, 5e (354-72-71), 22 h 40.

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), 21 h 15.

XICA DA SILVA (Brés., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01), 20 h.

Les séances spéciales

L'AGE D'OR (Mex.) : Templiers, 3e (272-94-56), 22 h 30.

AMERICAN GIGOLO (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 18 h 15.

ALIEN (*) (A., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 20 h ; Péniche, 16e (527-77-55), 20 h, 22 h.

APOCALYPSE NOW (*) (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 21 h 45.

BLADE RUNNER (*) (A., v.o.) : Opera Night, 2e (296-62-56), 16 h 10, 19 h 20, 21 h 30. Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 22 h + v.f.

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 20 h 45.

CARMEN JONES (A., v.o.) : St-Lambert, 15e (532-91-68), 21 h.

CASANOVA, UN ADOLESCENT A VENISE (It., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 16 h.

LES CHARIOTS DE FEU (Brit., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68), 19 h.

CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h 15.

LE DERNIER TANGO A PARIS (**) (It., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 22 h 15.

ELEPHANT MAN (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 20 h.

JOURNAL D'UNE JEUNE FILLE (All., muet) : Acacias, 17e (764-97-83), 18 h 15, 22 h.

JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 15.

LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Olympic, 14e (545-35-38), 18 h.

MAD MAX I (**) (A., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 18 h 15.

LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), 19 h 25.

MAMAN A 100 ANS (esp., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01) : 16 h.

MORT A VENISE (It., v.f.) Templiers, 3e (272-94-56), 22 h.

NOCES DE SANG (Esp., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) : 16 h 15.

LA NUIT DE VARENNES (It., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 20 h.

ORANGE MÉCANIQUE (**) (A., v.o.) Studio Galande, 5e (354-72-71), 20 h 15.

PANIQUE A NEEDLE PARK (**) (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

PINK FLOYD A POMPEI (v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (509-94-14) ; 18 h.

LE PROCÈS (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h.

QUERELLE (**) (All., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 18 h 15.

VU

Folies Bergère

Dès le début – lorsque M. Edouard Leclerc a expliqué qu'il s'opposait au « discount » sur l'essence organisé par son frère Michel, mais qu'il était solidaire du combat pour l'école privée mené par un autre de ses frères – on a su que ce « Droit de réponse » de rentrée ne serait pas un modèle de clarté. Très rapidement, de rabais en remise, de décret en Conseil d'État, on a perdu pied, même si, toutes les dix minutes, un participant signalait gentiment qu'on touchait enfin le cœur du débat, le fond du problème.

Une fois débarrassé du souci de comprendre, il ne restait plus qu'à apprécier le spectacle. D'une qualité remarquable d'ailleurs, car chaque intervenant avait pris soin, comme au gala annuel de l'Union des artistes, de présenter un numéro sortant de son répertoire traditionnel. C'est ainsi que M. Leclerc, qui joue habituellement les Zorro de la distribution, s'est présenté successivement en sauveur des petits pompistes, en espoir suprême des pharmaciens dévalorisés et a même esquissé une solution originale pour le recyclage des ouvriers du Livre.

Le représentant des pouvoirs publics est apparu pour la première fois en pourfendeur de la baisse des prix. M. Gérard Nicoud, Robin des Bois des petits commerçants et grand incendiaire de perceptions, a connu un vif succès en gardien de la raison d'État et du respect de la loi. On a beaucoup admiré aussi le représentant des multinationales pétrolières déguisé en chantre de la liberté et celui des consommateurs en défenseur des grandes surfaces et apôtre de la déréglementation.

Enfin, lorsque M. Leclerc a rendu à M. Nicoud les deux dents qu'il avait perdues jadis au siège de Rochefort, on s'est levé pour applaudir le clou du spectacle. Au sortir du studio, la petite épicière de Landerneau, symbole historique de la lutte contre le « discount », s'est sans doute rendue aux Folies Bergère comme elle le souhaitait. Il n'est pas sûr qu'elle s'y soit autant amusé.

J.-F. L.

La quatrième chaîne de télévision et le cinéma

Et si Canal Plus vidait les salles ?

Les négociations sur la quatrième chaîne de télévision butent toujours sur les délais de programmation des films. Face à la volonté du groupe Havas, maître d'œuvre du projet, d'acheter des films récents, le Bureau de liaison des industries cinématographiques s'appuie sur une étude de la Cofremca pour refuser toute diffusion avant un délai de douze mois après la sortie en salle. Va-t-on vers un arbitrage gouvernemental ? Havas le souhaite, les représentants du cinéma le redoutent.

L'été fini, les négociations recommencent entre les responsables de Canal Plus, la future quatrième chaîne, et les représentants de l'industrie cinématographique. Le « Oui, mais... » d'Havas (*le Monde* du 30 août) au gouvernement est loin d'avoir réglé tous les problèmes. M. André Rousselet, P.-D.G. du groupe Havas – qui se sert du film pour vendre la quatrième chaîne à ses abonnés – doit obtenir des concessions importantes de la profession cinématographique. Le Bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC), favorable à Canal Plus mais inquiet des répercussions possibles sur l'exploitation en salle, veut obtenir des garanties et imposer des garde-fous. A mesure que les échéances se rapprochent (les émissions de Canal Plus devraient débuter fin 1984), les négociations deviennent plus tendues. On pourrait se lasser de ces surenchères permanentes et de ces coups de théâtre sans lendemain s'il ne s'agissait de l'équilibre de tout le système audiovisuel français.

Depuis sept mois, les partenaires ont fait, de chaque côté, des concessions : sur la grille des programmes, sur le quota de films français, sur le nombre de films diffusés, on est proche maintenant d'un accord. Mais, sur les délais de programmation, le divorce reste complet. M. Rousselet veut être la « voiture-balai » du cinéma en diffusant les films six ou *neuf mois* après leur sortie en salle. Les représentants du cinéma redoutent que cette « voiture-balai » n'incite les spectateurs à déserter les salles et souhaitent un délai de douze à dix-huit mois. Quelle est la valeur réelle de ces chiffres ? Que risque exactement l'exploitation cinématographique ? Tout le problème est là.

Tout au long des négociations, le BLIC a réclamé, en vain, les études de marché réalisées par l'équipe de Canal Plus. Les organisations du cinéma ont donc financé leur propre étude, en demandant à la Cofremca d'analyser l'impact de la quatrième chaîne sur le public du cinéma. Cette enquête, réalisée entre le 25 et le 30 juillet sur un échantillon de six cents personnes et doublée paw des réunions de groupe, confirme que les meilleurs partisans de Canal Plus se recrutent parmi les spectateurs assidus du cinéma, ceux qui y vont deux à trois fois par semaine. Un public jeune, relativement aisé, déjà équipé en magnétoscope, gros consommateur de nouveautés technologiques et culturelles. Un public qui ressemble fort à la cible maintes fois définie par Havas. Il souhaite voir en priorité, sur la quatrième chaîne, des films en version originale (dont la télévision le prive), des productions d'art et d'essai, des courts métrages mais aussi de l'information et des concerts.

Mais ces enthousiastes ne représentent que 13 % du public du cinéma, une base insuffisante pour assurer le succès de Canal Plus. Il faut donc compter avec les autres, ceux qui vont moins souvent au cinéma et qui sont légèrement moins motivés par le nouveau canal (45 % d'opinions favorables contre 57 % dans la première catégorie). Or ceux-là souhaitent voir en priorité des grands classiques et des films de divertissement. Seule motivation commune aux différentes catégories de public : le désir de voir des films récents. Voilà qui justifie pleinement la stratégie de M. Rousselet.

Mais les choses se compliquent lorsqu'on cherche à savoir ce qu'est, pour le public, un film récent. Une perception subjective qui a peu de rapport avec le calendrier. L'étude de la Cofremca montre qu'un film déjà vu vieillit très vite dans la mémoire du spectateur. A l'inverse, un film qu'on n'a pas vu et qu'on a envie de voir est considéré comme récent plus de neuf mois après sa sortie en salle. Là, le BLIC marque un point. Mais ses positions sont encore confortées lorsqu'on apprend que 28,4 % des personnes interrogées préfèrent attendre neuf mois pour voir le film sur Canal Plus plutôt que d'aller au cinéma. Le pourcentage monte à 39 % lorsque le délai est de six mois. Il atteint même 48,7 % pour un grand succès commercial comme *E.T.* Une telle chute de la fréquentation des salles pourrait avoir des conséquences fâcheuses sur l'industrie cinématographique. Les responsables du BLIC en tirent argument aujourd'hui pour ne pas accepter un délai inférieur à douze mois.

La concurrence avec les autre chaînes

Mais le délai de programmation n'est pas le seul point délicat des négociations. Le tiers des films français est coproduit par les chaînes de télévision, qui disposent ainsi d'une priorité de diffusion sur les antennes. En tant que producteurs, les chaînes ont tout intérêt à céder leur priorité à Canal Plus et à rentabiliser ainsi leur investissement. Mais, en tant que canaux de diffusion concurrents, elles peuvent aussi refuser de vendre certains films. A moins que M. Rousselet ne leur offre en contrepartie des commandes pour la quatrième chaîne...

L'équipe d'Havas cherche à créer une dynamique en faisant alterner un dialogue difficile avec les organisations du cinéma et des négociations commerciales avec chacun des partenaires. Mais, en dehors de quelques déclarations de Gaumont (*le Monde* du 15 juillet), le front du cinéma est resté relativement uni. En rendant, fin août, sa réponse au secrétariat d'État chargé des techniques de la communication, M. Rousselet a invité le gouvernement à arbitrer les négociations. Dans un communiqué publié le 15 septembre, le BLIC redoute qu'« *un arbitrage interministériel puisse ignorer les concessions que la profession a faites, méconnaître que les délais ainsi négociés sont ceux pratiqués par les chaînes de télévision payante dans le monde et trancher au grave détriment des entreprises de cinéma et de leur effort de reconquête du marché* ».

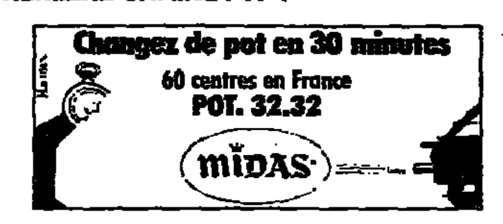
Sollicités par les uns, mis en garde par les autres, le secrétariat d'État comme le ministrère de la culture restent prudents. On ne parle pas d'arbitrage, puisqu'il ne s'agit pas d'un conflit entre deux administrations, et on souhaite, pour la réussite de l'entreprise, que le cahier des charges dce Canal Plus soit le reflet d'un compromis entre les partenaires plutôt que d'une décision des pouvoirs publics.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

COMMUNICATION

Lundi 19 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF1



20 h 35 Film : Midi, gare centrale.
Film américain de R. Mate (1950) avec W. Holden, N. Olson, B. Fitzgerald, L. Bettger, J. Sterling, A. Roberts (N.).
Dans la gare centrale de New-York, des policiers s'efforcent d'arrêter des gangsters qui ont enlevé la fille aveugle d'un homme d'affaires et réclament une rançon. D'après un roman de Thomas Walsh où la victime était un enfant de six ans et non une adolescente privée de la vue. Une atmosphère tendue et violente pour un film noir de série.

22 h Magazine : Contre-enquête. Emission de A. Hoang.
Le magazine des faits divers.

23 h 05 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Le Grand Échiquier, de J. Chancel.
Autour de l'Alliance française, avec la participation d'Eugène Ionesco, René de Obaldia, Jean-Louis Barrault, Ivry Gitlis, Miguel Angel Estrella, Georges Guétary...

23 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 Film : Pour Clémence.
Film français de C. Belmont (1977) avec J. Crubelier, E. Darlan, L. Bensasson, C. Debord, J. Deschamps, C. Pouey de Graaf.
Un ingénieur préfère être licencié que muté en province. Bien que n'ayant pas de problèmes matériels, il sombre peu à peu dans l'ennui et la déprime, car il ne sait pas à quoi employer son temps libre. Problèmes du chômage et, surtout, perte d'identité de l'homme moderne, conditionné par le travail et les attitudes sociales. Film important par sa réflexion sur le sens de la vie. Le rôle principal est joué par un « non-comédien », chercheur du C.N.R.S.

22 h 10 Journal.

22 h 30 Magazine : Thalassa.
De J. Pernoud.
En direct du Grand Pavois de La Rochelle.

23 h 15 Prélude à la nuit.
« Ondine » de Ravel par N. Bera-Tagrine (piano).

FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 6 Documentaires : Profession, pêcheur d'épaves ; Octuor Varese ; C'est toujours la saison.

18 h 30 Sports.

18 h 55 Informations nationales et internationales.

19 h 10 Dessin animé : l'Ours Paddington.

19 h 15 Informations régionales.

19 h 35 Feuilleton : Malaventure.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Bonnes nouvelles, grands comédiens : « l'Automne à New-York » d'A. Gerber lu par F. Chaumette.

21 h, L'autre scène ou les vivants et les dieux.

22 h 30, Nuits magnétiques. « Un soupçon de Suisse » par J. Taroni et M. Gateau.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (en direct de la chapelle royale de Versailles) : deux motets de Rameau, « Messe des morts » de Gilles par l'Ensemble vocal et instrumental de la chapelle royale, dir. P. Herreweghe, sol. S. Gari, L. Monbaliu, H. Ledroit.

23 h 5, Fréquence de nuit : Portrait d'Adrian Leverkühn.

Mardi 20 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 30 Vision plus.

12 h Le rendez-vous d'Annik.

12 h 30 Atout cœur.

13 h Journal.

13 h 45 Portes ouvertes.

14 h Le cheval vert.

14 h 25 Série : François Gaillard ou la vie des autres.

15 h 25 Contre-enquête

16 h 20 Le forum du mardi.
Les universités d'été.

17 h 30 Série documentaire : le paradis des chefs.
Réal. F. Floquet.
Premier épisode d'une série documentaire sur les Chefs : le portrait de trois personnages hauts en couleurs (chef traditionnel, sultan, roi) vivant dans un environnement exceptionnel. Réalisation honnête.

18 h Série.
Ton amour et ma jeunesse

18 h 20 Le village dans les nuages

18 h 40 Variétoscope.

18 h 55 Journal : 7 h moins 5.

19 h Météorologie.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 45 Jeu : Marions-les.

20 h Journal (et à 22 h 45).

20 h 30 D'accord, pas d'accord.
Automobile : l'attestation de réparation.

20 h 35 Théâtre : Le Tartuffe.
De Molière. Mise en scène Jean Le Poulain. Avec Jean Le Poulain, J. Sereys, L. Delamare...
Comédie en cinq actes et en vers, enregistrée cet été au Festival de Pau en collaboration avec le ministère de la culture. Tartuffe, l'hypocrite, gouverne l'esprit et la maison du bourgeois Orgon, pour s'emparer de son héritage. Un numéro d'acteur de Jean Le Poulain.

22 h 45 Balle de match.

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.

12 h Journal (et à 12 h 45).

12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.

13 h 35 Feuilleton : Les amours romantiques.

13 h 50 Aujourd'hui, la vie.

14 h 55 Série : Embarquement immédiat.

15 h 45 Reprise : La chasse aux trésors.
(Diffusé le 18 septembre.)

16 h 45 Entre vous.

17 h 45 Récré A 2.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Bouvard.

20 h Journal.

20 h 30 D'accord, pas d'accord.
Automobile : l'attestation de réparation.

20 h 40 Film : F.I.S.T.
Film américain de N. Jewison (1978), avec S. Stallone, R. Steiger, P. Boyle, M. Dillon, D. Huffman, T. Lo Bianco.
L'histoire d'un ouvrier qui, dans les années 30, réussit à créer un syndicat de camionneurs dont il devient le chef puis se trouve, par la suite, amené à se compromettre avec la Mafia. Plus ou moins inspiré d'événements vrais, ce film est envahi par Sylvester Stallone, qui joue les gros bras tant qu'il peut, au détriment d'une histoire intéressante.

22 h 50 Magazine : Lire, c'est vivre.
Une émission de P. Dumayet, réal. R. Bober.
Très beau numéro consacré à A. Schnitzler, (écrivain, ami de Freud et contemporain du Mouvement intellectuel viennois du début du siècle) et à son roman : Dernières cartes. *Avec P. Schoendorffer, R. Liberman, un joueur de poker et une chercheuse du C.N.R.S.*

23 h 45 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévisions régionales.
Programmes autonomes des douze régions.

19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.

20 h Les jeux.

20 h 35 La dernière séance.
Émission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui.
A 20 h 35, actualités Gaumont ; à 20 h 45, Tom et Jerry ; à 22 h 35, Tex Avery ; à 22 h 40, les « réclames » de l'époque.

20 h 50 Premier film : le Brigand bien-aimé.
Film américain de H. King (1939), avec T. Power, H. Fonda, N. Kelly, R. Scott, H. Hull, S. Summerville, J. Carradine (Rediffusion).
Après la guerre de Sécession, deux frères, Jesse et Frank James, deviennent hors-la-loi, pour venger leur mère, morte à la suite d'un attentat destiné à la spolier de ses terres où devait être construite une ligne de chemin de fer. La légende dorée d'Hollywood et ses héros mythiques de l'Ouest se confondent dans ce film en technicolor qui connut un grand succès grâce à Tyrone Power et Henry Fonda.

22 h 55 Journal.

23 h 10 Deuxième film : l'Homme au masque de cire.
Film américain d'A. de Toth (1953), avec V. Price, F. Lovejoy, P. Kirk, C. Jones, P. Picerni, R. Roberts, C. Bronson.
A New-York, en 1900, un sculpteur de figures de cire disparaît dans l'incendie de son musée. Rescapé et feignant la paralysie, il en ouvre un autre, très macabre par ses personnages. Or, des cadavres sont volés à la morgue. Nouvelle version d'un film fantastique des années 30, alors réalisé par Michael Curtiz. Tournée en relief 3D, elle perd beaucoup de son atmosphère angoissante à être présentée en version « plate ».

0 h 40 Prélude à la nuit.
« Ad libitum », de Sejourne, par le groupe Noco Music.

FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 6 Court métrage : Candide, de G. Salachas.

18 h 55 Informations nationales et internationales.

19 h 10 Dessin animé : l'Ours Paddington.

19 h 15 Informations régionales.

19 h 35 Feuilleton : Malaventure.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales.

8 h, Les chemins de la connaissance ; à 8 h 50, La vallée aux loups.

9 h 7, La matinée des autres : Le chamanisme.

10 h 45, A bâtons rompus.

11 h 2 Musique : Journée livrets (à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).

12 h 5, Agora.

12 h 45, Panorama.

14 h, Sons.

14 h 5, Un livre, des voix : « La chantepleure », de J.-L. Ezine.

14 h 47, Les après-midi de France-Culture : Itinéraires retrouvés : 15 h 20, Rubrique internationale ; à 16 h 30, Micromag ; à 16 h 50, French is beautiful ; à 17 h, Raisons d'être.

18 h 30, Feuilleton : l'Hôtel Saint-Pol.

19 h 25, Jazz à l'ancienne.

19 h 30, Sciences : le vecteur Bozon.

20 h, Dialogues : « Une histoire de femmes est-elle possible ? », avec A. Farge et M. Perrot.

22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin : œuvres de Bach, Brumel, Debussy, Grieg, Le Roux, Zeidler, Fauré, Praetorius, Paganini.

8 h 30, Le journal de musique.

9 h 10, Le matin des musiciens : le mythe de Faust.

12 h, Archives lyriques : œuvres de Massenet, Boito, Gounod.

12 h 35, Jazz : Eric Dolphy.

13 h, Les nouvelles muses en dialogue.

14 h 4, Chasseurs de son stéréo.

14 h 30, L'après-midi des musiciens (en direct de Lyon) : musiciens lyonnais ; œuvres de Rameau, Leclair, Marchand ; vers 15 h, Instruments et interprètes.

17 h 5, Repères contemporains : Antoine Duhamel.

18 h, L'imprévu (en direct de Lyon).

20 h 5, Jazz.

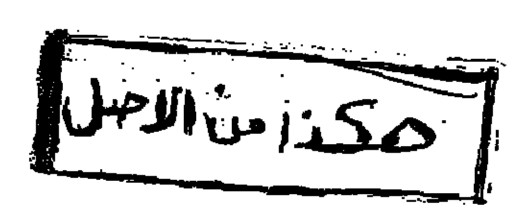
20 h 30, Concert (donné au théâtre de l'Opéra de Lyon le 19 septembre 1983) : Ouverture de Faust, de Wagner, Faust – symphonie de Liszt par l'Orchestre national de France et les chœurs d'hommes de Radio-France, dir. E. Leinsdorf, chef des chœurs J. Jouineau, sol. J. Aler, ténor.

23 h, Fréquence de nuit : vers 23 h 5, Jazz-Club.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 19 SEPTEMBRE

– *M. Pierre Bérégovoy*, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, répond aux questions des auditeurs dans l'émission « Face au public » sur France-Inter à 19 h 15.



ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE
C.A. 100 millions, recherche son

DIRECTEUR DES VENTES FRANCE

(ESSEC, SUP de CO...)

Nos produits sont confirmés auprès des principaux acheteurs industriels, ainsi que des Administrations...

Nous souhaitons rencontrer un candidat jeune, alliant les qualités d'un meneur d'hommes à celles d'un gestionnaire, et sachant tirer parti de son expérience Marketing.

Sa mission :
- entretenir des contacts à niveau élevé avec les décideurs, et animer la force de vente, pour améliorer notre pénétration du marché.
- gérer le potentiel humain de l'établissement, qu'il administre en relation avec la Direction Générale.

Le poste est basé en Région Parisienne Sud.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions *sous réf.* 78537 à CONTESSE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



Group finance director — FF 600.000 + car

Paris - A major expanding British group (turnover £ 100 million; 2.500 employees) specialising in consumer goods is seeking a group finance director to complete its management team located in France (central Paris). Reporting directly to the group managing director and deputy chairman, he will soon become a permanent member of the international board. Assisted by a treasurer and a budget controller, he will have functional authority over the finance managers of 15 European subsidiaries and be responsible for all aspects of the group's financial and accounting matters including: centralization of the accounts and consolidation of balance sheets; budgets and cost control; treasury; exchange problems; financing operations; relations with the London Stock Exchange and the bankers... He will also supervise the implementation of a new EDP structure. *This key job would only suit a top level international financier with successful management and business experience.* Candidates, aged 43-53, must be used to working in english with different nationalities. Knowledge of french is not indispensable. Initial interviews will be held in London or Paris. Please write to J.P. ROUGIER. *Réf. A/2292M*

No details are divulged to clients without prior permission. Applications, quoting reference number, should be addressed to :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC



Jeune généraliste de haut niveau — 300.000 F

Directeur de département - rhône-alpes - Cette importante entreprise recherche, pour faire face à son développement, un cadre généraliste de haut niveau pour lui confier la responsabilité d'un département regroupant des activités variées et faisant appel à des disciplines et technologies extrêmement diverses. Doté d'une large autonomie, il aura pour mission d'élaborer, de proposer à la direction générale et de mettre en œuvre une politique de développement de ce département. L'importance des budgets mis en œuvre (200 millions de francs en investissements et fonctionnement) et le nombre de personnes dirigées (plus de 100 dont 30 cadres) font de celui-ci une véritable entreprise *qu'il devra gérer comme une société de services.* En outre, il coordonnera l'activité d'un certain nombre de filiales. Cette réelle opportunité s'adresse de préférence à un diplômé grande école (commerciale ou technique), âgé de 32 ans au moins et possédant une expérience professionnelle variée au cours de laquelle il aura démontré ses qualités d'animateur et de gestionnaire. Apte à conceptualiser, définir des politiques, négocier à haut niveau, il possèdera aussi un tempérament d'homme de terrain. Ce poste, original dans sa conception, permet d'envisager des candidatures venant d'horizons très divers : la personnalité et le potentiel seront déterminants. Des perspectives d'évolution sont prévisibles à terme. La rémunération brute annuelle se situera dans la fourchette 250/300.000 francs pour un élément de premier plan. Ecrire à R. DAUDIN. Réf A/3760M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

ALLEMAGNE

Directeur administratif et financier

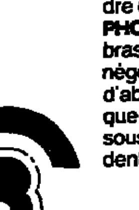
Le Commerce International de la Presse est un secteur en croissance du groupe Hachette. Cette activité est assurée par des filiales *à l'étranger qui ont réalisé un CA de 2,6 milliards de francs pour un* effectif global de 2.500 personnes.

L'une des filiales, implantée en ALLEMAGNE FEDERALE, importe la presse étrangère et la distribue à travers ses départements et filiales. Avec 300 personnes, elle détient une position significative dans son secteur et ses résultats sont positifs.

Nous cherchons un DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER *qui sera également le N° 2 de cette Société*

Outre sa fonction d'assistant du directeur général couvrant tous les aspects de la vie de l'entreprise, il sera responsable notamment :
- de la gestion : planification, élaboration et contrôle des résultats,
- des systèmes en vue d'améliorer la productivité, notamment à l'aide de l'informatique,
- du développement : inventorier les possibilités, rechercher les opportunités et les concrétiser en liaison avec le directeur général.

Vous avez une formation Grande Ecole et acquis une expérience solide de la gestion et du développement, de préférence dans des activités de type logistique. Vous parlez bien sûr l'Allemand et vous êtes certain de pouvoir «entreprendre» davantage dans un poste opérationnel à l'étranger : ce sera donc en Allemagne votre première affectation dans notre Groupe.



HACHETTE

Nous vous remercions de nous adresser votre lettre *de candidature au service GESTION DES CADRES,* 12 rue François 1er - 75008 Paris, sous réf. 204.



Direction juridique — Sud

Réputée dans le domaine des constructions métalliques (pylônes, ponts, charpentes lourdes, chaudronnerie, etc...), cette entreprise très compétitive (chiffre *d'affaires de l'ordre de 200 millions de francs, effectif d'environ 850 personnes* en 4 usines) recherche son responsable juridique basé à son établissement principal situé dans la région de Montpellier. Répondant à la direction générale, il aura un rôle à la fois opérationnel et fonctionnel : chargé principalement *des problèmes de droit public et privé sur le plan externe* (contentieux, marchés et contrats, assurances et garantie...) et interne (droit des sociétés, droit social...), il sera également responsable du personnel et interlocuteur des délégués ; il assurera enfin les relations extérieures tant avec les administra*tions et groupements professionnels qu'avec divers organismes financiers* pour des problèmes spécifiques. Ce poste évolutif intéresse un candidat âgé d'au moins 33 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (maîtrise, D.E.S. ou doctorat de droit) disposant d'une expérience d'au moins 5 années acquise *dans des responsabilités essentiellement juridiques, mais aussi administra*tives et/ou de gestion du personnel ayant révélé ses aptitudes à la réflexion, au contact et à la négociation. La rémunération sera liée à l'acquis professionnel. Ecrire à J. HAXAIRE. Réf. A/2410M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

DIRECTEUR DE SOCIETE
NEGOCE CAFE/CACAO
Afrique Francophone

Filiale d'un groupe important, la Société intervient au niveau de la production en apportant son aide financière et technique aux exploitants, au niveau de la commercialisation en achetant les récoltes et en assurant leur vente aux USA et en Europe.
Le Directeur que nous recherchons assumera l'entière responsabilité de l'exploitation de la Société.
Sa formation sera celle d'un gestionnaire de haut niveau (HEC, ESSEC ou similaire). Il aura l'expérience du négoce de matières premières et, de préférence, du café et du cacao. Il parlera couramment l'anglais. Logement. Voiture. Congés 10 mois/2 mois. Assurances chômage et maladie.
400.000 FF +.

Adresser CV sous réf. 232/27M à :

France Cadres 22, rue St-Augustin 75002 Paris.

area manager — 250.000 F

Pour la Division **AGRO-INDUSTRIELLE** d'une société française leader en maintenance et fourniture de pieces aux Pays en Développement. **BILINGUE ANGLAIS**, vous avez un diplôme d'ingénieur ou une formation similaire qui vous a permis depuis 8-10 ans de vendre des équipements ou des infra-sctructures (ou de les réaliser), dans des **PAYS ANGLOPHONES** de préférence. Peut-être êtes-vous familier des secteurs concernés : huileries, brasseries, sucreries, textiles, pâte à papier... Si vous êtes homme d'affaire entreprenant, négociateur avisé (à tous les niveaux, dans les ministeres, les directions mais aussi et d'abord sur le terrain, dans les usines), que l'affaire conclue vous êtes attentif au suivi et que de voyager à 50 % du temps, cela ne vous pèse pas... alors, écrivez à notre Conseil sous référence 35 DM, ou prenez contact avec lui et soyez assuré du respect de la confidentialité des informations transmises.

Hervé Le Baut-Consultants — 11, rue la Boëtie - 75008 PARIS Tél : 265.38.39



TEISSEIRE-FRANCE
recrute pour une de ses unités

UN DIRECTEUR D'USINE

d'un niveau ingénieur Agro-alimentaire ce candidat aura la responsabilité de l'organisation et la gestion de l'unité.
- Ordonnancement, lancement.
- Fabrication.
- Production.
- Qualités : gestion de personnel, etc. Homme de terrain il assurera dans le cadre d'une société dynamique le développement de cette usine récente.

Adresser sous référence 1.045, lettre manuscrite curriculum vitae + photo, au chef du personnel, *TEISSEIRE-FRANCE, 11, 15, rue Général-Rambaud,* 38028 GRENOBLE CEDEX.

Directeur Logistique

Nous sommes un département d'un groupe industriel important. Nous fabriquons et commercialisons aupres des détaillants des produits de *grande consommation sous des marques connues du grand public.* Nous occupons dans notre secteur une position dominante (250 MF). Notre Directeur Général crée le poste de Directeur de la logistique qui inclut la responsabilité de 3 services : administration commerciale *France-Export, expeditions et informatique (110 pers.). Par une* réorganisation de ces services, ce poste doit permettre une amelioration de notre prestation à nos clients.
Il s'agit en outre de mieux articuler l'administration commerciale et l'ordonnancement-lancement et de moderniser le fonctionnement du centre d'expeditions
Ce cadre sera aidé dans sa mission par la mise en place d'un matériel *informatique très performant.*
Ce poste, susceptible d'evoluer vers une fonction administrative plus large, sera confié à un homme justifiant d'une formation supérieure (ESCP, HEC, ESSEC) et d'une experience de 5 à 10 ans de la fonction acquise dans des produits de grande consommation.
Des qualités d'organisateur et le sens de la qualité du service sont indispensables pour réussir.
Residence **PARIS.**

Envoyer votre CV détaillé, photo et dernier salaire sous ref. M 369/E - 106, Bd Haussmann 75008 Paris

Jean Paul VELLA Conseil

LEVI TOURNAY



Notre société (C.A. : 160 MF - 700 personnes) est filiale d'un important groupe régional français.
Nous sommes spécialisés dans la conception et la fabrication de composants d'automatismes électromécaniques et électroniques pour applications domestiques. Nous recherchons notre

DIRECTEUR FINANCIER

Rattaché au directeur général. Il aura pour mission :
- d'élaborer et animer le système d'informations de gestion de la société,
- d'établir les budgets et exploiter les résultats dans un esprit de contrôle de gestion,
- d'assurer les *relations financières avec la maison-mère* et avec les banques,
- d'animer les services gestion, comptabilité, trésorerie, crédit clients-fournisseurs,
- de participer activement à la mise en place d'un nouveau système informatique.

Le candidat retenu, âgé de 32 ans environ, aura une formation *supérieure (HEC, ESSEC, ESC + DECS) et une expérience significative du contrôle de gestion et de l'informatique.*

Rémunération motivante.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. SL 8360 à SIBEL, Secrétariat Général, B.P. 43, 74301 CLUSES CEDEX

Association amélioration habitat ancien recherche pour ROANNE (42) :

DIRECTEUR

pour animation équipe opérationnelle (chargée d'OPAH - études urbaines et socio-économiques, techniciens sociaux, bureau études), gestion administrative et financière de l'association et développement relations publiques.
Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (ingénieur, économiste, juriste, urbaniste ou architecte), de 30 ans environ, ayant une expérience réelle (3 ans minimum) d'animation d'opération de réhabilitation et d'amélioration d'habitat ancien public et privé.
Disponibilité immédiate.
Indiquer prétentions.
Adresser, avant 22 sept. C.V. + photo et prét. à : URPACT, 29, quai Saint-Antoine, 69002 LYON.

COMITÉ INTER-ENTREPRISES GROUPE PRINTEMPS-PRISUNIC recherche

DIRECTEUR

- Œuvres sociales.
- Références exigées.
- Salaire annuel : 130.000 F.

Env. C.V. à : C.I.E. Printemps, 62, rue Caumartin, 75009 PARIS.

Une importante Société de Services spécialisée dans l'après-vente, recherche

DIRECTEUR REGIONAL

Il aura pour mission :
- superviser la gestion de plusieurs agences de service après-vente
- prospecter et suivre la clientèle.

Ce poste s'adresse à un candidat ayant déjà assuré des responsabilités analogues au sein d'une chaîne de distribution ou d'une société de service après-vente.

L'évolution de sa carrière le conduira à résider dans différentes régions, où il devra se déplacer fréquemment.

Une voiture de Société lui sera fournie.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 78794 à CONTESSE PUBLICITE - 20, Avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.





DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

ORGANISME PUBLIC CHARGÉ DE LA PROMOTION DES NOUVEAUX PRODUITS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS : VIDÉOTEX, TÉLÉCOPIE, PAIEMENT ÉLECTRONIQUE, VIDÉOCOMMUNICATIONS...

Recherche

LE RESPONSABLE TECHNIQUE ET INFORMATIQUE,

responsable des équipes chargées de l'exploitation des équipements et des opérations.

- Niveau : école d'ingénieur + 5 à 10 ans d'expérience dans les télécommunications (logiciels et matériels).

L'ADJOINT AU RESPONSABLE INFORMATIQUE

Chargé des développements et applications Vidéotex.

- Niveau : école d'ingénieur, DEA, 3 ans d'expérience sur systèmes interactifs.

Envoyer C.V et prétentions sous nº T 272.074 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

CONTROL DATA FRANCE VOUS OFFRE DE PRENDRE LA DIRECTION DE SES SERVICES JURIDIQUE ET ACHATS...

La manière dont nous concevons l'activité de ce département, vous amènera à assumer des fonctions variées et élargies.

1) *assurer le bon fonctionnement du service juridique* chargé de la résolution de toutes les questions du droit des affaires de la société : approbation de tous les engagements contractuels, gestion des assurances et des risques, contentieux, vie sociale de la société.
2) *garantir la conformité générale de la société* en matière économique et fiscale et tenir le rôle de conseiller interne des autres services et de la *Direction Générale*.
3) *intervenir en qualité d'audit juridique* et de conseil auprès de la *Direction Générale pour les engagements de partenariat.*
4) *superviser l'équipe achats et approvisionnements* de la filiale française avec le souci permanent de la fiabilité et de la rentabilité.

Dans la manière dont vous abordez les problèmes de l'entreprise, vous êtes un homme de synergie et votre capacité à régler rapidement les situations avec méthode et créativité nous paraît essentielle.
Elle s'appuie sur une solide formation de base (au *minimum maîtrise de droit des affaires*) et une expérience de 5 ans environ en qualité de *juriste dans une entreprise industrielle à vocation internationale.*
Vous parlez parfaitement l'anglais et vous avez si possible des connaissances en informatique.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. sous réf. MX 858 à CONTROL DATA France – Service Recrutement – B.P. 139 – *77315 MARNE-LA-VALLÉE CEDEX 2.*

Plan Champs



Ingénieur grande école Paris

Directeur achats et approvisionnements



Ingénieur grande école, vous occupez actuellement **la fonction de directeur des achats**. Vous avez une **bonne connaissance de l'industrie** et des *capacités certaines de gestionnaire.*

Votre goût de la **négociation commerciale**, votre **sens de l'organisation**, vos capacités à réagir vite font de vous un **cadre dirigeant « top niveau »**.

En relations constantes avec la Direction Générale, vous aurez pour mission :
- **de gérer un budget supérieur à 600 millions de francs,**
- de prendre la responsabilité des négociations achats,
- de planifier les approvisionnements des usines en collaboration avec leurs directeurs,
- d'animer et de motiver une équipe importante.

Ce poste de très haut niveau est à pourvoir dans un groupe industriel français faisant partie des **leaders de son secteur**, fortement implanté en France et à l'étranger.

La rémunération et les avantages proposés seront fonction de l'expérience du candidat et, bien sûr, de son potentiel.

Si vous êtes motivé par ce poste, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) sous la référence M/2644, en précisant bien sur l'enveloppe les entreprises avec lesquelles vous ne désirez pas communiquer à

Communiqué
9, Bd des Italiens. 75002 PARIS
qui transmettra.

Direction financière

Des responsabilités à la mesure de vos ambitions...

Un puissant groupe français spécialiste dans le négoce international, la distribution et la gestion d'énergies recherche un cadre financier. *Intégré au sein de la holding,* il est **l'ADJOINT DU DIRECTEUR FINANCIER** et participe au développement d'un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs. Il a un rôle fonctionnel. Il gère la trésorerie groupe et coordonne ainsi l'activité d'une dizaine de comptables. Sa mission est de planifier les moyens de prévisions (plan annuel de trésorerie, budget de frais financiers), d'organiser et d'optimiser les procédures de gestion. Grâce à un outil informatique performant il suit les comptes des sociétés, analyse les écarts et détermine les actions de trésorerie. Interlocuteur privilégié des banques, il développe les relations commerciales au travers des négociations de crédit et de la préparation du dossier Banque de France.
Nous recherchons un homme de poids et d'envergure *capable d'accéder rapidement à de plus larges responsabilités au sein* d'une Direction Financière.
Ce poste sera confié à un diplômé d'études supérieures (option finances) justifiant de 5 ans d'expérience minimum *dans une fonction similaire, dans le secteur bancaire ou privé.*

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 7196 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

directeur administratif et financier

Vous souhaitez évoluer dans un grand *Groupe multinational Américain* se situant parmi les tout premiers dans le domaine de la fabrication de matériel de manutention. On vous propose d'intégrer ce Groupe comme Directeur *Administratif et Financier de la* **Société de Crédit** qui assure le financement des ventes de matériel en France (en cours global moyen 200 millions de F).

Vous assurerez avec une équipe de 7 personnes, l'ensemble des fonctions **financières, comptables, administratives** *et sociales de l'entreprise.* Vos objectifs immédiats seront, notamment, de faire évoluer les systèmes comptables, de mettre en place des logiciels pour les produits nouveaux, *d'optimiser la gestion de la comptabilité* et d'améliorer l'administration du personnel.

Pour remplir ce poste, vous avez une *formation supérieure,* complétée par une expérience dans un Cabinet d'audit international où vous aurez acquis une bonne maîtrise des principes comptables français et anglo-saxons. *Vous aurez ensuite assuré des* responsabilités de Contrôleur de Gestion ou de Directeur Administratif et Financier, de préférence dans une société de service ou financière. Vous *pratiquez l'anglais couramment.*

Envoyez votre C.V. avec salaire actuel sous réf. 8882-M à I.C.A. 3, rue d'Hauteville - 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

ORGANISME PROFESSIONNEL
GRANDE DISTRIBUTION
recherche

LE DIRECTEUR DE SON ASSOCIATION DE FORMATION

Le candidat recherché :
- aura une expérience réussie dans la grande distribution
- sera âgé de 28 ans minimum avec une formation supérieure.

Basé à Paris, il aura :
- une autonomie de gestion
- le sens des contacts et de l'animation
- la responsabilité de la prospection, du développement de la clientèle et de l'élaboration des programmes de formation et d'études.

Envoyer lettre manuscrite, CV et *rémunération actuelle sous réf.* 78215 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra *75040* PARIS CEDEX 01, qui transmettra

RESPONSABLE LOGISTIQUE INDUSTRIELLE

100 km Sud Ouest Paris F 220.000

Une société industrielle française à activités multi*nationales recherche pour son unité de production* décentralisée un RESPONSABLE DE LA LOGISTIQUE INDUSTRIELLE.

Ce poste conviendra à un candidat âgé de 30 ans minimum, diplômé d'études supérieures, pratiquant l'anglais, ayant acquis au moins 5 ans d'expérience en milieu industriel, fabrication par lots en moyennes et petites séries gérée par un système informatisé.

Il doit être apte à diriger une équipe d'environ 80 personnes réparties entre les fonctions : PROGRAMMATION DE FABRICATION. ACHATS, GESTION DES STOCKS ET EXPEDITIONS.

La rémunération de l'ordre de F 220.000 sera négociée en fonction des compétences du candidat.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournés) et prétentions sous référence 41.15-M à CLA RECRUTEMENT, 11, av. Delcassé, 75008 Paris.



BANQUE NATIONALISEE
recherche
POUR PARIS et BANLIEUE

DIRECTEURS D'AGENCES CONFIRMES

Développement commercial, gestion et rentabilité sont leurs principaux objectifs.

Pour les réaliser, ils s'appuient sur une équipe qu'ils animent et dirigent.

Ces postes conviennent à des professionnels expérimentés (formation supérieure bancaire ou universitaire appréciée) et requièrent une bonne connaissance de la clientèle PME.

Les possibilités d'évolution de carrière sont très ouvertes.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris en rappelant la référence 45697.
Réponse et discrétion assurées.

DIRECTEUR FINANCIER

(création de poste)

Une société de distribution dans le domaine alimentaire, implantée dans le NORD de la France, *filiale d'un groupe* multinational, recherche un DIRECTEUR FINANCIER.

Ce poste à créer consiste à restructurer les services comptables et l'informatique • assurer la gestion et l'animation du département financier et comptable • préparer les budgets et en assurer le suivi • établir les rapports mensuels de gestion • assurer la gestion de la trésorerie • mettre en place les procédures de contrôle interne et établir les déclarations fiscales et sociales.

Il faut avoir une solide formation comptable, *école de commerce* + DECS ou l'équivalent, pratiquer couramment l'anglais, être dynamique et entreprenant, avoir déjà acquis au moins 5 ans d'expérience dans un poste du niveau CONTROLLER.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournés) et prétentions sous référence 20.155-M à CLA RECRUTEMENT 11 av. Delcassé 75008 Paris.

CLA

directeur financier

GROUPE INDUSTRIEL AMERICAIN

La filiale française d'un grand groupe industriel américain (CA 3,5 milliards de US $) recherche son Directeur Administratif et Financier qui, avec 15 collaborateurs, aura la responsabilité de toutes les fonctions financières, comptables, de gestion et de personnel de *l'entreprise.* Sa mission prioritaire sera axée sur la **conception et mise en place des systèmes de coût de production, l'amélioration des méthodes de contrôle de production et budgétaire.** Il dépendra directement du Directeur Général.

Le candidat idéal, de formation supérieure, a une expérience de 3 ans minimum au niveau de Controller dans une entreprise *industrielle* où il a acquis une solide connaissance des systèmes *de coût et contrôle de production.* Il a une solide pratique des principes comptables anglo-saxons et parle anglais couramment.

Le poste est basé à 100 km au Nord Est de Paris.

Envoyer C.V. détaillé avec salaire actuel sous réf. 9420-M à I.C.A. - 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

IMPORTANT CONSTRUCTEUR
MACHINES-OUTILS
à commande numérique
et ATELIERS FLEXIBLES
à proximité de STRASBOURG

recherche

DIRECTEUR INDUSTRIEL

A.M. + SUPÉLEC
ou équivalent.

Adresser C.V. à
GRAFFENSTADEN
M. LAPEYRERE,
B.P. 26
67401 ILLKIRCH CEDEX.

GROUPE DE SOCIÉTÉS COTE D'AZUR
DE FABRICATION ET DIFFUSION TEXTILES

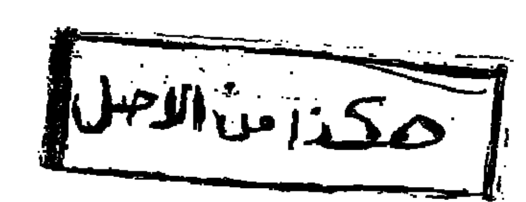
recherche son

DIRECTEUR D'USINE

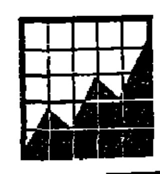
(200 salariés)

- Possibilité Direction Générale à terme.
- Il devra posséder de très bonnes connaissances techniques, administratives, commerciales et de gestion.
- Il aura notamment la charge des relations avec le personnel, les banques et les administrations.
- Disponible très rapidement.
- Salaire annuel : 180.000 F +.

Écrire avec C.V. et références détaillées
sous nº T 042.151 M à
RÉGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.



مكتب من الاجل



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Association à caractère national
recherche

UN DIRECTEUR

Chargé de la gestion administrative et comptable, de la définition des actions, de l'animation et du contrôle des services extérieurs.

Salaire brut : 240 000 F, sous réserve de reprise d'ancienneté, convention *collective octobre 1951*.

Adresser C.V. à **RÉGIE-PRESSE**, sous n° T 42.086 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

CABINET CONSEIL INTERNATIONAL
Membre de DELOITTE HASKINS & SELLS INTERNATIONAL
Recherche pour son bureau d'Abidjan (Côte d'Ivoire)

UN DIRECTEUR

Pour créer et développer une activité de

CONSEIL EN GESTION

Le candidat, âgé de 35 ans minimum, aura une formation grande école commerciale ou expertise comptable et, durant son expérience professionnelle - dont une partie se sera impérativement déroulée en Afrique - aura passé au moins 5 ans dans l'industrie à un poste opérationnel équivalent au moins aux responsabilités d'un Directeur *Administratif et Financier*.

Il sera familier de l'informatique et de l'audit et sera capable de s'exprimer couramment en anglais.

Les qualités personnelles de rigueur et de dynamisme devront s'allier à un esprit d'entreprise particulièrement développé permettant au candidat retenu de développer des relations commerciales importantes.

Un salaire élevé motivera particulièrement un candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo sous référence 10405 à **PIERRE LICHAU S.A.**, BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Responsable ressources humaines

Vous prendrez la responsabilité complète de la fonction Personnel d'un de nos plus récents hypermarchés (200 à 250 salariés)

ST-NAZAIRE ou **PERIGUEUX**

Gestion et développement des hommes, formation, communication, législation, relations avec les partenaires sociaux.

Dans une Société ouverte à l'innovation, vous animerez le service du personnel du magasin et serez un conseiller permanent de la hiérarchie opérationnelle. Vous appartiendrez à une équipe de direction jeune et particulièrement motivée

Si vous avez une formation supérieure (Université, Ecole de Commerce avec option gestion du personnel, IEP...) et une première expérience réussie de 3 à 5 ans, dans différents aspects de la fonction personnel, en industrie ou dans la distribution,

écrivez (lettre manuscrite + C.V. - photo et rémunération actuelle) à Philippe SENAILLAT - **D.R.H. AUCHAN - Région Ouest - Sud-Ouest - B.P. 7 - 33640 BEAUTIRAN.**

MEDIA PA

AUCHAN

Travailler à Auchan, c'est passionnant !

ÉTABLISSEMENT FINANCIER
FRANCO-ALLEMAND
recherche pour son siège social
à PARIS

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

chargé des services administratifs et juridiques pour la France.
Juriste de formation, expérience confirmée.
allemand lu, écrit et parlé.
Age 40/60 ans.

Envoyer curriculum vitae manuscrit et photo à :
SOCIÉTÉ COFAGE, 62, rue Gabriel-Péri, CRESSELY, 78470 MAGNY-LES-HAMEAUX.

BANQUE RÉGIONALE

DYNAMIQUE et PERFORMANTE
recherche pour renforcer ses équipes :

DIRECTEUR D'AGENCE

EN RÉGION DE MONTAGNE

MISSION :

- Organiser son unité, dont dépendent 2 guichets périodiques, dans une optique de performance commerciale ;
- élargir et améliorer son fonds de commerce par son action personnelle sur le terrain ;
- décider, en accord avec sa hiérarchie, de la mise en place des crédits à sa clientèle.

PROFIL :

- 30 ans mini, CLASSE V ;
- bon « banquier » ;
- tempérament ouvert ;
- homme d'action.

La réussite dans le poste ouvrira rapidement (3-4 ans) des perspectives de développement de carrière dans d'autres unités de la banque ou au Siège.

Adr. lettre manuscrite, C.V., photo et prét. s/réf. 500 M à OCBF, 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS.

ASSOCIATION
assurant Assistance Technique à Foyers de Jeunes Travailleurs
recherche de suite

Directeur (trice)

ayant connaissances comptables et sérieuses expériences gestion dans secteur associatif. Priorité serait donnée à un candidat de l'Agence Nationale pour l'Emploi. Adr. candidature avec curriculum vitae à :
A.S.I.F., 46, rue Descamps, 75000 PARIS.
Téléphone : 503-12-00.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent *et de restituer* aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



emplois internationaux emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer) (et départements d'Outre Mer)

LE CONSEIL EN GESTION

NOUS SOMMES la société de pointe à l'échelle européenne dans notre domaine d'activité et jouissons d'une renommée exceptionnelle. Nous conseillons en permanence de nombreuses *sociétés internationales bien connues.* Suite à notre expansion, nous avons besoin de nous adjoindre de jeunes consultants.

VOUS ÊTES âgé de 25 ans environ. Vous aimez prendre l'initiative, vous êtes ambitieux et vous avez un certain don pour la communication. Vous aimez provoquer les événements. Vous êtes, de préférence, licencié en économie, gestion commerciale, marketing, etc. Une expérience préalable dans le domaine serait utile mais pas essentielle. **Une connaissance active et parfaite de l'anglais est requise,** les candidats ne satisfaisant pas à cette condition étant priés de s'abstenir. Toute connaissance d'autres langues sera utile. Vous acceptez de faire des voyages intensifs chaque semaine à partir de votre domicile.

NOUS VOUS APPRENDRONS nos techniques qui permettent d'exceptionnelles améliorations dans tous les domaines de la rentabilité des sociétés, techniques qui ont fait leurs *preuves dans des activités aussi diverses que le management, la fabrication, l'administration*, les ventes et la formation du personnel. Vous devez être de ceux qui apprécient les progrès tangibles et qui aiment voir le succès couronner leurs efforts.

Les candidats les plus performants peuvent s'attendre à une rémunération de haut niveau dès la fin de leur période de formation.

Nous attendons votre candidature et C.V. en anglais, avec mention de votre niveau de rémunération actuel à :

***RÉGIE-PRESSE, n° 272.064 M, 85 bis, rue Réaumur, 75081 PARIS CEDEX** qui transmettra.*

Bureau d'Etudes spécialisé recherche 1 ingénieur

CIRCULATION ET TRANSPORTS

Pour mission longue durée en Afrique noire francophone. Expérience 5 à 10 ans indispensable dans le domaine des études urbaines de transports et de circulation : analyses de projets de transports ou d'infrastructures, enquêtes, traitements informatiques, économie des transports, etc. Responsabilité d'une équipe. Avantages liés à l'expatriement.

Envoyer C.V. en précisant dernière rémunération annuelle sous réf. 92-17 à M. BOUCHE, 19, rue Thiers, 13100 AIX-EN-PROVENCE.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

LE NICKEL-SLN

recherche

L'ADJOINT AU DIRECTEUR ADMINISTRATIF

POUR SON SIÈGE SOCIAL
et

LE CHEF DU SERVICE JURIDIQUE ET FISCAL

POUR SA DIVISION DE NOUVELLE-CALÉDONIE

Agé de 30 ans environ, vous avez une formation juridique supérieure complétée par un DECS ou une grande école et une expérience de plusieurs années des relations d'affaires internationales dans une entreprise ou un cabinet juridique (contrats - sociétés - fiscalité - droit social - immobilier - assurances - droit minier). Des connaissances en matière comptable et *financière et en droit américain seraient appréciées.*

Anglais courant indispensable.

Adressez une lettre manuscrite + curriculum vitae et photo à :
la Direction des Relations Humaines de la Société Métallurgique,
LE NICKEL-SLN, Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine.
75755 PARIS CEDEX 15. Discrétion assurée.

CABINET FRANÇAIS D'AUDIT
et de COMMISSARIAT AUX COMPTES
recherche des

COLLABORATEURS

ayant une formation supérieure + DECS

pour ses bureaux de :

PARIS, LILLE, LYON,
débutants ou 1 à 2 ans d'expérience.

LONDRES, MILAN, ABIDJAN,
2 à 4 ans d'expérience.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à :
G.D.V. et Cie, 114, avenue Charles-de-Gaulle,
92522 NEUILLY.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe *le numéro de l'annonce* les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

---

emplois régionaux

MOTOROLA

Le numéro un des fabricants de semiconducteurs

recherche pour répondre au développement de ses activités de production en Europe et plus particulièrement pour son CENTRE DE TOULOUSE (1800 personnes - plus d'un milliard de C.A.) dans la branche DES CIRCUITS INTEGRES BIPOLAIRES

UN INGENIEUR DE CONTROLE DE PROCEDE

- fournit les moyens de reconnaissance de l'état des procédés et de leurs dérivés.
- assure la qualité du procédé de fabrication des plaquettes de circuits intégrés linéaires au silicium.
- ingénieur physicien avec expérience industrielle de 2 à 3 ans en diffusion et photolithographie.
- statistiques et anglais très appréciés. Réf. 3603

DEUX INGENIEURS ELECTRONICIEN/MICROELECTRONICIEN/CIRCUITS INTEGRES

ingénieur électronicien

- suit une ligne de produits circuits intégrés, avec l'objectif d'en améliorer le rendement.
- assure la liaison entre conception, procédé et application.
- débutants ou 1 à 2 ans d'expérience. Anglais nécessaire. Réf. 096

ingénieur produit

- application automobile.
- pour développer et promouvoir une famille de composants auprès des fabricants d'équipements électroniques pour l'automobile.
- ingénieur électronicien, 3 ans d'expérience souhaitée mais débutants acceptés, anglais nécessaire, allemand apprécié. Réf. 3604

Adresser avec référence, C.V. et photo à :
J.J. LETANG - MOTOROLA S.A.
B.P. 1029 - 31023 TOULOUSE CEDEX.

MOTOROLA





Groupe Semencier International
recherche dans le cadre de sa filiale
MAICENTRE

RESPONSABLE D'EXPLOITATION

pour prendre en charge son usine de semoulerie de maïs, récemment mise en service.

Il devra, dans cette unité *moderne transformant* 200 *tonnes par jour*, gérer l'outil industriel et animer une équipe d'une douzaine de personnes, dans le cadre d'une délégation budgétaire.
Ce poste conviendrait à un Ingénieur-meunier, homme de terrain et d'organisation, justifiant d'une expérience de 5 à 10 ans, acquise de préférence en semoulerie.

Pour ce poste, **basé dans la région de Clermont-Ferrand (63)**, les dossiers de candidature détaillés doivent être adressés, sous **référence 282 M** à **LIMAGRAIN** - BP 51 - 63360 GERZAT.

Renix ELECTRONIQUE ***FILIALE DU GROUPE RENAULT ET DE BENDIX U.S.A.*** Société en **EXPANSION RAPIDE**
spécialisée en Électronique Automobile installée depuis 1979 à TOULOUSE recherche :

POUR SON BUREAU D'ETUDES

INGENIEUR CHIMISTE

Grandes Ecoles (Chimie *de Paris*, ESPCI ou équivalent ou BTS très qualifié).
3 ans d'expérience dans laboratoire industriel souhaités.

Bonne connaissance de matériaux industriels (métallurgie, thermoplastique, produits d'enrobage et de collage).

Connaissances en chimie organique, minérale et chimie physique.

Libéré des obligations militaires.

Poste à pourvoir rapidement.

NB : CE POSTE EST POSSIBLE POUR CERTAINS HANDICAPES.

Adresser C.V., photo récente et prétentions
EN PRECISANT BIEN LA REFERENCE 830919
RENIX ELECTRONIQUE
BP 11-49 - 31036 TOULOUSE Cédex.
Il sera répondu à toutes les candidatures.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Ingénieur administration des ventes 180.000 F

Nantes - industrie mécanique - La filiale d'une société régionale (130 personnes) spécialisée dans la fabrication de pièces détachées et de sous-ensembles destinés à l'équipement de gros matériels (travaux publics, armement, chemins de fer, industrie...), exportant plus de la moitié de sa production vers une trentaine de pays, crée le poste de responsable de l'administration des ventes. Intégré à la direction commerciale et chargé de la gestion des commandes, sa responsabilité ira de la définition technique des besoins de la clientèle jusqu'à la livraison. Il coordonnera son activité avec celle du bureau d'études et de la production et assurera un soutien commercial et administratif aux agents commerciaux. Il relancera les offres et les études et suivra les prévisions de ventes. Il animera une équipe de six personnes dont trois techniciens. Ce poste convient à un candidat âgé d'environ 30 ans, de formation ingénieur ou équivalent ayant déjà acquis une expérience similaire lui permettant de maîtriser l'administration de l'export et la gestion des ventes. Une bonne expérience technique pourrait remplacer une formation de base. La pratique de l'anglais et de l'allemand est impérative. La rémunération annuelle de départ sera fonction de l'expérience du candidat retenu et pourra être supérieure à 180.000 francs. Ecrire à Chantal DANGEL. Réf. A/1232M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

CHEF DES VENTES FRANCE

200 - 240.000 F — **Région Nord, Industrie Laitière**

Un des premiers groupes laitiers français (CA supérieur à 1 milliard de francs) qui accorde une grande importance au lancement de produits nouveaux, recherche UN CHEF DES VENTES FRANCE pour son Département Fromages. Dans le cadre de la politique commerciale, à la définition de laquelle il aura participé, il assurera la commercialisation de la gamme complète des fromages auprès d'une clientèle de centrales d'achats et de grossistes distributeurs. Il prospectera des nouveaux marchés, négociera les contrats de référencement et veillera au respect de leur application en ce qui concerne les conditions de qualité, quantité, tarifs et délais d'approvisionnement. Il organisera toutes les actions promotionnelles qu'il estimera utiles afin de développer les ventes. Il suivra les comptes clients et tiendra à jour différents tableaux de bord (statistiques,...). Il animera et coordonnera les actions d'une équipe d'agents multicartes. Il réfléchira aux évolutions possibles des circuits de distribution afin de proposer des modifications de la politique commerciale pour l'adapter constamment aux besoins du marché. Le candidat retenu, âgé d'au moins 33 ans, possèdera une formation type ESC et quelques années d'expérience de la vente de produits alimentaires (laitiers de préférence). Il devra bien connaître les circuits de la grande distribution alimentaire et il aura géré un réseau de multicartes.
Ecrire sous référence 623/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS.
Discrétion assurée.



Leader européen dans les domaines :
— TELEDISTRIBUTION
— RECEPTION SATELLITE
— SYSTEMES DE SECURITE

recherche pour le laboratoire de développement de son établissement de Normandie :

INGENIEURS ELECTRONICIENS TELECOMMUNICATIONS

Débutants ou quelques années d'expérience.
Connaissances en technique VHF-UHF-vidéo pour développement équipements de réseaux câblés et télévision par satellite.

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Débutant ou quelques années d'expérience.
Connaissances traitement numérique du signal et systèmes digitaux pour développement équipements HF digitaux basés sur microprocesseurs.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à
PORTENSEIGNE - Service du Personnel - BP 157
27400 LOUVIERS

La Centrale d'Achats d'un groupe de la Grande Distribution (région Lyon) recherche

2 CHEFS DE PRODUITS

. Images et son

Télé, vidéo, micro-informatique, jeux vidéo

. Sports-loisirs.

Ils ont la responsabilité des produits de leur département. Ils analysent les besoins, effectuent des études de marché, sélectionnent les fournisseurs, négocient les achats et coordonnent les actions commerciales.
En plus d'une compétence technique éprouvée et d'un intérêt majeur pour leurs produits, ils doivent avoir une expérience des achats et de la vente en magasin.

Merci d'adresser CV et prétentions, sous réf. 1916, à Média-System, 93 rue Edouard Herriot, 69002 Lyon, qui transmettra et assurera la plus totale discrétion.

Imprimante dernière née cherche parrains ...

Issue de la technologie magnétographique entièrement originale conçue dans nos laboratoires de Belfort, la première imprimante magnétique non-impact voit le jour. Elle est l'aînée d'une grande famille qui, pour se diversifier, va nécessiter l'attention de spécialistes à toutes les phases de son développement.

INGENIEURS GRANDES ECOLES

TECHNOLOGIE MAGNETOGRAPHIQUE

- Recherche à la fois théorique et expérimentale dans les domaines du magnétisme, de l'électrostatique et de la thermodynamique.
  Généralistes grande école scientifique débutants.
- Conception des procédés de réalisation de composants nouveaux mettant en œuvre des microtechniques de construction mécanique et électronique.
  Ingénieurs 3/5 ans d'expérience, goût pour réalisations concrètes.

CONCEPTION ET DEVELOPPEMENT DE L'IMPRIMANTE

- Elaboration de systèmes à architecture multiprocesseur (8 et 16 bits) et mise en œuvre de circuits intégrés très haute densité (VLSI).
  Ingénieurs grande école scientifique.
- Conception, mise en œuvre et expérimentation d'un mouvement de papier (feuilles et continu).
  Ingénieurs grande école mécanique, expérience dans domaine similaire appréciée.

LOGICIEL

- Spécification et élaboration de logiciels d'application à base de langages évolués (Pascal, C, ...) pour répondre à des besoins nouveaux tels que courrier électronique, édition décentralisée, composition de textes pour imprimerie, etc ...
  Ingénieurs ENSIMAG, DESS informatique débutants.
- Qualification de logiciels : définition et réalisation de jeux de tests simulant les situations d'utilisation en clientèle.
  Ingénieurs ENSIMAG, DESS informatique débutants.

L'INDUSTRIALISATION

- Choix, conception et suivi de la réalisation d'équipements et de machines automatiques nécessaires à l'assemblage des têtes magnétiques ou montage et mise au point de l'imprimante complète.
  Ingénieurs grande école, une première expérience dans la fabrication en série de composants électromécaniques souhaitée.

**Vous l'avez compris, de larges perspectives sont ouvertes, et une mobilité à l'intérieur de fonctions variées vous permettra un déroulement de carrière attrayant.
Nous vous offrirons une rémunération à la hauteur de vos compétences et toutes facilités pour intégrer notre société dans les meilleures conditions.
La région ne vous décevra pas, les loisirs sont variés : ski, voile, montagne, ... La nature est belle, la ville à taille humaine et l'Alsace toute proche vous réserve ses charmes.**

Service Recrutement - Cii Honeywell Bull
6 avenue des Usines - 90001 BELFORT



DEUX POSTES PASSIONNANTS POUR DEUX INGENIEURS PASSIONNES

Leader des fabricants de peintures, nous continuons à évoluer. Nous adoptons le meilleur de la technologie et de la gestion américaine par l'alliance à PPG Industries, le 3è groupe mondial de la peinture, tout en restant français d'esprit : des équipes jeunes et enthousiastes, une communication interne qui favorise l'affirmation des compétences. A la suite de promotions internes, nous recherchons un

responsable administration production

Sous la responsabilité du directeur d'usine, vous élaborerez et suivrez la réalisation du plan de production. Vous assurerez la coordination des activités approvisionnements, gestion des stocks et planification.
Votre forte implication vous permettra de personnaliser cette fonction par des propositions d'investissement et d'organisation nouvelles et par un encadrement dynamique de votre équipe. C'est pourquoi nous demandons, outre une formation d'ingénieur, une première expérience d'encadrement en usine. (Réf. A1)

responsable labo développement produits

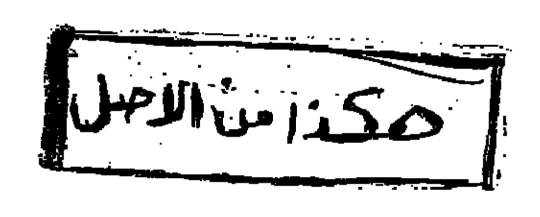
INGENIEUR CHIMISTE

Sous la responsabilité du chef de laboratoire, vous innoverez, développerez, améliorerez les technologies nouvelles. Votre bonne connaissance de l'anglais sera un atout pour les fréquents échanges avec les laboratoires de PPG.
Votre première expérience dans la parachimie vous permettra d'aborder plus facilement les caractéristiques de la peinture Carrosserie. Enfin et surtout votre créativité réaliste déterminera votre avenir professionnel et celui de la branche Carrosserie. (Réf. A2)



Ces deux postes sont à pourvoir à VALENCIENNES (30 km de LILLE)
Merci d'envoyer votre C.V., lettre manuscrite et salaire actuel à :
Catherine HELIOT - CORONA - B.P. 377 - 59307 VALENCIENNES.
Si vous souhaitez des renseignements de vive voix, vous pouvez la joindre au (1) 838.92.50

Organisation et Publicité





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



FILIALE DU GROUPE RENAULT
ET DE BENDIX U.S.A.
Société en **EXPANSION RAPIDE**
spécialisée en Electronique Automobile installée depuis 1979 à TOULOUSE recherche :

PCUR SON SERVICE ORDONNANCEMENT

UN RESPONSABLE D'EXPEDITION IMPORT-EXPORT

Avec la responsabilité d'une équipe, celui-ci aura en charge les problèmes de logistique de transports, l'optimisation des coûts d'expédition terre-air-mer et étranger, la recherche de méthodes de conditionnement, la négociation avec les services administratifs de contrôle.

Le candidat recherche possède au moins 5 ans d'expérience dans la fonction acquise dans une entreprise de même valeur.
Disponible et rigoureux, c'est un bon négociateur qui a le sens des responsabilités et saura facilement répondre aux questions à caractère juridique et notamment contentieux. Il participe aux prévisions budgétaires. Il parle impérativement l'anglais.

UN RESPONSABLE DE PLANIFICATION

Avec l'élaboration d'un planning et la gestion des modifications apportées aux produits nouveaux, il s'occupera du suivi de l'équipe de réalisateurs dont il aura la responsabilité, en veillant au respect des dates d'application, ainsi qu'à la tenue à jour d'un cahier de charges informatisé. Il assurera la coordination de l'ensemble des services de mise en condition des produits.

Ingénieur ou titulaire d'un BTS d'électronique ou mécanique ou électro-mécanique, il possèdera 5 ans d'expérience acquise dans une entreprise de même valeur.
Homme de responsabilités, il aura un esprit rigoureux et saura évaluer les contraintes afférentes à sa fonction.
De même que des connaissances en informatique sont indispensables, la connaissance de l'anglais sera appréciée.

UN AGENT TECHNIQUE ORDONNANCEMENT-LANCEMENT

Chargé de l'encadrement des équipes de distribution et de la direction d'une ligne de produits, il concevra l'élaboration et le planning de la production dans un dialogue journalier avec un groupe dont il aura à réguler l'activité, ceci dans le cadre de la vie d'un atelier de fabrication en grande série. Il sera susceptible d'utiliser l'outil informatique dans son travail de planification.

C'est un homme de terrain, titulaire d'un BTS mécanique ou électronique ou ayant acquis une expérience sur le tas.
De caractère dynamique à la fois souple et volontaire, il est apte à faire respecter les objectifs de production et est âgé de 30 ans minimum.
Des connaissances en informatique seront appréciées.

Ces fonctions sont susceptibles d'évoluer pour des candidats de valeur.

Adresser C.V. + lettre manuscrite à Cabinet C. PILLET
BP 1751 - 45007 ORLEANS Cédex.



CIMSA
TOULOUSE

Spécialiste de l'informatique en milieu sévère, notre compétence s'étend à des domaines très divers : espaces, aéronautique, énergie, armements... Nous assurons le développement de très grands projets. Des projets qui attendent vos compétences.

INGÉNIEURS SYSTÈME

• Une solide expérience du suivi de projets vous permet de maîtriser et d'assumer la responsabilité de l'intégration d'un système : interface avec l'extérieur, normalisation (matériel et logiciel). Ce poste implique des contacts fréquents et directs avec le client et les responsables projets du département. (Réf. 001).
• **Débutants** ou possédant une première expérience, vous travaillerez à la réalisation d'un logiciel de simulation dont vous testerez la valeur en parallèle avec les composants du système. (Réf. 002).

INGÉNIEURS LOGICIEL

Les deux postes que nous proposons seront directement impliqués dans la conception de systèmes complets (définition technique, suivi des travaux de sous-traitance, essais, vérifications...). Ils impliquent une première expérience temps réel de 3 à 5 ans.
Nous apprécierons plus particulièrement :
– pour l'un, des compétences réseaux. (Réf. 003).
– pour l'autre, des compétences en intégration de logiciels (réalisés en sous-traitance) pour des essais sur plate-forme. (Réf. 004).
Responsables des travaux réalisés en sous-traitance nous comptons sur leurs capacités à en assurer un suivi de A à Z au point de vue coûts, qualité et délais.

Adresser votre candidature sous référence correspondante à Jacqueline FLEURENT-DIDIER - JFD CONSEIL - 102, bd Malesherbes - 75017 PARIS, qui l'étudiera en toute discrétion.



THOMSON-CSF
COMMUNICATIONS

HAVAS CONTACT

RESPONSABLE FINANCIER
A MONTPELLIER

Nous sommes une **entreprise régionale de distribution alimentaire** : 12 magasins (de la superette au supermarché), 190 personnes, 200 millions de CA.

Vous avez 27 ans au moins. Votre formation (École de Commerce) et une première expérience professionnelle, en contrôle de gestion par exemple, font que vous maîtrisez parfaitement la comptabilité et que vous êtes capable d'appréhender les problèmes du management.

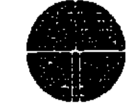
Actuellement, vous souhaitez élargir vos responsabilités, devenir un véritable animateur d'équipes, en participant au développement d'une entreprise à taille humaine.

Outre les aspects classiques de la fonction financière (comptabilité générale et analytique, trésorerie, investissements ...), vous aurez à mettre en place un véritable contrôle de gestion et à accompagner en organisateur l'évolution du système informatique (IBM 34) et des structures.

Nous vous proposons d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 8344M à notre conseil en recrutement EUREQUIP. Une discrétion absolue vous est évidemment assurée.

MEMBRE DE SYNTEC

HAVAS CONTACT



PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

EUREQUIP
Département Conseil en Recrutement
15, avenue d'Eylau – 75116 PARIS
Tél. 553.84.73

ALSTHOM ATLANTIQUE

LA DIVISION APPAREILLAGE ELECTRIQUE

propose d'intéressantes possibilités de carrière en **ADMINISTRATION-GESTION** à

jeune diplômé
ESSEC, ESC

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, vous êtes **débutant** ou vous avez une première expérience dans une fonction de gestion.
Nous vous proposons de rejoindre l'équipe formée par le Chef du Service Administratif de notre Département AMT (900 personnes) à **MACON**.
Sous son autorité vous serez responsable de la section **GESTION** ; vous aurez en charge, secondé par 2 Agents Administratifs :
• préparation et suivi des procédures budgétaires,
• tableau de bord,
• suivi des résultats d'affaires et des frais de fonctionnement,
• assurances, déclarations fiscales...

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. 9362-M à MAMREGIES, 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.



Leader de l'alimentation préparée pour animaux familiers, filiale d'un groupe international, recherche

RESPONSABLE LABORATOIRE

Vous avez :
— une solide formation de chimiste
— une première expérience industrielle alimentaire ou chimique de 3 à 5 ans
— une bonne maîtrise de problèmes humains nécessaire à l'animation d'une équipe.

Ce poste est à pourvoir à Orléans dans une unité moderne située dans un environnement naturel agréable. Pratiquant une politique sociale et salariale stimulante, UNISABI souhaite rencontrer des candidats en mesure de s'intégrer dans des équipes jeunes et dynamiques et motivés par de réelles perspectives de carrière.

Ecrivez-nous, CV et photo à : UNISABI-SA
Département du Personnel (NC)-BP 7
45550 SAINT-DENIS-DE-L'HOTEL

CANIGOU - PAL - FROLIC - LOYAL - KITEKAT - RONRON
WHISKAS

SAFT



Normandie

CHEF DU PERSONNEL
D'UNE UNITE DE 900 PERSONNES

Avec 30 usines dans le Monde et 7500 personnes, SAFT est aujourd'hui un groupe industriel français de premier plan. Numéro 1 français des piles grand public, l'entreprise est leader mondial pour les accumulateurs alcalins, les générateurs spéciaux et les piles à usage industriel. Elle intervient dans des domaines tels que communication, bureautique, électronique, aéronautique, spatial, ferroviaire et militaire. Elle recherche aujourd'hui le chef du personnel de son unité de production de Caudebec Les Elbeuf (76).

Rapportant au directeur de l'usine, le titulaire a notamment pour mission de faire appliquer la politique dynamique de gestion des ressources humaines.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste à responsabilité un diplômé de l'enseignement supérieur âgé d'au moins 30 ans, justifiant d'une expérience significative de la fonction personnel impérativement acquise en milieu industriel.
Les conditions offertes de nature à motiver de jeunes professionnels de valeur.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 3665 C à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DU LOIRET

recherche

UN JURISTE

pour son service contentieux

Le candidat que nous recherchons assurera :
– La gestion des dossiers de recouvrement contentieux de haut niveau.
– Le conseil juridique interne.

Ces fonctions seront confiées à un collaborateur justifiant (30 ans environ) :
– D'une formation supérieure en droit privé (maîtrise minimum) complétée par des connaissances financières et comptables (analyse de bilan).
– D'une expérience de 2 à 3 ans dans le même domaine.

Le poste exige des qualités relationnelles, des aptitudes à la négociation, le sens des initiatives et l'autonomie dans le travail.
Des perspectives d'évolution à moyen terme sont prévues pour un élément de valeur.

Les candidatures (avec curriculum vitae, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée) sont à adresser à :

M. le Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Loiret,
26, rue de-la-Godde, 45806 Saint-Jean-de-Braye Cedex.

ORGANISME FINANCIER recherche

Chargé d'études

Résidence Toulouse.
La mission de notre société para-publique est de participer au développement industriel et commercial régional par des interventions financières.
Nous confierons à notre candidat un rôle d'analyste financier et de conseil à partir de l'ensemble des éléments qui constituent les dossiers d'entreprises nous soumettant des projets d'investissement.
Nous souhaitons trouver un diplômé supérieur : grandes écoles de commerce ou instituts de gestion.
Ce poste qui est évolutif nous permet d'engager un débutant à condition qu'il s'affirme par sa motivation et sa présence.
Adressez dossier complet de candidature sous réf. 019 B à



1 place Wilson,
31000 Toulouse
qui vous assure une totale discrétion.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

CETIM

Le centre technique des industries mécaniques

chargé de promouvoir le progrès des techniques dans ces industries recrute

pour le NORD PAS-de-CALAIS

DELEGUE REGIONAL

INGENIEUR MECANICIEN DIPLOME

Basé à DOUAI, vous développerez dans cette région :

- des relations d'aide technique avec les entreprises de la mécanique
- des contacts de collaboration avec les instances régionales et centres locaux de recherche et d'enseignement.

Ce poste exige une solide expérience de plusieurs années en bureau d'études et/ou fabrication dans des entreprises de construction mécanique à des postes de responsabilité.

Il requiert par ailleurs des qualités de contact humain et une grande facilité d'adaptation à des problèmes techniques très variés et très enrichissants.

Merci d'adresser votre candidature, CV détaillé, photo et prétentions au CETIM au Service du Personnel - BP 67 60804 SENLIS CEDEX.

Groupe Ingénierie français recherche pour Rhône-Alpes

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

pour poste chargé d'affaires GÉNIE CIVIL.

Ce poste, à pourvoir déc. 83/janv. 84, requiert 5 à 8 ans exp. en études ouvrages Bât. et Infrastructure (sect. Ingénierie ou Entreprise), prat. moyens mod. de conception, et angl. Écr. s/nº 8.682 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Président de région recherche

ATTACHÉ(E) DE PRESSE

Expérience souhaitée. Préférence donnée aux candidats possédant des connaissances juridiques, administratives et économiques. Envoyer lettre manuscrite, c.v. et photo sous nº 8.826 *le Monde* Pub., service Annonces classées, 5, rue des Italiens, PARIS-9e.

Sté d'Ingénieurs Conseils Rennes
Activité France et étranger.

recherche

1 INGÉNIEUR CONFIRMÉ

hydraulique et traitement des eaux, pour poste à responsabilités.

1 INGÉNIEUR DÉBUTANT

formation hydraulique ou traitement des eaux.

1 INGÉNIEUR HYDRAUBIOLOGISTE

pour études d'environnement.

Adr. C.V., photo et prét. à : Havas, 16, av. Crimée, 35100 Rennes sous réf. 5633 AT.

Organisme judiciaire de haut niveau recherche

JURISTE 40-50 ANS

spécialiste Droit Commercial et procédures collectives. Position Cadre (secrétaire général), *région Sud-Ouest.* AGENCE HAVAS nº K 6333, 33075 BORDEAUX CEDEX.

ÉCOLE TECHNIQUE PRIVÉE REIMS *recherche*

PROFESSEUR D'ÉLECTROTECHNIQUE ET ÉLECTRONIQUE

Niv. requis Ingén. ou équiv. Adr. C.V. s/nº T 042.174 M RÉGIE-PRESSE 85, r. *Réaumur*, 75002 Paris.

NICE
École de français pour étrangers, recherche

PROFESSEUR

Parlant anglais, expé. V.I.F. et D.V.V. exigé, plein temps, poste permanent. Écrire sous le nº T 042.200 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Mobil

Mobil Oil Française, une des plus importantes filiales du 3e groupe industriel mondial, possède deux raffineries, l'une dans l'Hérault, l'autre en Seine-Maritime ; cette dernière est spécialisée dans la fabrication des lubrifiants. Pour en assurer la meilleure valorisation, Mobil recherche de

JEUNES INGENIEURS GENERALISTES

DE HAUT NIVEAU (Centrale, Mines, Arts et Métiers, IDN, etc.) ENSPM appréciée

Au départ, une période de formation : elle comporte à court terme la prise effective de responsabilités dans des activités de base du raffinage.
Ainsi, l'un des postes concerne la réalisation de projets de construction/modification d'installations ; il conviendrait, par exemple, à un ingénieur ayant 2/3 ans d'expérience en engineering.



Par la suite, des ouvertures variées peuvent être offertes sur des carrières plus importantes soit en raffinerie soit dans des activités diversifiées, au Siège Social ou à l'étranger.
Très larges possibilités d'évolution dans des fonctions polyvalentes.
Anglais indispensable.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence 78547 à MOBIL OIL FRANCAISE - Service Central Recrutement - Tour Septentrion - 92081 PARIS LA DEFENSE Cedex 9.

Mobil. Avancez avec nous.

KONI FRANCE

équipement automobile
Alpes-Maritimes (proximité Nice)

recherche dans le cadre de son expansion son futur

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Outre de réelles capacités relationnelles permettant les études, conceptions et réalisations en liaison directe avec les divers utilisateurs.

Ce candidat analyste programmeur d'environ 35 ans aura :

- Une formation supérieure au minimum Bac + 2 ;
- Une exp. non inférieure à 5 ans en milieu industriel ;
- Une connaissance approfondie du système IBM 34 nécessaire à l'implantation prochaine d'un système 36 ;
- Une maîtrise minimum de l'anglais qui deviendra vite indispensable.

Adr. c.v., photo et prét. à M. Daval, Koni France, B.P. 14, 06021 NICE CEDEX.

Futur Président Directeur Général

Notre groupe, holding financière, réunit et restructure des PME des secteurs mécaniques, textiles et papetiers, cherchant ainsi à créer des synergies.
Notre unité phare est un des leaders français des fermetures pour l'habitat individuel, collectif et le bâtiment industriel : 350 personnes, 120 MF de CA - un bel outil de production, 2 usines, 48 500 m2 couverts, 500 000 m2 par an de fermeture - une implantation commerciale solide grâce à un réseau étoffé : 13 agences commerciales, 50 vendeurs et 10 dépôts.
L'homme que nous recherchons sera le patron de cette Société. Dans un premier temps il évalue les contraintes et opportunités d'un environnement général et spécifique difficile puis, définit, met en oeuvre et anime une stratégie ambitieuse, soutenu en cela par la holding qui lui apporte les moyens financiers appropriés. Il peut compter sur un encadrement qualifié et compétent.
Généraliste de formation HEC, ESSEC, Ingénieur Grande Ecole, 15 à 20 ans d'expérience en milieu industriel ont confirmé vos qualités managériales dans des responsabilités de direction générale... et votre goût du challenge.
Notre proposition sera attractive pour un candidat aux compétences et références reconnues - poste basé en Franche-Comté - connaissance de l'allemand souhaitée.
Nous vous invitons à adresser votre dossier à notre conseil, Monsieur Hervé GALLON, qui le traitera en toute confidentialité. Référence 12050.

CNPG CONSEIL EN RECRUTEMENT 105 avenue Victor Hugo 75116 Paris

---

Marketing Direct pour un jeune diplômé



Après une solide formation Marketing acquise en Grande École de Commerce, vous voulez démarrer sur un poste véritablement "Marketing".

Analyser, mais aussi agir et mesurer vos résultats. Travailler en équipe mais aussi être ouvert sur l'extérieur.

Vous pouvez devenir celui qui mène les actions nouvelles dans le service prospection et gestion clientèle.

Vous apprendrez à maîtriser le ciblage, l'offre commerciale, la création de documents...

Un poste en prise directe sur notre politique commerciale. Un poste qui vous assure une bonne évolution.

Merci de me transmettre votre candidature (lettre, CV et photo), sous référence 15. Véronique SILVAIN - Direction des Affaires Sociales - 57, rue de Blanchemaille - 59100 ROUBAIX.

La Redoute
POUR BIEN VIVRE SON METIER

Banque Populaire de l'Auvergne et de la Corrèze

DANS LE CADRE DE SON DÉVELOPPEMENT RECHERCHE

UN DIRECTEUR D'AGENCE

Pour LANGEAC et son bureau rattaché de BRIOUDE (Haute-Loire). Effectif 4 personnes.

DES FUTURS DIRECTEURS D'AGENCES

Pour sa circonscription territoriale (Puy-de-Dôme, Cantal, Corrèze, Haute-Loire).

Mission :

- gestion et développement du fond de commerce comprenant préparation et suivi des dossiers ;
- animation d'une équipe.

Réf. DAG.

DES CHARGÉS (ÉES) DE RELATIONS ENTREPRISES

Sous l'autorité des responsables d'agences situées dans l'agglomération clermontoise et dans sa périphérie, les candidats auront pour mission :

- la gestion et le développement d'un portefeuille d'artisans, commerçants, P.M.E., comprenant la préparation et le suivi des dossiers.

Réf. CRE.

Les candidatures manuscrites sous références accompagnées d'un C.V. détaillé plus photos et précisant rémunér. actuelle et prétent. sont à adresser à : BANQUE POPULAIRE DE L'AUVERGNE ET DE LA CORRÈZE, Direction des Relations Humaines, 18, boulevard Jean-Moulin, 63002 CLERMONT-FERRAND CEDEX.

Responsable administratif et financier usines

OUEST

Nous sommes un important laboratoire pharmaceutique international. En France, notre filiale réalise un chiffre d'affaires de 400 MF et l'activité de nos usines s'est considérablement développée.
Dépendant du Directeur Usines, vous l'assisterez dans la gestion en lui fournissant les éléments de comptabilité analytique, de prix de revient produits et clients et les procédures administratives et financières nécessaires à la bonne marche des établissements.
Vous veillerez bien entendu à la bonne utilisation de l'outil informatique pour ce qui touche à votre domaine.
Enfin, vous serez en liaison fonctionnelle avec le Contrôleur de Gestion de notre siège.
Homme de terrain, vous avez une formation d'Ecole Supérieure de Commerce avec une première expérience de 2 à 3 ans environ de la comptabilité analytique et du contrôle de gestion en milieu industriel.
Vous êtes concret, ouvert, vous vous adaptez facilement et vous parlez anglais.
Enfin, vous êtes attaché à la vie en Province.

Merci d'envoyer votre CV, sous la réf. 5610, à Michel Garnier.



INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE — 28 avenue de Messine 75008 Paris.

média-system



Leader de l'alimentation pour animaux familiers, filiale d'un groupe international.

Nous vous proposons de rejoindre une équipe de 970 personnes, dont 230 cadres répartis dans 3 usines récentes et hautement automatisées, installées à proximité d'Orléans (siège) Blois, Strasbourg.

UN RESPONSABLE DE FABRICATION

Nous privilégions l'adhésion des hommes et le développement de leurs compétences, en leur donnant les moyens nécessaires à leur efficacité : information, formation, motivation...

Notre fabrication très fortement automatisée constitue sur le plan technologique un outil d'avant-garde. Notre impératif est le respect des objectifs.

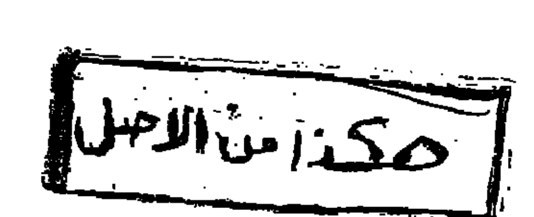
Nous recherchons un candidat possédant un niveau Ingénieur ou BTS ayant 5 ans d'expérience réussie dans l'animation d'une équipe d'Hommes en usine. Il s'agit d'une opportunité de tout premier plan.

Rémunération très motivante et possibilités d'évolution.

Ce poste est à pourvoir à proximité d'Orléans.

Ecrivez-nous, CV et photo à UNISABI-SA - *Département du Personnel* (BT) BP. No 7 - 45550 SAINT-DENIS-DE-L'HOTEL.

CANIGOU – PAL – FROLIC – LOYAL – KITEKAT – RONRON – WHISKAS





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LE CENTRE DE MISE EN FORME DES MATÉRIAUX ÉCOLE DES MINES DE PARIS

recherche pour son laboratoire de SOPHIA-ANTIPOLIS (A.M.)

CHERCHEURS DEBUTANTS

FORMATION GRANDE ÉCOLE D'INGÉNIEURS AGRÉGATION

Ils mèneront des recherches sur les procédés de transformation des métaux et des polymères (mécanique de la déformation, études des structures, phénomènes de frottement).

Ils auront la possibilité de préparer une thèse. Ils seront rémunérés par une BOURSE DE RECHERCHE DU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE (6.400 F net par mois).

Envoyer C.V. : Ecole des Mines SOPHIA-ANTIPOLIS, 06565 VALBONNE. Tél : (16-93) 33-05-58.

BANQUE REGIONALE DE L'EST cherche

le responsable de sa direction inspection

Une parfaite connaissance des techniques et circuits bancaires est indispensable.

Le poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire actuellement au moins en classe VII.

Ecrire avec C.V. détaillé et photo sous réf. 78628 à CONTESSE Publicité - 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

REGION RHONE-ALPES

Importante société pharmaceutique filiale d'un des plus grands groupes chimiques mondiaux recherche

AN ACCOUNTING SYSTEMS DEVELOPMENT MANAGER

(réf. 10.402)

Agé de 30 ans minimum, il sera responsable de la conception et de la mise en place de systèmes comptables qui s'intégreront ultérieurement à ceux d'autres filiales européennes.
Formation : Grande Ecole de Commerce + D.E.C.S. ou Chartered Accountant.
Expérience : 5/6 ans minimum d'audit dans un cabinet anglo-saxon et/ou expérience opérationnelle du contrôle de gestion dans une entreprise du secteur industriel.

AN ACCOUNTING SYSTEMS DEVELOPMENT ASSISTANT MANAGER

(réf. 10.403)

Adjoint direct du responsable de la fonction et âgé de 27 ans minimum, il disposera d'une formation identique à celle du poste précédent et d'une expérience similaire de 3/4 ans.

Les candidats retenus pour ces deux postes seront appelés à travailler en étroite collaboration et leurs responsabilités impliqueront une certaine mobilité géographique. Ils devront faire preuve d'une grande ouverture d'esprit et de capacités relationnelles importantes : la qualité du profil psychologique sera l'un des critères importants de la sélection.

Une bonne maitrise de l'anglais est indispensable. La connaissance d'une 3ème langue (l'allemand de préférence) et une expérience antérieure dans une société multinationale seront des atouts supplémentaires.

Cette même société pharmaceutique recherche également pour la **REGION RHONE-ALPES**

UN ASSISTANT RESPONSABLE COMPTABILITE ANALYTIQUE

(réf. 10.404)

De formation **D.U.T.** ou **B.T.S.** de comptabilité, le candidat retenu, âgé de 25 ans minimum, sera un professionnel de la comptabilite.

Il disposera d'une expérience effective de 2/3 ans en comptabilité analytique industrielle et possèdera de bonnes notions d'anglais.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo sous références correspondantes à **PIERRE LICHAU S.A., BP 220, 75063 PARIS** Cédex 03 qui transmettra.

Vous recherchez en

BRETAGNE

un poste de

CADRE COMPTABLE

Vous avez :
- cinq ans d'expérience
- une bonne formation générale et économique,
- une formation comptable supérieure (DECS à Expertise Comptable).
- la capacité à conseiller et à former.

Nous vous proposons :
la responsabilité, dans un environnement très informatisé, du contrôle des opérations de COMPTABILITÉ GÉNÉRALE, de l'harmonisation des méthodes au sein du groupe, des déclarations fiscales usuelles et périodiques.

Adresser CV et prétentions à
M. [illegible], 1 ter, rue de Chateaudun
92100 BOULOGNE-SUR-SEINE

Compagnie d'Assurances Vie G.B., Groupe et Capitalisation recherche pour régions :

EST, RHONE, ALPES et MIDI-PYRÉNÉES

INSPECTEURS DU CADRE STAGIAIRES ou CONFIRMÉS

Ecrire à G. Rissoan LE CONTINENT VIE, 62, rue de Richelieu, 75009 Paris.

BOZEL
électrométallurgie

recherche pour son usine de
SAVOIE
(fabrication de ferro-alliages)

adjoint au chef de service entretien

Ce poste conviendrait à un JEUNE INGENIEUR A.M. ou équivalent, justifiant d'une première expérience opérationnelle dans l'industrie, à dominante mécanique ou électrique.
La préférence sera donnée à un homme de terrain, capable d'animer des équipes pour assurer la maintenance et les travaux neufs d'une usine à feu continu de 250 personnes.
Possibilités d'évolution pour un candidat ayant des compétences techniques variées.
Logement possible.

Adresser lettre manuscrite et CV au Service du Personnel Usine de Château-Feuillet 73260 La Léchère.

---

n. schlumberger et Cie

Constructions mécaniques
recherche pour BUREAU ETUDE

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

Souhaité : quelques années expérience en automatismes et applications électroniques de mouvement.
- Situation d'avenir pour candidat dynamique, ayant goût travail d'équipe.
- Possibilité de logement, petite vallée agréable d'Alsace.

Ecrire avec C.V., prétentions et photo à : N.S.C. - B.P. 66 - 68500 GUEBWILLER

SOCIÉTÉ ORLÉANAISE de Mécanique de Précision

recherche

UN ÉLECTRONICIEN

B.T.S. ou D.U.T. électronique, connaissances commandes numériques et anglais technique appréciées.

UN TECHNICIEN

Traitement de Surface, B.T.S.

Ces candidats devront être libérés des obligations militaires, et devront avoir deux ou trois ans d'expérience.

Merci d'adresser C.V., lettre manus., photo, prét. à AG. HAVAS, nº 20.559, B.P. 1519, 45005 Orléans Cedex.

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL

recherche

2 CONTROLEURS DE GESTION

- UN pour son unité de production des VOSGES (800 personnes)

En position de bras droit du directeur, il devra diriger les *services comptable et informatique. Cela implique la responsa*bilité de la comptabilité générale avec comptes d'exploitation mensuels, effectifs et prévisionnels, contrôle budgétaire, prix de revient, analyse des écarts, devis, préparation des budgets, analyse de la rentabilité des investissements, optimisation des procédures, des systèmes de gestion informatisés et des contrôles internes. Il aura également à préparer et animer les réunions de gestion mensuelles, auxquelles participent des membres de la direction et les principaux responsables de l'usine.

Pour être candidat, il faut avoir une solide formation (E.S.C. + D.E.C.S. *si possible) ainsi qu'une expérience en* groupe industriel suffisante (4 à 5 ans minimum) pour avoir acquis la maîtrise des moyens modernes de gestion informatisés de type anglo-saxon.

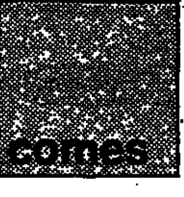
- ANGLAIS COURANT INDISPENSABLE.
- *RÉMUNÉRATION ÉLEVÉE.* *(réf. 2.518)*

- Un pour son unité de production des environs de CAEN (200 personnes)

Dans cette unité récente et en plein développement, il aura pour mission de mettre en place un système de gestion informatisé débouchant sur un contrôle systématique des résultats. Il participera également aux budgets annuels et aux prévisions des résultats mensuels. Après avoir assuré la formation d'une équipe sur place, il pourra, dans 2 ans environ, prendre des responsabilités plus importantes dans une autre unité du groupe.

Pour être candidat, il faut avoir une solide formation (E.S.C. + D.E.C.S. si possible) ainsi qu'une *première expérience* (2 à 3 ans minimum) en groupe industriel l'ayant initié aux moyens modernes de gestion informatisés de type anglo-saxon.

- ANGLAIS COURANT INDISPENSABLE. (réf. 2.519)



Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS (en rappelant la référence du poste).

DISCRÉTION ET RÉPONSES ASSURÉES.

GRENOBLE
LABORATOIRE D'ÉLECTRONIQUE
recherche

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

OPTION INFORMATIQUE

Débutant ou quelques années d'expérience.
Dans le cadre de la mise au point de nouveaux instruments d'imagerie industriels et médicaux, il sera chargé des problèmes de traitement d'images.
Matériel utilisé : VAX 11/780 plus ARRAY PROCESSEUR.
Bonne pratique de l'anglais nécessaire.

Env. C.V. dét., prét. et photo s/réf. 78.481 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui tr.

INRS NANCY

recrute

INGENIEUR MECANICIEN

pour son service "Sécurité des machines Protecteurs"

Il sera diplômé grande école, débutant ou ayant quelques années d'expérience en laboratoire ou en milieu industriel pour diriger la section *"Etudes générales, Protecteurs individuels"*.

INGENIEUR ELECTROMECANICIEN

diplômé grande école, débutant ou avec quelque années d'expérience en conception pour mener les études relatives à la sécurité des machines (meuleuses, analyses de schémas, automatismes, dispositifs de verrouillage...)

INGENIEUR FORMATION ou UNIVERSITAIRE 3ᵉ CYCLE

Les candidats devront posséder quelques années d'expérience dans le domaine de la formation scientifique et technique, ainsi que dans celui de la conception ou de la mise en œuvre des machines automatiques et des installations électriques.
Ils organisent et conduisent des stages destinés à des ingénieurs ou des techniciens concernés par la sécurité et ils élaborent les aides pédagogiques.

Faire offre de candidature par lettre manuscrite + CV détaillé à l'attention de M. BARTOLI

ANPE

12, place de la Croix-de-Bourgogne 54000 NANCY

Important Groupe Agro-Alimentaire

BRETAGNE

(6 milliards de C.A.) recherche

CADRE JURIDIQUE CONTENTIEUX

Principalement chargé de la gestion et du recouvrement des dossiers contentieux, du suivi des procédures et de la rédaction de tous documents juridiques. Maîtrise de Droit Privé avec expérience du Contentieux et aptitude à animer une équipe de collaborateurs.

Adresser C.V. et prétentions à
COOPAGRI-BRETAGNE
B.P. 100 / 29205 LANDERNEAU



Importante société française spécialisée dans l'électronique
recherche pour son centre en SOLOGNE, un

Assistant de Gestion
BTS - DUT
Finances Comptabilité

Il assistera le contrôleur de gestion dans l'ensemble de sa tâche et sera plus particulièrement responsable du suivi des budgets de l'analyse des écarts et la présentation des résultats.

Ce poste évolutif s'adresse à un candidat ayant une *première expérience de comptabilité analytique.*

Pour un premier contact, merci d'écrire, en joignant un CV détaillé, sous référence 1097/M à Solange MONTEIL - PLEIN EMPLOI
10, rue du Mail - 75002 PARIS - Conseils en Ressources Humaines.

VIDÉOCOLOR filiale THOMSON-BRANDT usine de Genlis (20 km de DIJON)

recherche

INGÉNIEUR PHYSICIEN

pour son laboratoire d'étude et de développement de déviateur pour tubes cathodiques couleur.

Cet ingénieur sera de formation universitaire ou d'école (ENI, INSA) et intéressé par les disciplines suivantes : *Magnétostatique, optique ou électricité.*

Il sera de plus un homme de laboratoire, très bon expérimentateur, capable de concevoir et de mener à bien un programme d'essai.

Adresser C.V. au Service du Personnel, 21110 GENLIS.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE

recherche pour son agence de TOULOUSE

INGÉNIEUR ÉTUDES ROUTIÈRES

Responsable de projets, il sera chargé d'animer les équipes placées sous sa responsabilité, 4 à 5 ans d'expérience souhaitée.

Ecrire avec c.v. et prétentions à : SOGELERG Sud-Ouest 39, avenue Jean-Rieux, 31500 TOULOUSE.

IMPORTANT SERVICE PUBLIC
(région Rhône-Alpes)

recherche

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

Première expérience : DPS 7 ou 64 (GCOS, TDS) ou/et MINI 6 (MOD 400) souhaitée mais non obligatoire.

Adresser lettre manuscrite avec curriculum vitae, photo et prétentions à Pierre LICHAU S.A., 12, rue Président-Carnot, 69002 LYON qui transmettra.

CHEF COMPTABLE
Niveau Siège

PARIS EST **F 160.000**

Une société française, implantée à l'étranger, C.A. près de F 3 milliards, dans les biens de consommation, recherche un CHEF COMPTABLE

En relation fonctionnelle avec les comptabilités analytiques du siège et des usines. Il est responsable de la coordination des services comptabilités générale et fournisseurs comprenant quinze personnes, de la production des états mensuels, du *respect des normes comptables et de la fiscalité.*

Ce poste conviendra à un très bon technicien de la comptabilité générale et de la fiscalité, titulaire du DECS ou l'équivalent, âgé de 35 ans minimum, ayant déjà acquis une solide expérience professionnelle.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) et prétentions sous référence 21.550-M à CLA RECRUTEMENT 11, av. Delcassé, 75008 Paris



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



CREDIT COOPERATIF

LE CREDIT COOPERATIF
GROUPE BANCAIRE DE L'ECONOMIE SOCIALE

recherche dans le cadre de son expansion

Un chargé d'études HF

pour son service des Crédits Promoteurs

Le candidat retenu sera obligatoirement diplômé d'enseignement supérieur (maîtrise de droit, option «droit des affaires» - IEP ou/et diplôme bancaire).

Il aura une expérience de ces problèmes acquise de préférence dans une banque immobilière ou chez un constructeur de logements sociaux. Réf. 3314

Les cadres d'exploitation HF

pour ses agences en cours de création à
LIMOGES - CHALONS S/MARNE

Ils devront être diplômés d'études supérieures (HEC - SCIENCES ECO - ITB).

Avoir une expérience de l'action commerciale et des *études de crédit (3 à 5 ans).*

Ils seront spécialement chargés de promouvoir les produits du groupe ainsi que des études financières des dossiers de crédit. Réf. 3317

Les assistants HF

à la Direction des Agences

Les candidats auront une formation supérieure et une expérience administrative et comptable acquise au sein d'une Banque de dépôts.

Ces jeunes cadres (3 à 5 ans d'expérience) auront des responsabilités de contrôle, conseil et organisation auprès des Agences du réseau.

Ces postes impliquent une bonne maîtrise des techniques bancaire et informatique *ainsi qu'une compétence comptable.* Réf. 3320

Les adjoints aux directeurs régionaux HF

des Agences de
POITIERS - STRASBOURG - CLERMONT-FERRAND

Les candidats auront une formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce, Maîtrise de gestion, ITB ou CESB), *et une expérience de :*
- l'action commerciale,
- *des études de crédit,*
- de l'animation d'agence de 5 à 10 ans Réf. 3323

Un contrôleur de gestion banque HF

Le candidat retenu, diplômé d'enseignement supérieur (ESSEC, SUP de CO, Maîtrise de gestion) aura déjà acquis une expérience professionnelle de 3 à 5 ans en milieu bancaire et sera chargé au sein de l'équipe en place de :
- l'élaboration et du suivi du budget de la banque et de son activité (tableaux de bord).
- du contrôle de gestion et notamment de l'analyse de rentabilité du réseau. Réf. 3315

Les directeurs administratifs HF

pour ses directions régionales de
NANTES - LILLE - LYON

Ils auront la responsabilité de l'encadrement et du contrôle des services *de guichet et de réalisation des crédits.*

Ces postes de haut niveau impliquent obligatoirement une formation supérieure solide et une expérience bancaire de 10 années ainsi que la maîtrise de l'analyse financière.

De bonnes connaissances en matière de relations avec le personnel et une ouverture d'esprit naturelle sur les techniques informatiques. Réf. 3318

Un cadre de haut niveau HF

Il sera responsable de l'encadrement et de l'animation *d'un service spécialisé dans l'étude et la mise en place* des concours financiers aux entreprises de distribution, *en liaison avec un réseau bancaire, ainsi que des relations* de haut niveau avec les clientèles du secteur coopératif *de la distribution.*

Le candidat, de formation supérieure, aura une expérience professionnelle d'une dizaine d'années et aura exercé des fonctions analogues dans une banque ou un établissement financier. Réf. 3321

Un spécialiste paie HF gradé(e) de banque

Le candidat retenu aura obligatoirement un niveau d'étude type BTS ou DUT option personnel, et une expérience de 3 à 5 ans dans un système de paie bancaire informatisé. Réf. 3324

Les responsables HF

DE SES DIRECTIONS REGIONALES DE
CAEN - LIMOGES - CHALONS S/MARNE

Ils devront être diplômés d'études supérieures *(maîtrise de droit, IEP, ESC, etc...) et/ou diplôme bancaire ; accompagnés d'une expérience d'exploitant de haut niveau (3 à 5 ans).*

La responsabilité de ces postes implique une excellente capacité d'analyse financière et le sens des contacts pour développer les relations entre le Groupe et les clientèles de l'ECONOMIE SOCIALE. Réf. 3316

Les chargés de clientèle HF

pour la région ILE DE FRANCE (PARIS et REGION PARISIENNE)

Obligatoirement de formation supérieure (maîtrise de sciences économiques et/ou diplôme bancaire).

Ayant une expérience confirmée de l'action commerciale et des études de crédits, permettant d'assumer *une fonction de Conseiller pour les agences dépendant* de l'Ile de France. Réf. 3319

Les chefs de guichet HF

pour ses Agences de
LIMOGES - CHALONS SUR MARNE

Les candidats auront une formation de B.P. de banque et une expérience du travail en agence.

Ils auront le goût de l'exploitation pour gérer et développer un guichet de banque en cours de création. Réf. 3322

Un formateur en techniques bancaires HF

Ayant une bonne connaissance pratique des travaux *administratifs des agences et des services centraux* (guichet, portefeuille, titres, etc...) et de l'emploi de l'informatique.

Il sera chargé de **concevoir** et **d'animer** des stages dans ces domaines.

Ce poste pourrait convenir à un cadre confirmé ayant une formation *bancaire supérieure (ITB ou CESB) et ayant* exercé des responsabilités en agence et/ou dans un service d'inspection ou d'organisation. Réf. 3325

Un chef de projet HF

- **MISSION** : Chargé du développement de nouveaux services à la clientèle s'appuyant sur les développements technologiques (nouveaux moyens de paiement, Videotex...).
- **PROFIL** : Ingénieur ou équivalent, 5 à 6 ans d'expérience.

Très bonnes qualités relationnelles (relations fréquentes avec les clients, équipes informatiques internes, unités du Groupe : Direction de l'Exploitation, responsables de clientèles). Réf. 3326

Un analyste programmeur HF

- DUT ou Maîtrise pour développement d'un projet important sur un réseau de Mini-ordinateurs.
- *Possibilité d'évolution rapide.*
- *Matériel BULL - Connaissances Mini/6 DTF souhaitées.* Réf. 3327

LE SIEGE DE NOTRE GROUPE BANCAIRE EST SITUE A NANTERRE PREFECTURE (RER). NOMBREUX AVANTAGES SOCIAUX.
REELLES POSSIBILITES DE PROMOTION DANS UN GROUPE EN EXPANSION.

Envoyer C.V., photo et prétentions EN PRECISANT LA REFERENCE DU POSTE à PUBLICITES REUNIES, 112, Bd Voltaire - 75011 PARIS qui transmettra.

---

digital

Nº 1 de l'informatique interactive

Ingénieurs commerciaux

très expérimenté(e)s

Paris - Lyon - Marseille - Bordeaux - Lille - Nantes - Strasbourg

Vous voulez une activité de très haut niveau qui vous passionne.
Vous voulez dialoguer avec ceux qui décident, comprendre leurs projets, participer à leurs plans informatiques, *leur proposer une véritable solution,* avoir la responsabilité de très grands groupes ou secteurs économiques.

Nous voulons dépasser le succès du VAX, exploiter la réussite des ordinateurs personnels, nos ressources et notre expérience dans les domaines des applications gestion, bureautique, scientifique et technique.

Vous avez au moins 5 ans d'expérience de la vente de produits ou d'applications informatiques, vous sortez d'une école d'ingénieurs de commerce ou de gestion, vous parlez l'anglais, nous vous proposons d'entrer dans une société jeune, dynamique.

Ecrivez sous la réf. M 64, en précisant la ville choisie à la Direction du Personnel,
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 18, rue Saarinen, *Silic 225, 94528 Rungis Cédex.*

La diversité des activités de services réalisés par le département Logiciel avez un succès croissant l'amène à développer ses structures :

Ingénieurs logiciel

Région Parisienne - Province

Vous exercez une activité de Conseil auprès de nos clients *pour le choix de solutions informatiques et d'assistance aux* ingénieurs commerciaux. Vous êtes responsables de la mise en place et du suivi de nos logiciels.
Vous êtes amenés à assister nos clients dans l'utilisation des nouvelles techniques (réseaux, bureautique, bases de *données, ordinateurs personnels).* Réf. M 61.

Directeur du marketing logiciel

Evry

Vous élaborez le plan à long terme du logiciel. Vous en préparez les études de marché, les programmes et les stratégies en commun avec le Directeur du marketing *France. Vous imaginez de nouveaux Services induits par* l'existence des technologies de pointe.
10 ans d'expérience en informatique, aux Ventes ou au Marketing, parler couramment l'anglais sont nécessaires à ce poste. Réf. M 62.

Ingénieurs d'applications

Région Parisienne - Province

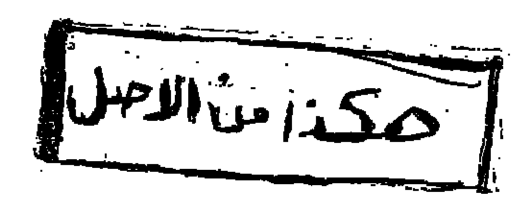
Votre expérience préalable des applications informatiques (gestion de production, bureautique, banque CAO/FAO, EAO, distribution, etc...) vous permet de participer soit à :
• *la négociation d'accords de distribution avec des* auteurs de progiciel, • la présentation de nos produits logiciel à nos réseaux de distribution, • au support clientèle, • à la réalisation et à l'évaluation de logiciels techniques. Réf. M 63

Vous avez une expérience professionnelle de plusieurs années, une formation supérieure et une bonne connaissance de l'anglais, pour tous ces postes, écrivez sous la référence choisie à Claude PESQUET, *Directeur Logiciel France,* DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2, rue Gaston Crémieux, B.P. 136, 91004 Evry Cédex.

Directeurs de marchés

Ils définissent les *stratégies marketing pour la réussite de notre* développement sur des marchés spécifiques. Ils réalisent la mise en place opérationnelle de ces stratégies, les animent et en assurent le suivi en collaboration étroite avec notre force de vente. De formation supérieure, vous avez une expérience approfondie *des marchés informatiques, acquise dans un poste de vente de* préférence chez un constructeur. Votre créativité s'allie à une *excellente* capacité de négociation *et vous avez fait preuve de* réelles qualités de planification et de management.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. M 65 à la Direction du Personnel, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE,
2 rue Gaston *Crémieux,* BP 136, 91004 Evry Cédex.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

CHEF DES SERVICES FISCALITE ET COMPTABILITE

230 - 250.000 F. **Proche banlieue Est de Paris**

Une société française (effectif : plusieurs milliers de personnes), filiale d'un groupe industriel international aux activités très diversifiées, recherche UN CHEF DES SERVICES FISCALITE ET COMPTABILITE. Sous l'autorité du directeur financier et dans le cadre d'une structure comptable décentralisée, il sera responsable de l'établissement des déclarations fiscales concernant les impôts directs et indirects (BIC - TVA - TP...). Il sera également chargé de définir, mettre en oeuvre, et veiller au respect des nouvelles procédures comptables à appliquer par les différentes divisions lors de la mise en place du nouveau plan comptable. Il assurera la production mensuelle des comptes de la société. Il veillera au bon déroulement de l'inventaire annuel. Il sera l'interlocuteur des commissaires aux comptes. Il procédera périodiquement à des audits comptables et fiscaux. Il assurera la formation et l'information nécessaire auprès des différents services concernés. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure type HEC, ESSEC ou Expertise Comptable, possédera quelques années d'une expérience acquise en cabinet d'audit de préférence et de solides connaissances en fiscalité. Il possédera une bonne aptitude à l'animation fonctionnelle de centres éloignés.
Ecrire sous référence 616/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

CHEF DE ZONE EXPORT

PARIS
Spiritueux

Une des premières sociétés françaises de spiritueux, de réputation mondiale, (85% de son C.A. à l'exportation), recherche UN CHEF DE ZONE EXPORT «EUROPE». Sous l'autorité du directeur commercial, il sera chargé de promouvoir les ventes des produits de la Société. Dans cette optique, il prospectera et suivra la clientèle par le biais de réseaux d'agents locaux qu'il animera .Il appliquera le plan marketing, élaboré en liaison avec la direction Marketing, et il sera responsable de ses résultats. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation type ESC, parfaitement bilingue Français/Allemand, ou Français/Espagnol (Anglais apprécié), possédera plusieurs années d'une expérience professionnelle similaire acquise dans le secteur des spiritueux ou des produits de grande consommation. Ce poste, basé à Paris, implique de fréquents déplacements.
Ecrire sous référence 619/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

Ingénieurs débutants
Grandes écoles

La société

Important groupe industriel français, 11 usines en France et aux U.S.A., C.A. : 2 milliards de francs, nous offrons à un INGENIEUR DEBUTANT une très intéressante opportunité de développement de carrière.

La mission

Vous souhaitez assumer des responsabilités concrètes en usine.

Vous pouvez acquérir rapidement les connaissances nécessaires pour animer du personnel et assurer des responsabilités de production et/ou d'entretien.

Le profil

Votre personnalité affirmée, votre dynamisme et une mobilité tant sur le plan géographique que sur celui des fonctions constituent des atouts fondamentaux pour réussir au sein de notre Société.

Si vous êtes motivé

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae accompagné d'une photo en indiquant sur l'enveloppe la référence 2643 à



9, Bd des Italiens 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA BA

Nous sommes filiale d'un grand groupe français et notre activité concerne la fabrication et la commercialisation de matériels de transmissions par fibres optiques.
Nous recherchons :

INGENIEURS DEVELOPPEMENT

Ils auront pour mission de :
- concevoir, construire et mettre en route une unité de développement fibres optiques.
- faire évoluer les procédés de fabrication : machines et matériaux.

Ces postes conviendraient à des ingénieurs : Arts et Métiers, IDN, INSA (option génie chimique), Physique-chimie, Céramique de Sèvres ou équivalent.

Ils auront si possible quelques années d'expérience dans la **Technique des fibres optiques ou des semi-conducteurs.**

INGENIEUR MESURE

Il aura pour mission de concevoir, réaliser et faire évoluer des appareillages de mesures micro-mécaniques et opto-électroniques.

Il sera ingénieur ECP, ESE, INPG ou équivalent.

Ces postes nécessitent la pratique de l'anglais.

Prière d'adresser lettre de candidature avec CV et photo sous réf. 78478 à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Nous vous remercions de bien vouloir vous reporter page 46 pour obtenir les informations générales concernant la Société WANG FRANCE S.A.

WANG

LEADER DANS LES DOMAINES DU TRAITEMENT DE TEXTE ET DE LA MINI INFORMATIQUE DE GESTION

recherche **UN CADRE DE HAUT NIVEAU** pour lui proposer les responsabilites

Marketing Banque et Assurance

Le poste, rattaché au Directeur Marketing, comporte les objectifs suivants :
- *Promouvoir l'image et les produits de WANG auprès des organismes bancaires et surtout des assurances.*
- Participer au sein de WANG a la stratégie de developpement de produits adaptés.
- Organiser les circuits d'information pour les ingénieurs commerciaux.
- Supporter l'action de vente sur le terrain.

Les candidats auront, outre une formation de base supérieure, une experience indispensable dans le domaine des Assurances et si possible de la Banque, acquise dans un poste de staff permettant une bonne connaissance de l'organisation générale des compagnies. L'anglais est souhaitable.

Nous vous remercions de bien vouloir envoyer votre C.V. à : V. LAURENT - *Directeur des Relation Humaines*
WANG FRANCE S.A. - 78/80, Avenue Galliéni, 93174 BAGNOLET CEDEX
qui traitera votre candidature avec la plus grande discrétion

WANG

TOUTE L'INFORMATIQUE AU SERVICE DU BUREAU. En France, un C.A. de 250 Millions de Francs - 320 personnes - 2000 systèmes installes et des ventes en progression constante

recherche pour développer son Service de Maintenance,

Responsables produits

qui s'intégreront au sein de l'équipe
Support technique national

Les candidats de formation supérieure auront une expérience minimale de 5 ans dans le domaine de la mini-informatique et notamment en ce qui concerne les périphériques annexes et les disques lourds.

L'anglais serait apprécié.

Quelques déplacements en clientèle sont a prévoir.

Formation complémentaire assurée.

Nous vous remercions de bien vouloir envoyer votre C.V. à : Brigitte RISCHARD - Direction du Personnel
WANG FRANCE S.A. - 78/80, Avenue Galliéni - 93174 BAGNOLET CEDEX

WANG

TOUTE L'INFORMATIQUE AU SERVICE DU BUREAU. En France, un C.A. de 250 Millions de Francs - 320 personnes - 2000 systèmes installés *et des ventes en progression constante.*

recherche pour développer son équipe support technico-commercial,

Analystes Technico-Commerciaux

- Après une formation DUT/BTS informatique
  - *Vous avez une première expérience chez un constructeur ou dans une SSCL*
  - Vous avez de bonnes connaissances de Basic et des notions de TC.
  - Vous souhaitez diversifier vos domaines d'activité.
- Vous aurez la responsabilité du suivi d'un parc client (avant-vente et après-vente) et vous aborderez à la fois des problèmes informatiques et bureautiques.

Si vous êtes tenté *par cette opportunité,nous vous remercions d'envoyer une lettre manuscrite et C.V. à :*
Brigitte RISCHARD - Direction du Personnel
WANG FRANCE S.A. - 78/80, Avenue Galliéni - 93174 BAGNOLET CEDEX

WANG

TOUTE L'INFORMATIQUE AU SERVICE DU BUREAU. En France, un C.A. de 250 Millions de Francs - 320 personnes - 2000 systèmes installés *et des ventes en progression constante (56% d'augmentation)*

Pour développer notre Service de Maintenance, il nous faut :

10 inspecteurs de maintenance

(PARIS)

- Vous êtes titulaire du BTS/DUT ou équivalent.
- Vous avez une expérience de 3 à 4 années dans la maintenance de systèmes informatiques.
- Vous souhaitez rejoindre une société en plein développement.

Nous vous offrons :
- Une formation permanente sur nos produits.
- *Une autonomie sur un secteur géographique.*
- Une rémunération attractive, un véhicule de fonction.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. à : Brigitte RISCHARD - Direction du Personnel
WANG FRANCE S.A. - 78/80, Avenue Galliéni - 93174 BAGNOLET CEDEX

Savez-vous qu'un terrain sur deux est aujourd'hui fabriqué ?

Ce nouveau métier, c'est celui des aménageurs-lotisseurs. Nous sommes un des leaders français de cette profession et notre croissance est rapide. Jeune équipe performante, nous voudrions intégrer un

ASSISTANT DE GESTION

vous avez une formation de type Ecole de Commerce ou DECS en cours.
Votre première expérience de travail *vous a confirmé dans vos compétences.*
Aujourd'hui, vous souhaitez entreprendre...
Vous étudierez les coûts, mettrez en place les procédures de contrôle budgétaire et apporterez l'éclairage du gestionnaire en matière d'évolution des produits.
Société d'un groupe important, nous serons à même de vous proposer d'autres missions à la mesure de vos ambitions.
Lieu de travail : proximité du Pont-de-Sèvres.

Isabelle Le Garsmeur étudiera votre candidature
(lettre + C.V. + prétentions) adressée à FRANCE-TERRE - 41, rue des Sorrières
92190 MEUDON CEDEX



Nous vous remercions de bien vouloir vous reporter page 46 pour obtenir les informations générales concernant la Société WANG FRANCE S.A.

WANG

LEADER DANS LES DOMAINES DU TRAITEMENT DE TEXTE ET DE LA MINI INFORMATIQUE DE GESTION

Crée dans le cadre de son expansion (+ 40% prévu sur le *C.A. en France en 1984*). *un poste de* **RESPONSABLE**

Études de Prix et Concurrence

Rattaché au Directeur du Marketing, le tenant du poste effectuera l'analyse détaillée des prix de revient et participera activement à la détermination des prix de vente. En outre, il prendra tous les contacts nécessaires avec les sociétés travaillant dans des domaines similaires *pour positionner nos produits par rapport à la concurrence.*

Le poste proposé, qui implique de nombreux contacts à tous niveaux, conviendrait par exemple à un jeune diplômé *(école d'ingénieurs ou école de commerce) ayant une expérience de 2 à 3 ans dans une fonction équivalente* ou à nature commerciale. Anglais souhaitable.

Nous vous remercions de bien vouloir envoyer votre C.V. à : V. LAURENT – Directeur des Relations Humaines
WANG FRANCE S.A. - 78/80, Avenue Galliéni, 93174, BAGNOLET CEDEX
qui traitera votre candidature avec la plus grande discrétion

bleu

WANG

TOUTE L'INFORMATIQUE AU SERVICE DU BUREAU

WANG FRANCE S.A. : C.A. 250 Millions de F., - 320 personnes, 440 prévues en Juin 1984. Des ventes en progression de 56% cette année ; nous prévoyons 40% l'année prochaine.

Dans le cadre de ce développement nous recherchons un

Analyste Financier Confirmé

La fonction, rattachée au Chef du service "Analyse Financière" comprend :

- L'analyse financière des opérations.
- La coordination du processus budgétaire.
- *L'organisation comptable et informatique.*

Nous souhaitons rencontrer un **HEC, ESSEC, ESC...+ DECS** justifiant d'une expérience de 2 à 3 ans de l'Audit et de l'*Analyse Financière dans le* cadre d'une société à caractère multinational. Quelques connaissances en informatique et la pratique de l'anglais sont indispensables.

Nous vous remercions de bien vouloir envoyer votre C.V. en précisant vos prétentions à : V. LAURENT
Directeur des Relations Humaines.- WANG FRANCE S.A. - 78/80, Avenue Galliéni, 93174, BAGNOLET CEDEX
qui traitera votre candidature avec la plus grande discrétion

bleu

WANG

recherche dans le cadre du développement de son DÉPARTEMENT ADMINISTRATIF ET FINANCIER, situé au Siège Social, à BAGNOLET, un

Responsable des Services Comptables

pour prendre, sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, les responsabilités suivantes :

- Supervision de l'ensemble des Services Comptables (environ 10 personnes) : comptabilité générale, comptabilité fournisseurs et clients, trésorerie, paye...
- Liaisons avec les services Informatiques
- *Reporting français et américain*

Le candidat idéal doit posséder une solide formation de base (ESC + DECS), une expérience de quelques années dans un poste équivalent au sein d'une société multinationale et une excellente connaissance de l'anglais.

Si vous êtes intéressé par cette fonction, pour laquelle nous proposons un niveau de rémunération motivant + un intéressement aux résultats, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à :
V. LAURENT - Directeur des Relations Humaines
WANG FRANCE S.A. - 78/80, Avenue Galliéni - 93174 BAGNOLET CEDEX

bleu

WANG

recherche pour son Siège Social : MÉTRO GALLIÉNI

4 Secrétaires de Direction

BILINGUES ANGLAIS

Pour son service Technico-Commercial
BTS/DUT secrétariat de *direction ou expérience* équivalente.
Elle s'intègrera dans le Groupe des Responsables Produits et assurera le secrétariat de cinq personnes.

Pour le Directeur du Département Maintenance (150 personnes).
BTS/DUT secrétariat de *direction avec de préférence* quelques années d'expérience. Participation aux activités et aux réunions de service. Rôle de gestion administrative de l'unité de coordination inter-départements.

Pour le Chef du Service Support Technique National
BTS/DUT secrétariat de *direction avec de préférence* quelques années d'expérience pour assurer le secrétariat du chef du service et des supports *produits. Rédaction et* frappe de documentations techniques.

Pour son Département Marketing
BTS/DUT secrétariat de direction avec quelques années d'expérience.
*Elle s'intègrera dans l'é*quipe marketing et assurera le secrétariat des responsables du département

Nous vous remercions de bien vouloir envoyer votre C.V. à : Brigitte RISCHARD - Direction du Personnel
WANG FRANCE S.A. – 78/80, Avenue Galliéni, 93174 BAGNOLET CEDEX

bleu

Fondé de pouvoir, responsable de clientèle Particuliers

Dans une grande banque régionale, mais qui reste à taille humaine, et à Paris. C'est notre plus important fonds de commerce d'agence. *Une clientèle aisée et très fidélisée* qu'il est aujourd'hui, plus que jamais, important de bien conseiller et orienter. Avec comme objectif de la développer et d'en rééquilibrer la pyramide des âges.

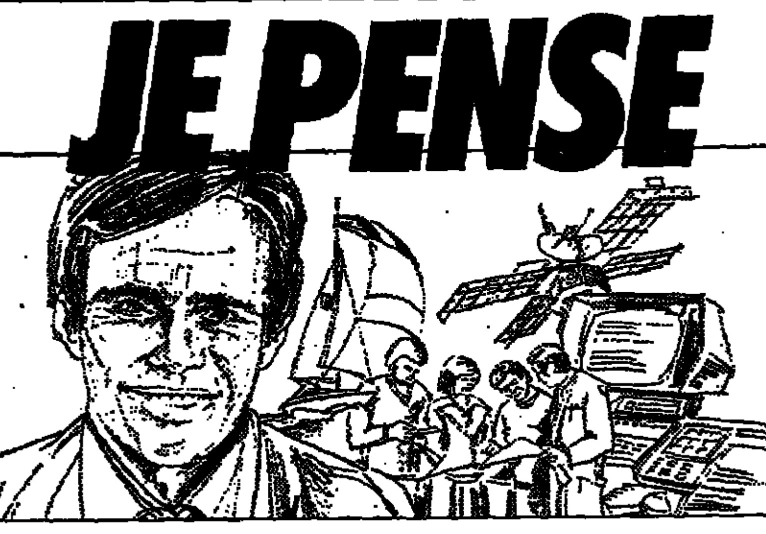
Votre expérience de la clientèle Particuliers est solide (au moins cinq ans), votre compétence en titres également. Et vous appréciez ce style de relations où culture financière, intuition et tact s'épaulent harmonieusement. C'est un niveau supérieur de responsabilité que nous vous proposons maintenant, car il vous appartiendra aussi d'animer et de former une douzaine de collaborateurs, dont plusieurs attachés commerciaux : *une dimension du poste à laquelle nous attachons du prix et qu'une* première expérience d'animation d'équipe vous aidera à assumer.

Faites connaître aux consultants de SIRCA, sous référence 812 975M, votre intérêt pour ce poste, dont la rémunération se situe autour de 180 000 francs. Une formation supérieure (ESC, université) nous paraît la plus adaptée ; *une bonne aisance en anglais est très souhaitable.*

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

JE PENSE



Réussir dans une spécialité aussi pointue que l'informatique implique une mobilisation permanente, un esprit d'équipe particulièrement vivace et créatif.

Dans tous les domaines, à TELESYSTEMES, notre pensée personnelle se développe au sein d'une équipe à laquelle nous appartenons.

Une fois les lignes de conduite tracées, je peux garder ma liberté de penser mes méthodes... et les partager avec d'autres.

Après tout, bien penser, c'est bien faire.

Tiens cela me fait penser que je dois confirmer mon week-end de bateau chez les beaux-parents...

DES METIERS POUR BIEN PENSER

- La gestion temps réel
- L'information et son traitement
- La communication des hommes et des systèmes

Les pratiquer à TELESYSTEMES :

- C'est développer et mettre en œuvre les techniques et une gamme de services allant du conseil à l'exploitation de systèmes en passant par l'ingénierie.
- C'est développer et mettre en œuvre des grands serveurs (QUESTEL, EURODIAL...) des miniserveurs (TSV 3000, VIDEOTEL, MINIQUESTEL...), et des microserveurs (TS'L 400).
- C'est développer et mettre en œuvre des produits réseaux (MULTICABLE, TS'X, TS'L...) utilisant les techniques d'aujourd'hui et de demain (réseaux locaux, réseaux hétérogènes, TELECOM 1 avec des architectures conformes aux normes nationales et internationales (ISO, CCITT. ARCHITEL...).
- C'est développer et mettre en œuvre de nouvelles applications de communication comme la messagerie, le transfert de fichiers et l'interconnexion d'ordinateurs (MERCURE, FORUM, MICRODIAL...).
- C'est utiliser les nouveaux modes de saisie, de stockage et de restitution de l'information (VIDEOTEX, MULTIMEDIA, GRAPHIQUE...).
- C'est maîtriser les logiciels et matériels des principaux constructeurs (BULL, IBM, CONTROL-DATA, HEWLETT-PACKARD...) et particulièrement leurs systèmes de base de données et leurs architectures de réseaux.



DES METIERS POUR PENSER, AGIR, VIVRE.
115, rue du Bac. 75007 PARIS. Tél. (1) 544.38.98
Au SICOB, Stand N° 3F 36116 niveau télématique.

L'IRCAM
recherche

INGENIEUR EN ELECTRONIQUE

AUDIO/NUMERIQUE

pour s'intégrer à l'équipe de réalisation des stations de travail musical, construites autour d'un processeur de traitement numérique du signal temps réel, conçu à l'IRCAM.

Il aura en charge :

- l'intégration complète de ces stations et le suivi de leur évolution.
- *la responsabilité de leur mise en œuvre dans les différents sites.*

Expérience requise : • Electronique numérique et audio • Logiciel.

Envoyer C.V. et prétentions à l'IRCAM
Direction Scientifique - 31, rue Saint Merri - 75004 PARIS

Organisation et Publicité

BANQUE PRIVEE
Filiale d'un Groupe International
recherche pour son Agence de PARIS

exploitant confirmé, ayant de bonnes connaissances en matière de placements et produits bancaires

Le poste conviendrait à un homme ou une femme, de 30 ans minimum, de niveau supérieur et pouvant justifier d'une réelle expérience commerciale.
Il comporte à la fois la démarche active d'une clientèle privée et la gestion d'un portefeuille existant.
La pratique de la langue anglaise est souhaitable.



Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 648M à OCBF - 66, rue de la Chaussée d'Antin - 75009 PARIS.

vous assiste dans le recrutement bancaire

RIPOLIN

un des premiers fabricants français de peintures et filiale de CDF Chimie recherche pour sa division principale : **droguerie, bâtiment, anti-corrosion,**

Contrôleur de gestion

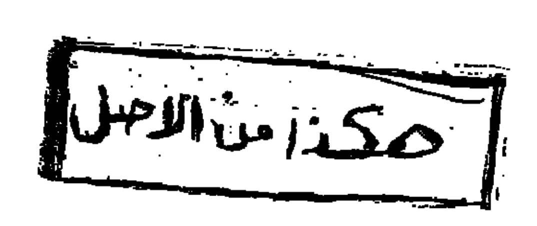
Rapportant au directeur général adjoint, vous aurez pour mission :
• l'élaboration et le suivi du budget de la division (C.A. 350 MF), • la vérification de l'existence et de l'opérationnalité des procédures, • la recherche des économies de coûts.

Le poste est basé à Arpajon (91) avec de courts déplacements à prévoir. Agé de 25 à 30 ans vous possédez une solide formation générale, grande école de commerce par exemple, et vous avez une première expérience professionnelle réussie de 2 ou 3 ans acquise soit en entreprise soit en cabinet d'audit.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo et rémunération actuelle sous la référence C.G.M. à Roseline Ceugnet Société Ripolin 23, avenue Gaston Monmousseau 93240 Stains.

média-system



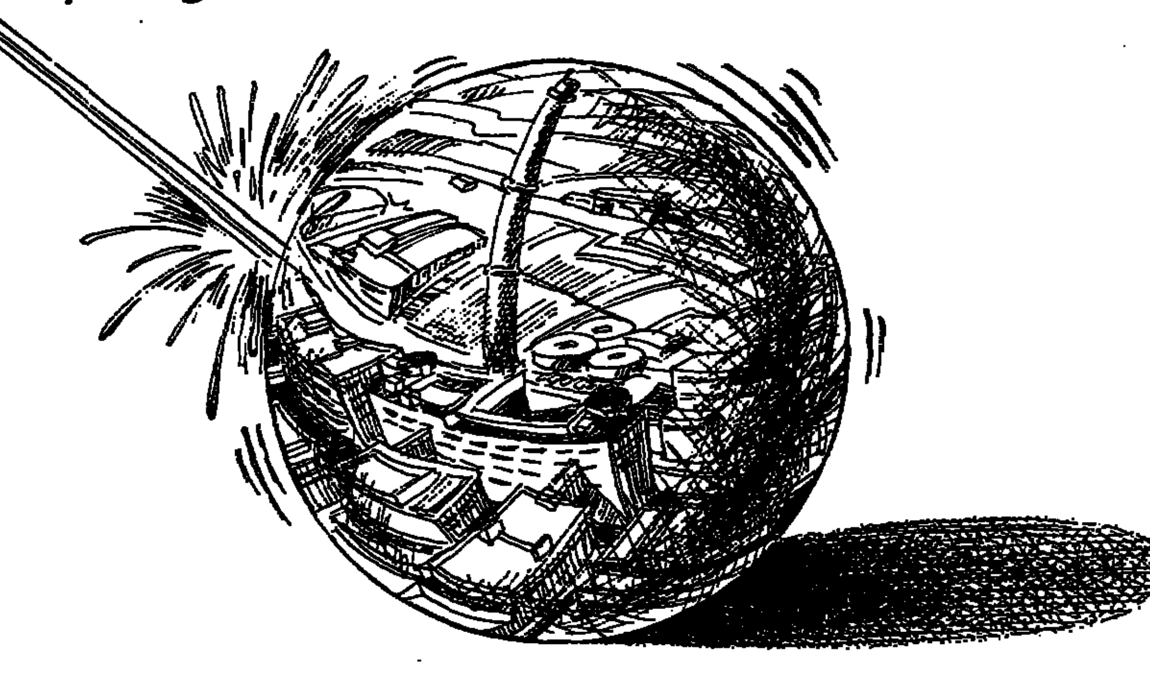


OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Jeunes ingénieurs

Vivez

la conception et la réalisation du plus grand investissement industriel européen.



SGN, *Société Générale pour les Techniques Nouvelles*, est, aujourd'hui avec 1200 personnes dont 400 ingénieurs de haut niveau, une des toutes premières sociétés françaises d'ingénierie.

Si, comme eux, vous êtes généraliste ou spécialiste en **Génie Mécanique, Génie Electrique, Génie Chimique ou en Génie Civil**, venez participer à la conception et à la réalisation de l'usine de retraitement des combustibles irradiés de LA HAGUE, premier investissement industriel en Europe.

En fonction de vos goûts et compétences, vous rejoindrez au siège ou sur le chantier, nos équipes spécialisées en : procédés, études, planning, contrôle des coûts, approvisionnements, marchés de travaux, construction...

La puissance du Groupe CEA/COGEMA *dont nous* sommes filiale est pour vous une garantie d'avenir. Nos projets, y compris hors nucléaire sont nombreux et ambitieux.

De réelles possibilités d'évolution existent au niveau de l'exploitation des usines du groupe *CEA/COGEMA*, la recherche et le développement ou la prise de responsabilités opérationnelles dans une de nos filiales... et évidemment dans nos équipes d'ingénierie.

Pour vous intégrer dans notre environnement scientifique et technique de très haut niveau, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence ID-M1 à :



Direction du Personnel et des relations humaines
1 rue des Hérons - Montigny le Bretonneux
78184 Saint-Quentin-en-Yvelines

L'ingénierie des techniques nouvelles

GROUPE



Jeune diplômé, vous avez déjà choisi ou souhaitez découvrir un secteur d'activité dynamique et de pointe : l'informatique. Des postes formateurs et évolutifs vous attendent.

SG2 groupe puissant de 4000 personnes, poursuit sa rapide expansion avec un taux de croissance de 40 % et vous propose d'acquérir son savoir-faire dans les domaines de pointe suivants : • conception et réalisation de systèmes de gestion • plan informatique • méthodologie d'analyse et de gestion de projets • architecture de systèmes • génie logiciel • conception et utilisation de réseaux • réseaux locaux • bases de données réparties • monétique et bureautique.

Nous vous offrons une formation complète et adaptée. Vous pourrez, ainsi, bien intégré au sein de nos équipes opérationnelles, donner toute votre mesure dans nos réalisations d'envergure et assumer de réelles responsabilités.

Ingénieurs grandes écoles et diplômés d'études supérieures scientifiques :

créez votre avenir informatique.

Vos candidatures (lettre, CV et prétentions) sont à adresser sous réf. YR 15, à SG2 : 12-14 avenue Vion-Whitcomb 75016 Paris.

SG2 : L'informatique des idées et des hommes

MICRO-ARCHI

PME de conception avancée de micro-ordinateurs de grande diffusion travaillant dans un contexte international avec des sous-traitants europeens, américains et japonais.

recherche :

1 INGÉNIEUR EN ÉLECTRONIQUE INDUSTRIELLE

Sous la responsabilité directe du responsable hardware, il participera à l'industrialisation d'ordinateurs de poche grand public et des périphériques associés.
Il mettra en œuvre des techniques avancées (circuits à la demande, fabrication en continu,...)

1 INGÉNIEUR SOFTWARE

Sous la responsabilité directe du responsable logiciel, il participera au développement du logiciel de base et des langages des systèmes.
Il mettra en œuvre des principes logiciels avancés (logiciel graphique multifenêtres, superviseur multitâches, architecture objet,...)

Adressez CV et lettre manuscrite à **MICRO-ARCHI**, 79 rue du Temple 75003 - Paris

---

gsi Générale de Service Informatique

recherche pour sa filiale GECSI, spécialisée dans la diffusion de produits informatiques évolués

FUTURS CHEFS de PROJETS

pour prendre la responsabilité d'affaires.

Le progiciel "TOLAS", plus de 250 références dans le monde, permet un traitement interactif de la gestion commerciale et financière.

La formation au produit sera totalement assurée par nos soins (connaissance de l'Anglais technique indispensable).

Les candidats, diplômés de formation gestion et/ou informatique, auront de réelles qualités humaines de contact, d'adaptabilité, de dynamisme.

Lieu de travail : Paris ou province.

Les candidatures (CV détaillé + photo), traitées confidentiellement, seront adressées à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra en rappelant la référence 45738.

LCT Laboratoire Central de Télécommunications **recherche**

pour ses études dans le domaine des radars militaires

ingénieurs grandes écoles

- pour animer une équipe responsable de l'étude et du développement des systèmes radar, 5 à 10 ans d'expérience indispensables.
- pour étude et développement de systèmes numériques, 2 à 3 ans d'expérience souhaitables. Référence S

techniciens d'études électroniciens *Titulaires du BTS ou DUT*

- pour étude et développement de systèmes numériques.
- pour étude et développement de circuits hyperfréquences. Référence Z

pour son centre de production et d'essais

technicien électronicien

Titulaire du BTS ou DUT

- pour participer aux essais d'équipements Engins et Radars utilisant des techniques très diversifiées dans les domaines analogiques et numériques. Référence C

Bonnes connaissances de l'anglais. Nationalité française exigée.

Adresser CV et prétentions en précisant la référence du poste choisi à LCT BP 40 78141 VÉLIZY-VILLACOUBLAY Cedex.



CONSEILS DE DIRECTION
recherche

ingénieurs grande école

(Débutants ou première expérience professionnelle) pour les associer à ses missions dans des entreprises françaises dans chacun des trois départements suivants :

- ORGANISATION INDUSTRIELLE ET INFORMATIQUE DE PRODUCTION : planification, ordonnancement, méthodes, productivité.
- CONSEIL LOGISTIQUE : stratégie de distribution, conception de centres de stockage et de systèmes de manutention, gestion des stockages, simulation de processus.
- INGENIERIE INDUSTRIELLE : réalisation d'ensembles automatisés de production, de stockage ou de distribution.

Nous souhaitons rencontrer des hommes de formation Grande Ecole ayant une personnalité de tout premier plan : - forte capacité de travail, - grande rigueur intellectuelle, - *disponibilité pour de fréquents déplacements en France et en Europe*, et motivés pour mettre en œuvre le changement et transmettre notre savoir-faire. Des possibilités importantes de développement personnel sont ouvertes aux candidats de valeur par : - la qualité des missions qui leur seront confiées, - le développement rapide des différentes composantes de O.A. et de ses filiales.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à :

O.A OUROUMOFF et ASSOCIES 94, rue Lauriston 75116 PARIS

Vous êtes titulaire d'un diplôme supérieur,
HEC, ESSEC, SUP. DE CO., INGENIEUR.
Vous exercez des responsabilités au sein d'une grande ou moyenne entreprise, dans le service comptable, du personnel ou de gestion.
Vous souhaitez faire évoluer votre carrière et réaliser une promotion.



SOCIETE PECHINEY

UN DES LEADERS DES PROGICIELS EN EUROPE
offre dans le cadre de sa politique d'expansion

7 POSTES A POURVOIR

à PARIS

pour négocier avec les décideurs des grandes firmes du marché des prestations informatiques basées sur l'utilisation de produits logiciels conversationnels de premier plan.

Un important programme de formation est assuré au départ.

Rémunération comprise entre 180.000 et 240.000 F selon l'expérience.

Adresser dossier de candidature et lettre manuscrite d'accompagnement sous référence 1909 M à :



BAILLY CONSEIL
16, rue de Monceau
75008 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Filiale du C.E.A., spécialisée dans des activités mécaniques et métallurgiques, nucléaires et non nucléaires, recherche

2 jeunes contrôleurs de gestion

HEC - ESSEC - Sup de Co - option finances comptabilité et/ou D.E.C.S.
ou ingénieurs grandes écoles, ayant reçu une formation complémentaire en gestion

L'un pour son siège de VELIZY *Réf. 73683M*
avec possibilité ultérieure d'installation dans la région Rhône-Alpes.

Hiérarchiquement rattaché à la Direction Générale, il *participera à la mise en place et au suivi du* contrôle de gestion au niveau du siège et des 2 établissements de GRENOBLE et d'ANNECY, (environ 650 personnes) en veillant à l'harmonisation des procédures avec celles du groupe. Il assumera des missions ponctuelles à la demande de la Direction Générale. Ce poste convient à un candidat de formation supérieure *ayant acquis son expérience soit comme adjoint d'un Directeur Financier* ou d'un Contrôleur de Gestion dans un groupe industriel, soit comme Audit dans un cabinet spécialisé. Importante possibilité d'évolution de carrière. Compétences informatiques souhaitées.

L'autre pour l'un de ses établissements situé à 15 km de GRENOBLE *Réf. 73684M*

- effectifs 350 personnes - travaillant par affaires sur des produits de haute technicité. Directement rattaché au Directeur de l'Etablissement *il assurera le contrôle de gestion de l'établissement*. Il sera chargé, en particulier, de la mise en place, puis de la maintenance d'un nouveau système d'information notamment en matière de gestion de production informatisée en liaison avec le responsable informatique. *La réussite dans ce poste nécessitera de bien appréhender les objectifs et les préoccupations des* équipes en place pour être à même de faire évoluer les outils de gestion au fur et à mesure du développement des activités. Ce poste convient à un candidat de formation supérieure, pragmatique, homme *de terrain, pouvant faire preuve d'une expérience réussie dans un poste analogue au sein d'un groupe* industriel et ayant acquis une bonne connaissance des problèmes posés par l'implantation de systèmes informatiques. Une expérience complémentaire d'audit serait appréciée.

Adresser lettre man., C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée s/réf. choisie, à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC — Publival

SIEGE PARIS
IMPORTANT GROUPE
SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIEL
Secteur Public recherche
pour ses Services FINANCIERS

2 JEUNES CADRES

DIPLOMES
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
HEC - ESSEC - SUP de CO...

1) Cadre ayant une expérience bancaire (notamment relations avec l'étranger) ou de gestion de trésorerie (montage financier, relations bancaires) dans une grande entreprise.
2) Cadre comptable, maîtrise sciences éco. et formation expertise comptable. Expérience : 3 ou 4 ans.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 78633 à
CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01 qui transm.



Responsable administratif et financier 230.000 F

La filiale française (23 personnes, 45 millions de francs de chiffre d'affaires) d'un important groupe international, spécialisée dans la vente de périphériques pour l'informatique (imprimantes, unités à disques...) crée le poste de responsable administratif et financier. *Placé sous l'autorité hiérarchique du directeur* général France et en liaison fonctionnelle avec le responsable financier européen, il prendra en charge une équipe de 6 personnes et couvrira l'ensemble des problèmes administratifs, comptables, financiers et informatiques de cette filiale. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans doté *d'une formation supérieure (type ESC + DECS) ou équivalent, parlant couramment* l'anglais et justifiant d'une expérience réelle de la fonction (3 ans minimum) acquise de préférence au sein d'une société affiliée à un groupe international et relevant si possible des secteurs informatique, électronique... Il devra également faire preuve de compréhension à l'égard des questions commercia*les et de sensibilité en matière de crédit-recouvrement, et sera familiarisé avec* la mise en place d'un outil informatique. Basé dans la banlieue ouest de Paris, ce poste peut offrir de réelles opportunités de carrière. La rémunération *annuelle de départ sera de l'ordre de 230.000 francs. Ecrire à J.M. JACLOT.*
Réf. A/R9027M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC



Vendre à l'industrie pharmaceutique 150.000 F

Un important laboratoire anglo-saxon, leader mondial dans sa spécialité, recherche un cadre de haut niveau pour promouvoir ses produits intermédiai*res pour l'industrie pharmaceutique en France et en Belgique. Il devra suivre* et développer une clientèle de laboratoires et l'assister dans l'utilisation des produits, et aborder le terrain avec un sens du marketing et de la stratégie permettant une réelle efficacité à long terme. Le poste est basé à Paris et implique au moins 60 % du temps en déplacements. Une excellente formation permanente *sera assurée au siège européen, en Suisse,* auquel le poste est directement rattaché. Nous recherchons un homme jeune et disponible, diplômé d'une grande école de commerce (ESSEC, ESC,...) ou bien pharmacien, parlant *l'anglais,* et ayant acquis *une première expérience de quelques années si pos*sible dans la vente de produits consommables, de matières premières ou de conditionnements à l'industrie pharmaceutique ou para-pharmaceutique. Nous proposons une carrière évolutive et une rémunération variable selon l'expérience et qui avoisinera 150.000 francs, avec en outre une voiture de fonc*tion et bien sûr le remboursement des frais.* Ecrire à D. HATT. *Réf. A/6195M*

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

RESPONSABLE DE TRESORERIE

PARIS 16ème

Une Société (CA 2,4 milliards de Francs - effectif 6800 personnes) qui compte parmi les tous premiers noms de l'électronique française, recherche UN RESPONSABLE DE TRESORERIE. Au sein de la *Direction Financière, il sera chargé d'établir les prévisions de trésorerie* mensuelles et il participera à l'élaboration des prévisions annuelles. Il en suivra la réalisation avec analyse des écarts. Il gèrera la trésorerie *au jour le jour et il assurera le contrôle de la stricte application des* conditions bancaires. Il entretiendra des relations avec tous les services de la société et les organismes financiers. Le candidat retenu, âgé d'au moins 27 ans, de formation type IUT, Institut Technique de Banque ou école de gestion, possèdera quelques années d'expérience acquise de préférence au sein d'une banque.

Les capacités d'animation d'une équipe et la pratique de l'anglais sont nécessaires. Une connaissance des systèmes informatiques serait appréciée.

Ecrire (lettre manuscrite + CV et prétentions) sous réf. 601/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

Pour développer d'importants projets d'informatique distribuée
notre service informatique quartier Opéra - recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Matériels : IBM 4341 - DOS/VSE - DL1/CICS - CII-HB : Mini 6

PREMIER PROFIL : *très expérimenté, de formation supérieure type MIAGE. Ses compétences en analyse-programmation et son habitude des relations utilisateurs lui permettent d'encadrer, sous la responsabilité du chef de projets, une petite équipe de réalisation.*

SECOND PROFIL : *expérience d'une ou deux années souhaitées. Formation supérieure type DUT. Aptitude des contacts utilisateurs.*

Adresser lettre de candidature avec c.v. détaillé et prétentions à M. LABROUSSE - 3, rue Taitbout - 75009 Paris.

Axial Publicité

SOCIÉTÉ FILIALE CGE SITUÉE A CLICHY

recherche pour son service INGÉNIÉRIE

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

débutant ou quelques années d'expérience

Son rôle sera :
- de choisir des matériels existant à l'extérieur de l'entreprise à partir des cahiers de charges qu'il aura établis.
- effectuer également des études en vue d'automatiser des machines de fabrication.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 66435 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel
94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

---

un chef de projet informatique
ayant la fibre d'un organisateur (réf. 4326 LM)

Un grand organisme du tertiaire (Paris 13e) dispose d'un service informatique qui a fait la preuve de son efficacité en développant rapidement ses applications de bases sur 4341 puis en installant un réseau de minis distribués.

Vous conseillez nos utilisateurs, préconisez les modifications d'organisation ou de procédures nécessaires, encadrez les analystes fonctionnels puis les équipes réalisant une famille d'applications destinées à tirer le meilleur parti des DB existantes.

Ingénieur, *universitaire ou issu du terrain... vous êtes rodé à nos techniques* et vous présentez comme un homme de négociation ayant le souci de rendre le meilleur service à ses utilisateurs.

un chef de projet informatique confirmé,
finances/comptabilité, en Basse-Normandie. (réf. 4353 LM)

Un groupe industriel français, prenant une dimension nationale qui porte ses effectifs à plus de 5000 personnes et son CA à 2500 MF, met l'accent sur la distribution de ses moyens informatiques et revoit *son organisation comptable.*

Sous l'autorité du DOI, vous êtes l'interlocuteur direct du DAF. Vous concevez nos nouveaux systèmes autour de progiciels tournés comptabilité industrielle et contrôle de gestion puis les implantez sur un réseau de minis exploités par des utilisateurs dispersés sur l'ensemble du territoire.

Vous disposez d'une formation supérieure, ingénieur de préférence, et avez acquis en 7 ans environ, en milieu industriel, l'expérience de *la conduite* de projets comptables et financiers conçus, de préférence, dans une philosophie d'informatique distribuée.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire sous la référence correspondante.



ALEXANDRE TIC S.A.
Carrières de l'Informatique
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

UN INGENIEUR D'ETUDES ET DE REALISATIONS TELECOM ET RESEAUX

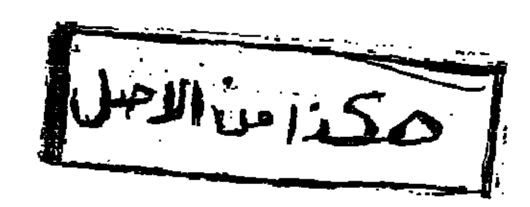
La Banque Indosuez, implantée dans plus de 60 pays, recherche pour son service Télécom et Réseaux, un ingénieur grande école (ENST, Supelec...) pouvant justifier d'une expérience réussie de 3 à 4 ans dans le domaine de la Télématique et des réseaux informatiques privés (à dominante SNA) et publics (transpac...). Des connaissances en commutation téléphonique et Télex seraient appréciées.

Analyse des besoins, planning de capacité, amélioration des performances, mise en place de nouveaux services feront partie de son quotidien. Son potentiel et ses qualités humaines lui permettront d'évoluer vers un poste opérationnel à fortes responsabilités.

Pour un premier contact, merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo et prétentions sous réf. CP 23 à

Banque Indosuez - Service recrutement, carrières, formation -
9 rue Louis Murat - 75384 Paris Cédex 08

BANQUE INDOSUEZ
Un monde d'opportunités



groupe tests

Jeunes rédacteurs HF

L'ORDINATEUR INDIVIDUEL

n° 1 de la presse informatique grand public - renforce son équipe et cherche deux jeunes rédacteurs.

Réf. 1049/M En liaison constante avec les constructeurs et les collaborateurs extérieurs, il organise la réalisation des essais des matériels et logiciels, participe à la rédaction et à la réalisation de la revue.

Réf. 1050/M Plus spécialement rattaché à l'équipe de rédaction du Guide de l'O.I., il collecte les informations pour la présentation des différents matériels. Il participe également à la rédaction et à la réalisation des numéros *spéciaux*.

Vous vous intéressez à l'Ordinateur Individuel et à ses nombreuses utilisations, vous avez une formation supérieure, une première expérience professionnelle vous a permis de développer vos qualités d'organisation, de rigueur, d'ouverture d'esprit et de communication. Nous vous offrons un travail passionnant, une évolution de carrière motivante. Avantages liés à la profession de journaliste. Merci d'adresser lettre man., C.V. et prétentions à Michèle RUDLOFF, sous référence choisie, qui étudiera votre candidature confidentiellement Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux, 204 rond point du *Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE Cédex.*

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publival

ASSURANCES

2 Analystes-programmeurs

dont un orienté Système

Nous sommes une équipe informatique d'une dizaine de personnes au service d'un important groupe d'assurances. Notre mode de fonctionnement, que nous voulons souple, privilégie des relations de travail fondées sur la concertation, la volonté d'engagement et la prise d'initiatives. Les postes à pourvoir offrent la possibilité de missions de courte durée en Afrique. Ils nécessitent la pratique du matériel IBM 4341 sous CICS et l'aptitude à programmer sous ICCF. La connaissance de l'assurance est également indispensable. Adresser lettre man. C.V. et prétentions sous réf. 4021/M à Guy PELLAE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond Point du Pont de Sèvres, *92516 BOULOGNE Cedex.*

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publival

CHEF DE SERVICE DEVELOPPEMENT ET VENTE PRODUITS CHIMIQUES INDUSTRIELS

La société française HOECHST, filiale d'un des tous premiers groupes chimiques mondiaux, réalise en France un chiffre d'affaires proche de 4 milliards de francs, dont plus d'un tiers venant de la production française. Elle recherche pour son siège à **PARIS**

UN INGENIEUR CONFIRME

En liaison avec la production, l'application technique et le reseau de vente, il aura à animer une équipe chargée de vendre et de developper un chiffre d'affaires important (France et export) réalisé à partir de **produits chimiques minéraux** et à prendre en charge le lancement de produits nouveaux.

Le poste conviendrait à un ingénieur (Arts et Métiers par exemple) orienté vers la technologie et la chimie minérale, ayant une première experience de l'application technique et/ou de la vente des produits chimiques. **Allemand et/ou Anglais nécessaires.**

Adresser C.V., et prétentions s/réf. 656
Département des Ressources Humaines
SOCIETE FRANCAISE HOECHST
Tour Roussel Nobel Cédéx 03
92080 PARIS LA DEFENSE



SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE LA DÉFENSE

Nous réalisons des ensembles industriels de très grande dimension, intégrant des développements technologiques avancés. Pour notre Département ÉTUDES, nous recherchons

ingénieurs

CALCUL DE STRUCTURES
(Ponts, Centrale, Mines, Sup'Aéro, ENSTA, AM,...)

intéressés par les domaines suivants:
- **calculs de structures**: tuyauteries, équipements des circuits auxiliaires et eau vapeur;
- **méthodes de calcul**: application des programmes existants ainsi que création et développement de nouveaux programmes;
- **mécanique de la rupture**;
- ***définition et suivi des essais*** dans le cadre d'actions de R & D.

Ces postes peuvent intéresser des Ingénieurs possédant une expérience de quelques années dans un ou plusieurs de ces domaines, ou de jeunes débutants, désireux de se former à notre produit à partir de cette première expérience.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature, sous référence 80297 M à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Ingénieurs débutants

Informatique : point de départ, mais pas finalité

Point de départ quand on est un jeune Ingénieur Grande Ecole comme vous, qui considérez le début d'une carrière comme une période où l'on apprend en prenant des responsabilités, comme nous. Car notre entreprise - internationale - 5 000 personnes - 2 milliards de CA - leader en France et dans le monde, attache une importance toute particulière à la formation et la promotion de ses jeunes cadres, corollaire de sa propre évolution.

Très vite après votre intégration, nous vous confierons la responsabilité de projets, et après quelques années vous aurez le choix de vous orienter vers d'autres secteurs du groupe. Un cursus que *plusieurs de nos dirigeants ont suivi. Ambitieux et grâce à votre esprit imaginatif et* critique ajouté à votre compétence nous n'avons pas de doute quant à votre réussite avec nous.

Nous vous demandons d'adresser rapidement votre candidature sous réf.4272 à notre intermédiaire. Nous vous recevrons rapidement car nous avons beaucoup à vous raconter sur notre entreprise. **rscg carrières** 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS.

THOMSON-CSF

LA DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES

réalisant des équipements de pointe dans des domaines en plein développement

recherche

Pour son département Applications Spéciales de l'instrumentation,de

JEUNES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
(ESE ou équivalent) Réf. 26

pour réaliser et superviser la promotion de systèmes de mesure à microprocesseurs.
Bonne connaissance du matériel et du logiciel souhaitée.

***Pour son Département* Avionique Générale,des**

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
(ENSI, ISEN ou équivalent) Réf. 117

pour assurer la conception, l'étude, la réalisation et le développement d'ensembles électroniques. *Connaissance de base électronique* (traitement du signal analogique Basse Fréquence); les techniques mécaniques et plastiques seraient appréciées.

Les candidats débutants doivent impérativement être dégagés des obligations militaires.

Merci d'adresser candidature avec C.V. en précisant la référence du poste souhaité à Monsieur GENITEAU - THOMSON-CSF - 23/27, rue Pierre-Valette, 92240 MALAKOFF.

HAVAS CONTACT



Sur la gamme de nos **TERMINAUX MULTIFONCTIONS**
pour développer du **LOGICIEL TEMPS REEL**
nous recherchons

CHEF DE PROJET LOGICIEL

Réf. 13243 M1

pour prendre la responsabilité des projets des développements. Cette mission implique l'animation de l'équipe chargée de la réalisation du projet.

INGENIEUR LOGICIEL

confirmé ou débutant Réf. 13243 M2

pour participer au développement et au suivi de grands projets dans le cadre d'une petite équipe d'ingénieurs Logiciel. Votre formation et/ou votre expérience chez un constructeur ou dans une SSCI vous ont permis *d'acquérir la pratique des* ***mini ou micro ordinateurs temps réel notamment dans une architecture multimicro-processeurs.***

Lieu de travail situé en Banlieue Parisienne Sod facile d'accès par RER.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, C.V., prétentions) sous référence choisie (à mentionner sur l'enveloppe) à :
L'Agence AFFLUENTS - 49, avenue Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

Membre de SYNTEC Publival

Informatique Industrielle et Télé-informatique

Une des plus importantes Sociétés d'Ingénierie Informatique, filiale de Thomson C.S.F. Communications, recherche pour son département Informatique Industrielle

Chefs de Projet

Diplômés Grande Ecole, vous avez plusieurs années *d'expérience dans la conception et la réalisation de* systèmes informatiques.
Nous vous offrons la possibilité totale d'ùn projet dans les domaines suivants :
- Télé-informatique (réseaux)
- Informatique Industrielle

Ingénieurs Logiciels

Ils interviendront suivant leur affinité ou leur expérience sur des *projets faisant appel aux techniques des* applications temps réel sur mini et micro-ordinateur.

Les candidats retenus trouveront au sein de notre entreprise des possibilités de formation et d'évolution qui sauront les satisfaire.

answare *Nous vous remercions d'adresser votre candidature à* M. ASKENFELD, sous Réf IN/6, 135 Rue de la Pompe 75116 Paris.

THOMSON-CSF COMMUNICATIONS

LE GROUPE SOFRESID

est l'un des premiers de l'ingénierie internationale
Plus de 3000 INGENIEURS/TECHNICIENS, 80% du C.A. à l'exportation,
des contrats dans 70 pays dans les domaines suivants ;
MINES - METALLURGIE - PETROLE - PETROCHIMIE -ENGRAIS - CHIMIE - OFFSHORE - PIPELINES - CENTRALES.
SOFRESID recherche d'urgence

INGENIEUR EN CLIMATISATION INDUSTRIELLE ET BATIMENT

Cet ingénieur de formation Grande Ecole, possédant quelques années d'expérience acquise en Bureau d'Etudes, devra en outre, avoir des connaissances en Informatique. Il sera imégré au sein d'une équipe pluridisciplinaire, chargé de l'ingénierie de Bâtiments divers et industriels (Etudes de projet et d'exécution, suivi de chantiers).
Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.
Ce poste pourra, en outre, nécessiter des déplacements de courte ou de longue durée en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. à :

SERVICE RECRUTEMENT SOFRESID
59 rue de la République 93108 Montreuil Cedex
SOFRESID

HAVAS CONTACT

PROMOTION PHYTOSANITAIRE

La Société française HOECHST, filiale d'un des tous premiers groupes chimiques mondiaux, réalise en France un chiffre d'affaires proche de 4 milliards de francs dans tous les secteurs de la chimie.

Elle recherche pour son siège à **PARIS**

UN PROFESSIONNEL CONFIRME DANS LE DOMAINE PHYTOSANITAIRE

Il devra, auprès de la clientèle des **coopératives** et des **négociants,** assurer la promotion technique des produits de la maison mère.

Il aura également à assurer le suivi de l'évolution du marché et de la distribution.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation **agronomique** ayant acquis dans des postes précédents une bonne connaissance de la distribution **phytosanitaire.**
Allemand et/ou Anglais indispensables.

Adresser CV et prétentions s/réf. 658
Département des Ressources Humaines **SOCIETE FRANCAISE HOECHST**
Tour Roussel Nobel Cédex 03 92080 PARIS LA DEFENSE



Ingénieur confirmé

Centrale, Mines...

Important groupe industriel français, 11 usines en France et aux U.S.A., C.A. : 2 milliards de francs, offre à un INGENIEUR CONFIRME une très intéressante opportunité de développement de carrière.

Ses compétences techniques acquises dans le domaine industriel et une solide formation de gestion lui permettront d'accéder rapidement à un poste de direction.

Ses aptitudes à animer et à diriger des équipes seront à la base de sa réussite au sein d'un groupe qui attache une importance déterminante aux qualités humaines.

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae accompagné d'une photo en indiquant sur l'enveloppe la référence 2663/M à

MEDIA P.A.
9, Bd des Italiens - 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

LABORATOIRES DE MARCOUSSIS

- TELECOMMUNICATIONS
- TECHNIQUES DE L'INFORMATION
- OPTRONIQUE
- ROBOTIQUE ET PRODUCTIQUE
- ENERGIE

recrutent

pour des recherches sur les systèmes et sur les composants *dans le domaine de l'utilisation rationnelle de l'énergie.*

ingénieur grande école

Technicien ayant des connaissances d'électronique de mi-micro-informatique. Réf. P/191/T

ingénieur grande école

Intéressé par des recherches sur les matériaux, recherches de *nouvelles formulations, études de leurs propriétés* et de leur mise en œuvre. Réf. P/193/M.

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitaë au *Service du Personnel des Laboratoires de Marcoussis*
Route de Nozay - 91460 MARCOUSSIS

CONTESSE



CENTRE DE RECHERCHES
DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE
D'ÉLECTRICITÉ

Nos ingénieurs commerciaux sont ambitieux : si vous l'êtes cette offre vous concerne.

Jeunes diplômé(e)s d'écoles d'ingénieurs et de commerce, vous êtes à la recherche de votre première situation

Bien choisir votre métier, votre branche d'activité est une affaire désormais déterminante pour votre réussite professionnelle, votre réussite tout court.

L'informatique est promise à un développement continu.

Si vous êtes ambitieux, devenez ingénieur *commercial* IBM.

Le métier d'ingénieur commercial

L'ingénieur commercial représente la Compagnie auprès des Grandes Administrations et Entreprises.

Il a la responsabilité commerciale d'une zone géographique ou d'une branche d'activité économique.

Il établit des contacts au niveau le plus élevé et propose nos produits et services susceptibles d'améliorer la gestion d'une entreprise.

Sa mission est vaste : *suivi de la clientèle, recherche de nouveaux clients, vente de produits et services, suivi des paiements.*

Pour vous préparer à l'exercice de ce métier, nous vous assurons une formation normalement rémunérée pendant un an, suivant un programme alterné dans nos Centres d'Education de la Région Parisienne, et sur le terrain dans le cadre d'une agence parisienne ou d'une Direction Régionale.

Nous sommes prêts à vous confier rapidement d'importantes responsabilités, si au-delà de votre diplôme, vous présentez les qualités requises pour le poste.

Ce que nous attendons de nos futurs ingénieurs commerciaux

Votre motivation pour une activité de vente doit être forte. Nous recherchons des femmes et des hommes présentant les qualités suivantes :

- Aptitude à communiquer à haut niveau.
- Ambition, énergie au-dessus de la moyenne.
- Sens de la méthode, esprit de synthèse.
- Sens de la négociation et aptitude à convaincre.
- Imagination dans la recherche de nouveaux clients et dans la préparation d'un projet informatique.

Nous vous demandons de répondre aux conditions suivantes :

- Avoir de bonnes connaissances de l'Anglais.
- Accepter le principe de la mobilité géographique : nos postes sont à pourvoir à Paris et en province.
- Etre dégagés des obligations du Service national.

Processus de recrutement

Que vous soyez débutant, ou que vous ayez une expérience professionnelle de 2 à 3 ans, adressez votre lettre de candidature à notre Département Recrutement - Orientation - Conseils - 2, rue de Marengo, 75001 Paris en mentionnant la référence ICM-20/9. Après examen de leur dossier, les candidats répondant aux conditions de base, seront reçus à Paris ou dans une Direction Régionale.



MASH



INGENIEURS D'ETUDES

Domaines d'activités :

- Nucléaire
- Espace
- Systèmes automatisés
- Visualisation

Ingénieur Grande Ecole (X, ENST, ENSAE, ENSTA, ESE), vous souhaitez mettre en valeur votre capacité d'innovation et votre sens des responsabilités au sein d'une entreprise dont les réalisations mettent en œuvre les techniques les plus avancées.

La SODERN vous propose de mener des études de systèmes relatives :

- à l'opto-électronique embarquée sur satellites
- à la visualisation en couleurs sur grand écran.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature au Service du Personnel - SODERN
1, avenue Descartes - 94450 LIMEIL BREVANNES.

CONTESSE

responsable de la logistique

Gérard Pasquier

Nous sommes une des grandes entreprises françaises de PAP féminin, avec un CA de 300 M. de F. Pour faire face à notre développement, *nous renforçons nos structures, et créons le poste de* Responsable de la Logistique. Sous l'autorité du Directeur Général, ce nouveau collaborateur coordonnera et supervisera les achats matières premières et fournitures, la gestion du stock, les approvisionnements, l'ordonnancement et le lancement, les expéditions et la facturation ; il anime avec l'aide des chefs de service un effectif de 30 personnes environ. Il a à sa disposition un outil informatique performant ; il travaille en étroite collaboration avec la direction commerciale, la création, les directeurs d'usine et la direction informatique. Ce poste convient à un homme de 35 ans environ, ayant une expérience achats-ordonnancement-lancement, acquise dans une industrie de l'habillement, ou à défaut dans une industrie liée à la mode, sachant allier pragmatisme et fiabilité dans son travail. Le développement régulier de notre *entreprise doit permettre à un collaborateur à fort potentiel de faire un certain chemin avec nous. Le poste est* basé à PARIS.

Si cette proposition vous intéresse, *nous vous demandons d'adresser votre dossier sous* référence 287.83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité

CHEF PRODUIT SANITAIRE CHAUFFAGE

est recherché par LAMBERT FRERES ET CIE pour sa filiale Négoce Lambert Distribution.

LAMBERT *DISTRIBUTION* dont le C.A. *global est de 600 millions* de francs, comporte 23 Agences situées dans la Région Parisienne.

La mission comprend :

- *l'analyse du marché et la recherche de produits adaptés à nos clientèles*
- la sélection de fournisseurs et la négociation des achats
- la définition, le lancement et le *suivi de la politique commerciale* (C.A. 120 millions de F.)

Ce poste de haut niveau exige :

- *une formation supérieure*
- une solide expérience du Secteur Sanitaire Chauffage et des *négociations avec les fournisseurs*
- un âge minimum de 35 ans.

Le poste est basé à NANTERRE (92).

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous référence 5158 - à Madame LEREDE.



5 RUE VERNET - 75008 PARIS

responsable consolidation

PARIS ETOILE

Nous offrons à un professionnel de la Consolidation (DECS+3 ans d'expérience), sous l'autorité du Chef des Services Comptables, la responsabilité entière de la Consolidation des 45 sociétés industrielles et de distribution qui constituent notre Groupe.

En outre, il assurera la conception et la mise en œuvre de l'ensemble des procédures comptables.

Une grande compétence professionnelle, autant que le sens des contacts, sont des atouts pour réussir à ce poste.

Envoyez C.V. et prétentions sous réf. 9431-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

CHARGE D'ETUDES FINANCIERES ET COMPTABLES

Vous avez une solide formation de base (ESC ou Sciences Eco. + ICG) et un intérêt certain pour le Contrôle de Gestion et les *études financières; votre expérience orientée de préférence* dans un milieu bancaire ou boursier doit vous permettre de maîtriser rapidement l'analyse des résultats d'un **Etablissement Financier d'importance nationale.**

Nous vous proposons un poste évolutif au sein de l'équipe (4 cadres) responsable des études et analyse de résultats de l'ensemble de nos activités.

Ce poste constitue une opportunité unique pour enrichir et développer *votre expérience grâce à la diversité et la complexité* des domaines d'études que vous aurez en charge.

Le salaire proposé sera en rapport avec votre expérience et vos compétences.

Votre dossier (avec C.V., photo et salaire actuel) sera étudié en toute confidentialité sous référence 83057 M par notre Conseil.

Sonia Lipszyc

HAY *Managers* ☎ 267 44 64

13 rue Alphonse de Neuville 75017 PARIS

HAY FRANCE

Message à un Ingénieur HF TRANSPORTS URBAINS

250.000F

Vous souhaitez participer à la création d'un bureau d'études spécialisé dans l'organisation et la restructuration de réseaux de transports urbains. Notre excellente introduction auprès des collectivités locales nous permet les meilleurs espoirs commerciaux. Nous souhaitons donc intégrer notre

chef de bureau d'études

C'est l'occasion de faire acte de candidature, si vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur —de préférence ingénieur— avec une formation complémentaire en économie *et si vous avez acquis une excellente* maîtrise de la technique et de l'économie des transports urbains.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle sous référence M/227/M à notre conseil.

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

Message à un ingénieur

Vous souhaitez entrer dans une Société de Services en expansion rapide (plus de 50% sur 2 ans) pour y devenir

Chef de Centre d'Exploitation de Services Techniques

160.000F+

Vous aurez la charge *d'une équipe d'une quarantaine* de personnes et d'un budget d'environ 1 MF pour assurer dans un groupe d'immeubles commerciaux la gestion et l'exploitation de l'ensemble des services techniques : chauffage, climatisation, électricité, standard, plomberie, services généraux, incendie ...

C'est l'occasion de faire acte de candidature, si vous êtes un ingénieur et que vous avez déjà assuré, si possible dans une société de Services, des responsabilités techniques dans tout ou partie des secteurs cités. Un tempérament d'entrepreneur et une mentalité de Service sont indispen*sables pour réussir dans* le poste.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle sous référence M/165/A à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAITRISE DE L'ÉNERGIE

Budget annuel d'interventions de 3 milliards de francs

recherche

• INFORMATICIEN CONFIRMÉ

Dans le cadre d'une informatisation principalement fondée sur des mini et micro-ordinateurs en réseau, vous aurez à :

- Analyser les besoins des différentes délégations régionales.
- Établir le cahier des charges.
- Mettre en place les nouvelles applications.
- En suivre la réalisation.

Poste basé à *PARIS. Dépl. de courte durée à prévoir.* Expérience MATRA-DATAPOINT appréciée.

• ANALYSTE (S) PROGRAMM. (S)

Pour le siège et les régions, vous aurez à réaliser et à faire évoluer des logiciels utilisateurs spécifiques essentiellement mis en œuvre sur mini et micro-ordinateurs.

Poste (s) basé (s) à PARIS.
Expérience MATRA-DATAPOINT appréciée.

Adresser candidatures au :
Service du Personnel de l'A.F.M.E.,
27, rue Louis-Vicat, 75015 PARIS.

Jeunes Diplômés, avant d'entamer une carrière prenez les bons contacts. Téléphonez au (722.24.24)

Profitez du SICOB pour rencontrer en direct une entreprise, ses produits et ses responsables.
Nous vous parlerons de notre politique commerciale et de vos possibilités d'évoluer avec nous.
Le schéma classique se résume ainsi :

- Acquérir une bonne connaissance des produits et des techniques de vente grâce à une formation approfondie et rémunérée.
- Rejoindre sur le terrain à Paris ou en Province une de nos équipes commerciales, prendre en charge votre secteur, le gérer, le développer. Qualités nécessaires : l'esprit d'entreprise, l'enthousiasme, l'aptitude au dialogue et aux contacts de haut niveau.
- Evoluer vers des postes opérationnels ou fonctionnels selon vos choix sur des opportunités multiples: car Rank Xerox privilégie une approche diversifiée des niveaux de responsabilités.

A noter : la rémunération chez Rank Xerox est très motivante, même quand on débute.

Si vous voulez mieux nous connaître, téléphonez au 722.24.24. (tous les jours du 16 au 28 septembre de 7 h à 22 h samedi et dimanche inclus).

RANK XEROX



média-system

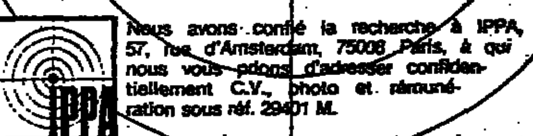
Nous sommes les jeunes «pionniers» français de l'un des premiers concepteurs mondiaux de

logiciels micro

et notre croissance spectaculaire explique la recherche d'un jeune loup capable de relever les manches et de s'affirmer en tant que

responsable technique

Vivant chez un constructeur ou en SSCI, vous connaissez bien la micro informatique et les adaptations possibles sous CP/M - CP/M 86 et vous êtes parfaitement bilingue. Vos qualités relationnelles et votre disponibilité feront le reste pour vous affirmer auprès de nos clients (constructeurs ou distributeurs), notre groupe et les hommes dont vous vous entourerez.



Nous avons confié la recherche à IPPA, 57, rue d'Amsterdam, 75008 Paris, à qui nous vous prions d'adresser confidentiellement C.V., photo et rémunération sous réf. 29401 M.

NOUS SOMMES UN IMPORTANT CABINET DE GROUPE
NOUS RECHERCHONS DES

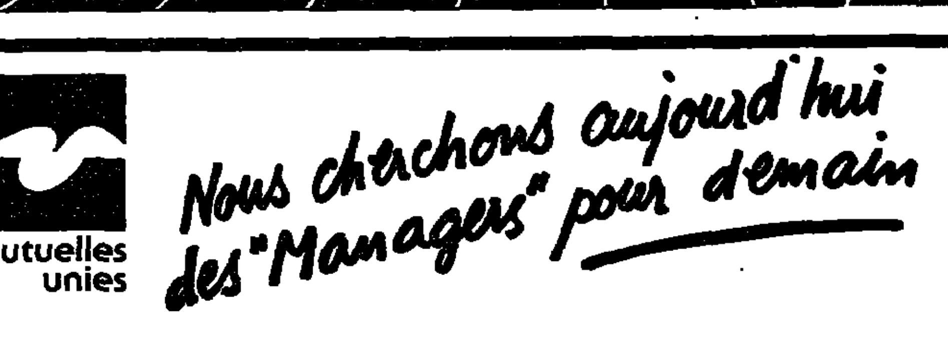
fiscalistes confirmés

Expérience minimum 3 ans (et plus, souhaitée) :
— soit dans l'Administration fiscale,
— soit dans un Cabinet de Conseil fiscal,
— soit dans le service fiscal d'une grande entreprise.

Situation comportant larges responsabilités et autonomie.
Rémunération motivante.

Envoyer C.V. manuscrit avec prétentions + photo sous réf. 3596 à

INTER P.A. - B.P. 508 - 75066 PARIS Cédex 02 qui transmettra.



GRANDES ECOLES : HEC - ESSEC - CENTRALE - A.M. ...

L'ensemble MUTUELLES UNIES - DROUOT constitué en 1982 est le premier groupe privé français d'Assurances : 9,25 milliards de C.A., 4500 salariés, 2300 agents généraux, des investissements à l'échelon mondial dans tous les domaines de l'Assurance (Europe, Amérique du Nord, Afrique...).
Ses objectifs de développement le conduisent à rechercher pour la France :

DES JEUNES DIPLOMES A FORT POTENTIEL

Débutants ou ayant une courte expérience, les candidats devront réunir un ensemble de qualités et de motivations qui détermineront notre choix dans notre recherche de futurs «managers» : qualités réelles à animer des équipes d'hommes, grandes capacités de travail et d'adaptation aux évolutions prévisibles. En attendant cette promotion, nos «aspirants» apprendront leur métier, confrontés aux réalités de l'entreprise.
Leur premier poste - un test décisif - sera soit fonctionnel, soit opérationnel et situé à PARIS ou à ROUEN.

Jean-Pierre BURTH pour DROUOT, Sylviane MAUHOURAT pour MUTUELLES UNIES sont à votre disposition pour vous décrire les postes proposés. Vous pouvez leur écrire ou leur téléphoner.
Jean-Pierre BURTH - GROUPE DROUOT - Place Victorien Sardou - 78161 MARLY LE ROI CEDEX - Téléphone (3) 958.62.14
Sylviane MAUHOURAT - MUTUELLES UNIES - 76029 ROUEN CEDEX - Téléphone (35) 80.40.40

Importante Société spécialisée dans les produits d'hygiène et d'entretien
recherche pour assurer le développement de sa
Division Professionnelle Industrie Collectivités

l'Adjoint de son directeur des ventes

Sa mission :
- Animer un réseau de vente (concessionnaires exclusifs)
- Faire appliquer notre politique commerciale
- Promouvoir la vente de nos produits
- Mener à bien différentes actions dans le cadre de la gestion commerciale.

Une importante disponibilité géographique est nécessaire.

Le candidat retenu :
- Aura une formation supérieure commerciale.
- Justifiera d'une expérience réussie en position d'encadrement dans un réseau de vente s'adressant à des clients professionnels.
- Sera un homme de contacts, de commandement et de négociation.

Avant de prendre ses fonctions, il bénéficiera d'une formation complète sur nos produits et notre réseau de ventes avec les méthodes les plus modernes (enseignement programmé, audio-visuel, etc...).

Si cette opportunité vous intéresse, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, *lettre manuscrite*, CV, photo et prétentions, *sous réf. 8987 à mentionner* sur l'enveloppe, à *Média-System*, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

média-system



Filiale d'un grand groupe américain et l'un des leaders du marché français de l'éclairage avec 400 MF de CA, 1500 *personnes réparties en 5 établissements vous propose d'être son*

Chef des services comptables

pour vous confier les comptabilités française et anglo-saxonne (Générale, Clients, Fournisseurs) ainsi que la Paie et la Trésorerie.
Rattaché au Directeur Financier, vous animerez une équipe d'une vingtaine de personnes et serez particulièrement chargé de la production *des états et déclarations périodiques, de l'actualisation des procédures comptables, de la fiscalité et du contact avec les* audits.
Titulaire d'un DECS, vous avez une formation de préférence supérieure et une expérience de 5 ans de la fonction. De bonnes connaissances de fiscalité, une pratique du contrôle de gestion - même courte - et la maîtrise de l'anglais seront autant d'atouts.
Le siège social est situé en proche banlieue Ouest de Paris.
Si vous souhaitez amorcer dans ce poste votre carrière au sein de notre groupe, envoyer votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 5/CCS à notre Conseil qui le traitera en toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

Notre **Cabinet International d'Audit et d'Expertise Comptable** est très fortement implanté en Afrique Noire francophone. Nous souhaitons confier à un collaborateur de haut niveau le développement de l'une de nos implantations dans la capitale d'un pays d'Afrique Centre-Ouest qui connait, grâce au pétrole, une croissance économique rapide. Dans ce contexte très favorable, divers facteurs nous placent dans une situation privilégiée.

Expert comptable

360 000 F +

Nous recherchons un Expert Comptable diplômé ayant une bonne formation générale, habitué à traiter des dossiers d'un bon niveau et désireux de prendre des responsabilités. A vos rémunérations en francs CFA, entièrement transférables, s'ajouteront une résidence de fonction, frais de voiture et de mission et retour en France *chaque année pour 2 mois avec votre famille.*
Merci d'envoyer votre CV sous réf. 31110 GB. Discrétion totale assurée.
15, rue du Louvre - 75001 PARIS.



nervet pont conseil

Desseln

Constructeur informatique, nous recherchons

Un Ingénieur Technico commercial

Nous lui confierons la totale responsabilité (Avant-vente et Après-vente) de nos projets dans le domaine de l'**informatique distribuée**. Déplacements en France essentiellement. Ce candidat sera débutant ou aura une première expérience dans ce domaine.. Nous lui assurerons la formation sur notre matériel.
Des possibilités de carrière sont offertes au sein de la société, éventuellement vers d'autres secteurs d'activité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) sous référence 4537 *à l'agence DESSEIN* 69 rue de Provence 75009 Paris, qui transmettra.

Dessein

---

notre futur responsable bureautique et micro-informatique

Entreprise de pointe, nous sommes notamment maître-d'œuvre de la propulsion des 3 étages d'ARIANE ; nous nous dotons d'une informatique et d'une bureautique à notre dimension.

Vous créez la fonction bureautique au siège (Paris-La Défense) en partant des orientations du schéma directeur : messagerie, classement électronique, postes de travail administratif, traitement de texte... ; vous préparez les choix techniques et supervisez ou réalisez les mises en place.

Ingénieur de formation, vous avez acquis en 5 ans votre expérience de la gestion sur minis/micros et avez pratiqué les gros systèmes. Tout en restant proche de la technique, vous souhaitez devenir un homme de l'organisation et de la communication.

Sachez que ce poste implique de courts mais fréquents déplacements.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4405 LM) à **"Carrières de l'Informatique"**.

SEP



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Laboratoire UPJOHN

Paris La Défense
Filiale important laboratoire pharmaceutique international
recherche

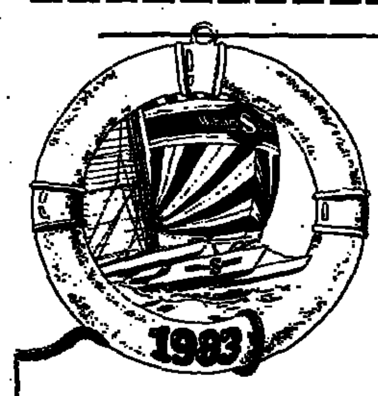
Responsable Développement des Ressources Humaines

Dépendant du Directeur des Relations Humaines, il participera à la mise en place d'une politique élaborée du développement des Ressources humaines, où il sera particulièrement chargé : de l'ensemble des procédures de recrutement, de la gestion de la formation et de l'animation de certaines sessions de formation, plus spécialement destinées au personnel cadre.

Ce poste diversifié et évolutif conviendrait à un candidat de formation supérieure (BAC + 4) de 30 ans environ, ayant obligatoirement une expérience de l'animation et une connaissance de la fonction personnel.

Il devra s'exprimer très aisément en anglais.

Adresser CV, photo et prétentions à Direction du Personnel
Laboratoire UPJOHN *Tour Franklin* 92081 PARIS LA DEFENSE.



L'AGRO-ALIMENTAIRE : DES CARRIERES PASSIONNANTES

un analyste pour un plan informatique ambitieux

WILLIAM SAURIN filiale importante du groupe Lesieur (1100 personnes), vous propose de participer au plan informatique mis en place pour répondre aux besoins des services, notamment Achats, Vente, Finances, Personnel...
Votre rôle : prendre part à l'analyse fonctionnelle et avoir la responsabilité organique des applications actuelles et futures.

De formation supérieure (MIAGE,...), vous avez derrière vous 3 à 5 ans d'expérience, vous connaissez le COBOL,GCOS 64, TDS,... et vous aimez travailler en équipe.

Valoriser un acquis, évoluer selon compétence et résultats en utilisant des techniques en constante évolution : c'est l'opportunité qui vous est offerte.

Poste basé à Lagny (35 km de Paris Est).

jeune ESC... rejoignez notre équipe comptable

Votre objectif : *actualiser le système comptable en saisissant l'opportunité du nouveau plan comptable pour passer à une comptabilité* générale et analytique utilisant la technique du temps réel.

Vous assurerez la liaison nécessaire avec l'informatique pour optimiser le suivi des résultats.

Intégré au sein de la Direction financière, vous animerez, en tant qu'adjoint au chef du département Comptabilité générale, un groupe d'une dizaine de personnes.

Environnement professionnel stimulant dans une structure à taille humaine... un cadre agréable pour une tâche passionnante.

Poste basé à Lagny (35 km de Paris Est).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo à LESIEUR - Gestion Encadrement - 122, avenue du Général Leclerc - 92103 BOULOGNE.

GROUPE LESIEUR



COLGATE PALMOLIVE

Importante Société Internationale leader sur plusieurs marchés de produits de grande consommation *recherche*

Ingénieurs de recherche expérimentés

de formation physico-chimie, textile, papetière ou grande école pour son *Laboratoire de* ***RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT*** produits d'Hygiène (Textiles absorbants).
Les activités concernées impliquent :
- une excellente connaissance des matériaux mis en jeu (**Textile, fibres plastiques, celluloses et dérivés**). - *L'étude approfondie des mécanismes gouvernant l'aptitude à l'emploi des produits.*
- *Le développement de nouveaux produits depuis la création de prototypes jusqu'à la* ***mise en production.*** Qualités requises : méthode, créativité, sens du concret et volonté de connaître. Anglais indispensable.
Lieu de travail : proche banlieue parisienne.

Merci d'adresser candidature et C.V. au Service de l'Emploi et des Carrières COLGATE PALMOLIVE 92401 Courbevoie Cédex.

média-system

Prendre à terme la responsabilité d'une filiale

Ingénieur confirmé PONTS MINES

Une très importante Entreprise française offre des perspectives d'évolution de carrière très intéressantes à un **Ingénieur confirmé des Ponts et Chaussées ou des Mines.**

Agé d'au moins 30 ans, il possèdera :
- ***une expérience de plusieurs années dans une société de Travaux publics ou d'exploitation de carrière,***
- **une solide formation de gestionnaire.**

Ce poste, devant conduire à prendre la **responsabilité d'une de nos filiales**, conviendrait à un candidat ayant le profil d'un **« patron d'entreprise »**.

La *rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat.*

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, et rémunération actuelle) sous la référence LM/2635 en précisant sur l'enveloppe les sociétés avec lesquelles vous ne désirez pas entrer en contact à



Communiqué
9, Bd des Italiens, 75002 PARIS
qui transmettra.

Communiqué

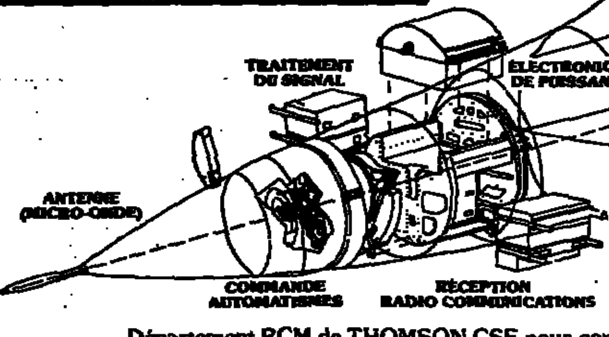
ORGANISATION et INFORMATIQUE

Un important organisme financier recherche **deux jeunes organisateurs connaissant les problèmes d'informatisation.**
Leur rôle : analyser, modifier, structurer les procédures administratives d'un secteur déterminé.
Dans le cadre de l'informatisation d'une partie de ces activités, ils recenseront les besoins des *utilisateurs, rédigeront les cahiers des charges,* assureront la mise en place et le suivi des réalisations, ainsi que la formation des utilisateurs.
De *formation supérieure* (maîtrise ou équivalent), ils ont environ 3 ans d'expérience dans une fonction similaire et s'intéressent aussi bien aux problèmes comptables que de gestion.



Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à notre Conseil - PERSONNEL MANAGEMENT - 59, Avenue Marceau - 75116 PARIS, sous réf. M 03.

CONTESSE



THOMSON-CSF INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS DÉBUTANTS

Département RCM de THOMSON-CSF, nous concevons et réalisons des Radars et des équipements de Contre Mesures aéroportés.
Un secteur en forte expansion, l'électronique de pointe, où de très importants moyens de recherche et développement permettent à RCM d'occuper une place de premier plan.
Nous proposons à de jeunes Ingénieurs des responsabilités à la fois évolutives et variées dans les activités suivantes :

SYSTÈMES RADARS

- DÉFINITION et INTÉGRATION de SOUS SYSTÈMES.
Harmonisation avec l'ensemble des équipements aéroportés - Maîtrise d'œuvre Radars.
- ÉTUDES THÉORIQUES DE PROJETS.
Prospectives, modélisation, simulations.
- DÉFINITION-RÉALISATION D'ESSAIS au sol et en vol.

ÉLECTRONICIENS ÉTUDES

- TRAITEMENT DU SIGNAL.
- MICRO-ONDES, propagation, antennes : formation complémentaire assurée.
- ÉLECTRONIQUE DE PUISSANCE.
- CONCEPTION DE CIRCUITS INTÉGRÉS.
- PHÉNOMÈNES COMPATIBILITÉ ÉLECTRO-MAGNÉTIQUE.

Une ou plusieurs de ces activités correspondent à vos compétences.
Nous vous proposons de rejoindre nos équipes au sein d'une grande entreprise pratiquant une activité industrielle sophistiquée avec une très grande rigueur technique.

THOMSON-CSF - DÉPARTEMENT RCM
Service du Personnel - 68, avenue Pierre Brossolette
92242 MALAKOFF CEDEX.



THOMSON
BRANCHE SYSTEMES ET DETECTION

HAVAS CONTACT

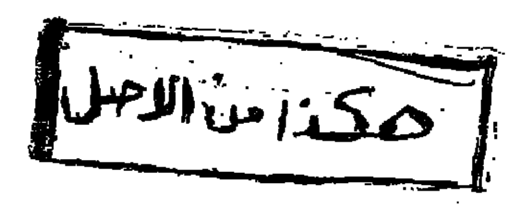
GRETAG CX FRANCE

filiale d'un groupe Suisse de première importance, nous commercialisons en France, un matériel électronique de très haute technicité, destiné au tirage des photographies en couleur et utilisé par les plus grands laboratoires de traitement. Les performances de nos machines, leur fiabilité et le sérieux qui font notre renommée mondiale, sont le résultat d'un très-haut niveau de qualité et de services. Dans ce cadre, pour assurer l'installation et le suivi technique de nos machines chez nos clients, nous recherchons un

INGENIEUR ELECTRONICIEN

passionné par les techniques informatiques et micromécaniques et dont la première expérience aura de préférence été acquise dans le domaine du photofinishing. Le goût de l'indépendance et de la mobilité sont indispensables pour couvrir un champ d'intervention de taille nationale. Le poste est basé à RUEIL. Une voiture de société est mise à disposition de nos collaborateurs. La connaissance *de l'anglais et/ou de l'allemand est* indispensable. Une formation sera assurée pendant trois mois dans notre maison mère à ZURICH.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre, CV, photo) à Stanislas ENGRAND
Département du Personnel
8 rue Lionel Terray – 92506 RUEIL–MALMAISON



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

L'Entreprise Industrielle

EI

Le Groupe de l'E.I. (8000 personnes, 2 milliards de C.A., 5 Directions Régionales et 60 Centres de Travaux en FRANCE) se caractérise *par la diversité et la complémentarité de ses domaines d'intervention* Travaux Electriques, Génie Civil et Bâtiment

INGENIEURS ELECTROTECHNICIENS DEBUTANTS

Dégagés obligations militaires

Profil recherché :
- ingénieur diplômé grande école
- vocation d'entrepreneur et de gestionnaire
- qualités de négociateur et de meneur d'hommes

Carrière :
- ingénieur d'affaires «homme-orchestre» ayant la responsabilité technico-commerciale, financière et humaine d'une réalisation.

Postes à pourvoir : Directions Régionales : DIJON - LYON - LES MUREAUX (78) - NANTES - TOULOUSE.

Envoyer lettre manuscrite avec CV, photo et régions souhaitées à l'ENTREPRISE INDUSTRIELLE - 29, rue de Rome 75008 Paris à l'attention de Madame JEUNOT

GRANDE BANQUE
Recherche
pour ses Services Parisiens

ECONOMISTE expérimenté

Spécialisé dans l'analyse des taux de change
anglais parlé couramment.
Possibilité importante progression carrière

Ecrire avec C.V. et prétentions sous Réf. M3 à
L et A - 33, rue Vernet - 75008 Paris

Créez à votre image le poste de chef de produit senior

D'entrée, vous «pèserez» 500 millions de Francs... La ligne de produits qui vous sera confiée est celle qui a fait le renom de cette importante société industrielle (3 000 personnes), l'un des leaders sur le marché du chauffage, filiale d'un puissant groupe français.

Ses produits, destinés à l'équipement de la maison, se situent au carrefour des produits de consommation et des produits industriels. Aussi, attachons-nous moins d'importance à votre secteur professionnel qu'à votre savoir-faire marketing, acquis à bonne école, tant au plan des principes (formation HEC, ESSEC, ESC...) que de l'application aux réalités (*3 à 5 années d'expérience*). Nous comptons sur vous, vos qualités pédagogiques et votre allant, pour initier une véritable réflexion marketing, mettre en place des méthodes d'analyse, faire la synthèse des informations existantes, définir en collaboration avec la direction commerciale les objectifs, proposer les actions de lancement et de soutien, coordonner le développement des nouveaux produits...

Un poste sur mesures pour celui qui souhaite innover et construire et qui recherche un marketing concret et opérationnel, proche de l'usine et du terrain, largement ouvert sur l'*international (près de 50 % de la production est exportée)*. Ecrivez en toute confidentialité aux consultants du cabinet SIRCA sous référence 235 973M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

Société industrielle, filiale d'un groupe multinational, nous recherchons, pour l'une de nos unités de production située en région parisienne, un futur responsable du

Contrôle de gestion

Ingénieur grande école (généraliste, mécanique ou électromécanique + IAE ou équivalent), vous avez une première expérience acquise dans un poste opérationnel en production que vous souhaitez compléter par une fonction de gestion.

Vous viendrez renforcer le potentiel de cadres de notre direction de la production. Après un passage dans les services centraux du siège, vous deviendrez l'un des proches collaborateurs du directeur de l'unité parisienne, en charge de l'élaboration du budget, de son suivi mensuel, de l'analyse des coûts de fonctionnement et des études d'investissement.

Cette fonction nécessite un dialogue constant avec les différents interlocuteurs, responsables de service ou d'atelier et suppose ouverture d'esprit, initiatives, qualités relationnelles certaines.

Si vous êtes concerné par cette opportunité, merci d'adresser C.V. + prétentions sous référence JC/8 à notre Conseil qui traitera chaque candidature en toute confidentialité.



INFRAPLAN
Paris Nantes
Conseil en Recrutement
83, bld Raspail - 75006 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

---

paris

GROUPE EUROPEEN D'ASSURANCES
recherche pour sa Direction FRANCE

LE RESPONSABLE DU SERVICE SINISTRES

Rattaché au Chef du Département IARD, il supervisera un service de 20 personnes et sera le représentant de la compagnie auprès des organismes professionnels.

Diplômé d'études supérieures (maîtrise de droit), excellent juriste, le candidat âgé de 30 ans environ aura au minimum 3 ans d'expérience dans une compagnie d'assurances et dans un poste similaire.

Le poste implique des qualités de rigueur, de jugement et d'aisance sociale.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions s/réf. 78756 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

Nous sommes une importante Société Française développant en grande partie ses activités Ingéniérie dans le secteur de l'Énergie.
Nous recherchons

cadre supérieur

destiné à prendre à terme la direction du secteur "Énergie".

Outre l'animation des Ingénieurs rattachés à ce secteur, il devra participer commercialement au développement de ce dernier. **Réf. 9330-M**

ingénieurs d'affaire

Ils auront pour mission de négocier d'importants marchés, principalement à l'Etranger. **Réf. 9335-M**

Pour ces postes, il est demandé une forte personnalité et un sens commercial prouvé.

Le niveau de responsabilité implique une formation Ingénieur Grande Ecole (X-GM, CENTRALE, SUPELEC, ...) et une expérience commerciale réussie, si possible dans le domaine de l'Energie (électrique, thermique, ...).

Anglais indispensable.

Adresser C.V., photo et salaire actuel, sous référence respective à MAMREGIES qui transmettra.

Mamrègies

3, rue d'Hauteville - 75010 Paris

Consultants en Informatique

Pour faire face à notre développement, nous recherchons des consultants en informatique de haut niveau.
Ils participeront à des projets de conception et de mise en place de systemes d'information dans des grandes organisations, mettant en oeuvre les techniques d'informatique, de bureautique, de télématique et de gestion documentaire. Les candidats, titulaires d'un diplôme d'ingénieur en informatique, auront acquis une expérience de 3 à 5 ans dans un cabinet conseil, dans une SSCI ou dans les services organisation et informatique d'une grande entreprise.

Nous vous remercions d'adresser *votre dossier de candidature* en indiquant la rémunération souhaitée à Eric ROUDIL, Associé Responsable en France de l'activité Conseil d'**ERNST & WHINNEY** (20 000 personnes, 300 bureaux dans 70 pays), 150 Bd Haussmann - 75008 PARIS. Réf. 22

Ernst & Whinney Conseil

GROUPE INTERNATIONAL, LEADER SUR SON MARCHE
recherche pour son établissement
situé à 60 kilomètres au **Nord de Paris**

UN ANALYSTE CONFIRME

futur project leader

Vous devrez définir et réaliser l'implantation d'un projet européen pour la France :

Votre mission :
- contact avec les utilisateurs,
- analyse fonctionnelle et planning,
- réalisation,
- encadrement d'une équipe de programmation,

Vous avez :
- 3 ans d'expérience professionnelle,
- une connaissance : - sur gros systèmes IBM/3033,
  - de la programmation en Cobol,
  - des Bases de Données (IMS, DL1)

De bonnes connaissances d'anglais sont nécessaires pour réussir dans ce poste.

Des perspectives d'évolution de carrière sont envisagées pour un candidat de valeur.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature complet (C.V. + photo) sous la référence 2843-M à :

PUBLISCOPE JUNIOR, 13 rue Royale 75008 PARIS (qui tr.) 742.44.10

Développer nos activités Télécom et réseaux sur terminaux multi-fonctions

Une mission proposée à des **Ingénieurs Logiciels** ayant 1 à 3 ans d'expérience en ***mini ou micro-informatique temps réel.*** *Ils seront chargés de :*

- réaliser le développement du logiciel et d'en assurer le suivi
- participer à l'évolution de ces produits dans les domaines :
  télécommunications : émulations, IBM et CII HB ; protocoles *d'appareils.*
  Réseaux : Transpac - SNA.

Nous vous proposons d'intégrer de petites équipes motivées pour réaliser des travaux de qualité.
Des possibilités d'évolution sont offertes dans le domaine proposé ou vers d'autres secteurs d'activités de la compagnie. Postes à pourvoir en banlieue Sud (facile d'accès par RER ligne B).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) sous réf. 4539 à l'agence DESSEIN 69 rue de Provence 75009 PARIS, qui transmettra.

Important organisme public Paris recherche

- Pour études législatives et réglementaires et conseil aux entreprises.

UN JURISTE D.E.S OU DOCTORAT

- *Ayant une solide formation* en droit public et en droit économique (concurrence, distribution, consommation).
- Tourné vers les questions économiques.
- Capable d'animer rapidement une équipe.

- Pour participer à l'élaboration d'une *banque* de données en Vidéotex.

DEUX ATTACHÉS AUX ÉTUDES

- UN SPÉCIALISTE « FINANCES » (formation complémentaire droit ou fiscalité).
- UN JURISTE (formation complémentaire fiscalité).

- *Diplômés de l'enseignement supérieur :* 3ᵉ cycle ou deux 2ᵉ cycles de disciplines différentes.
- Expérience de l'assistance aux entreprises souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite curriculum vitae, photo et prétentions sous nº T 272.070 M, RÉGIE-PRESSE, *85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.*

LA DIRECTION FINANCIERE
d'une importante
SOCIETE IMMOBILIERE PARIS 15ème
recherche d'urgence le

chef du service financier et comptable

Placé sous l'autorité du Directeur Financier, le titulaire du poste :
- dirige et coordonne les activités d'un service de plus de 10 personnes (comptabilité générale et analytique, paie du personnel, gestion de la trésorerie, déclarations fiscales, contrôle budgétaire, tableaux de bord),
- *actualise les procédures comptables et veille à leur application,*
- assure les liaisons avec les services extérieurs.

Le titulaire, disponible rapidement, devra :
- soit être diplômé d'une Ecole Supérieure de Gestion, posséder une solide formation en comptabilité et gestion et justifier d'une bonne expérience dans un poste similaire,
- soit justifier par une longue expérience de connaissances équivalentes.
Dans les deux cas, une expérience dans le domaine de l'Immobilier serait un atout supplémentaire.

Les candidats intéressés par ce poste enverront leur lettre de candidature, C.V., photo et prétentions sous référence 7580 à : ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo – 75001 PARIS, qui transmettra.

CAB. ÉTUDES DE MARCHÉS exigeant pour la qualité et la fiabilité de ses résultats recherche

UN(E) CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

Responsable de la conception et de la réalisation des études de l'encadrement terrain.

Nous recherchons une personne créative rigoureuse et passionnée.

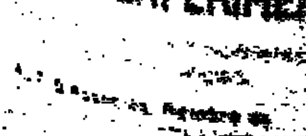
Env. C.V. photo et prét. à D. GROSJEAN 2, r. Rambuteau 75003 PARIS.

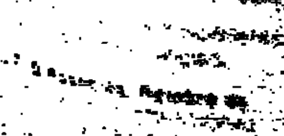
CHEF DU PERSONNEL

PARIS POSTE A MI-TEMPS

Au sein de notre groupe industriel, il a la responsabilité de gérer le personnel du Siège social et des agences commerciales (200 personnes).
Il est rattaché au Directeur financier.
Une expérience de plusieurs années dans la fonction et une bonne connaissance des problèmes sociaux sont nécessaires.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous nº 44.654 HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 Paris, qui transmettra.





OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

Jeunes diplômés HEC - ESSEC - IEP...

LA CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES, dans le cadre de sa mission légale de contrôle des banques et établissements du Groupe, offre à des jeunes diplômés HEC - ESSEC - IEP ou équivalent (double diplôme...) dégagés des obligations militaires, la possibilité de débuter leur carrière dans son

Inspection

Après une première période de formation, ils auront pour mission de porter un diagnostic sur les divers aspects de la gestion d'établissements du Groupe : sécurité, rentabilité, développement, perspectives.

Au cours des premières années de carrière, ils effectueront en province des déplacements d'environ trois / quatre mois chacun (deux ou trois par an) alternant avec des séjours plus brefs à Paris.

Ces fonctions, qui nécessitent une forte personnalité caractérisée par de bonnes facultés de synthèse, le sens de la rigueur, l'aptitude à la négociation et à l'expression, peuvent conduire à terme à d'importantes responsabilités au sein du Groupe.

Les candidatures manuscrites, accompagnées du curriculum vitae détaillé avec photo et numéro de téléphone si possible, sont à adresser sous réf. M2 à M. CASTETS.

Banque Populaire

Chambre Syndicale des Banques Populaires
131, avenue de Wagram 75847 PARIS CEDEX 17



Répondre aux besoins des télécommunications de demain

Intégrés dans un des premiers groupes industriels français, nous sommes un des leaders mondiaux de l'électronique professionnelle. Du réseau câblé à la transmission par satellite, de l'application civile à l'application militaire, nous concevons, fabriquons et mettons en œuvre sur site une infinité de systèmes de communication très performants. Souhaitant renforcer notre potentiel technique en région parisienne, nous recherchons :

Un responsable génie logiciel — 250.000 F

Informaticien confirmé, vous souhaitez maintenant faire bénéficier autrui des méthodes de travail et des connaissances en matière de soft que vous avez acquises sur différents projets. Nous créons pour vous cette nouvelle fonction de l'informatique. Homme de relation, en position fonctionnelle, vous aurez l'importante responsabilité d'évaluer les nombreux logiciels proposés sur le marché, de les introduire dans l'entreprise et de former nos ingénieurs à leur utilisation optimum. Parallèlement vous mettrez en place les méthodes permettant d'assurer la qualité et la gestion des logiciels que nous élaborons. La réussite dans ce poste dont la rémunération de départ pourra atteindre 250.000 francs par an, permettra d'évoluer au sein du groupe. Ecrire à J. SCARINOFF. Réf. A/2427M

Un chef de projet — 220.000 F

Animer une équipe, définir des solutions techniques à partir d'un cahier des charges, conduire à son terme, c'est-à-dire jusqu'à la mise en œuvre sur site et en accord avec le client, une importante application militaire dont le budget est de l'ordre de 20 millions de francs, sera votre mission. Elle s'inscrit dans le cadre d'une bonne autonomie de gestion et avec l'appui de puissants moyens informatiques basés sur MINIS et MEGAMINIS 16 et 32 bits. Ce poste conviendrait de préférence à un "électro-informaticien" ayant assumé une première responsabilité au sein d'un projet temps réel. La rémunération annuelle proposée, fonction de l'expérience acquise, pourra atteindre 220.000 francs. Ecrire à J. SCARINOFF. Réf. A/2428M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

---

arnould — Groupe legrand

L'électricité ?... Un bon créneau pour de jeunes technico-commerciaux

Nous fabriquons de l'appareillage électrique et avons une très bonne image de marque auprès des professionnels.
Nous renforçons notre équipe de vente et vous confierons rapidement la responsabilité d'un secteur sur lequel vous aurez à informer le marché, promouvoir nos produits auprès des utilisateurs électriciens ou revendeurs détaillants, négocier les ventes auprès des distributeurs grossistes.
Nous vous formerons à nos produits et à la vente.
Nous avons des postes à pourvoir à : **Paris, Nancy, Rennes, Marseille, Dijon, Limoges...**
Nous offrons une réelle possibilité de carrière à de JEUNES DIPLOMES d'ESC ou UNIVERSITAIRES motivés par l'action commerciale et mobiles géographiquement, débutants ou ayant une courte expérience professionnelle.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV et prétentions) sous réf. 23 M 158 A à notre Conseil CPA. 3 rue de Liège 75009 Paris.

CPA — MEMBRE DE SYNTEC — média-system

ÉTABLISSEMENT PUBLIC A CARACTÈRE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

recherche

ADJOINT DU CHEF DU SERVICE COMPTABILITÉ
(Comptabilité générale)

35 ans environ. Niveau D.E.C.S., 8 à 10 ans d'expérience pratique de la comptabilité informatisée.

Adresser C.V., photo et prét., Service du Personnel de l'A.F.M.E., 27, rue Louis-Vicat, 75015 Paris.

Sté d'EXPERTISE COMPTABLE recherche

ASSISTANT CONFIRMÉ

pour commissariat aux comptes DECS ou équivalent 2 ans d'expérience.
Env. C.V. Manuscrit et prét. à : G.E.C., 153, bd Haussmann, PARIS-8e.

Banque Populaire

BANQUE POPULAIRE FEDERALE DE DEVELOPPEMENT

recherche dans le cadre de son activité de crédit-bail matériel et de leasing auto :

ATTACHES DE DIRECTION

FONCTIONS :
- Ils seront chargés de développer l'image de marque de l'établissement auprès des différents partenaires commerciaux.
- Ils établiront des relations personnalisées avec les banques régionales du groupe afin de favoriser la diffusion du produit.
- Ils pourront être amenés à réaliser des études ponctuelles sur des projets d'investissements concernant des entreprises clientes de ces mêmes banques.

PROFIL :
- Agés de 28 ans environ, ils auront une formation supérieure en gestion et de bonnes connaissances en analyse financière.
- Ils justifieront d'une expérience de 3 à 5 ans en commercial crédit-bail ou en leasing auto.
- Résidant à PARIS, ils interviendront régulièrement en province.
- Ils feront preuve de dynamisme commercial et seront des négociateurs confirmés.

Position cadre et statut bancaire.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : Mr Pascal REGIS
Direction des affaires générales et sociales B.P.F.D.
78, rue Olivier de Serres
75739 PARIS Cédex 15

CHEF DU SERVICE COMPTABILITE GENERALE

Une société agro-alimentaire industrielle (CA 1,3 milliard de F) recherche son Chef de Service Comptabilité Générale.

Sous l'autorité du Chef Comptable, il aura la responsabilité d'une équipe de 4 personnes. Il aura à assumer l'analyse et la justification des comptes, la production des situations mensuelles, trimestrielles, des bilans et des déclarations fiscales.

Pour réussir à ce poste, il faut avoir le diplôme du DECS, une pratique de l'informatique, une expérience de la fiscalité et justifier d'une expérience réussie dans la fonction.

Salaire intéressant dès le départ pour des candidats de valeur.

Poste à pourvoir à : **PARIS, M° ETOILE.**

Envoyez C.V. *et prétentions sous réf.* 9432-M à Mamrégies qui transmettra.

Mamrègies
3 RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
recherche

Auditeurs confirmés

Les candidats retenus :
- *devront être diplômés de l'enseignement supérieur* et, pendant 2 à 3 ans avoir acquis en cabinet la pratique de l'audit.
- interviendront auprès de sociétés appartenant à des secteurs d'activités variés.
- *bénéficieront d'une formation diversifiée* préparant aux diplômes d'expertise comptable.

Envoyer C.V. manuscrit et prétentions à
GRA 109 avenue de Paris 94160 SAINT MANDE

IMPORTANT ORGANISME SOCIAL
à statut privé

cherche pour son service informatique central

UN CHEF DE PROJET
de haut niveau

avec une grande délégation de responsabilité, au sein d'une *petite équipe de planification et d'assistance*, dans les domaines de l'informatique et de la bureautique, il prendra en charge :
- L'assistance auprès des services utilisateurs, dans l'élaboration des études d'opportunité et des cahiers des charges.
- La négociation des contrats de réalisation avec des prestataires extérieurs.
- Le suivi des réalisations et des mises en œuvre.
- L'animation de groupes de travail de niveau national.

LE CANDIDAT devra avoir :
- La pratique des relations entre utilisateurs et *informaticiens.*
- Une formation supérieure.
- L'expérience *dans la réalisation* de systèmes de traitement de l'information.

LA RÉMUNÉRATION SERA DE BON NIVEAU
en accord avec les compétences et l'expérience.

Faire parvenir demande manuscrite, curriculum vitae et photo sous n° 8.842 *le Monde* Publicité, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Service Technique des PROGRAMMES AÉRONAUTIQUES.

recherche

BTS-DUT

- Domaines hydraulique, électricité, fabrication mécanique.
- Sens des relations.
- Expérience aéronautique souhaitable.

Écrire avec curriculum vitae à :
Service Technique des Programmes Aéronautiques, Bureau du Personnel. 4, avenue de la Porte-d'Issy, 75996 PARIS-ARMÉES.

IMPORTANT ORGANISME SOCIAL QUARTIER OPÉRA

recherche

Pour diriger son service comptable ; un (e)

TITULAIRE DECS

4 à 5 ans d'expérience chef de service ou clientèle.

140.000 F annuels.
Avantages sociaux.

Écrire sous n° T 042.094 M à :
RÉGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

BANQUE PRIVEE
Quartier OPERA, recherche

attachés commerciaux de haut niveau
H/F

(ITB, CESB, *Maitrise en Economie*, etc) qui se verraient confier la gestion d'un portefeuille de clientèle entreprises.
Une expérience similaire serait appréciée.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prét. sous réf. 547 M à OCBF - 66, *rue de la Chaussée d'Antin* - 75009 PARIS

SOCIETE MULTINATIONALE
CERGY PONTOISE

recherche

RESPONSABLE COMPTABILITE ANALYTIQUE

160.000 F +

Sous l'autorité du Directeur Administratif et *Financier, vous serez chargé de la mise en* place et du développement des procédures dans le cadre de la réorganisation interne.

Vous êtes titulaire du DECS ou équivalent et *possédez une expérience de* 5 ans minimum de la comptabilité anglo-saxonne ainsi que de la comptabilité analytique industrielle (établissement des coûts standards de fabrication) dans une structure informatisée.

Anglais indispensable.

Adresser CV + photo + prétentions sous référence 78401 à
CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

FIRME DE CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX

à clientèle internationale recherche

FISCALISTE EXPERIMENTE

Ayant au moins cinq ans d'expérience.
Connaissance de l'anglais.

A.J.P. & Associés. Membre de
PEAT MARWICK INTERNATIONAL
Tour Fiat, Cédex 16. 92084 PARIS-LA-DEFENSE
M.G. de BRONDEAU - Tél. : 796.20.79

DÉPARTEMENT INTERNATIONAL ÉDITIONS FERNAND NATHAN

recherche un

responsable de zone AFRIQUE FRANCOPHONE

Il assurera les fonctions suivantes :
1 - **Promotion** auprès des établissements scolaires.
2 - Contribution à la **recherche de produits nouveaux.**
3 - **Relations commerciales** avec les libraires.

Basé à Paris, ce poste très itinérant exige une **grande disponibilité.** Il conviendrait à candidat dynamique et créatif de

FORMATION SUPERIEURE
âgé de 27 ans minimum.

La connaissance de l'Afrique et du milieu scolaire serait appréciée.

- Position cadre.

Envoyer C.V. avec lettre manuscrite, photo et prétentions au Département International Nathan 9, rue Méchain - 75014 Paris.

Les éditions FERNAND NATHAN
recherchent pour leur **secteur scolaire**
(Livres - matériel - audio-visuel)

JEUNE RESPONSABLE
HF
ETUDES MARKETING

Rattaché au Directeur des Ventes et en liaison *constante avec une équipe de vente expérimentée et performante,* il conçoit et réalise les études marketing, élabore et interprète les statistiques, participe à de nombreuses opérations sur le terrain.

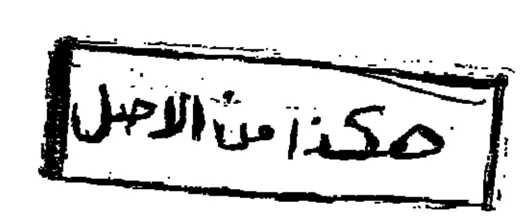
De formation commerciale supérieure (ESSEC, Sup de Co...), débutant ou ayant acquis une première expérience de l'approche marketing *d'un marché, ce candidat à fort potentiel devra* notamment créer les meilleurs outils d'analyse et perfectionner les études existantes.

Pouvant évoluer vers des responsabilités plus opérationnelles, ce poste basé à Paris comporte de fréquents déplacements en Province.

Merci d'écrire, en joignant C.V. détaillé et en précisant votre salaire actuel sous réf. 415 M à Denis JOUSSET

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines





OFFRES D'EMPLOIS

chef du bureau d'études informatiques

Nous sommes un important Etablissement *Financier Français, leader sur son marché.* Notre matériel informatique se compose d'un **4341** et d'un **3083**.

Le Responsable des Etudes Informatiques *recherché aura pour missions,* dans le cadre du lancement d'un nouveau plan informatique :
- la gestion et l'animation de son département (une trentaine de personnes),
- *la coordination et le suivi de la réalisation* du programme annuel du Bureau d'Etudes,
- le suivi du developpement des différentes applications.

Le poste requiert :
- une formation superieure,
- l'experience réussie d'un même type de fonction, de préférence au sein d'un établissement *financier,*
- des qualites d'ordre et de méthode,
- une forte personnalité.

Adressez C.V., photo et salaire actuel sous *réf. 63.03/BE/556 à notre*
Conseil ADEQUATION
62/64 av. Emile Zola 75015 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

Centre hospitalier et de recherche 2.000 pers., banlieue Sud Paris

recherche

ADJOINT(E) AU CHEF DU SERVICE DU PERSONNEL DES ACHATS ET DU BUDGET

Ce poste conviendrait à un(e) candidat(e) de formation supérieure, âgé(e) d'environ 30 ans, capable de s'intégrer à une équipe en place.
Cette personne devra disposer d'une expérience de la gestion administrative dans les trois volets du service :
- Gestion du personnel et calcul paie ;
- Gestion des commandes et des factures ;
- Suivi d'un budget d'environ 600.000.000 F.

Une expérience du milieu hospitalier et une formation multidisciplinaire seraient appréciées.

Les candidatures et les prétentions sont à adresser sous nº T 272.073 M RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

UN GROUPE FRANÇAIS, DANS LES BIENS DE GRANDE CONSOMMATION, FORTEMENT IMPLANTE A L'ETRANGER. C.A. CONSOLIDE PRES DE F 3 MILLIARDS,

recherche un

AUDITEUR INTERNE

Outre l'audit financier et opérationnel dans les filiales du groupe, il lui sera confié, par la direction financière, des missions d'assistance.

Ce poste conviendra à un jeune candidat formation SUP DE CO + DECS ou l'équivalent, pratiquant *couramment l'anglais et si possible l'espagnol*, ayant acquis 2 ans d'expérience au sein d'un cabinet d'audit.

Poste basé à Paris Est, mais déplacements fréquents à prévoir en France et à l'étranger.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) et prétentions sous référence 21.545-M à CLA RECRUTEMENT 11 av. Delcassé, 75008 Paris

CLA

GRANDE AGENCE DE PUBLICITÉ FRANÇAISE
(filiale d'un groupe international)

recherche son (sa)

CONTROLEUR (SE) DE GESTION

pour l'agence principale et ses filiales.

Responsabilité du contrôle de gestion de l'agence principale, du contrôle et de l'aide à la gestion des filiales de l'agence, du reporting vis-à-vis de la maison mère, de la mise en place de nouvelles structures de gestion dans le groupe.

Expérience deux ans minimum du contrôle de gestion et du reporting (et/ou de l'audit) pour une agence de publicité ou une entreprise de services internationale.
Formation HEC, ESC ou maîtrise de gestion.
Anglais courant et connaissances comptables nécessaires.

Envoyer lettre, c.-v. et photo à H. de Bodinat, Dupuy-Compton, 30, bd Vital-Bouhot, 92200 NEUILLY.

ETABLISSEMENT FINANCIER PARISIEN leader dans son domaine :
Financement de créances commerciales
gestion des comptes Clients de Société
recherche

jeunes cadres contrôleurs

chargés de courtes missions d'audit
Formation comptable niveau D.E.C.S.
Expérience Cabinet Comptable appréciée.
Evolution rapide du poste vers des fonctions de gestionnaire (Financement de Sociétés, responsabilité d'un Service d'une vingtaine de personnes).

Envoyer Curriculum vitae, photo et prétentions sous réf. 2196/S à :
A.M.P. - 40, rue Olivier-de-Serres
75015 PARIS *(qui transmettra).*

OFFRES D'EMPLOIS

AUSSEDAT REY
Important Groupe Industriel
7 usines - 4 000 personnes
recherche

INGENIEUR DEBUTANT

Nous offrons une première insertion dans notre

Direction Organisation Informatique

Formation sur gros et mini ordinateurs et prise en charge progressive des responsabilités de Chef de projet.

Le candidat pourra ensuite évoluer soit :
– au sein de la Direction Organisation Informatique même
– dans d'autres secteurs d'activités (Production, Commercial, Développement..)
– dans les différents établissements du Groupe.

Lieu de travail : VELIZY.



Envoyer lettre manuscrite avec CV - 4, rue Amiral Courbet 75116 Paris sous réf. 78129

Une importante Société de Services spécialisée dans l'après-vente,
recherche

CHEF DE PRODUIT

Il aura pour mission de :
- développer les actions publicitaires en relation avec l'agence conseil de l'entreprise
- seconder le Directeur du Développement dans la prospection directe des clients les plus importants du marché.

Ce poste s'adresse à un candidat ayant une expérience professionnelle confirmée dans la grande distribution.

Lieu de travail : proche banlieue Sud-Est.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 78791 à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

SOCIETE DE NEGOCE AGRO-ALIMENTAIRE
(2 milliards C.A. - 2 000 personnes)
recrute

AUDITEUR INTERNE

D.E.C.S. + 2 à 3 ans d'expérience minimum.

Rattaché à la Direction Financière du Siège, vous serez chargé de suivre et de contrôler la bonne application de la doctrine comptable et des procédures internes dans les établissements
Vous participerez à la conception et à la mise en place des méthodes et des programmes permettant d'évaluer l'efficacité des moyens de contrôle mis à la disposition de l'entreprise.
Vous serez basé à Paris, mais vos fonctions vous amèneront à de fréquents déplacements en province. Ce poste comporte une réelle et rapide possibilité d'évolution de carrière dans notre Société.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 78781 à CONTESSE PUBLICITE - 20 avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

---

chef de projet

Nous sommes un important Groupe Financier leader sur son marché.

Nous offrons à un diplômé de l'enseignement supérieur, une opportunité de tout premier choix :
- Participer à l'élaboration du nouveau plan informatique (Bureautique, Micro-informatique, Info-Centre, Méthodologie,...).

Les moyens utilisés sont à la hauteur de nos projets : environnement **IBM 3083** et **4041**, 150 terminaux (250 bientôt).

Il est demandé pour ce poste, une expérience de 2 à 4 ans en tant que Chef de Projet, des qualités de conception et une motivation pour les aspects *méthodologie.*

Envoyez C.V., photo et salaire actuel sous réf. 63.04/CP/554 à Mme JACOB Conseil en Recrutement - ADEQUATION 62/64 av. Emile Zola 75015 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

KNOLL INTERNATIONAL FRANCE

recherche son

PURCHASING MANAGER

SOUS L'AUTORITÉ DU DIRECTEUR TECHNIQUE, il :
- élabore les procédures et programmes d'achat dans le cadre des objectifs de la société,
- participe à l'élaboration du budget d'achats et rend compte des écarts,
- *assure l'entière responsabilité de toutes négociations* avec les fournisseurs actuels ou potentiels,
- assure et supervise l'administration des achats.

Le candidat idéal devra avoir une expérience d'au moins 5 ans dans une fonction similaire dans l'industrie, la pratique de l'anglais est un must.

Lieu de travail :
95310 SAINT-OUEN-L'AUMONE.

Envoyer curriculum vitae détaillé, photo + salaire actuel à,

BERNARD MOREAU,
B.P. 746, 95004 CERGY.

OFFRES D'EMPLOIS

ENERPAC
PREMIERE SOCIETE MONDIALE DE L'OUTILLAGE HYDRAULIQUE
recherche

JEUNE TECHNICO-COMMERCIAL

pour région parisienne.
- Formation bac option E ou F (B.T.S. technico-commercial apprécié).
- Première experience de la vente en milieu industriel.

Propose
- Intégration au sein d'une équipe jeune ;
- Un salaire motivant : fixe + commission + primes + frais de déplacements ;
- Véhicule fourni.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à **ENERPAC, Service du personnel,** BP 29, chemin des Chaudronniers, 94310 ORLY.

Bureau
FRANCIS LEFEBVRE
NEUILLY/SABLONS
recherche

JEUNE CONSEIL JURIDIQUE

pour s'intégrer dans une équipe de spécialistes en Droit du Travail et en Droit Social.
Pour ce poste d'avenir, une formation de haut niveau en Droit Social, quelques années d'expérience, le sens du contact ainsi que la connaissance de l'anglais sont nécessaires.

Envoyer CV, lettre manuscrite et photo: 3, villa Emile Bergerat 92522 NEUILLY sur SEINE Cedex

pmp

IMPORTANTE SOCIETE D'UN GROUPE NATIONALISE
recherche pour renforcer
son *SERVICE JURIDIQUE* :

JURISTE

Niveau Maîtrise, DEA ou DESS, ayant déjà une première expérience de 3 à 4 ans dans un autre service juridique ou dans un cabinet d'avocats, spécialisé en droit des affaires et droit des sociétés.

EMPLOYE(E) ADMINISTRATIF(VE)

Niveau B.T.S. ou D.U.T., ayant première expérience d'environ 3 ou 4 ans en gestion administrative des sociétés (préparation des conseils et assemblées, etc...)

Adresser C.V. sous réf. 78747
à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra
75040 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Nous recherchons

UN HOMME METHODES

pour la coordination de nos usines de chimie fine réparties sur le territoire national.

Son objectif : rationaliser et optimiser les méthodes et les moyens de production.

Connaissance en informatique industrielle indispensable.

Formation Ingénieur (ENSAM - HEI - IDN ou similaire).

Rémunération en rapport avec les exigences du poste.

Adresser lettre manuscrite + C.V. à Monsieur Daniel LECLERCQ
8, square des Caléides - 49000 ANGERS.

BANQUE ÉTRANGÈRE

recherche pour **PARIS**

Juriste de Banque
H/F

Titulaire du DES droit des affaires, pouvant attester de 5 à 10 ans de carrière réussie dans la profession.

Le candidat sera en charge du contentieux et de l'assistance aux exploitants.

Il devra en outre assumer la responsabilité *de la gestion du personnel.*

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 65369 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - Q.T.

Pour ses laboratoires d'Orsay
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DU RADANT
spécialisée en étude d'antennes radars

recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS MAITRISE EEA

débutants et expérimentés.
Connaissances en micro-processeurs souhaitées pour étude, mise au point et réalisation d'équipements logiques et analogiques.
Ecrire à S.E.R., B.P. 39, avenue de l'Atlantique

91942 LES ULYS CEDEX.

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIETE DE CONTROLE FIDUCIAIRE
(Fiduciaire Chaussée d'Antin)
recherche

AUDITEURS

HEC - ESSEC - ESC - IEP
UNIVERSITAIRES 2e et 3e cycle
Pratique Cabinet minimum 3 ans

Pour participer aux missions variées d'un cabinet important.
Préparation aux examens d'Expertise comptable facilitée par séminaires internes animés par les spécialistes de

LA REVUE FIDUCIAIRE

Envoyer CV et photo à Société de Contrôle Fiduciaire Département Recrutement 100, rue Lafayette - 75010 PARIS.

ENTREPRISE
DE TRAVAUX PUBLICS
implantée à RUEIL MALMAISON
recherche

UN CADRE de formation supérieure

POUR SA DIRECTION DU PERSONNEL

Doté(e) d'une courte expérience acquise dans le secteur des travaux publics, il ou elle prendra en charge *l'administration, la gestion, la formation du personnel* expatrié (environ 400 personnes).

Des connaissances en matière de paie, de contrats étrangers, de vie de chantiers export, seront particulièrement appréciées.

Adressez C.V. + prétentions de salaire + photo ss réf. 78395 à CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 q.tr.

Nous recherchons des

INGENIEURS ELECTROTECHNICIENS DEBUTANTS

Désireux d'entamer une carrière d'ingénieurs d'affaires dans une importante entreprise d'installation d'équipements électriques industriels et de bâtiment.

Lieu d'emploi : RUEIL MALMAISON.

Si vous êtes intéressés, adressez nous un C.V. +prétentions de salaire ss réf. 78476 à CONTESSE PUBLICITE,
20, avenue de l'Opéra,
75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Groupe français
DE TAILLE INTERNATIONALE
EN EXPANSION

recherche

JEUNE ADJOINT (E) AU RESPONSABLE DU SERVICE CONSOLIDATION

AU SEIN DE LA DIRECTION FINANCIÈRE DU GROUPE.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation comptable (B.T.S., D.E.C.S. ou équivalent), justifiant d'une expérience professionnelle d'environ 2 ans, de préférence en Cabinet d'Expertise Comptable.

Sous l'autorité du Responsable de Service, il participera aux travaux de consolidation au niveau du groupe et assurera la coordination des opérations de consolidation effectuées par les filiales auxquelles il apportera son assistance si nécessaire.

Le poste basé à Paris est à pourvoir rapidement.

Ecrire sous nº T 042.148 M,
REGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE

recherche

INGÉNIEUR GÉNIE CHIMIQUE

POUR DIRIGER SECTION ENGINEERING
- 3-5 ans d'expérience dans activités calcul et mise en route.
- Anglais exigé.
- Allemand ou espagnol souhaité.

Envoyez C.V., photo, prétentions en précisant bien, sur l'enveloppe, la référence.
Ecrire s/nº 8844 *le Monde* Pub.,
Service Annonces classées,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
recherche

CHEFS DE MISSION
AUDITEURS CONFIRMES

Les candidats retenus:
- devront être diplômés de l'enseignement supérieur et pour les candidats expérimentés avoir acquis en cabinet la *pratique de l'audit.*
- interviendront auprès de sociétés appartenant à des secteurs d'activités variés.
- bénéficieront d'une formation diversifiée préparant aux *diplômes d'expertise comptable.*

Envoyer CV manuscrit et prétentions à COGERCO 72, rue Bellechasse 75007 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS

Société Suédoise
recherche
RESPONSABLE DE VENTE

Il s'agit de lancer sur le marché français un système de cloisons amovibles. Ce système a déjà suscité un très grand intérêt auprès des architectes de bureaux et des gérants de bureaux.

Le fabricant suédois souhaite employer une personne qui sera chargée de la commercialisation de ces cloisons en France.

Anglais souhaité.

Envoyez C.V. et prétentions à
LARS WEIBULL S.A.R.L.
Att. : Mr von Leithner,
25, rue Saint-Augustin,
75002 PARIS.

CABINET D'AUDIT et de REVISION COMPTABLE
recherche
réviseurs confirmés et chefs de missions
– 2 à 5 ans d'expérience
– Formation supérieure.

Ecrire avec C.V. et photo au :
CABINET CALAN. RAMOLINO et ASSOCIES
39, rue du Général-Foy - 75008 PARIS
ou tél. au 293.00.70

FILIALE FRANÇAISE
GROUPE INTERNATIONAL
recrute
RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Fonctions :
– Reporting, comptabilité, budgets, personnel, fiscalité, administration et finance.

Niveau D.E.C.S. et pratique de l'anglais.
Expérience similaire de quelques années.
Position cadre et salaire motivant selon compétences et expérience.

Envoyer C.V. photo et prétentions à :
RÉGIE-PRESSE, n° T 041.853 M,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

ÉTABLISSEMENT ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR COMMERCIAL
NEUILLY-LA-DÉFENSE
Recherche d'urgence :
– Professeur mathématiques/statistiques appliquées pour la gestion des entreprises, expérience enseignement et entreprise nécessaire.
– Surveillant temps complet.
Prière adr. C.V. avec photo à : M. REGNIER-EDC, 70, Galerie-des-Damiers - La Défense I, 92400 COURBEVOIE.
Téléphone : 773-63-41.

Pour renforcer nos structures dans des perspectives d'avenir nous recherchons
ESCP, ED. HEC, ESCAE
en début de carrière avec orientation administrative.

Anglais indispensable.
Lieu de travail Paris-18e.
Adresser C.V. et prét. n° 5.550 AMEP P.A., 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

Association de formation professionnelle
JEUNE CADRE
HOMME OU FEMME
de formation juridique

Connaissances de la réglementation de la formation professionnelle indispensables pour gestions actions de formation en liaison avec les pouvoirs publics.

Poste à pourvoir immédiatement.

Adresser C.V. + photo à :
ANDFPCRACM
52, r. Copernic, 75116, PARIS.

S.S.C.I.
Spécialisée dans l'informatique d'aide à la décision
recherche
DES INGÉNIEURS INFORMATICIENS APL
Ayant acquis une expérience de 1 à 3 ans.
RÉMUNÉRATION MOTIVANTE

Ecrire sous le n° T 042.098 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Grand groupe industriel Paris recherche
DOCUMENTALISTE (H.-F.)
expérimenté(e)
– Faculté rédactionnelle.
– Esprit synthèse.
– Grande précision indispensable.
– Formation documentation, droit ou économie.
– Niveau licence.
LIBRE IMMÉDIATEMENT
Ecrire sous le n° T 042.077 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Cie ASSURANCE VIE
PARIS-9e
recherche pour son SERVICE TRÉSORERIE
AIDE-COMPTABLE
(Situation d'avenir si candidat motivé, dynamique et sérieux).

Env. C.V. manuscrit, photo récente et prétentions à M. Christian JACQUIAU, Compagnie VITA, 1, rue Vernet, 75008 PARIS sous référ. 8.302.

ASSOCIATION DE FORMATION
aux responsabilités et aux relations humaines dans les entreprises
recherche
ANIMATEUR DE FORMATION

Possédant les connaissances psychologiques et l'expérience nécessaire à des actions de perfectionnement près du personnel d'encadrement.

POSTE comportant très grande liberté d'initiatives au sein d'une petite équipe. Fréquents déplacements de courte durée en province.
Age : 35 ans minimum.

Envoyer C.V. avec photo s/n° 042.125 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

S.A. Expertise Comptable Paris-16e
recherche pour son développement
1 RÉVISEUR CONFIRMÉ
2 à 3 ans d'expérience.
1 RÉVISEUR DÉBUTANT
ou 1 an d'expérience.

Pour missions légales et surveillances P.M.E./P.M.I.

Ecrire : SEFRECO,
18, rue Boissière, 75116 Paris.

Organisme d'études d'urbanisme et d'aménagement recherche
JNE DOCUMENTALISTE INTD ou IUT
pour gestion, revue de presse, accueil public, dépouillement revues, indexation.
Allemand, italien souhaités.
Adr. C.V., réf. et prétent. sous réf. 6.812 à PIERRE LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

BUREAU DE DESSIN
PROXIMITÉ DE VERSAILLES
recherche
DESSINATEUR(TRICE)

Titulaire Bac ou Brevet professionnel de l'enseignement technique, pour réaliser graphiques, schémas d'appareils, études documentaires, maquettes. Qualités de goût et de précision indispensables.

Ad. candidat. manuscrites sous n° 271.817 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis r. Réaumur, Paris-2e.

Vous êtes dynamique à la recherche d'une situation stable et évolutive. Une importante Société suisse vous propose de devenir
CHARGÉ DE MISSION
à PARIS et en RÉGION PARISIENNE

La rémunération est motivante et la formation assurée par ses soins

Adresser votre C.V. à son Service « ORGANISATION » 41, rue de Châteaudun 75009 PARIS.

Labo. universitaire Paris rech. ING. ÉLECTRONICIEN poste CNRS 3A, pour conception, réalisation instrumentat.

Envoyer C.V. à M. Sergot, E.S.P.C.I., 10, rue Vauquelin, 75231 PARIS CEDEX 05.

INGÉNIEURS
POSITION I et II
électronique connaissant micro-processeurs.
GECIP S.A.
13, rue Auguste-Laurent, PARIS-11e. Tél. 379-27-49.

URGENT
établissement scolaire rech.
INFIRMIÈRE
Ecrire avec C.V. à Fondation Eugène-Napoléon, 254, rue du Fg-St-Honoré, 75012 Paris.

Société informatique industrielle recherche
INGÉNIEURS
1re expérience
PDP - 11 SOLAR - MITRA - Intel. MINI 6 - ZILOG MOTOROLA

Envoyer lettre manuscr., C.V. à Audilex Ingénierie M. Delorme, 123, r. du Château 92100 BOULOGNE ou tél. au 604-81-02.

Clinique banlieue nord recherche
ANESTHÉSISTE RÉANIMATEUR
qualifié, ayant expér. du privé. Ecrire à N° M 65.388, BLEU, 17, rue Lebel, 94307 VINCENNES Cedex qui transmettra.

Cabinet Expertise comptable recherche
CHEF MISSION
Sens des responsabilités
Libre rapidement
Poste d'avenir pour candidat dynamique.
Env. C.V. à M. GESTION
32, bd de la Bastille PARIS-12e.

FILIALE D'UN GROUPE EUROPÉEN
Produits de soudage, postes à souder produits chimiques lubrifiants, outils,
POUR L'ENTRETIEN ET LA RÉPARATION
cherche
pour les secteurs :
PARIS et RÉGION PARISIENNE
REPRÉSENTANTS V.R.P. CONSEILLERS TECHNIQUES

VOUS ÊTES :
– Un vendeur confirmé, expérimenté et combatif ;
– Vous connaissez la soudure et la métallurgie en théorie et en pratique ;
– Vous possédez une voiture personnelle.

NOUS VOUS PROPOSONS :
– Une formation permanente ;
– Une rémunération sans plafonnement, élevée, (fixe + frais + commission + primes).
– Une gamme de produits spécieux adaptés en permanence aux besoins des industriels et collectivités ;
– L'exclusivité d'un secteur proche de votre domicile.

NOS MEILLEURS ÉLÉMENTS GAGNENT ENTRE 160/200.000/AN.

Si cela vous tente, écrivez-nous avec C.V. + photo à Pierre Lichau. S.A. sous réf. 7.395, B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Association 13e arrt recherche
RESPONSABLE DE LA COMPTABILITÉ

Niveau minimum B.T.S., références professionnelles notamment dans organismes sociaux. Position cadre. Salaire annuel de base : 104 000 F. Sous réserve reprise d'ancienneté.

Adresser curriculum vitae à RÉGIE PRESSE sous N° T 42088 M
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

FIDUCIAIRE D'EXPERTISE et de révision comptables Paris-16e recherche
CHEFS DE MISSION et ASSISTANTS
Adr. C.V., photo et prétent. C.G.S., 22, rue Boissière, 75116 PARIS.

formation professionnelle

Cadres demandeurs d'emploi ou en congé-formation
L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE
vous propose
un cycle *rémunéré* de 7 mois
Direction de personnel et formation à la gestion sociale

Cette formation vous apportera :
- une compétence de gestionnaire du personnel ;
- un entraînement aux relations sociales ;
- une ouverture sur l'innovation sociale.

Une première expérience en entreprise est nécessaire.

Début du stage : 5 octobre 1983
Recrutement immédiat
Inscription par téléphone

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
Madame FLOIRAC ☎ 380.17.60
63, avenue de Villiers, 75017 PARIS

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE COMMERCIAL HAUT NIVEAU
36 ans
Bon vendeur, meneur d'hommes, organisé,
15 ans d'expérience dans automobile- électronique, radio-TV-vidéo (grande distribution).
Espace publicitaire
connaissant bien les circuits de distribution
cherche
POSTE DE DIRECTION
dans affaire à créer, développer, ou remonter. Branches indiff. Évent. direction magasin. Paris, région parisienne, ou province. Prox. mer.
LIBRE DE SUITE.
Écrire à KURZ J.-C. chez M. LEGER,
61, avenue Faidherbe, 92600 ASNIÈRES.

H. 50 ans, expér. travaux pub. bât. engineering accepte toutes propositions, postes fonctions. Ecr. s/n° 1.964 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 28 ans, célibat., probatoire comptable, maîtrise de droit, CAP Bourse, 4 ans d'expérience dans une importante charge d'agent de change. Bonne connaiss. langue anglaise, rech. poste gestion ou administration chantiers uniquement étranger, pays indiff.
Ecrire sous le n° 11.425 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., 27 ans, certificat comptable et juridique, 1 an 1/2 d'exp., ch. emploi comptabilité Paris. 339-54-83.

Fin études lettres, préparant agrégation et doctorat, rech. *tout travail rédactionnel.* M. Luc VINCENTI, 30, rue Jean-Brunet, 92190 MEUDON. 626-14-71.

J.F. licenciée anglais, 2 ans en G.-B., niveau maîtrise, exp. professorat, étudie ttes propositions *dans l'enseignement* privé et autres (32). 40-04-50.

FORMATRICE 27 ans
Titulaire DUFA + études sup. en Sciences Humaines, exp. 3 ans secteur psychiatrique, ch. poste concernant missions de formation.
Ecrire sous le n° T 042.142 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DIRECTEUR de VENTES
Spécialiste machines-outils C.N. et C.N.C., 20 ans d'expérience études et ventes, programmation formation clientèle rech. poste région parisienne ou province.
Ecrire sous le n° T 42.181 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., 38 ans, célib., études sup., tril., cadre sup., actuell. chef service Imports Editions, cherche poste attachée de presse, relations publiques, étranger, toutes propositions étudiées.
Ecrire sous le n° T 042.128 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Cadre administratif et cial, sérieuses réf., J.F. 35 ans, rech. poste rég. Poissy. Mantes. Cergy, relations clients, fournisseurs, suivi des dossiers ciaux. Disponibilité 1 mois.
Ecrire sous le n° T 042.171 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., 35 ans, rech. région Ouest, Poissy, Mantes, Cergy, poste financier. Gestion. Position cadre. Très bonne connaissance CREDOC. Exp. négoce international. Anglais courant. Disponibilité 1 mois.
Ecrire sous le n° T 042.170 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

LANGUE MATERN. ALLEM., français écrit, parlé sans accent, diplômée, de l'enseignement supérieur. J.F. 31 ans cherche emploi exigeant bilinguisme parfait. Téléphone : 734-04-02 ou 783-84-27.

FAUSSE DÉBUTANTE
PUBLICITÉ, MÉDIAS ACTIONS CULTURELLES
l'un de ces secteurs d'activités doit satisfaire mes aspirations :

AGIR, RÉALISER, NÉGOCIER
j'ai 35 ans et je vous offre 10 ans d'expérience et d'exercice de responsabilités :
Relations extérieures.
Gestion administrative.
Direction de secrétariat.
Dans un groupement professionnel d'intérêt national.
Ecr. s/n° 1.926 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 40 ans JURISTE licencié en droit international, droit allemand, common-law et LINGUISTE, licencié en anglais, allemand et espagnol, libre de voyager, étud. ttes propos. Ecr. s/n° 1.954 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JOURNALISTE ÉCONOMISTE
– Docteur Sciences Eco.
– 2 ans d'expérience dans la presse.
– Spécialiste des questions éco internationales.
Je recherche un poste de journaliste rédacteur dans la presse économique ou la gde presse. J'étudierai ttes offres d'emploi avec la plus grande attention.
Ecrire sous le n° T 42.105 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H. 26 ans, études sup., relations internationales + form. techniques, commerce international, 2 a., expér. commerciale export, Ang., Allem., étudie ttes propos. Tél. : 262-39-30. Ecr. s/n° 8.837 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DIRECT. COMMERCIAL
Multin. américaine. Div. ordinat. Sup. de Co. Reims. 43 ans. Successful. Du punch, de la santé. Rech. D.G. ou D.C. ou *D. Mark.*
Ecr. s/n° 8.846 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. CADRE COMMERCIAL
Chef ventes. H. terrain. 15 années expér. + formation animation. Vendeurs immobilier. Banque loisirs. Anglais. Rech. poste cial France + export. Ecr. s/n° 1.972 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 30 ans maît. Droit privé. DESS gestion (I.A.E.) Expér. respons. Admin. et commerc. Ag. pub cher. poste similaire ou équiv. Tout type entreprise. Ecr. s/n° 1.973 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DOCUMENTALISTE
J.F. DUT expérience 3 ans doc. économique. Ch. poste stable Paris ou Val-de-Marne. Tél. 898-18-19 (lundi à mercredi).

JEUNE FEMME, 28 ANS, POSSÉDANT :
– Standing, prestance physique.
– *Le sens des affaires.*
– Le goût de la vente.
– L'aptitude à négocier.
– Un réel besoin d'autonomie, mais le sens des responsabilités.
PROPOSE SES SERVICES à P.M.E. ou RESPONSABLE
D'UN SERVICE DÉVELOPPEMENT
ELLE PEUT ÊTRE :
ATTACHÉE DE DIRECTION
ASSISTANTE COMMERCIALE
FEMME DE RELATIONS PUBLIQUES
ou simple fonctionnelle à un service de recouvrement.

La C.P.E. peut parler de sa candidature.
Envoyer propositions, nous transmettrons.
CENTRE DE PSYCHOLOGIE ET d'EFFICIENCE
17, rue des Acacias, PARIS-17e.

Jeune cadre, 34 ans, cherche poste de responsable pour l'informatisation de la paye sur la base d'un progiciel. Libre rapid.
M. LEGRAVERAND
4, Terrasse Le Nôtre,
94220 CHARENTON.
Tél. : 893-86-73.

Cadre 31 a. E.S.C. bilingue Angl. 5 ans *expér.* technico-ciale, France et export, marketing, produits industriels, recherche poste chef de produit. *Paris, région parisienne.*
Ecrire sous le n° T 42.138 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

STÉNO-DACTYLO, 34 ans. Exp. secteur social, hab. Gambetta. Ch. mi-temps secrétariat s/3 j. 797-21-22.

CADRE DE HAUT NIVEAU 43 ANS EXPERT INTERNATION.
en traitement de surface spécialité alu.
20 ans d'expérience *dans la recherche* et l'assistance technique.
Mise au point et lancement d'installations U.S.A., Europe, Moyen-Orient. Recherche poste à responsabilités Paris, région parisienne.
Ecr. s/n° 1.918 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Responsable des affaires internationales
Formation commerciale supérieure en Allemagne. Allemand, anglais et italien courants. Longue expérience polyvalente (commerciale administrative) dans sociétés industrielles de biens d'équipement *et produits* de grande consommation. Bien introduit sur les marchés allemands et italiens. Rompu aux *relations de haut niveau*, grande disponibilité. Recherche situation dans entreprises dynamiques désirant renforcer image à l'étranger par développement réseau commercial.
Ecr. s/n° 1.950 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

INGÉNIEUR ÉLECTRICITÉ
Autod. 40 ans, 16 ans B.E.T et entrepr. conn. M.T. B.T. E.P. bât. et industr. expér. étrang. cherche emploi, étranger pays *francophones. Écr. MEYNAUD,* lot 20. La Roumiougue, 83210 LA FARLÈDE.
Téléph. : (16-94) 65-10-70.

L'immobilier

appartements ventes

3e arrdt

MARAIS BONDEVILLE
RÉCEPTION + 2 CHBRES
LUXUEUSEMENT AMÉNAGÉ
Très gde cuis. équipée. Park.
EMBASSY. 562-16-40.

5e arrdt

NEUF JARDIN DES PLANTES
1 et 3, RUE POLIVEAU
CONSTRUCTION GD LUXE.
Livraison immédiate
3, 4, 5 P. et DUPLEX.
Vis. témoin ts jours 14/19 h sauf mercredi et dimanche.

RUE POLIVEAU
Beau 3 P., imm. ancien, 3e ét. rue, petits travaux sanitaires à prévoir. – Prix : 450 000 F.
LERMS : 535-14-40

ST MEDARD Soleil. 354-95-10
STUDIO CHARME.

7e arrdt

St GUILLAUME LUX. 354-42-70
208 m² SUR JARD.
Appartement de réception.

8e arrdt

ENTRE HOCHE/FRIEDLAND très grand standing 2 p. tt cft à rénover 100 m² r.-de-ch. cour bel imm., 800.000 F Cotimo. Tél. : 763-62-74.

MIROMESNIL-MÉTRO
6-7 p. 240 m², 3e ét. asc., chbre serv. Plan parfait, imm. bourgeois. 1.950.000 francs. *Téléphone : 532-68-10.*

11e arrdt

REPUBLIQUE
Ds imm. pierre de taille. Bourgeois – Tapis esc. – beau 4 P. de 80 m², tt cft – s/rue et cour à saisir – 570 000 F. SIMRA – 355-08-40

FAIDHERBE – pierre de t., bourgeois, studio, tt confort 140 000 F – 347-57-07.

PARMENTIER
Gd 3 P. tt cft s/rue, balc., bel imm. briq. appar. 475 000 F.
LERMS : 355-58-88

14e arrdt

ALESIA – 5 P.
Pierre de t., asc. tt cft., chbre service, *Est-Ouest, stand.* Px : 1 440 000 F. 542-40-90.

PRÈS OBSERVATOIRE
4-5 P. *100 m² s/jard.*, park., imm. récent – 320-32-71.

16e arrdt

RUE LE MAROIS
Dans bel imm. tt cft, 2 P. 48 m², bon état, plein midi SEGONDI : 874-08-45.

17e arrdt

45 BIS, AV. VILLIERS
Métro Malesherbes.
DUPLEX AVEC MEZZANINE de 2-4-5 P. et STUDIOS LUXUEUSE REHABILITATION visible lundi-mardi 14/18 h.

SUR AVENUE NIEL
gs studio cft. 208-15-30.

19e arrdt

PRÈS PARCS
B.-CHAUMONT-LA VILLETTE
RÉCENT
5 P. loggias, 108 m² 1.050.000 F.
4 P. loggias, 80 m² 590.000 F.
3/4 P. terr., 75 m² 590.000 F.
ABC 206-08-14
LE SPÉCIALISTE DE L'EST PARISIEN

ATELIER D'ARTISTE
Pré St-Gervais, 120 m², triplex caract., surf. brute, 600 000 F
Pptaire : 347-57-07.

20e arrdt

ST-FARGEAU Imm. réc., gd stdg. séj. + 3 chbres. tt cft, 2 parkg. 850.000 F. Tél. 387-85-97.

Me JOURDAIN – Beau 2 pces refait neuf, 2e sur rue et cour, vue dégagée – A SAISIR cause mutation – 215 000 F
SIMRA : 355-08-40.

94 Val-de-Marne

CRÉTEIL, 200 m métro
Studettes-studios 2 P.
A PARTIR DE 190 000 F
Location-vente possible
PRÊTS CONVENTIONNÉS POSSIBLES
Habitable Octobre 83
LES ARCADES, angle av. G.-de-Gaulle/rue Euler
Ts les jours sauf mardi et mercredi. Tél. : 339-87-12 ou SINVIM : 500-72-00.

propositions diverses

L'État offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme.
Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16), B.P. 402.09 PARIS.

Les emplois offerts à l'ÉTRANGER sont nombreux et variés. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 29109 PARIS.

appartements achats

Jean FEUILLADE 54, av. la Motte-Picquet-15e, 566-00-75 rech. pour clients sér. 15e et 7e arrdt, appts ttes surf. et imm. Paiement comptant.

EMBASSY-SERVICE
8, av. Messine, 75008 PARIS rech. URGENT APPART.
180 à 220 m²
ACHAT ou LOCATION 16e, 8e ou 7e Tél. : 562-16-40.

GROUPE DORESSAY
Rech. pour sa CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE ET DIPLOMATES 180 à 250 m² – 1er-8e-16e RIVE GAUCHE – NEUILLY BOULOGNE – 624-93-33.

Recherche 1 à 3 p. Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. *PAIE COMPTANT chez notaire.* T. 873-20-67 même le soir.

SAINT-PIERRE
RECHERCHE
TRÈS BEAUX APPTS
CENTRE et OUEST PARIS
Tél. : 563-11-88
28, RUE WASHINGTON (8e).

ALAIN BIRN 755-85-30
recherche appts 120 à 250 m²
FINANCEMENT NOTAIRE.

RECH. APPTS : 4-5-6 P.
dans 5e, 6e, 7e, 14e, 15e arrdt. bon standing. 542-40-90.

locations non meublées offres

Paris

Les PARTICULIERS *ont* des LOGEMENTS A LOUER. Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles
OFFICE DES LOCATAIRES
296-58-46.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY-SERVICE
8, av. Messine, 75008 PARIS rech. pour clientèle étrangère et Diplomates
APPTS, HOTELS PARTIC. et BUREAUX LOCATION ou ACHAT – 562-78-99.

Région parisienne

Pour Stés européennes, ch. villas, pavillons pr CADRES. Durée : 3 et 6 ans, 283-57-02.

POUR CADRES et AGENTS affectés région parisienne IMPORT. STE NATIONALE PÉTROLE – rech. direct. à pptaires appts 2 à 8 P. ou villas Offre à : 504-90-00, p. 12.

locations meublées demandes

Région parisienne

SERVICE AMBASSADE
Pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. *LOYERS GARANTIS par Stés* ou Ambassades. 285-11-08.

hôtels particuliers

A MONTMARTRE
JOLIE MAISON ET JARDIN *PLANTÉ SUD.* 9 P. 3 *sanit.* tt cft ATELIER D'ARTISTE gar. et s/sol. Px : 2 150 000 F
CLAUDE ACHARD
Tél. : 637-14-56.

villas

STE-MAXIME vue panoramique golfe ST-TROPEZ villa *meublée 6 ch.*, 1.700.000 F, 590-86-06 ou (94) 96-50-02.

viagers

12e, RUE DES JARDINIERS oc., imm. 1980, stand., vaste 4 p., park. Bouquet. 80.000 rente 4 800 sur 2 têtes. 347-57-07.

Libre gd 2 P. tt cft. 199 000 F + 3 500 F fme 72 ans imm. moderne près Jules-Joffrin 2e ét. calme – CRUZ 8, r. La Boétie – 266-19-00.

Bd St-Marcel 2 P. tt cft, *bel* imm. récent. 140 000 F + 1 500 F. Occupé Fme 77 ans, 3e ét. asc. – CRUZ 8, rue La Boétie 266-19-00.

villégiature

Nice 179 Prom. Angl. Palais Soleil. Studio meublé par ex. 2 pers. 250-/jour, pers. suppl. 105 min. 1 sem. (93) 44-08-85.

Juan-les-Pins, studio 4/5 pers. *Parc, piscine, près plages. Centre.* Tél. : 723-54-32 P. 721.

locaux commerciaux

Ventes

POUR INVESTIR
MURS BOUTIQUES
– 75011 Paris, rue Saint-Sabin, 42 m² – 130 000 F.
– 92200 Neuilly – av. Ch.-de-Gaulle – 350 000 F.

MURS LOCAUX COMMERCIAUX *75006 Paris – rue Auguste-*Comte, 317 m² + s/sols 273 m², même loc. depuis 1929, loyer annuel : 140 000 F prix : 1 750 000 F
763-12-03.

bureaux

Ventes

BUREAUX
VOUS CHERCHEZ
300 m² ET PLUS
A LA VENTE OU LA LOCATION
APPELEZ SARI
776-44-88.

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
dans le 8e immédiatement.
Constitutions, formalités.
Secrétariat, télép., courrier.
A.G.E. – 293-67-43+

Domiciliations : 8e-2e.
SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX.
Loc. bureau, toutes démarches, pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 359-77-55.

8e, COLISÉE-ELYSÉES
SIÈGES DE SOCIÉTÉS
DOMICILIATIONS
250 F/350 F PAR MOIS
A.F.C. – 359-20-20

BUREAUX MEUBLÉS
à Paris-8e, 9e ou 15e.
SIÈGES SOCIAUX ET DOMICILIATIONS
télex, secrétariat, tous services.
CONSTITUTIONS STÉS
prix compétitifs, délais rapides
ASPAC 293.60.50+

EMBASSY-SERVICE
562-62-14
RECH. 150 A 200 m²
Bureaux quartier affaires.

DOMICILIATION 16e CHAMPS-ELYSÉES
140 à 340 F PAR MOIS
CIDES : 723-62-10

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL – RC – RM
Constitution de sociétés
Démarches et tous services
Permanence Téléphonique.
355-17-50

92 PUTEAUX
7.000 m² divisibles.
Tél. + parkings + cloisons.
SARI. 776-44-88.

PONT DE NEUILLY
668 m² récents, cloisonnés.
Tél. parkings, standing.
Vente ou location.
SARI. 776-44-88.

16e RAFFET
1.000 m² indépendants.
SARI. 776-44-88.

SÈVRES
5.000 m² divisibles.
Immeuble neuf.
Vente ou location.
SARI. 776-44-88.

BD MONTMORENCY
Immeuble indépendant.
3.400 m². Cloisonnés.
Disponible immédiatement.
SARI. 776-44-88.

BUREAUX LOCATIONS
NEUILLY/S/SEINE
Proche boulevard Bineau
800 m². Grand standing.
Restaurant. Tél. Parkings.
SARI. 776-44-88.

VOTRE SIÈGE A PARIS 17e à partir 80 F – ts services Constitution Sté. 763-47-14.

locaux industriels

Ventes

95 ROISSY PROCHE
Terrains viabilisés.
Entrepôts/activités.
A partir de 3.000 m².
SARI 776-44-88

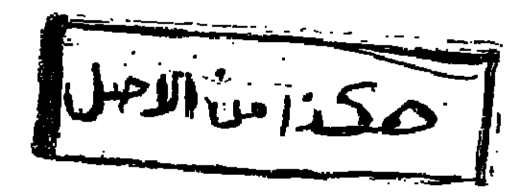
(78) CLAYES-SS-BOIS
1987 m² entrepôts-burx-logts
4.500 m² de terrain
SARI 776-44-88.

ENTREPOTS
VOUS CHERCHEZ
1.000 m² ET PLUS
A LA VENTE OU LA LOCATION
APPELEZ SARI
776-44-88.

chasse-pêche

RECHERCHE ACTIONNAIRES Petits et gros gibiers sur 400 ha, région DORMANS dans la Marne. 100 km Paris. Prix : 3.700 F pour 2 fusils. (25) 25-82-31 ou 25-79-78.

Vend plans d'eau aménagés, très poissonneux, possib. bungal., rég. Provins. 80 km Paris. (25) 25-82-31 ou 25-79-78.



Le Monde

économie

ÉTRANGER

Mme Gandhi lance un appel pressant pour le développement des énergies renouvelables

De notre envoyée spéciale

Delhi. – Ouvrant le douzième congrès mondial de l'énergie, qui se tient à Delhi (Inde) du 18 au 23 septembre, Mme Indira Gandhi, premier ministre indien, a lancé un appel pressant pour le développement des énergies renouvelables (solaire, biomasse, etc.). « *Pour les pays développés, le problème ne s'est jamais déclaré urgent. (...) Il n'est que de constater l'abandon massif de tous les projets sur l'énergie renouvelable aux Etats-Unis et en Europe occidentale lors du déclin des prix du pétrole l'an dernier. Pour les pays en développement importateurs de pétrole, c'est une question de vie ou de mort.* »

Prenant le contre-pied de l'idée souvent évoquée par le passé que les technologies sophistiquées (nucléaire, notamment) permettant de remplacer le pétrole seraient à terme réservées aux pays développés, tandis que le tiers-monde resterait gros consommateur d'énergie « simple » (hydrocarbures), Mme Gandhi a déclaré : « *La science n'appartient pas seulement aux riches. Les pauvres en ont davantage besoin. Pour l'Inde, la science est un remède permettant de combattre l'arriération économique, et nous n'avons nullement l'intention de nous priver de tout ce qui peut nous aider dans cet objectif.* » Rappelant que « *toute stratégie de développement des pauvres exige un investissement en énergie massif* », le premier ministre a cité cinq domaines dans lesquels les recherches devraient être intensifiées, en estimant que « *la technologie doit être révisée* » : l'application des progrès biologiques récents dans la production de la biomasse ; la technique photochimique de production de l'hydrogène à partir de l'eau ; le stockage de l'énergie ; le mécanisme photovoltaïque (solaire) et les systèmes d'énergie intégrés.

Ouvrant ainsi un congrès consacré au développement et à la qualité de la vie, le discours de Mme Gandhi a rappelé que la crise de l'énergie n'est pas terminée pour tout le monde. C'est un fait constaté depuis trois ans. Le répit observé sur la scène énergétique mondiale a fait s'évanouir dans le monde occidental le spectre de la pénurie. Depuis 1979, la consommation mondiale d'énergie primaire est stable. L'offre mondiale excède pour tous les produits largement la demande. La part du pétrole dans la consommation est tombée de 40 % à 37 %.

A long terme pourtant, la population mondiale reste menacée par l'épuisement des ressources fossiles, et les plus démunis sont, dans cette perspective, les plus fragiles. Or, si tout le monde s'accorde pour souligner la nécessité de na pas relâcher l'effort entrepris depuis le premier choc pétrolier de 1973, l'accent reste mis jusqu'ici, parmi les spécialistes, sur des solutions ou des systèmes énergétiques mal adaptés aux pays en voie de développement. La plupart des participants à ce congrès, dominé par les électriciens – dont E.D.F., – insistent sur la persistance à long terme de tensions. Mais beaucoup semblent considérer comme inévitable à terme un partage des énergies entre le monde développé et le tiers-monde. M. Marcel Boiteux, président d'E.D.F., qui préside la commission de conservation du congrès, rappelait que la pression démographique et la reprise souhaitée des économies devraient à long terme accroître les besoins à satisfaire de façon considérable. « *En 2020*, a-t-il noté, *nos enquêtes laissent prévoir une consommation totale d'énergie deux fois à deux fois et demie plus élevée qu'aujourd'hui.* » Mais il a également estimé que les solutions prioritaires étaient de nature et d'ampleur très différentes au Nord et au Sud. « *Au Nord, c'est essentiellement au charbon et au nucléaire qu'on devra recourir pour relayer les hydrocarbures. (...) Au Sud, ce sont surtout le charbon et le gaz, mais aussi l'hydraulique, qui vont être sollicités pour relever un double défi : celui des énergies non commerciales (le bois d'abord) qui s'épuisent (...) ; le défi du pétrole ensuite, dont la demande poursuivra sa progression au point que le tiers-monde devrait en devenir à terme le principal consommateur, dépassant vers 2020 l'ensemble des pays industrialisés.* »

Le message de Mme Gandhi venait à point rappeler qu'il serait grand temps, si on veut réellement apporter une réponse aux difficultés des pays en développement, que les scientifiques s'intéressent de près aux technologies les plus douces généralement considérées par eux comme mineures et au développement de systèmes énergétiques plus décentralisés.

VÉRONIQUE MAURUS.

● **La dette argentine.** – Les banques privées participant au rééchelonnement de la dette extérieure de l'Argentine viennent d'accéder à la demande de ce pays de différer pendant trente jours le remboursement des 300 millions de dollars qui devait avoir lieu le 15 septembre.

Cette « dispense », qui évite à l'Argentine de se trouver techniquement en défaut, a été décidée à la suite de l'adoption, jeudi, par la commission législative argentine d'un nouveau projet de loi sur les faillites qui mettrait fin à la discrimination dont sont l'objet les banques étrangères créancières. (*A.F.P.*)

LE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE LOMÉ

Priorité doit être donnée au développement autonome des pays associés

Bruxelles (*Communautés européennes*). – Les ministres des affaires étrangères des Dix doivent définitivement arrêter, ce lundi, le mandat à confier à la Commission européenne pour négocier en leur nom le renouvellement de la convention de Lomé, qui établit des relations privilégiées entre la C.E.E. et soixante pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, dénommés pays A.C.P. Vendredi 16 septembre, à Strasbourg, le Parlement européen a adopté une résolution où il exprime un point de vue proche de la Commission sur les infléchissements à imprimer à Lomé 3. Les négociations pour le renouvellement de la convention débuteront formellement le 6 octobre.

De notre correspondant

Dans la perspective du débat qui va se poursuivre plusieurs mois à l'intérieur de la C.E.E. et avec les pays A.C.P., M. Pisani, le commissaire chargé de la politique de coopération, vient de trouver un large appui au sein de l'Assemblée de Strasbourg. Quels sont les points dominants de cette convergence ?

● Il n'est pas dit que Lomé 2 a échoué, mais c'est tout comme. « *La méthode suivie n'a pas entraîné le développement* (...). *Nous avons alourdi les charges des partenaires A.C.P. sans entraîner leur croissance* », estime M. Pisani, qui plaide « *pour un renouvellement de l'esprit de la convention afin de renforcer son efficacité* ». La résolution adoptée par le Parlement souligne que la nouvelle convention « *ne saurait se contenter d'être le prolongement de l'ancienne* ».

● Le Parlement, c'est la grande idée du moment, souhaite que « *les pays A.C.P. atteignent un degré maximal d'autonomie, c'est-à-dire qu'ils s'affranchissent autant que possible de l'aide étrangère* ». Il conviendra « *d'orienter toutes les stratégies, les programmes, les projets, en fonction de la notion prioritaire de développement autonome* ». Cet objectif ne peut être atteint que par l'auto-approvisionnement. « *Il convient, dès lors, d'élaborer des stratégies alimentaires aux échelons national et régional (...).* »

● Ces stratégies devront résulter d'un dialogue entre la C.E.E. et les pays A.C.P. « *Il ne s'agit pas d'un dialogue sur la politique des gouvernements*, tient à clarifier M. Pisani, *mais d'un dialogue sur les politiques, c'est-à-dire sur les priorités et sur les cheminements de la croissance.* » « *Le dialogue que nous voulons promouvoir aboutit à une morale sans sanction*, résume M. Pisani. *S'il y a désaccord entre la C.E.E. et un pays A.C.P. sur la manière de rendre possible le développment, ce dernier n'en sera pas pour autant privé de l'aide.* »

● Ces moyens financiers affectés à la convention doivent être accrus. M. Pisani a souligné que l'amélioration qualitative était indissociable d'une augmentation des montants. Les parlementaires sont très largement d'accord, sauf les conservateurs britanniques, qui se sont montrés très soucieux d'économies.

PHILIPPE LEMAITRE.

MONNAIES

REPLI DU DOLLAR : 8,05 F

Les cours du dollar ont légèrement fléchi lundi 19 septembre 1983, revenant de 8,08 F à 8,05 F sur la place de Paris et de 2,6750 DM à 2,6660 DM sur celle de Francfort. Ce fléchissement était prévisible après l'annonce, à la veille du week-end, d'une augmentation de 5,5 milliards de dollars de la masse monétaire des États-Unis, conforme aux prévisions et en ligne avec les objectifs de croissance fixés par les autorités de contrôle. La semaine dernière, la rumeur avait couru d'une augmentation bien plus forte, avec, pour conséquence, une tension sur les taux et une hausse du dollar. Le repli du billet vert aurait même été plus prononcé si la situation ne s'était aggravée au Liban.

DURCISSEMENT DES CONFLITS SOCIAUX EN BELGIQUE

(*Suite de la première page.*)

De leur côté, les responsables syndicaux s'engagent seulement à soumettre ce texte à leurs mandants, sans aller jusqu'à le défendre.

Cette tentative de compromis est fondée essentiellement sur des acrobaties budgétaires. Le gouvernement maintient qu'il est indispensable d'économiser entre 8 et 10 milliards de francs belges sur le budget de la fonction publique. Pour répondre aux protestations syndicales, il envisage une série de concessions. L'accroissement automatique du traitement des fonctionnaires tous les deux ans serait maintenu ainsi que la plupart des primes qui paraissent remises en cause par le projet de budget. En revanche, les salaires des employés de l'Etat payés jusqu'ici en début de mois ne le seraient plus qu'à la fin. L'objection est que ce nouveau système ferait perdre un mois de salaire à tous les employés. Le système très complexe imaginé par le gouvernement pour répondre à cette objection n'a pas convaincu. Il n'est pas surprenant que les représentants syndicaux n'éprouvent aucun enthousiasme face à de telles propositions.

JEAN WETZ.

AGRICULTURE

Les Travailleurs paysans proposent de remplacer les subventions par des prêts de carrière

De notre envoyé spécial

Millau. – Dix ans après, dans la bergerie de la Blaquière, dont la première pierre illégale avait été posée pendant l'été de 1973, lors d'une grande marche dont ils étaient les co-organisateurs, les Paysans travailleurs fondus aujourd'hui dans une organisation plus large, sont revenus sur le Larzac.

Retrouvailles étonnantes et riches de symboles entre les agriculteurs qui menèrent une lutte contre l'extension du camp militaire devant se terminer par une victoire en mai 1981 et d'autres, membres de la Confédération nationale des syndicats de travailleurs-paysans, la C.N.S.T.P., qui a tenu son deuxième congrès à Millau les 14 et 15 septembre.

Ce rassemblement, auquel participaient près de quatre cents délégués, venus de soixante-dix départements, représente une nouvelle étape dans la vie de ce courant syndical de gauche. On y rencontre certes toujours autant de chevelus, et de barbes, et même quelques boucles d'oreille chez les hommes, on croise aussi pas mal d'enfants petits (et en fait peu bruyants), preuve que dans ce syndicat-là les femmes n'entendent pas rester à la maison... Mais, à Millau, la C.N.S.T.P. a donné l'impression d'être devenue une organisation majeure, d'avoir réussi l'intégration de ses différentes composantes d'origine, puisqu'elle est née officiellement le 4 juin 1981, par regroupement de syndicats très minoritaires et dispersés sur le territoire. La C.N.S.T.P. revendique vingt mille adhérents et a obtenu 7,08 % des voix aux élections des chambres d'agriculture le 21 janvier derniers.

Enfin, à Millau, la C.N.S.T.P. a mis la dernière main ou presque (puisque sa position sur la politique agricole commune n'est pas encore définitivement arrêtée) à son corps de doctrine, qui, comme l'a déclaré M. Jean-Charles Jacopin, animateur national, « *représente une alternative syndicale complète* ». Elle se traduit par une remise en cause du productivisme, et par le refus de la société duale, au moyen d'une politique de revenu reposant sur des prix différenciés en fonction des conditions de production et des volumes produits, par un projet foncier dans lequel le droit d'usage de la terre s'impose au droit de propriété, sans recours à l'achat des terres par la puissance publique et, enfin, par l'adoption d'un projet de statut pour les paysans et la définition de nouveaux droits syndicaux.

Le droit français, constate la C.N.S.T.P., traite des biens de production et des institutions qui encadrent l'agriculture mais jamais du paysan et de ses conditions de travail. Le projet de statut « *s'inscrit dans la logique de l'exploitation familiale* » mais entend desserrer les contraintes de cette situation hybride dans laquelle l'agriculteur est ni patron ni salarié.

Favoriser l'installation de tous les candidats

Il s'agit de favoriser l'accès à l'agriculture de tous les candidats à l'installation. La question foncière étant résolue par la location notamment, la C.N.S.T.P. propose des prêts de carrière pour financer le capital d'exploitation (bâtiments, cheptels, etc.). L'exploitant agricole n'est, dès lors, pas contraint de capitaliser et, à la fin de sa carrière, son outil de travail revient à la puissance publique, qui le prêtera à nouveau à un autre agriculteur.

La C.N.S.T.P. oppose ce système à l'actuel mode de financement par subventions, qui sont insuffisantes pour assurer l'équilibre des exploitations et un revenu aux exploitants (sauf à disposer d'une fortune personnelle) et qui sont en fait des subventions à fonds perdus, payées par la collectivité, constituant un capital pour des particuliers. Ce capital étant transmissible par héritage et donc dispersé, la collectivité est amenée à refinancer, toujours à fonds perdus, l'installation et le capital d'exploitation des successeurs.

Pour assurer ces prêts de carrière, la C.N.S.T.P. propose de récupérer les sommes actuellement utilisées pour les diverses subventions (notamment dotation à l'installation, bonifications d'intérêts) qui seraient supprimées. Ce système serait optionnel. Il ne serait interdit à personne de devenir agriculteur et propriétaire de son outil de travail, mais sans cadeau de la part de la collectivité.

Il s'agit aussi dans ce projet de séparer juridiquement l'exploitation et la famille, permettant à celle-ci d'être autonome et protégée. Pour ce faire, la C.N.S.T.P. suggère d'aménager des statuts existants (groupement agricole d'exploitation en commun, société coopérative ouvrière) et d'inventer (société coopérative paysanne de production, société unipersonnelle).

Troisième volet du statut : l'égalité des droits, des obligations et des responsabilités de tous les travailleurs non salariés de l'exploitation, supprimant les distinctions actuelles entre chefs d'exploitation, coexploitantes, conjoints, aides-familiaux, associés d'exploitation, ménages ou paysans pluriactifs. Dernier volet enfin, un accès aux droits sociaux, à égalité avec les autres travailleurs.

La C.N.S.T.P. revendique aussi le droit à l'expression syndicale : cela veut dire qu'elle entend être représentée dans les instances qu'elle juge utiles, non pas pour cogérer l'agriculture, comme le demandent les autres syndicats paysans, mais pour être informée. Elle n'entend pas laisser au ministre de l'agriculture le soin de choisir des critères de représentativité pour telle instance ou tel département. Ce projet de représentativité sélective irrite fort le mouvement des Travailleurs paysans, qui en fera, avec les luttes foncières, un axe des actions syndicales dans les semaines à venir. Sur un plan plus général, le climat n'est pas au beau fixe entre M. Rocard et la C.N.S.T.P. Le premier ayant choisi d'envoyer un « *sous-fifre* » au congrès de Millau, la Confédération, qui souhaitait que le ministre lui-même entendît un autre discours que celui de la F.N.S.E.A., a retiré son invitation. En fait, la C.N.S.T.P. juge avec sévérité le bilan agricole de la majorité, sans faire pour l'heure officiellement de distinction entre la période Cresson et la période Rocard.

JACQUES GRALL.

AU LARZAC

Des hommes prêts à retourner dans l'illégalité

Juin 1981, c'est la divine surprise. La gauche, quoique divisée sur ce sujet, tient promesse : l'extension du camp militaire ne sera pas poursuivie sur le plateau du Larzac. Victoire donc aux paysans dont l'obstination payait, et à leurs nombreux amis et supporters dont l'actuel maire socialiste de Millau, M. Gérard Deruy, élu en mars 1983.

Septembre 83 : sur le plateau du Larzac, des paysans parlent de ressortir de la légalité. Pendant que l'armée achetait et expropriait des terres, des agriculteurs se sont installés sur les terres expropriées. Le ministère des armées a revendu ses 6 000 hectares au ministère de l'agriculture. L'Etat est toujours propriétaire et les occupants sans titre restent sans-titre.

Pour éviter que les anciens propriétaires, ceux qui avaient accepté de vendre à l'armée, n'utilisent un droit de préemption au rachat ou à la location, les paysans du Larzac et le gouvernement ont négocié une formule : longuement, puisque ce n'est qu'en ce mois de septembre que les premières conventions précaires de gardiennage ont été signées. L'Etat prête ses terres à titre gratuit, et la convention permet l'accès à toutes les sources normales de financement. Mais elle a un gros inconvénient : elle n'a pas valeur d'un bail et est limitée à six ans. « Le retour de la droite est toujours possible. L'attentat contre l'éco-musée de La Jasse montre qu'elle ne désarme pas. La psychose de l'extension du camp demeure. Et nous n'avons aucune protection », *explique un militant Travailleur-paysan.*

Aussi, les agriculteurs demandent-ils des baux de carrière. La solution passe, selon eux, par un dessaisissement de l'Etat au profit d'un – le grand mot est lâché – office foncier, ou, à défaut, de l'établissement public régional ou du conseil général encore.

« La terre existe, 6 000 hectares. Les agriculteurs sont prêts à jouer le jeu. Ils l'ont déjà prouvé en répartissant la terre, avec des discussions difficiles, c'est vrai, entre ceux qui en avaient besoin pour s'agrandir (3 200 hectares), après avoir été bloqués dans leur expansion par le projet de camp militaire, et ceux qui voudraient s'installer (2 800 hectares). On a accueilli aussi des artisans. Pourquoi, dès lors, ne pas tenter l'expérience d'un office foncier ? »

Les paysans du Larzac aimeraient bien faire apporter une modification au projet de loi foncière que M. Michel Rocard présentera à l'automne. Mais le gouvernement, dont les offices fonciers faisaient partie du programme électoral, ne veut plus en entendre parler. Même à titre expérimental, car on craint la contagion. « C'est pourtant Michel Rocard qui est venu inaugurer la bergerie de La Blaquière, quand il était ministre du Plan. C'est désolant, le gouvernement n'a aucune imagination », *commente un militant.*

La mobilisation reste grande sur le plateau : de trente à quarante personnes, assure-t-on, sont toujours présentes aux réunions du mercredi. A ceux qui se sentent moins concernés depuis le rejet de l'extension du camp, succèdent les nouveaux ruraux, une vingtaine d'exploitants installés un peu avant et surtout après mai 1981. Deux d'entre eux seulement ont reconduit le modèle d'exploitation classique sur le plateau : du lait de brebis pour les caves de Roquefort. Les autres innovent : fromages en vente directe, moutons à viande, ruches, lièvres et lapins, plantes médicinales, etc. Mais il semble bien que tous, anciens et nouveaux, en dépit des cicatrices laissées par les années de lutte et par les difficultés rencontrées pour répartir les terres, appuient les militants Travailleurs-paysans du plateau pour que cette nouvelle étape du conflit foncier au Larzac devienne une affaire nationale. – J. G.

FAITS ET CHIFFRES

● **Maintien par la C.E.E. des quotas sidérurgiques au quatrième trimestre.** – La Commission européenne ne prévoit aucune amélioration du marché des produits sidérurgiques d'ici à la fin de l'année. Aussi a-t-elle reconduit, à quelque chose près, les quotas de production en vigueur pour le trimestre actuel. Sur les neuf catégories placées sous contingentement obligatoire (80 % des livraisons de produits finis) au titre de l'article 58 du traité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, seuls les quotas pour les larges bandes à chaud et le fil machine augmentent de 100 000 tonnes pour les trois derniers mois de 1980. A l'inverse, celui pour les aciers marchands est en baisse d'une centaine de milliers de tonnes. Par rapport au quatrième trimestre de l'année dernière, les quantités prévues sont en hausse sensible pour trois produits : tôle non revêtue, + 300 000 tonnes ; profilés lourds, + 230 000 tonnes ; ronds en béton, + 250 000 tonnes. – (*Corresp.*)

● **Légère augmentation du chômage en Espagne.** – L'Espagne comptait 2 186 885 chômeurs inscrits à la fin du mois d'août, soit 16,74 % de la population active. Le nombre des personnes sans emploi a augmenté de 30 903 par rapport à juillet. L'industrie et la construction ont été les secteurs les plus affectés par cette légère hausse du chômage. – (*A.F.P.*)



MARCHÉ COMMUN

« La France peut sortir de l'Europe mais c'est un jeu dangereux » déclare M. Rocard

De notre correspondant

Lamballe. – M. Rocard, ministre de l'agriculture, a été quelque peu chahuté par les agriculteurs bretons, dimanche à Lamballe (Côtes-du-Nord) où il participait à un colloque sur l'avenir de l'agriculture, dans le cadre de la finale nationale du labour du Centre national des jeunes agriculteurs.

Mêlant (est-ce l'approche du congrès du P.S. ?) l'allusion politique au discours économique, M. Michel Rocard a répondu sans ambages sur le point des montants compensatoires monétaires (M.C.M.) et élargi le débat à l'ensemble de la politique agricole commune (PAC).

Après les discours de la tribune, celui, imprévu, de la salle a été clair : « *Les discours, y'en a marre. Supprimez tout de suite les M.C.M. Vous n'avez plus notre confiance* », a proclamé à plusieurs reprises la salle, en rappelant « *les promesses non tenues de l'avant mai 1981* », et en interrompant à plusieurs reprises le ministre.

« *Je suis prêt à me taire*, a rétorqué M. Michel Rocard, pour détendre l'atmosphère. *J'ai une longue pratique du silence. En politique, ça aide.* »

Pour ce qui est des M.C.M., il a rappelé que rien ne pouvait être fait sans accord communautaire et que, dans les propositions actuelles de réformes de la PAC, existait l'idée d'un programme de démantèlement automatique. « *Vous avez l'engagement que je me battrai là-dessus. C'est le seul que je prendrai ici. Je n'ai pas l'habitude de faire des promesses que je ne pourrai tenir, et il m'est arrivé des bricoles en proposant à une collectivité plus vaste d'adopter la même attitude.* »

« *Il ne faut pas se laisser ligoter par des sous-objectifs*, a continué M. Rocard, en élargissant le débat à l'ensemble de la politique agricole communautaire. *Nous pouvons conduire une réforme de cette politique si certains petits pays réalisent qu'ils en sont outrageusement bénéficiaires. Mais, s'il n'y avait pas de politique agricole communautaire, tout le monde y perdrait. Comme nous sommes actuellement ceux qui perdent le plus, on pourrait imaginer que la France coure le risque de sortir de l'Europe, ce que les militaires appellent une politique de dissuasion. Mais c'est un jeu dangereux.* »

Enfin, M. Rocard a annoncé la nomination prochaine d'un parlementaire en mission qui « *sera chargé de recentraliser les idées et faire des propositions sur le statut de l'exploitant et de l'exploitante* ». En agriculture, a souligné M. Rocard, « *on ne distingue pas la fortune personnelle de l'outil de travail. Ce mélange cause des drames à chaque concession* ».

JEAN VIDEAU.

AFFAIRES

LE PROJET D'ACCORD C.G.E.-THOMSON

(Suite de la première page.)

A l'intérieur du gouvernement, saisi officiellement du dossier, plusieurs ministres, outre celui des P.T.T., sont de leur côté plus que réservés. C'est maintenant au tour du parti communiste de monter en ligne. Dans *l'Humanité* de ce lundi 19 septembre, M. Philippe Herzog, l'économiste du P.C., dénonce une « *restructuration dangereuse (...) contraire aux objectifs de redressement industriel et aux missions imparties aux groupes nationalisés* ».

De divers côtés, on présente pourtant l'affaire comme faite dans ses principes, seuls des points de détail restant à régler. L'annonce ne serait plus qu'une question de jours, voire de quelques heures. A moins que le président de la République, qui se trouve confronté aujourd'hui à une – sinon la plus – importante décision de restructuration industrielle de son septennat, ne décide de revoir l'ensemble du dossier à la lumière des multiples arguments qui ont été avancés ces derniers jours contre le projet. – J.-M. Q.

M. HERZOG : Une restructuration dangereuse

Sous le titre « Une restructuration dangereuse », M. Philippe Herzog écrit dans *l'Humanité* du 19 septembre : « *La rançon de ce projet risquerait d'être une perte importante du marché intérieur et un recul à l'exportation. (...)*

» *Nous pensons que le développement de la filière électronique française, objectif central du gouvernement, exige non pas des manœuvres financières comme si on gérait une fortune privée, des déménagements d'équipes et de structures, mais bien davantage la coopération, sans tarder, entre les groupes nationalisés pour créer et produire plus efficacement. Les produits nouveaux, les composants et sous-ensembles produits en France, les synergies, les études et recherches communes, c'est cela la priorité absolue. Celle-ci inclut un effort beaucoup plus conséquent pour un type de coopération européenne, technologique et commerciale, permettant de réduire le retard par rapport aux groupes américains et japonais. Au contraire, les restructurations envisagées risqueraient fort de préparer la voie à des alliances défavorables avec des firmes japonaises ou américaines, comme on en a des exemples récents au plan européen (ITT avec ATT, Olivetti avec ATT).* »

ÉNERGIE

En 1984

G.d.F. SUPPORTERA SANS DOUTE SEUL LE SURCOUT DU GAZ ALGÉRIEN

En 1984, Gaz de France devra vraisemblablement supporter seul le coût des importations de gaz algérien. Bien qu'aucune confirmation officielle n'ait été signifiée à Gaz de France, on note en effet que le projet de budget 1984 du ministère des relations extérieures fait état d'« *une annulation de crédit de 1,4 milliard de francs pour le financement des importations de gaz algérien* ».

Par un contrat signé en février 1982, la France s'engageait à acheter 9 milliards de mètres cubes par an à l'Algérie à un prix supérieur aux cours mondiaux (à l'époque de 20 %-25 %). Le contrat avait été présenté comme un exemple du nouveau type des relations Nord-Sud, et le gouvernement français s'était engagé à mettre 13,5 % du coût des achats à la charge du budget de la nation, G.D.F. payant le reste.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. –		Rep. + ou Dép. –		Rep. + ou Dép. –	
$ E.-U.	8,0665	8,0695	+ 150	+ 185	+ 320	+ 375	+ 915	+ 1000
$ can.	6,5320	6,5320	+ 155	+ 200	+ 390	+ 390	+ 925	+ 1020
Yen (100)	3,3160	3,3195	+ 140	+ 160	+ 295	+ 330	+ 905	+ 955
DM	3,0210	3,0225	+ 160	+ 175	+ 330	+ 360	+ 965	+ 1015
Florin	2,7035	2,7060	+ 130	+ 155	+ 270	+ 300	+ 800	+ 845
F.B. (100)	14,9700	14,9760	+ 210	+ 465	+ 535	+ 765	+ 1520	+ 1925
F.S.	3,7235	3,7280	+ 235	+ 260	+ 485	+ 525	+ 1435	+ 1495
L (1 000)	5,0425	5,0465	– 230	– 180	– 460	– 390	– 1440	– 1325
£	12,0955	12,1085	+ 245	+ 310	+ 530	+ 635	+ 1615	+ 1785

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	9 1/2	9 7/8	9 1/2	10	9 11/16	10 1/16	10	10 3/8
DM	5 1/4	5 5/8	5 7/16	5 13/16	5 1/2	5 7/8	5 7/8	6 1/8
Florin	5 7/8	6 1/8	5 13/16	6 3/16	6	6 5/16	6 1/4	6 5/8
F.B. (100)	5	5 1/2	8 7/8	10 1/2	9 1/4	10 1/4	9 3/4	10 5/8
F.S.	2 1/8	2 7/8	4 1/8	4 1/2	4 3/16	4 9/16	4 1/2	4 7/8
L (1 000)	16	17	17	17 3/4	17 1/4	17 3/4	18 1/4	18 3/4
£	9 1/2	10	9 1/2	10	9 1/2	10	9 11/16	10 1/16
F. franç.	12 3/4	12 7/8	12 5/8	13	13 5/8	14	16 1/4	16 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

SOCIAL

LE 36e CONGRÈS DES MUTILÉS DU TRAVAIL A LORIENT

« Il n'est pas question de réintroduire la notion d'assurance individuelle dans le système de protection sociale » affirme M. Bérégovoy

De notre envoyé spécial

Lorient. – « *Il n'est pas question, pour le gouvernement, de réintroduire dans le système de protection sociale la notion d'assurance individuelle et de provoquer l'éclatement de la Sécurité sociale. Ce serait une solution contraire à la tradition de notre pays* », a déclaré M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, le 16 septembre, devant le trente-sixième congrès de la Fédération nationale des mutilés du travail, assurés sociaux, invalides civils et ayants droit.

L'avenir de la protection sociale était le thème central de ces assises, qui ont réuni la semaine dernière à Lorient (Morbihan) quatre cent cinquante délégués représentant les quelque quatre cent cinquante mille adhérents de la Fédération nationale des mutilés du travail (1). Ces derniers se sentent doublement concernés, d'abord en tant qu'assurés sociaux, ensuite en tant que titulaires de rentes et de pensions spécifiques versées par la Sécurité sociale. Avec plus d'un million de victimes chaque année, les accidents du travail restent un fléau social préoccupant. Drame humain, vécu comme une injustice, mais aussi problème financier. Car ceux qui survivent à ce genre d'accidents veulent être de moins en moins des « assistés » et de plus en plus des « ayants droit ». D'où l'importance d'une couverture sociale équilibrée.

C'est ce qu'a exprimé M. Jacques Chenu, secrétaire général de la Fédération, qui a insisté sur l'importance du débat engagé autour d'une réduction des dépenses de santé par le biais d'une fiscalisation et d'une « budgétisation » de la Sécurité sociale. « *Formule séduisante*, s'est-il écrié, *mais on sait bien que ce sont les salariés qui paient la plus large part de l'impôt sur le revenu. Mais une réforme fiscale préalable n'est pas pour demain.* » M. Chenu a également souligné « *les dangers* » d'un système qui amènerait l'Etat à gérer lui-même la Sécurité sociale, organisme qui reste, selon lui, le plus apte à développer une politique de prévention et de santé.

La préoccupation dominante de la Fédération reste la défense du pouvoir d'achat et de l'emploi pour les travailleurs handicapés, déjà durement frappés par la crise. De nombreux mutilés du travail tirent en effet le plus clair de leurs moyens d'existence des prestations sociales qu'ils reçoivent. Et c'est avec une certaine inquiétude qu'ils constatent, huit ans après la loi d'orientation du 30 juin 1975, que l'action des pouvoirs publics n'a guère porté ses fruits, malgré les « quarante mesures » décidées au début de cette année.

En cette période de difficultés économiques, la réparation intégrale de l'accident du travail ne peut toutefois reposer que sur une volonté politique. A cet égard, les mutilés du travail s'intéressent moins au remboursement des frais qu'entraînent un accident ou une maladie professionnelle qu'au système de réparation des préjudices, c'est-à-dire au « revenu de remplacement » destiné à compenser l'impossibilité de retravailler. *C'est pourquoi ils suggèrent* que les cotisations de sécurité sociale *sur les salaires soient directement* affectées aux systèmes d'assurances (*vieillesse, invalidité, maladie,* accidents du travail), qui constituent ce « revenu de remplacement », alors que les dépenses relevant de la solidarité (allocation aux handicapés, appareillages, équipements sociaux sanitaires, recherche médicale, etc.) seraient prises en charge par l'Etat.

M. Bérégovoy s'est déclaré d'accord sur le bien-fondé de ces revendications et a annoncé qu'il était prêt à en débattre lors d'un nouveau « Grenelle » de la protection sociale, et chaque fois que la Fédération des mutilés du travail le lui demanderait – ce qui n'est pas une mince promesse. « *La lutte contre l'insécurité dans le travail*, a-t-il dit, *est pour nous une priorité. C'est la santé et la capacité de travail, c'est encore la vie des hommes et des femmes au travail qui sont en jeu, et cela dicte notre conduite.* »

Dans une résolution générale, les congressistes ont réaffirmé leur attachement « *à une Sécurité sociale de haut niveau et aux principes de solidarité qui ont présidé à sa création en 1945* ». Tout en se félicitant que la Sécurité sociale ait permis à l'ensemble de la population de mieux se soigner, ils déplorent qu'un effort analogue n'ait pas été consenti en faveur des indemnités journalières, rentes, pensions, retraites et allocations, et ils soulignent que le montant des indemnités journalières maladie, fixé à 50 % du salaire antérieur, est inchangé depuis 1930.

JEAN BENOIT.

(1) 20, rue Tarentaise, Saint-Etienne (Loire).

Selon un sondage IFOP-*Le Point*

F.O. FERAIT UNE PERCÉE AUX ÉLECTIONS A LA SÉCURITÉ SOCIALE

Force ouvrière réaliserait une percée aux élections à la Sécurité sociale le 19 octobre prochain, selon un sondage IFOP publié par l'hebdomadaire *le Point*. Selon ce sondage, réalisé entre le 30 août et le 6 septembre auprès de mille neuf cent cinquante-deux personnes, F.O. recueille 26 % des intentions de vote, arrivant en deuxième position derrière la C.G.T. (35 %), devançant la C.F.D.T. (21 %), la C.G.C. (10 %) et la C.F.T.C. (8 %).

Par rapport aux élections prud'homales de décembre 1982, cela traduit, outre la montée de F.O. (+ 8,3 points), la poursuite du recul 3 de la C.G.T. (qui avait obtenu 36,9 % des voix), un recul de la C.F.D.T. (23,5 %), et une stabilité de la C.G.C. et de la C.F.T.C. Mais le 19 octobre voteront, outre les salariés du secteur privé et les chômeurs – comme aux prud'homales, – les fonctionnaires, les retraités, les étudiants et les travailleurs indépendants.

Les personnes interrogées disent se prononcer en majorité (60 %) en fonction de la compétence du syndicat pour gérer la Sécurité sociale, 18 % seulement en fonction de considérations politiques. Toutefois 44 % des personnes comptant voter pour F.O. se situent dans l'opposition et 13 % seulement dans la majorité.

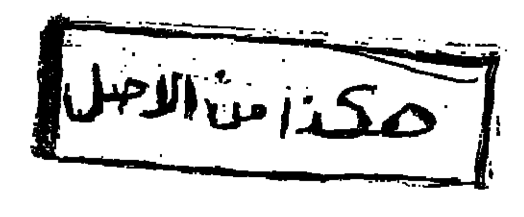
Pour M. Krasucki

IL N'Y A PAS DE SOLUTION DE RECHANGE A L'ALLIANCE DES PARTIS DE GAUCHE

« *L'alternative, c'est ou la gauche unie pour réaliser bien et le plus loin possible les réformes qui sont actuellement engagées ou sinon le retour de la droite* », déclare M. Henri Krasucki dans une interview publiée par *le Figaro* du 19 septembre. « *Pour la gauche*, ajoute le secrétaire général de la C.G.T., *il n'y a pas d'alternative à l'alliance des partis de gauche au gouvernement. Sinon, l'échec et le retour de la droite. Les travailleurs n'ont rien à y gagner et beaucoup à perdre.* »

Pour le dirigeant syndical « *il est primordial qu'un gouvernement de gauche ait des ministres socialistes et des ministres communistes. Cela étant, la C.G.T. prend comme interlocuteur le gouvernement tel qu'il est avec l'ensemble de ses ministres (...). Il y a un seul gouvernement avec une politique globale et une solidarité nécessaire, tout en sachant que chaque parti de gauche a sa personnalité* ».

M. Krasucki déclare aussi que la C.G.T. est prête à négocier avec le patronat « *à condition qu'il y ait quelque chose de négociable et la volonté d'avancer* ». Par ailleurs, M. Obadia, secrétaire général des cadres de l'UGICT-C.G.T., a affirmé le 16 septembre devant la presse que « *depuis cinq ans environ il y a eu une évolution négative du pouvoir d'achat des catégories d'encadrement* ».



SOCIAL

UN ENTRETIEN AVEC M. JEAN BORNARD

« La protection sociale ne doit pas devenir un système anonyme et impersonnel »

nous déclare le président de la C.F.T.C.

– En cette rentrée 1983, est-ce qu'il y a plus de raisons qu'hier de craindre une explosion sociale ?

– Nous avons le sentiment à la C.F.T.C. que les menaces s'aggravent sur le plan social car, malgré une stabilisation apparente des chiffres du chômage, il y a une aggravation si l'on prend en compte le nombre de demandeurs d'emploi évacués par de nouvelles définitions, la chute, pour la première fois depuis longtemps, de l'emploi salarié, la baisse des offres et les vagues de licenciements.

» Avec l'amorce d'une baisse du pouvoir d'achat et donc de la consommation et de lourdes inquiétudes sur le financement de la protection sociale, une sérieuse hypothèque pèse sur l'ensemble de la politique sociale. Cela ne signifie pas qu'on aura la révolution dans la rue demain. Je ne veux pas jouer les prophètes, mais le climat social est dangereux et risque de déboucher sur des orages.

– Le plan Delors peut-il réussir, et à quelles conditions ?

– Il faudrait que le plan Delors réussisse dans la mesure où il vise à rétablir des équilibres. Il faut arriver à réduire l'inflation, surtout par rapport aux autres pays et redresser le commerce extérieur, si on ne veut pas s'enfoncer dans des difficultés de plus en plus grandes. Mais, au-delà des belles intentions, les moyens employés par le gouvernement comportent une faiblesse grave : ils sont en train de ralentir l'activité. En voulant résorber les déséquilibres, on est en train d'en créer d'autres.

» Avec une activité qui fléchit, l'emploi se dégrade, la consommation se réduit et, contrairement à ce qui était attendu, les investissements ne reprennent pas puisqu'on va vers une réduction de l'ordre de 3 %. C'est une contradiction interne au plan Delors qu'il faut absolument résorber en essayant de passer de ce climat de récession, extrêmement pernicieux, à des perspectives de développement. Comment pourrions-nous nous en sortir autrement ?

– Si, en France, la croissance redevient nulle, est-ce que vous estimez qu'il est encore possible de maintenir le pouvoir d'achat ?

– Nous avons toujours dit à la C.F.T.C. que les politiques salariales devaient tenir compte de la situation économique. Ainsi, nous avons établi dans quelques grands accords des secteurs public et nationalisé une liaison entre l'évolution du pouvoir d'achat et celle de la richesse nationale, du produit intérieur brut. S'il n'y a pas de croissance, on ne doit pas faire progresser le pouvoir d'achat mais, avant de pratiquer une politique délibérée de baisse, il faut être extrêmement prudent.

» Une politique de baisse du pouvoir d'achat et de la consommation ne crée pas un climat favorable aux investissements. Si autant il faut être vigilant au niveau des salaires pour qu'il n'y ait pas de mécanismes qui provoquent l'inflation, autant, dans la mesure où les prix glissent davantage que prévu, on empêchera difficilement les salariés et les syndicats de chercher à compenser ces dérapages.

» Un certain nombre de membres du gouvernement imaginent un grand contrat qui aboutirait à diminuer le pouvoir d'achat pour permettre aux entreprises d'investir davantage. Mais, outre l'effet dépressif des baisses de consommation, les conditions globales ne sont probablement pas réunies, car beaucoup ont le sentiment que les sacrifices demandés ne sont pas utilisés tous dans le sens d'un développement des investissements.

Mieux utiliser les crédits

– La relance ne se décrète pas : quelles solutions préconisez-vous pour sortir de la stagnation actuelle ?

– Nous posons d'abord l'exigence d'un climat nouveau qui ne soit pas un climat de récession mais un climat de redémarrage. Nous ne sommes pas le gouvernement mais nous avons indiqué un certain nombre d'orientations, dont la première est d'essayer de transformer le climat international. Nous préconisons toujours la mise en œuvre d'un plan international de développement qui combine nos possibilités de production, les besoins du tiers-monde et les disponibilités financières considérables qui existent dans le monde. C'est une question d'équité : on ne peut laisser subsister des déséquilibres aussi scandaleux.

» Cette relance du tiers-monde, menée avec le relais du pouvoir économique et politique de la Communauté européenne, est très certainement un des éléments de la relance dans nos propres pays. C'est aussi un grand dessein qui pourrait redonner un sens à l'Europe et un certain enthousiasme aux jeunes qui en ont bien besoin.

» Dans le projet de budget 1984, on nous assène des prélèvements accrus d'une part et, d'autre part, des économies qui finissent par devenir extrêmement rigoureuses. L'effet conjugué de ces deux orientations risque d'aboutir à un nouveau fléchissement de l'activité. Nous cherchons d'autres formules. Nous avons ainsi avancé l'idée d'une meilleure utilisation des crédits. Quand on a nationalisé, on a utilisé 40 à 50 milliards de francs non pas pour faire des investissements nouveaux mais pour indemniser les actionnaires.

» Si l'Etat voulait renforcer son contrôle sur un certain nombre d'industries, il n'avait pas besoin de prendre une participation de 100 % dans ces entreprises. Aujourd'hui, le besoin d'argent nouveau est tel qu'on peut se poser la question de savoir s'il ne faudrait pas revendre un certain nombre de ces actions, trouver des modalités en tout cas permettant d'affecter une part de ces crédits à des investissements. C'est une question qui nous paraît mériter réflexion.

– N'est-ce pas une dénationalisation partielle que vous proposez, au risque de politiser ainsi votre démarche ?

– Le mot dénationalisation ne me paraît pas adapté. Il n'était sans doute pas nécessaire de faire autant de nationalisations mais, même en se situant dans l'optique gouvernementale, on pouvait faire des nationalisations à un moindre coût. C'est cette rectification que nous proposons d'étudier. Nous avons comme règle d'or d'éviter toujours de politiser notre démarche. Nous n'hésitons pas à avancer des propositions quand elles nous paraissent judicieuses.

» Il faudrait dépolitiser un certain nombre de débats car, en recourant aux nationalisations, il est vraisemblable qu'un grand nombre de dirigeants ont obéi à une démarche plus idéologique et partisane qu'économique. Nous souhaitons qu'on revienne sur un terrain économique solide : c'est en agissant ainsi que la C.F.T.C. renforce sa crédibilité.

Faire renaître le contractuel

– Est-ce que, entre vos critiques sur la politique économique et sociale du gouvernement et vos positions sur l'école privée, vous ne risquez pas d'apparaître comme un syndicat glissant dans l'opposition ?

– Si la question nous est posée en ces termes, c'est parce que notre discours peut sembler différent par rapport à d'autres. Ce n'est pas le langage de la C.F.T.C. qui a changé mais plutôt celui d'un certain nombre d'autres syndicats. Si la moitié des mesures qui ont été prises aujourd'hui l'avaient été il y a quelques années, on aurait sans doute eu des barricades dans la rue. Nous; nous restons sur la même ligne. La grande force de la C.F.T.C., c'est justement d'éviter le langage partisan et de ne pas changer de discours en fonction de la couleur de nos interlocuteurs. Ne pas politiser les problèmes, c'est le seul moyen de redonner confiance aux salariés, de ne pas les désorienter.

– Etes-vous toujours favorable à un front syndical « contre le dirigisme » ?

– La C.F.T.C. est avec tous ceux qui défendent la liberté. Elle n'est pas pour le collectivisme mais cela ne signifie pas qu'elle est systématiquement contre toute nationalisation ou qu'elle mésestime le rôle de l'Etat. Nous voulons préserver les libertés, du libre choix de l'école à celui du médecin et à la liberté contractuelle. Nous craignons que l'Etat, en voulant en faire trop, ne finisse par ne plus rien faire de bien. Mais de tels dangers ne viennent pas seulement de tendances à l'étatisme mais de la carence d'employeurs qui n'acceptent pas assez facilement la discussion.

» Dans le passé, la défense des libertés contractuelles a pu nous rapprocher d'un certain nombre d'organisations syndicales et nous opposer à la C.G.T. et à la C.F.D.T. qui refusaient des accords très valables par peur de cautionner un gouvernement quelconque. Dans l'immédiat, nos alliances seront conditionnées, d'une part, par cette volonté à faire renaître le contractuel en tenant compte de la réalité économique et, d'autre part, par l'indépendance politique.

» Nous ne voulons pas politiser les problèmes. Nous souhaitons que le cercle de ceux qui veulent agir en respectant ces conditions et en ayant un rôle essentiellement syndical s'élargisse.

Revenir à l'esprit mutualiste

– Qu'attendez-vous des élections à la Sécurité sociale ? Quelles sont vos propositions pour retrouver les conditions d'un équilibre durable de la Sécurité sociale ?

– On ne peut alourdir indéfiniment les charges. Qu'il s'agisse des cotisations ou des impôts, il faut veiller, dans le domaine de la protection sociale, à sortir des fausses solutions et écarter notamment la fiscalisation systématique dont on parle tant. Cette fiscalisation présente le danger considérable de transformer la protection sociale en un service anonyme et impersonnel. Ce serait extrêmement grave. Passer des cotisations aux impôts, ce n'est qu'un transfert et non une solution.

» Notre premier objectif pour la Sécurité sociale, c'est d'abord de faire la clarté car les notions d'assurance et d'assistance sont aujourd'hui complètement confondues. On a mis sur le dos de la Sécurité sociale des charges qui ne lui incombent pas et qui relèvent de la solidarité nationale : nous sommes donc preneurs d'une discussion pour en finir avec ce vieux problème de l'évaluation des charges indues. M. Bérégovoy s'est déclaré d'accord pour une telle confrontation après les élections.

» Nous voulons absolument sortir du dilemme qui consiste à augmenter les cotisations ou à réduire les prestations. La santé représente un tel progrès qu'il faut préserver son avenir. Pour trouver des solutions, nous mettons en lumière un certain nombre d'orientations, d'abord à base de responsabilisation. Qu'il s'agisse des assurés ou des ordonnateurs de dépenses, il faut qu'on arrive à voir les conséquences de ses actes et à revenir à un certain esprit mutualiste où chacun avait des droits mais également des devoirs. C'est pour nous une nécessité.

» Il faut donc mieux décentraliser la gestion de la Sécurité sociale et retrouver des unités à taille humaine. Il faudrait aboutir à une meilleure budgétisation locale des dépenses de santé. Nous mettons également très fortement l'accent sur la mise en œuvre de véritables politiques de prévention.

» La C.F.T.C. ne veut pas défendre ni bâtir des systèmes mais chercher, à partir de sa conception de la personne humaine, à individualiser les services. A partir de la défense de ces principes, elle aborde ces élections avec beaucoup de confiance. Nous sommes certains que, non seulement nous confirmerons le résultat des élections prud'homales, mais que nous renforcerons ce progrès. C'est en tout cas un pari que la C.F.T.C. est prête à tenir. »

Propos recueillis par
MICHEL NOBLECOURT.



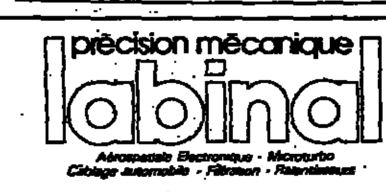
AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT RATP 1983
14,40%

de F 1 milliard sur 18 ans, à sorties optionnelles, après 7 ans de différé, remboursable en 11 tranches égales
Taux de rendement actuariel au règlement :

14,45%

Visa COB n° 83 – 246 du 6 septembre 1983
BALO du 19.9.83.



Aérospatiale Electronique - Microturbo
Câblage automobile - Filtration - Ralentisseurs

AUGMENTATION DE CAPITAL DE F 32 387 600

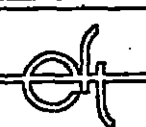
1 action nouvelle pour 4 actions anciennes de F 100 nominal

Prix d'émission : F 230
Jouissance : 1er janvier 1983
Délai de souscription : 12 septembre au 12 octobre 1983 inclus

Lieux de souscription : Banque Nationale de Paris - Crédit Lyonnais - Société Générale - Caisse des Dépôts et Consignations - Société Séquanaise de Banque - Compagnie Générale de Banque - SORCAM - Crédit Commercial de France - Crédit Industriel et Commercial - Banque Française du Commerce Extérieur - Banque de l'Union Européenne - Banque Worms - Banque Vernes et Commerciale de Paris, et au siège de la Société.

Une note d'information qui a reçu le visa COB n° 83-202 en date du 5 juillet 1983 peut être obtenue sans frais au siège social de la Société, 5, Av. Newton, B.P. 64 - Parc d'Activités - 78390 BOIS-D'ARCY, et aux guichets des lieux de souscription précités.

Précision Mécanique Labinal
SA au capital de F 129 550 600. RCS Versailles B 562 139 306



L'E.F.T. prépare au B.T.S. TOURISME
(Accueil - Production - Distribution) Bac ou Niveau Terminale
ENSEIGNEMENT - FORMATION et TOURISME
Enseignement technique supérieur privé
4-6, rue Michel-de-Bourges - 75020 Paris Tél. 370.39.32

BTP

BANQUE CORPORATIVE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Ouverture au public de la SICAV :

BTP associations

Cette nouvelle SICAV, de court terme, a été ouverte au public le 22 août 1983.

Elle est principalement destinée aux associations et aux organismes sans but lucratif. Son objectif est d'assurer aux capitaux investis, grâce à une gestion active, une rémunération nette élevée.

Une valorisation, la plus régulière possible, est recherchée afin de permettre des investissements à court terme sans risques sensibles en capital.

Le portefeuille est composé uniquement d'obligations de *première catégorie*, principalement d'emprunts d'État, à taux fixe à échéance rapprochée ou à taux variable.

La valeur de la part de BTP ASSOCIATIONS est proche de *10 000 F*. Le droit d'entrée a été fixé à 0,25 % et aucun droit de sortie n'est perçu.

Les souscriptions pourront être effectuées au siège ou dans les succursales de *la BANQUE CORPORATIVE DU* BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS.

La valeur liquidative des actions BTP ASSOCIATIONS est publiée quotidiennement dans *la Cote Desfossés* et *les Echos*.

BTP ASSOCIATIONS est ainsi la troisième SICAV créée par la BANQUE CORPORATIVE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS, après BTP VALEURS, SICAV diversifiée, et BTP RENDEMENT, SICAV obligations de première catégorie.

En outre, BTP MULTI-FONDS, créée en 1981, assure la gestion de *dix-neuf fonds communs de placement*.

L'ensemble de ces structures adaptées permettent à la BANQUE CORPORATIVE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS un développement important *dans la gestion des* capitaux.



Société Nationale Industrielle

aerospatiale

Emprunt à taux variable de 600 millions de Francs

Montant nominal des obligations : 5 000 Francs
Prix d'émission : 98,90 % soit : 4 945 Francs par titre
Date de jouissance et de règlement : 10 Octobre 1983
Intérêt annuel : TMO au règlement
Durée : 8 ans
Amortissement :

- en totalité à la fin de la 8ème année par remboursement au pair
- fond de régularisation : chaque année 10 % des titres en circulation
- possibilité de 3 OPA sur la durée de l'emprunt

Cotation : Bourse de Paris

Une note d'information qui a reçu le visa n° 83-231 de la Commission des Opérations de Bourse en date du 2 Août 1983 est à la disposition du public.

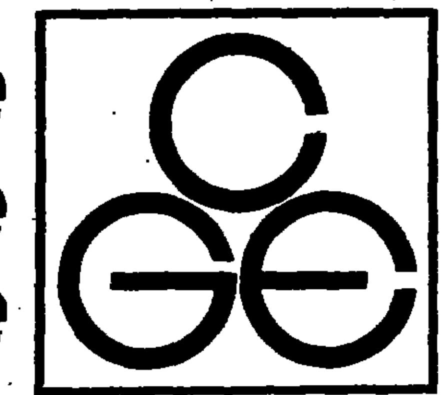
BALO du 19 Septembre 1983

aerospatiale
Société Nationale Industrielle
S.A. au capital de 1.016.490.000 F
37, boulevard Montmorency
75781 Paris Cedex 16



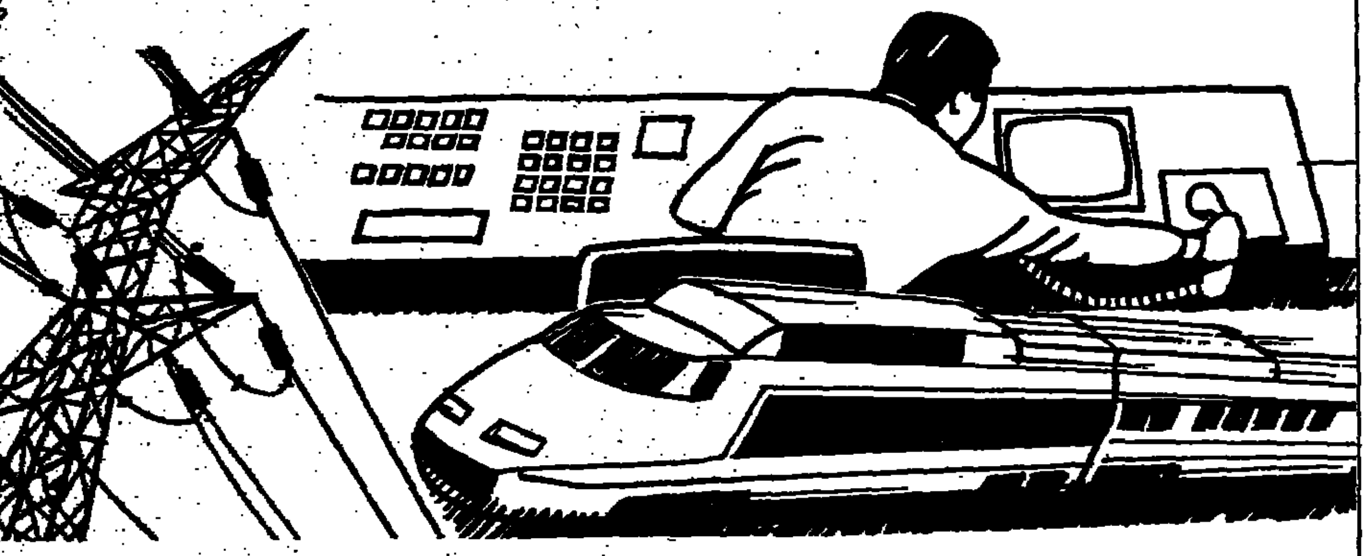
PEMA 2B

La Compagnie Générale d'Electricité



le premier groupe français de la construction électrique et électronique

investit sur l'avenir



• la CGE en quelques chiffres :

	1982	Variation en %
Effectif fin décembre :	192.200 personnes	+ 4
Chiffre d'affaires consolidé	66.000 millions de F	+ 16
dont à l'étranger	26.600	+ 38
Investissements industriels	2.300	+ 20
Recherche et développement	2.400	+ 19
Marge brute d'autofinancement	2.363	+ 18
dont part du Groupe	1.503	+ 14
Bénéfice net consolidé	638	+ 24
dont part du Groupe	450	+ 32

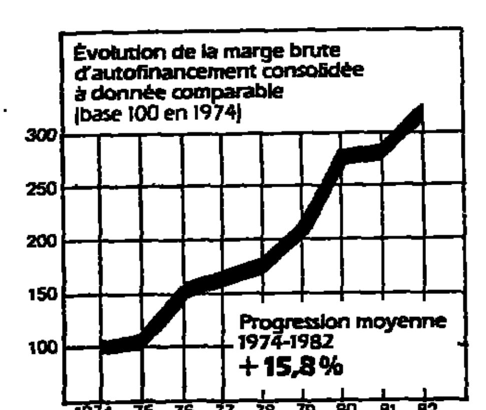
• une situation financière saine
(en millions de F)

Capitaux permanents / Valeurs immobilisées	20.500 / 11.600	= 1,77
Dettes à long et moyen terme / Capitaux permanents	5.200 / 20.500	= 0,25
Dettes d'exploitation / Valeurs d'exploitation	55.700 / 59.400	= 0,94
Dettes financières à court terme / Disponibilités	4.500 / 8.100	= 0,55

Emission de titres participatifs
1 milliard de francs

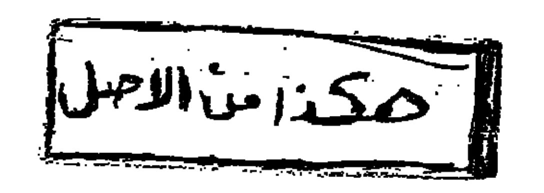
Prix d'émission : **F 1000**
Jouissance : **1er janvier 1983**
Intérêt annuel : **0,34 du T.M.O. + 3,4 % indexés en fonction de l'évolution annuelle de la marge brute d'autofinancement consolidée** (part du Groupe)
Intérêt minimum : 8,50 %
Cotation : Bourse de Paris
Régime fiscal : Obligations à taux fixe.

L'émetteur s'est réservé la possibilité de rembourser les titres le 10 octobre 1998 au prix unitaire de F 5 000.

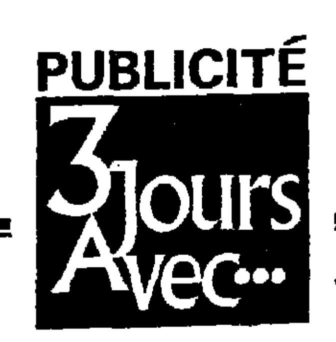


Une note d'information qui a obtenu le visa COB n° 83-249 en date du 6.9.1983 est tenue gratuitement à la disposition du public auprès des établissements chargés du placement et au siège social de la société, 54, avenue de La Boetie, 75008 Paris.

B A L O. du 19 9 1983



PUBLICITÉ



WANG

Wang : la dynamique de la bureautique

La société Wang s'est affirmée en quelques années comme le numéro un mondial du traitement de texte et comme le deuxième *fournisseur de mini-ordinateurs*. Leader de l'automatisation du bureau, Wang équipe à l'heure actuelle 85 % des 500 premières entreprises américaines (1) avec ses systèmes bureautiques. La société emploiera 25 000 personnes à la fin de l'année 1983 et possède des implantations industrielles ou commerciales dans 90 pays. Cette implantation mondiale s'accompagne d'un taux d'expansion exceptionnel, et les ventes ont progressé de plus de 50 % en moyenne au cours des cinq derniers exercices.

Le chiffre d'affaires de Wang est ainsi passé de 198 millions de dollars (près de 1,6 milliard de francs) en 1978 à 1,5 milliard de dollars en 1983 (12 milliards de francs), avec un bénéfice net de 152 millions de dollars (1,2 milliard de francs). Les commandes ont atteint le chiffre record de 1,8 milliard de dollars (plus de 14 milliards de francs) durant l'année fiscale qui s'est terminée le 30 juin dernier.

Avec près de 5 milliards de dollars de capitalisation boursière, Wang arrive au troisième rang des affaires américaines d'informatique. L'action Wang côtée en Bourse de New-York a vu ses cours progresser de 105 % en 1982... Cette progression des cours concrétise la réussite d'une stratégie bureautique cohérente, obtenue par seule croissance interne et sans rachat d'autres sociétés.

Wang Laboratories a su conquérir de fortes positions en si peu de temps grâce à une politique de développement très rigoureuse.

(1) D'après le classement de la revue américaine *Fortune*.

Dans les années 60, le nom de Wang se fait connaître dans les milieux industriels en profitant de la diffusion croissante des ordinateurs scientifiques dans les entreprises.

Dès cette époque, Wang se fixe comme objectif de simplifier l'utilisation des technologies informatiques dans les *activités de bureau*. Ainsi, en 1968, le premier calculateur à cassettes Wang mis sur le marché est déjà doté d'un des claviers les plus simples qui aient jamais été conçus en matière d'ordinateurs.

C'est dans les années 70 que l'on va assister au « décollage » de la société.

L'« inventeur » du traitement de texte

En 1972, Wang sort son premier mini-ordinateur Basic (la série 2200) qui se caractérise par un excellent rapport qualité/prix et par une grande facilité d'utilisation.

Coup sur coup, Wang sort alors les premiers systèmes de traitement de textes (1976), le premier ordinateur à minidisque (1977), ses systèmes VS « mini et super mini » et ses systèmes de bureau multipostes (OIS) en 1978. Au cours des années 70, Wang avait donc réussi à pénétrer dans quatre grands secteurs de l'informatique : les calculateurs scientifiques, les mini-ordinateurs, les systèmes de traitement de texte et l'informatique distribuée. Grâce à ce savoir-faire et à *cette expérience accumulée*, Wang allait pouvoir définir soigneusement sa stratégie bureautique et profiter pleinement du décollage du marché de la *bureautique*.

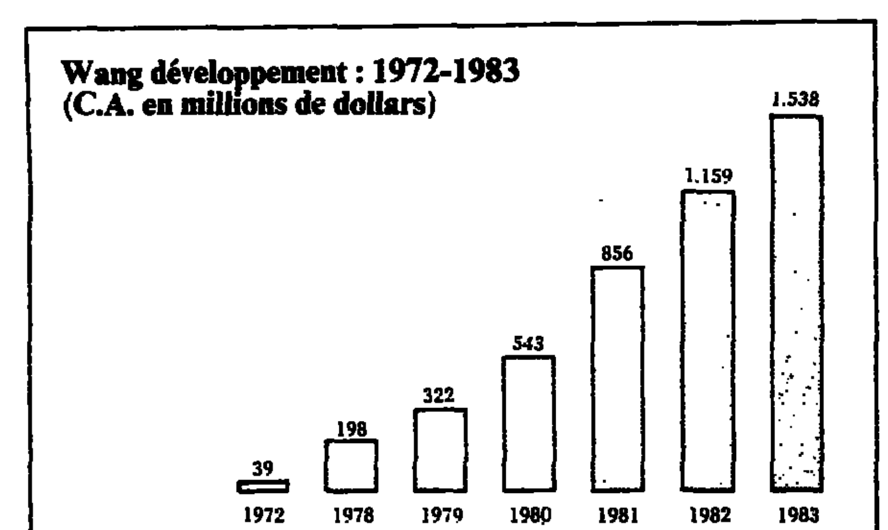
A la fin de la décennie, Wang annonce donc sa stratégie des « six technologies » dans laquelle entre les nouveaux produits : Alliance, le réseau Wangnet et son système de messagerie vocale (DVX) puis, en 1982, le micro-ordinateur de bureau, le Wang PC.

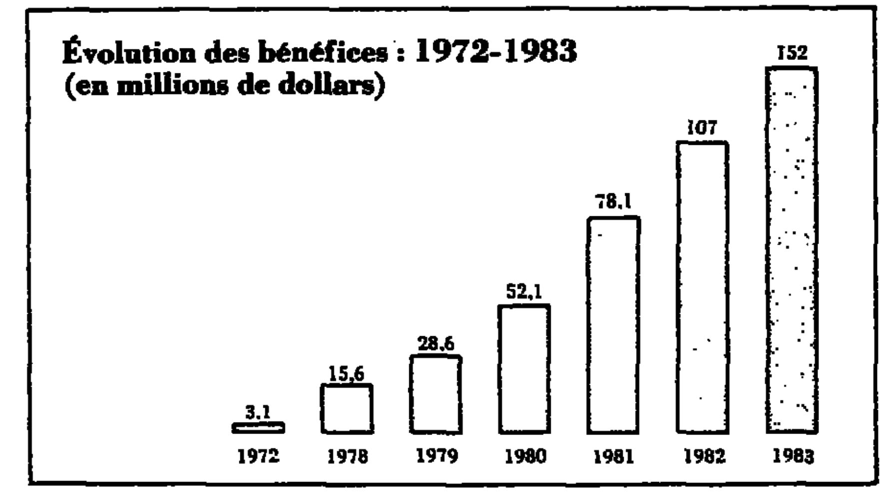
Aujourd'hui, Wang dispose d'un parc de près de 300 000 terminaux installés dans le monde entier, avec un rythme d'installation de 10 000 écrans par mois.

Un ordre de grandeur : les systèmes de traitement de texte multipostes (OIS) installés par Wang représentent 40 % du total mondial.

Si l'on ajoute que, en novembre 1982, Wang a pris une participation dans United States Satellite Systems (USSSI) dans le domaine des communications spatiales, et en août 1983 dans la société Tymshare, on a une idée du dynamisme de Wang dans sa marche vers la « communication totale ». Grâce à ces accords, les utilisateurs d'équipements bureautiques disposeront de nouvelles possibilités — à l'échelle continentale et intercontinentale — d'intégrer leurs systèmes en créant des réseaux bureautiques utilisant les communications par *satellites* ou *les* réseaux spécialisés.

Toutes ces initiatives ont permis à Wang d'acquérir une avance considérable *sur le marché de l'automatisation de* bureau, qui est en pleine expansion. A la différence des marchés informatiques traditionnels, ce nouveau marché est presque entièrement *poussé par les utilisateurs*. Dans toutes les sociétés importantes qui ont installé des postes de travail pour le traitement de texte et de données, on assiste à une véritable « pression de la base ».





L'horizon 90

D'ores et déjà, l'ordinateur professionnel de bureau et les terminaux bureautiques multifonctions apparaissent comme les outils du futur, autour desquels les réseaux de communication seront bâtis. Ils feront partie de l'équipement indispensable au cadre, au technicien et à l'employé qui n'accepteront plus l'intervention *obligatoire* d'un *service informatique* tout-puissant. Il s'agit là d'une mutation technologique mais surtout d'un phénomène de société irréversible qui va transformer de manière radicale les conditions de travail dans les bureaux.

Cette chance historique, Wang veut la saisir. Après avoir connu une croissance exceptionnelle de 50 %, la société vise un taux d'expansion plus raisonnable de 35 % par an.

En 1990, Wang prévoit de parvenir à un chiffre d'affaires de 5 milliards de dollars (40 milliards de francs). Ce chiffre sera entièrement obtenu dans la bureautique au sens large.

Actuellement, 70 % des ventes de Wang sont réalisées aux Etats-Unis : dans les dix ans à venir, c'est la moitié du chiffre d'affaires qui devra se faire dans le reste du monde, et plus particulièrement en Europe.

De telles perspectives supposent une stratégie claire permettant une excellente maîtrise des facteurs du développement. Selon John Cunningham, le numéro deux de Wang Laboratories, toute société qui désire réussir à long terme sur le marché de la bureautique devra répondre à six critères.

Six critères pour réussir

Tout d'abord, il est indispensable de ne pas se disperser et de se concentrer sur un seul marché : celui de la bureautique. Comme Wang s'est depuis toujours *préoccupé de savoir précisément* comment ses produits seraient utilisés dans le monde du bureau, l'expérience acquise est un facteur essentiel : Wang a depuis toujours l'approche « système » indispensable en matière d'informatique/bureautique.

En conséquence, et c'est là le second critère, il faut absolument disposer de *produits capables de s'intégrer dans des* systèmes. On a vu que telle a été précisément la démarche de Wang depuis dix ans. L'approche « pièce par pièce » est condamnée car elle interdit la circulation des informations d'un outil bureautique à l'autre.

Cela exige du fabricant une volonté tenace de créer et de développer une famille de produits sur plusieurs années. Seule une telle perspective donnera les clés de l'avenir. D'où le troisième critère : avoir une activité de recherche et *de développement productive et* innovatrice. Wang y a consacré 7,5 % de son chiffre d'affaires en 1982 mais, dans ce domaine, il ne s'agit pas seulement d'investir des sommes importantes ni de mettre au point les technologies les plus modernes. De tels efforts ne servent à rien si, en même temps, on ne s'assure pas que les nouveaux produits répondent *bien aux exigences des utilisateurs*.

Quatrième critère : une société bureautique doit s'appuyer sur un réseau commercial mondial. C'est logique : les clients les plus en flèche dans la bureautique sont surtout des groupes multinationaux. Il faut donc pouvoir leur proposer des services et des supports étendus à l'échelle du monde.

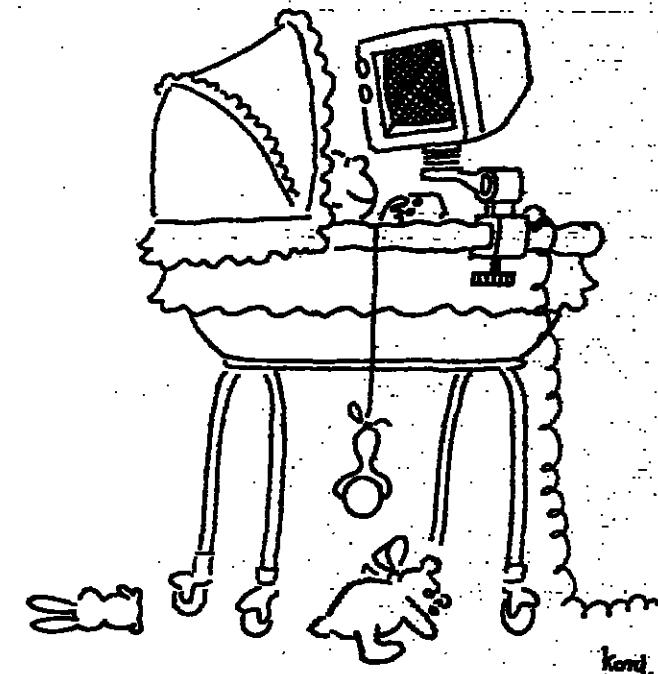
Une forte capacité d'investir constitue le cinquième critère. Wang a réalisé, proportionnellement à sa taille, l'un des plus grands efforts d'investissement industriel des sociétés informatiques américaines : 150 millions de dollars soit 13 % de son chiffre d'affaires 1983 afin de développer la production industrielle.

Enfin, pour maîtriser la croissance de façon saine et solide, il faut maintenir un équilibre entre l'assise financière et l'introduction de nouveaux produits sur le marché.

Concrètement, pour Wang, cela conduit à définir une stratégie en cinq points :

— Une politique *produits cohérente* : tout produit fabriqué par Wang doit être facile à utiliser, capable d'intégrer toutes les fonctions bureautiques, compatible avec le reste de la gamme. Connectable avec le réseau local Wangnet, il doit pouvoir coexister avec d'autres matériels, en particulier les grands ordinateurs.

— Une stratégie de croissance fondée sur la rapidité de réaction. Il importe de répondre le plus vite possible à toutes les demandes du marché en intégrant les technologies les plus récentes. Le marché a tendance à devenir plus sélectif. Dans cinq ans, les systèmes de bureautique seront des produits « standards » développés par quatre ou cinq grands constructeurs mondiaux, dont Wang.



— Une stratégie marketing : l'accent mis sur la « communication d'entreprise » sera maintenue et Wang continuera à se concentrer sur le marché de l'*automatisation du bureau*. *Dans cette* optique, Wang a adopté une approche mondiale et bénéficie de l'intégration verticale de sa production.

— Une politique d'organisation permettant d'analyser les problèmes et de décider très vite. Une société en forte croissance comme Wang Laboratories n'oublie jamais que les hommes constituent son principal capital : maintenir, tout en grandissant, l'ambiance de travail dynamique et sympathique des débuts revêt une importante capitale. Deux atouts pour attirer et motiver les meilleurs *spécialistes de l'industrie informatique* : une bonne circulation de l'information à l'intérieur de l'entreprise et l'ouverture du capital aux employés de Wang. Aujourd'hui, le personnel possède déjà 17 % *des actions de la compagnie*.

— Une stratégie financière : Wang tient à avoir une bonne *rentabilité* pour maintenir son indépendance et ne pas oublier ses actionnaires-employés ou investisseurs.

Telle est la physionomie de Wang en 1983.

Laissons à John Cunningham de soin de conclure : *« Nous avons évalué tous les critères requis pour réussir et je crois que nous sommes bien partis pour réaliser nos objectifs. »*

Le Docteur Wang

A la base de la réussite de Wang Laboratories Inc., il y a un homme, le Dr. An Wang, son président (« chairman ») et fondateur. Licencié en sciences à l'université de Shanghai en 1940, il arrive aux États-Unis à la fin de la guerre pour achever ses études à Harvard. En 1948, il y obtient son doctorat en physique appliquée.

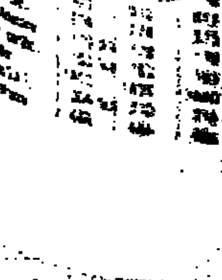
En 1950, c'est lui qui invente la mémoire à tore de ferrite, qui équipera la deuxième génération d'ordinateurs. Dès lors, sa réputation de chercheur ne cessera de croître. L'invention du brevet de la mémoire à tore lui donne aussi les moyens de fonder sa propre entreprise d'ordinateurs en 1951 : Les Laboratoires Wang dont la famille Wang détient encore 45 % du capital. Basée au Massachusetts, l'entreprise du Dr. Wang va connaître une croissance soutenue pendant les années 50. En 1965, le Dr. Wang lance une calculatrice de bureau, le LOCI. Son originalité : son clavier était conçu comme celui d'une calculette et une seule touche suffisait pour la fonction logarithme.

Depuis près de vingt ans, le Dr. Wang et ses collaborateurs ont conçu chaque année de nouveaux systèmes informatiques, multipliant les innovations dans le domaine de l'automatisation du bureau.

Aujourd'hui le Dr. Wang a su hisser sa firme au 9e rang des entreprises informatiques américaines : un bel exemple de réussite dans la technologie de pointe ! Le Dr. Wang participe activement à la vie économique et culturelle du Nord-Est des États-Unis : il fait partie du Conseil d'Administration de la First National Bank of Boston et du Conseil d'Administration de l'Université de Nord-Est et du Musée des Sciences à Boston. En 1980, il a été élu au conseil de surveillance de l'Université d'Harvard.



WANG FRANCE S.A.
Tour Gallieni-1
78-80, avenue Gallieni
93174 BAGNOLET CEDEX
Tél. : (1) 360-22-11





MARCHÉS FINANCIERS

M. NISKANEN CITÉ PAR LA DÉFENSE

Les Etats-Unis sont souvent accusés de peser sur la politique économique européenne en favorisant l'augmentation de leur dette publique et la baisse du taux de croissance de la masse monétaire. Un tel mécanisme serait censé provoquer la hausse des taux d'intérêt réel et renchérir la valeur du dollar, pénalisant du même coup l'investissement européen, tout en accroissant le rythme de l'inflation sur le vieux continent.

De passage à Paris, M. William Niskanen, conseiller économique du président Reagan, qui répondait à l'invitation du groupe de réflexion économique et financière (GREF), a récusé à la fois les faits et les mécanismes d'une telle critique.

La politique monétaire américaine n'a pas été particulièrement restrictive en 1983 et un niveau record de croissance de la masse monétaire a été atteint (13,3 %), a-t-il expliqué. De plus, la croissance de la masse monétaire a plutôt accompagné la hausse des taux d'intérêt, au lieu de s'y opposer. Enfin, l'augmentation du déficit budgétaire n'est pas l'expression d'une volonté politique, mais plutôt le résultat de la récession sur, d'une part, les recettes fiscales, qui se trouvent amputées par la baisse des revenus, et d'autre part, sur les dépenses sociales, qui augmentent automatiquement avec la crise (+ 11 % de 1982 à 1983).

M. Niskanen reconnaît néanmoins que le déficit budgétaire risque de se reproduire en 1984 du fait des échéances électorales (il prévoit également une relance de l'inflation). Malgré cela, le niveau de la dette publique, s'il s'en trouve augmenté, ne fait pas des Etats-Unis ni le plus ancien ni le responsable majeur de la dette mondiale. Devenu importateur de capitaux, les Etats-Unis restent investisseurs nets en Europe.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949	9 sept.	16 sept.
Valeurs franç. à revenu variable	1132,4	1128,1
Valeurs étrangères	3718,9	3640,8
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	183,4	182,5
Valeurs étrangères	502,9	492,6
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	141,1	140,3
Pétroles-Energie	125,8	122,7
Métallurgie	84,3	84,9
Chimie	145,8	148
Bâtim., mat. constr., trav. publics	117,3	115,9
Constructions mécaniques	104,3	104,6
Matériel électrique	158,6	159,2
Automobile et accessoires	122	121,9
Industr. de consom. non alim.	195,6	192,6
Agro-alimentaire	187,3	183,7
Distribution	92,5	92,2
Transports	138	138,2
Services	165,1	163
Assurances	108,4	108,6
Banques	162,2	162,3
Immobilier et foncier	144,5	143,4
Investissement et portefeuille	151,7	153,2
Valeurs industrielles (base 100, 1972)	165,4	164
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe (*)	103,8	109,9
Emprunts d'Etat (*)	104,2	104,4
Emprunts garantis et assimilés (*)	103,8	103,7
Sociétés (*)	104	104,4
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés (*)	91,2	91,2
Sociétés (*)	98,9	99,3
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	134,7	133,7
Produits de base	120,7	118,4
Construction	113,6	112,8
Biens d'équipement	114,9	115,7
Biens de consom. durables	148,6	146,8
Biens de consom. non durables	183,2	182,3
Biens de consom. alimentaires	186,7	182
Services	118,1	116,7
Sociétés financières	148,2	149,6
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	111,3	116,1
Valeurs industrielles	137,9	138,4
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	112,6	112,9

LA VIE DES SOCIÉTÉS

PARIBAS. – Après Épargne-Associations, première Sicav française lancée pour gérer la trésorerie à court terme des diverses associations et organismes à but non lucratif, laquelle a d'ailleurs reçu près de 1 milliard de francs de fonds à gérer depuis huit mois qu'elle est créée, le groupe Paribas vient de lancer une seconde Sicav, *Gestion-Associations.* Conçue sur le même principe, elle vise à gérer cette fois-ci les fonds à moyen terme de ces mêmes associations et organismes divers à but non lucratif.

Constitué le 14 septembre dernier, le conseil d'administration de Gestion-Associations est présidé par M. Jacques Rigaud, conseiller d'État, administrateur délégué de la Compagnie luxembourgeoise de Télédiffusion et président de R.T.L.

COMPTOIRS MODERNES. – En dépit d'une baisse de la consommation qui a affecté l'ensemble du secteur de la distribution, la société annonce, pour le premier semestre 1983, un bénéfice net consolidé (après impôts) de 29,4 millions de francs (non comparables aux 23,9 millions de francs enregistrés durant les six premiers mois de l'exercice 1982) sur un chiffre d'affaires en augmentation de 10 %, à 3,9 milliards de francs.

Le bénéfice d'exploitation consolidé du groupe (51,3 millions de francs) est toutefois en retrait de près de 15 % d'une année à l'autre, en raison de l'importance des travaux effectués au Mans et à la contraction des ventes qui est apparue plus sensible dans le secteur des hypermarchés, tient à préciser la société.

DINER'S CLUB. – Ce réseau mondial de cartes de crédit offre, à présent, à chaque détenteur d'une carte personnelle la possibilité d'obtenir, pour le même prix, une seconde carte assortie d'un autre numéro et d'un relevé mensuel distinct de façon à pouvoir différencier les dépenses personnelles et professionnelles, y compris hors de la zone franc. Le Diner's Club est la première société de cartes de crédit à proposer ce type de service.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	15 sept.	16 sept.
Valeurs françaises	135,8	
Valeurs étrangères	153,1	

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1982)

	15 sept.	16 sept.
Indice général	132,9	133,7

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 19 sept. .... 12 7/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	16 sept.	19 sept.
1 dollar (en yens)	244,70	243,10

BOURSE DE PARIS — Comptant — 16 SEPTEMBRE

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]
… Holdings	111	....
Canadian-Pacific	416	410
Cockerill-Ougre	25	....
Cominco	550	....
Commerzbank	720	650 o
Courtaulds	15 06	....
Dart. and Kraft	696	695
De Beers (port.)	99 50	....
Dow Chemical	380	376
Dresdner Bank	680	685
Emp. Bell Canada	245	240

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

SICAV 16/9

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
I.M.S.I.	348 48	332 68	Unigestion	605 24	577 79
Indo-Suez Valeurs	642 54	613 40	Uni-Japon	1029 62	982 93
Ind. française	12226 37	12226 37	Unirente	1716 78	1659 38
Interoblig.	9969 80	9517 80	Univar	12591 97	12581 97
Intersélect France	255 45	243 87	Valorem	388 17	370 57
Intervaleurs Indust.	372 17	355 29	Valorg	10589 58	10546 85
Invest. Obligataire	12004 26	11980 30	Valrex	116322 61	116206 40
Invest. St-Honoré	686 07	654 96	Worms Investiss.	704 15	672 22
Laffitte-crt-terme	113978 40	113978 40			
Laffitte-Expansion	617 41	589 41			

• : prix précédent.

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

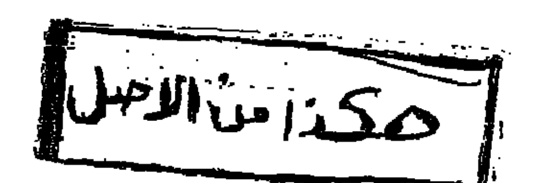
La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
2135	4,5 % 1973	2010	2005	2006	2000
3026	C.N.E. 3 %	3045	3063	3063	3062
186	Accor	187 50	187 50	187 50	170
765	Euromarché	735	720	720	735
700	Europe n° 1	635	620	620	630
630	Facom	638	630	635	630
	B. Ottomane	940	942	944	....
	BASF (Akt)	595	588	588	591
	Bayer	594	587	586	590
	Buffelsfont.	651	646	650	635
	Charter	42 20	41 40	41 30	42
	Chase Manh.	625	618	520	516
	Cie Pétr. Imp.	346	340	340	339 70
74	Matsushita	71 60	70 10	70 95	71 20
1060	Merck	981	974	973	961
860	Minnesota M.	855	822	825	834
370	Mobil Corp.	345 70	341	338	341
20800	Nestlé	19620	19690	19690	19720
840	Norsk Hydro	763	759	765	751
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

COTE DES CHANGES — MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 16/9	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS — Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	8 106	8 082	7 840	8 240
Allemagne (100 DM)	302 150	302 200	290	310
Belgique (100 F)	14 973	14 970	14	15 100
Pays Bas (100 fl.)	270 230	270 350	256	276
Danemark (100 krd)	84 200	84 160	80	88
Norvège (100 k)	109 020	108 850	105	112
Grande-Bretagne (£ 1)	12 103	12 113	11 550	12 350
Grèce (100 drachmes)	8 730	8 705	8	10 100
Italie (1 000 lires)	5 050	5 046	4 707	5 200
Suisse (100 fr.)	371 620	372	369	380
Suède (100 krs)	102 550	102 770	99	106
Autriche (100 sch)	43 008	43	41 800	43 800
Espagne (100 pes.)	5 315	5 300	5	5 600
Portugal (100 esc.)	6 510	6 495	5 500	6
Canada ($ can 1)	6 571	6 557	6 280	6 620
Japon (100 yens)	3 311	3 317	3 170	3 330

MARCHÉ LIBRE DE L'OR — MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 16/9
Or fin (kilo en barre)	105700	105700
Or fin (en lingot)	105700	105700
Pièce française (20 fr)	670	675
Pièce française (10 fr)	400	.....
Pièce suisse (20 fr)	672	666
Pièce latine (20 fr)	655	650
Souverain	805	819
Pièce de 20 dollars	4060	4120
Pièce de 10 dollars	2000	2000
Pièce de 5 dollars	1205	.....
Pièce de 50 pesos	4200	4300
Pièce de 10 florins	680	690



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. TIERS-MONDE : « L'aide au ras du sol par la pratique du jumelage-coopération », par Alain Vivien ; LU : *l'Anti-peuple*, de Sony Labou Tanzi.

ÉTRANGER

3. L'AGGRAVATION DU CONFLIT LIBANAIS
4. DIPLOMATIE
4. ASIE
5. AMÉRIQUES
– GUATEMALA : avec les patrouilles civiles d'auto-défense de l'Altiplano.

POLITIQUE

6. M. Chirac au « Grand Jury R.T.L. - *le Monde* » ; M. Le Pen au « Club de la presse », d'Europe 1.
7. La préparation des sénatoriales : Nouvelle-Calédonie et la Réunion.

SOCIÉTÉ

8. L'affaire des grâces médicales de Marseille sera jugée par le tribunal de Versailles.
9. RELIGION : Jean-Paul II condamne la contraception « artificielle » avec une fermeté sans précédent.

SPORTS

10. MOTOCYCLISME : la victoire de Honda au Bol d'or.
– TENNIS : Thierry Tulasne et Nathalie Herreman champions de France.

RÉGIONS

11. ILE-DE-FRANCE : le quartier de la Goutte-d'Or va être entièrement réaménagé.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

13. La production française de papier journal : et si Parenco réussissait à La Chapelle-Darblay ?
16. Le 39e congrès de l'Institut international des finances publiques à Budapest.

CULTURE

19. THEATRE : *Pièces à lire sous la douche*, de Cami.
– MUSIQUE.
– ROCK.
21. COMMUNICATION : la quatrième chaîne de télévision et le cinéma.

ÉCONOMIE

42. ÉTRANGER : Mme Gandhi lance un appel pressant pour le développement des énergies renouvelables.
43-44. SOCIAL : le 36e congrès des mutilés du travail à Lorient ; Un entretien avec M. Jean Bornard, président de la C.F.T.C.

RADIO-TÉLÉVISION (21)
INFORMATIONS « SERVICES » (18) :
Associations ; « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (22 à 41) ; Carnet (18) ; Programmes des spectacles (20 et 21) ; Marchés financiers (47).

Le numéro du « Monde » daté 18 septembre 1983 a été tiré à 473 035 exemplaires

A B C D E F G

SANS QUE LE CONTRAT SOIT REMIS EN CAUSE

La livraison des cinq Super-Etendard à l'Irak aurait été différée

La trentaine de personnels militaires irakiens – pilotes, mécaniciens et techniciens d'armement – qui ont appris à se servir des avions d'attaque Super-Etendard ont fait leurs adieux, à la fin de la semaine dernière, à leurs instructeurs, mais ils n'avaient pas, pour autant, quitté la base de Landivisiau, en Bretagne, lundi 19 septembre, à l'issue des quatorze semaines de formation par l'aéronavale française.

De même, les cinq Super-Etendard, objets du prêt de la France à l'Irak par prélèvement sur les avions en service dans la marine nationale, sont encore à Landivisiau, où l'on parle de plus en plus d'une livraison différée, sans cependant remettre en cause le contrat.

On sait que l'accord initial prévoit une cession de ces cinq appareils jusqu'en 1985, par l'intermédiaire des constructeurs du Super-Etendard, qui devront dédommager, ensuite, la marine nationale. Les industriels concernés considèrent aujourd'hui qu'ils ont rempli leur contrat et que tout retard éventuel dans la fourniture à l'Irak des cinq Super-Etendard ne serait pas de leur fait, puisque les matériels en question sont prêts, au standard des besoins du client irakien.

Les alliés de la France ont, si l'on en croit les presses américaine et britannique, manifesté à plusieurs reprises déjà leurs inquiétudes à propos de la perspective d'une aggravation de la guerre irako-iranienne après la livraison à Bagdad d'avions capables de s'en prendre – grâce à leurs missiles AM-39 Exocet – à des pétroliers ou à certaines installations d'exploitation pétrolière. Par les voix les plus officielles, l'Iran a, de son côté, prévenu la France que, outre la menace sur l'approvisionnement en pétrole des pays occidentaux, il fallait s'attendre à des représailles de Téhéran sur les intérêts français.

De passage à Paris, récemment, le chargé d'affaires français en Iran a eu l'occasion d'attirer l'attention des responsables gouvernementaux sur la réalité des risques encourus par des ressortissants français tant à Téhéran même, qu'en d'autres régions du monde, où pourrait se manifester la réaction iranienne à la livraison à Bagdad.

Une autre considération, plus politique encore, pourrait justifier un report de la cession des cinq Super-Etendard. Les autorités iraniennes ont, en effet, manifesté beaucoup de bonne volonté dans le dénouement, sur l'aéroport même de Téhéran, entre le 28 et le 31 août dernier, du détournement du Boeing-727 d'Air France. Le porte-parole du gouvernement, M. Max Gallo, avait publiquement remercié les autorités iraniennes pour la façon dont elles avaient trouvé « *une solution heureuse à une affaire difficile* ». Le fait de différer l'exécution de l'accord avec Bagdad serait, dans ces conditions, un témoignage de la France en faveur d'une solution négociée entre l'Iran et l'Irak.

Un avertissement de Téhéran

« *Que le gouvernement français et tout ceux qui ont l'œil sur le pétrole du golfe Persique et en ont besoin sachent que plus une seule goutte de pétrole ne sortira du golfe si une arme ou tout autre moyen menaçant le pétrole iranien et son exportation y est introduit.* » Tel est l'avertissement lancé dimanche 18 septembre par le président iranien, Ali Seyed Khamenei, dans le sermon prononcé à l'université de Téhéran à l'occasion de la fête du sacrifice. « *Les Iraniens*, a-t-il ajouté, *dominent complètement le détroit d'Ormuz et sont prêts à faire face à toutes les actions destructrices de l'impérialisme mondial.* »

De son côté, l'imam Khomeiny a pris la parole, également dimanche, après un silence de deux semaines, pour expliquer que, de toute façon, les avions Super-Étendard que la France devait livrer à l'Irak étaient « *inutiles* », tout comme l'avaient été les Mirage : « *Une arme sans homme compétent ne sert à rien* », a-t-il affirmé, tout en adressant lui aussi des mises en garde aux Occidentaux.

Samedi, c'est le président du Majlis (Parlement), l'hodjatoleslam Rafsandjani, qui avait visité le détroit d'Ormuz à bord d'un navire de guerre. Alors que des gardiens de la révolution se sont installé récemment dans l'île de Larak, dans le détroit, en face du sultanat d'Oman, il a lui-même prononcé un discours à la base aérienne de Konarak, port de la mer d'Oman, dans lequel il a notamment déclaré : « *S'il le faut, nos forces populaires, sans parler de nos chasseurs rapides, de nos lance-missiles, de nos batteries terrestres et maritimes, peuvent fermer ce verrou.* »

A ces avertissements, Téhéran en a ajouté un autre en lançant samedi une nouvelle offensive au Kurdistan laquelle, si elle réussissait, risquerait de faire cesser les exportations de pétrole irakien. L'attaque a, en effet, été lancée, d'après Téhéran, à partir de Marivan, ville du Kurdistan située à environ 160 kilomètres de Kirkouk d'où part l'oléoduc irako-turc, unique débouché du brut irakien depuis la paralysie du terminal de Bassorah (dans le Sud) et la fermeture de l'oléoduc qui passait par la Syrie.

Radio-Téhéran a affirmé que l'offensive a « *permis de conquérir des dizaines de kilomètres carrés à l'intérieur de l'Irak* ». Toutefois, un porte-parole militaire irakien a démenti, dimanche soir, ces informations. « *Les seules opérations sur ce front*, a-t-il ajouté, *sont des attaques aériennes réalisées avec succès par l'aviation irakienne en profondeur du territoire irakien.* » Enfin, il a menacé « *de mettre le feu à toute portion du Kurdistan d'où les envahisseurs tenteraient de souiller la terre de l'Irak* ». – *(A.F.P., Reuter)*.

● *Les radios locales privées parisiennes* autorisées à émettre sont invitées à rejoindre leur fréquence avant le 30 septembre dernier délai, indique la Haute Autorité de la communication audiovisuelle dans un communiqué publié le 19 septembre. Elle indique notamment que toute modification des accords de regroupement doit avoir son approbation. « *En continuant à émettre sur des fréquences différentes, avec une puissance supérieure à celle qui figure sur leur cahier des charges ou sur des emplacements non agréés par T.D.F.,* (les stations) *s'exposent à encourir les sanctions prévues par la loi* » conclut la Haute Autorité.

Au Tchad

Depuis l'arrivée des premiers parachutistes français la situation s'est aggravée

déclare le ministre tchadien de l'enseignement supérieur

Le président Hissène Habré a qualifié le colonel Kadhafi de « *Satan* », parce que, a-t-il estimé, le chef de la révolution libyenne a « *modifié le Coran* » pour l'adapter à sa propre vision du monde et aussi parce qu'il est « *l'allié le plus sûr du grand Satan qu'est le communisme international* ».

Le chef de l'Etat tchadien, qui recevait samedi 17 septembre un groupe de musulmans à l'occasion de la célébration de la fête de l'Aïd al Adha (fête du Sacrifice), a accusé le chef de la révolution libyenne d'être l'agresseur du Tchad, dont « *la moitié est occupée par la Libye et ses mercenaires* ».

« *C'est notre devoir et notre droit le plus absolu de donner au Tchad les moyens de sauvegarder son indépendance et son intégrité territoriale* », a-t-il déclaré, soulignant que le peuple tchadien est « *un peuple pacifique qui ne demande qu'à vivre à l'intérieur des frontières héritées de la colonisation* ».

De son côté, l'imam de la mosquée de N'Djamena a déclaré que la France ne mène nullement une guerre de croisade au Tchad, faisant allusion à une récente déclaration du colonel Kadhafi, qui avait accusé la France et les Etats-Unis de mener une guerre contre les musulmans au Tchad et au Liban.

D'autre part, en visite à Bamako, où il a remis au président du Mali, le général Moussa Traoré, un message de M. Hissène Habré, le ministre tchadien de l'enseignement supérieur, M. Gouara Lassou a déclaré que son pays attendait du prochain sommet franco-africain de Vittel que les chefs d'Etats africains réagissent « *unanimement et fermement* » à la situation au Tchad et demandent à la France « *ce qu'elle est en train d'y faire exactement.* »

« *Depuis le 10 août* (date d'arrivée des premiers parachutistes français), a-t-il dit, *la situation s'est aggravée au Tchad, et chaque jour qui s'y passe augmente notre inquiétude.* »

Interrogé sur les perspectives d'un règlement diplomatique, le ministre a récusé les missions de l'O.U.A. et d'un autre pays qu'il n'a pas nommé, affirmant que ces missions se rendaient partout, sauf à N'Djamena. « *On parle au nom du Tchad, mais on ne vient pas au Tchad, et le calme relatif qui règne actuellement risque de se transformer en un état de fait à l'exemple de la Corée* », a-t-il déclaré. – *(A.F.P. – Reuter)*.

EN POLOGNE

M. Walesa dément avoir recommandé la reddition des militants clandestins

Varsovie *(A.F.P., Reuter.)*. – M. Lech Walesa a démenti, dimanche 18 septembre, avoir recommandé la reddition des militants clandestins, l'abandon du sigle de Solidarité et la création de nouveaux syndicaux régionaux, comme le lui avait fait dire la publication « illégale » *C.D.N. (A suivre)*.

L'hypothèse d'une reddition des clandestins et d'une suspension temporaire des activités de la T.K.K. (direction provisoire du syndicat) a été parfois évoquée au cours de certaines conversations, a expliqué M. Walesa : mais il revient aux dirigeants de la T.K.K. « *de prendre seuls, démocratiquement, toute décision à ce sujet. Pour ma part, je respecterai toujours leurs choix* ».

La « fausse » interview de M. Walesa à *C.D.N.*, qui était en contradiction avec toutes les déclarations antérieures du président de Solidarité, avait soulevé d'autant plus d'émotion que, dans un premier temps, M. Walesa avait semblé en reconnaître la paternité.

Interrogé vendredi 16 septembre par téléphone, il avait déclaré, sans avoir pu lire le texte en question, qu'il ne s'agissait certainement pas d'une interview, mais que BI a priori, il paraissait refléter assez fidèlement ses positions.

L'affaire semble avant tout illustrer les risques inhérents au style de M. Walesa, qui laisse une large place à l'improvisation. Elle pourrait aussi témoigner d'un certain flottement de la part des dirigeants de Solidarité quant à la tactique à adopter face à un pouvoir qui refuse tout dialogue. Cependant, à Varsovie, certains s'interrogent sur l'authenticité du numéro en question de *C.D.N.*

● *A Berlin-Ouest*, neuf Polonais ont demandé l'asile politique après avoir atterri, samedi 17 septembre, sur l'aérodrome militaire américain de Tempelhof à bord d'un Antonov-2. Le pilote (amateur) qui avait réservé l'appareil pour un vol d'entraînement, à Zielona-Gora, en Silésie, avait simulé un détournement. L'appareil a été escorté pendant un certain temps par des chasseurs soviétiques, qui n'ont pas tenté de l'intercepter. – *(A.F.P.)*